

**SUSCITER, MOBILISER, COORDONNER,  
RENFORCER, DÉVELOPPER ET DIVERSIFIER  
L'ACTION DES CITOYEN.NES ET DE LA  
SOCIÉTÉ CIVILE ORGANISÉE POUR  
CONTRIBUER À LA RÉALISATION DES ODD,  
AVEC UNE APPROCHE DROITS HUMAINS,  
GENRE, ENVIRONNEMENTALE ET  
DÉCOLONIALE**

# Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civile organisée pour contribuer à la réalisation des ODD, avec une approche droits humains, genre, environnementale et décoloniale

IATI ID :	BE-BCE_KBO-0430826290-prg2022
Start date :	01/01/2022
End date :	12/31/2026
Grouped application ? :	Non-grouped
Joint program ? :	Joint

## General description

Ce programme rassemblant quatre organisations, le CNCD-11.11.11, le Centre Tricontinental (CETRI), le Monde selon les femmes (M/F) et Oxfam-Magasins du monde (OMDM), a pour ambition de renforcer leur contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD) par la mise en commun de leurs forces, expériences et complémentarités. Le programme comprend deux volets. D'un côté un volet Nord s'inscrivant dans le CSC géographique Belgique et le CSC thématique Villes durables, d'un autre côté un volet Sud s'inscrivant dans les CSC RDC, Sénégal, Guinée et Bolivie. Le programme commun aux quatre organisations est un programme d'ECMS en Belgique qui s'inscrit dans la continuité des programmes précédents. A travers une approche basée sur les droits humains, il s'appuie sur la complémentarité des quatre OSC pour atteindre trois outcomes ciblant le monde scolaire, les publics de première et de deuxième ligne et le plaidoyer politique. Oxfam-Magasins du monde poursuit deux outcomes s'inscrivant dans le nouveau CSC thématique Villes durables. L'objectif est de renforcer la transition écologique, économique et sociale par l'application du modèle de l'économie régénérative et distributive dans les villes et communes belges tout en mobilisant les apprentissages des pays du Sud où se situent leurs partenaires de commerce équitable. Le CNCD et le M/F poursuivent respectivement 2 OS en RDC (gestion durable des ressources naturelles et gouvernance démocratique pour le CNCD et cible genre pour le M/F). Le M/F à lui seul poursuit 3 OS en Bolivie, Guinée et Sénégal concernant le genre et autour de thèmes de l'agroécologie, la résilience climatique et les droits reproductifs et sexuels. Le travail accompli dans ces pays par les OSC partenaires se répercute et alimente la réalisation des 3 OS d'ECMS en Belgique en se basant sur une démarche d'échanges croisés N/S-S/S, de mise en évidence de l'interdépendance des enjeux et de valorisation des savoirs des Sud

## Own contribution - Sources of financing

### Planned public financing source(s)

Sources de financement apport propre CETRI

- Subsidés éducation permanente (FWB)
- Subsidés APE

Sources de financement apport propre OMDM

- Subsidés à l'emploi (APE)
- Fonds propres

Sources de financement apport propre M/F

- Subsidés projets autorisant le cofinancement
- Subsidés à l'emploi

Sources de financement apport propre CNCD-11.11.11

- Subsidés à l'emploi (Maribel Social, ACS, APE)
- WBI

### Planned private financing source(s)

Sources de financement apport propre CETRI

- Fonds propres - dons - vente services

Sources de financement apport propre M/F

- Vente publications
- Recettes formations du programme
- Autres conventions de collaboration
- Récolte CNCD 11.11.11.
- Dons privés et institutionnels

## Own contribution - Complementary revenues

### Type(s) of complementary revenues

Sources de financement apport propre CETRI

- Vente publications

### Mandatory annexes classified by programme

Title of the annex	Type of document	File
Budget CNCND	Budget	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-04/Budget%20Programme%20DGD%20-%20CNCND%202022-2026%20%28avril%202022%29.xlsx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-04/Budget%20Programme%20DGD%20-%20CNCND%202022-2026%20%28avril%202022%29.xlsx</a>
PC_DGD_Stratégie de collaboration OMDM_CNCD_LMSF_CETRI	Description of the joint programme's cooperation strategy	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/PC_DGD_Strat%C3%A9gie%20de%20collaboration%20OMDM_CNCD_LMSF_CETRI.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/PC_DGD_Strat%C3%A9gie%20de%20collaboration%20OMDM_CNCD_LMSF_CETRI.pdf</a>
Budget MF 2022-2026	Budget	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-04/Budget%20MF%202022-2026-FINAL250422.xlsx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-04/Budget%20MF%202022-2026-FINAL250422.xlsx</a>
PC_DGD22-26_Convention de collaboration OMDM_CNCD_LMSF_CETRI	Structural Cooperation Agreement between the ANGC associates	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/PC_DGD22-26_Convention%20de%20collaboration%20OMDM_CNCD_LMSF_CETRI.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/PC_DGD22-26_Convention%20de%20collaboration%20OMDM_CNCD_LMSF_CETRI.pdf</a>
CETRI Budget 22-26 adapté	Budget	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-03/CETRI_budget_adapt%C3%A9_DGD_2022_2026_0.xlsx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-03/CETRI_budget_adapt%C3%A9_DGD_2022_2026_0.xlsx</a>
CETRI Conventions de collaboration signées GRIAL, DVLP, OMER, Solsoc, EF	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-03/CETRI%20Cinq%20conventions%20de%20collaboration%20sign%C3%A9es.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-03/CETRI%20Cinq%20conventions%20de%20collaboration%20sign%C3%A9es.pdf</a>
Budget OMDM	Budget	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-04/OMDM-%20Budget%20format%20DGD%20r%C3%A9vis%C3%A9%202022_0.xlsx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-04/OMDM-%20Budget%20format%20DGD%20r%C3%A9vis%C3%A9%202022_0.xlsx</a>
Adaptations prg com 22-26 Mars 2022	Other	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-04/Adaptations%20r%C3%A9vis%C3%A9es%20Prg%20Com%2022-26%20OMDM%20CNCND%20LMSF%20CETRI.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-04/Adaptations%20r%C3%A9vis%C3%A9es%20Prg%20Com%2022-26%20OMDM%20CNCND%20LMSF%20CETRI.docx</a>

# Développer une pratique d'ECMS liée aux ODD auprès des acteurs de l'enseignement en Belgique

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès BERTRAND
Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	Le Monde selon les femmes
Name :	Noémie Kayaert
Telephone :	022230512
Email :	noemie@mondefemmes.org

## Author information

Lead NGO/Owner :	LMSLF
Name of accredited actor	Le Monde selon les femmes

## General

Title of the outcome - French or English (mandatory) :	Développer une pratique d'ECMS liée aux ODD auprès des acteurs de l'enseignement en Belgique		
IATI activity identifier :	BE-BCE_KBO-0430826290-prg2022-1-BE		
Outcome start date :	01-01-2022		
Outcome end date :	31-12-2026		
Country of intervention :	Belgium		
Sector :	99820 - Promotion of development awareness (non-sector allocable)	Budget share :	100%

## Strategic target involved

### 1. Enseignement tant du côté francophone que néerlandoph...

- BELGIQUE / BELGIË

Description :	1. Enseignement tant du côté francophone que néerlandophone / Nederlandstalig en Franstalig onderwijs
---------------	---

### 4. Genre / Gender

- BELGIQUE / BELGIË

Description :	4. Genre / Gender
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 5. Environnement / Milieu

- BELGIQUE / BELGIË

Description :	5. Environnement / Milieu
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 6. Diversité et décolonisation / Diversiteit en dekolon...

- BELGIQUE / BELGIË

Description :	6. Diversité et décolonisation / Diversiteit in dekolonisatie
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

## Approaches or sub-targets concerned

A1 Promouvoir l'exercice de la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) dans l'enseignement fondamental et secondaire obligatoire

A12 Informer, sensibiliser et mobiliser les élèves du primaire, en partenariat avec les agents éducatifs scolaires, en proposant une offre de qualité et diversifiée sur les enjeux mondiaux et de durabilité

A13 Informer, sensibiliser et mobiliser les élèves du secondaire

A14 Renforcer les capacités des agents éducatifs dans les connaissances, compétences et dans le savoir-être autour des enjeux mondiaux et de durabilité et à être des acteurs d'ECMS

A16 Renforcer l'intégration de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire dans les mandats des conseillers pédagogiques et des réseaux d'enseignement existants

A2 Promouvoir l'exercice de la citoyenneté mondiale et solidaire dans l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire

A21 Informer, sensibiliser, accompagner et mobiliser les étudiant.es, en partenariat avec les agents éducatifs, en proposant une offre de qualité et diversifiée sur les enjeux mondiaux et de durabilité

A24 Renforcer les connaissances, compétences et attitudes en ECMS, et les capacités à l'intégrer dans le curriculum de formation

## Comments on general

Submitted by ExpertDGEO-MP on Thu, 10/21/2021 - 21:22

### Questions sur l'ensemble du programme ECMS (sur les OS1, 2 et 3)

#### 1. SYNERGIE

Pour chacun des outcome, vous décrivez ici ce qu'apporte chacune des ONG au programme commun. Et les résultats sur lesquels il y a collaboration et complémentarité.

Mais ce que la présentation du programme commun Belgique ne permet pas de bien comprendre c'est la « synergie » (la dynamique commune) de vos ONG pour façonner un socle et une vision commune.

Pouvez-vous expliciter les mesures et processus mis en place permettant de **conjuguer et intégrer** [1+1=3 ou dans votre cas 1+1+1+1 donne un résultat supérieur à 4] vos complémentarités dans un ensemble partagé, et pas seulement de les additionner ?

#### 2. ARCHITECTURE DU PROGRAMME pour les OS1, 2 et 3

Pouvez-vous expliquer et motiver votre choix de décliner la TOC en trois outcomes ? Ce faisant, ne perdez-vous pas la richesse des articulations entre les 3 trajets de changement ?

#### 3. GENRE

Dans la partie "Categorization", il est écrit : "Avant fin 2020 les partenaires du programme commun développeront collaborativement, une grille de screening "genre et éducation". Celle-ci définira des critères clairs qui permettront d'évaluer l'intégration transversale et/ou spécifique du genre dans les dispositifs de campagne".

L'année mentionnée (2020) et le futur (collaboreront) sont étonnants. Par ailleurs l'indicateur 1.4 de l'OS1 dit que "la grille de screening existe, mais qu'elle n'est pas encore mise en oeuvre" (et qu'elle le sera dans le programme).

Pouvez-vous préciser depuis quand ce grille de screening existe?

Si c'est depuis fin 2020, pourquoi n'a-t-elle pas encore été utilisée en 2021?

Pouvez-vous en dire davantage sur cette grille et expliquer comment elle sera utilisée, pour permettre de comprendre comment elle " sera utilisée dans les méthodologies de toutes les interventions".

#### 4. RESSOURCES HUMAINES

La présentation par outcomes des ressources humaines ne permet pas de bien comprendre la répartition et la ventilation du personnel au niveau de l'ensemble du programme commun.

Vos collaborateurs.trices sont-elles « spécialisé.es » par outcomes et résultats ? Ou les mêmes personnes interviennent-elles dans plusieurs outcomes avec leur temps de travail (ETP) répartis entre plusieurs outcomes. Pouvez-vous expliquer votre mode de fonctionnement et de travail ?

#### 5. BUGDET CETRI

Chacun des 3 outcomes (OS1, 2 et 3) prévoit un investissement de 500 € par an pour « Mobilier, ICT). A quoi (quels investissements) sera consacré cet argent ?

Submitted by LMSLF on Thu, 10/28/2021 - 17:21

### réponse à questions sur l'ensemble du programme

#### 1. SYNERGIE

Les stratégies spécifiques des 4 organisations en matière d'ECMS obéissent à une vision commune de changement (explicitée dans la ToC) et convergent vers la réalisation de mêmes résultats et objectifs spécifiques. En soi, ceci est suffisant pour justifier la pertinence d'un programme commun. Chaque partie prenante joue un rôle et apporte une expertise distinctifs et complémentaires. Un premier intérêt de les fonder en un seul programme est d'en faire un suivi commun et de pouvoir accompagner la pertinence des stratégies d'ECMS mises en œuvre et la contribution aux changements produits de façon globale, plutôt que chaque organisation de son côté. Un deuxième intérêt induit est d'aller dans le sens de la simplification administrative dans la gestion des programmes et du dialogue stratégique avec la DGD avec, des deux côtés, une notable réduction des coûts de transaction et en conséquence une plus grande efficacité.

Ensuite, le programme commun pose un cadre qui permet d'approfondir les synergies entre les 4 organisations dans le sens de mieux exploiter leurs complémentarités, chacune concentrant ses énergies sur son *core business* :

Le rôle de coudoir du CNCD-11.11.11 accroît l'audience potentielle des contributions des trois autres ONG.

Le réseau des équipes de volontaires et des infrastructures d'OMDM ouvre de nouvelles perspectives d'articulation et de renforcement mutuel avec celui du CNCD-11.11.11.

L'expertise et les compétences en matière de genre du MF favorisent le renforcement de cette approche au sein des trois autres partenaires.

Le réseau d'acteurs.rices et chercheur-es des Sud du CETRI et leurs analyses et recherches sur les questions de développement et des rapports Nord Sud nourrit les contenus des pratiques éducatives et de plaidoyer de toutes les parties prenantes.

La conception et la mise en place d'outils collectifs de gestion et de *monitoring* (grille genre, outils de plaidoyer, enquête) permettent d'harmoniser le suivi et

d'accompagner les changements induits globalement par le programme.

Le programme commun facilite encore la rationalisation dans les interventions autour des trois OS, plus précisément en ce qui concerne :

La rationalisation des interventions et la couverture des établissements d'enseignement sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'organisation, le renforcement des capacités, la formation des équipes de volontaires et la promotion de synergies entre elles.

La mise en commun ou l'échange d'expertises et de ressources, entre les 4 organisations (collaborations renforcées sur certaines activités) comme vis-à-vis de demandes extérieures (une demande adressée à l'une des organisations est réorientée vers une autre disposant de compétences plus adéquates).

La coordination des thèmes d'étude et de recherche ainsi que de la politique éditoriale : sujets, calendriers, type de publication, etc. de façon à maximiser la complémentarité entre les productions des uns et les interventions des autres et d'éviter tout recouvrement.

Le suivi du programme et le dialogue avec la DGD : organisation coordonnée du suivi, de la gouvernance du programme, du rapportage et du dialogue stratégique avec la DGD.

## 2. ARCHITECTURE DU PROGRAMME pour les OS1, 2 et 3

La ToC est le cadre référent du programme d'ECMS en Belgique. Elle est commune aux trois *outcomes* qui en découlent et garantit les articulations entre les trois trajets de changement.

Le choix de la décliner en trois *outcomes* relève, d'une part, d'un souci de cohérence avec le CSC Belgique, chaque *outcome* correspondant à une cible stratégique du CSC. D'autre part, la déclinaison en trois *outcomes* se justifie par la spécificité des stratégies à mettre en œuvre par rapport aux trois cibles stratégiques. Les stratégies d'ECMS ne sont pas les mêmes selon que l'on s'adresse aux publics du secteur de l'enseignement, à des citoyen.nes et des organisations de la société civile au sens large ou encore au public des personnes en situation de décision sur les plans politiques et économiques.

L'intérêt sur le plan méthodologique de combiner théorie du changement (ToC) et cadre logique (*outcome* et résultats), est de pouvoir articuler approches globales (intégration des 3 OS dans la ToC) et spécifiques (stratégies différenciées en fonction des publics visés).

En théorie, il serait possible de monter d'un cran dans la construction d'un cadre logique qui reprendrait une formulation de l'objectif global en un seul objectif spécifique avec trois résultats calqués sur les OS actuels. Il nous a semblé que dans ce cas la formulation du programme serait resté à un niveau trop général ne permettant pas de saisir suffisamment sa contribution au CSC Belgique, la ToC permettant d'appréhender la cohérence globale du programme.

## 3. GENRE

La confusion est due à une faute de frappe : il faut lire « Avant fin 2021 » à la place de « 2020 ». L'indicateur 1.4. précise logiquement qu'au moment du démarrage du programme (1<sup>er</sup> janvier 2022, *baseline*) « la grille de screening existe(ra), mais qu'elle n'est pas encore mise en œuvre » (et qu'elle le sera dans le programme).

La grille pour l'OS 1 et 2 est en cours de finalisation car nous capitalisons toutes les bonnes pratiques des organisations membres du programme commun. Les grilles de screening ont des fonctions différentes en fonction de chaque OS et s'illustrent autour de trois grands axes qui sont les postures, les outils et les moyens pour pouvoir y répondre. Par exemple pour l'OS1 et 2, les organisations membres se sont fixées comme objectif de favoriser la prise de conscience des impacts différenciés d'une thématique/action sur les femmes et sur les hommes, et mettre en avant les stratégies d'action produites par les hommes et les femmes. Pour l'OS2 cet objectif est complété par celui de favoriser le lien avec les associations de femmes et les mouvements sociaux des Nords et des Suds.

## 4. RESSOURCES HUMAINES

Pour l'ensemble des membres du programme commun, il existe des profils spécialisés (thématiquement ou non) et d'autres plus transversaux. Pour des raisons d'efficacité et d'efficience, il est important que toutes les ressources humaines mises à disposition sur la réalisation du programme puissent concourir en harmonie à la réalisation des objectifs, ce qui nécessite d'avoir des profils complémentaires intervenant régulièrement sur plusieurs OS à la fois.

On retrouvera :

sur l'OS1 des personnes dont 100% du temps de travail est consacré à la préparation et à l'animation de nos projets avec les enfants dans le primaire et le secondaire ainsi que le développement d'outils dédiés à l'éducation.

sur l'OS2 des personnes dont le cœur de métier est la formation, les relations avec les partenaires des Suds, le développement de campagne ou d'outils à destination des publics de première et de deuxième ligne.

Sur l'OS3 des personnes spécialisées sur le développement d'expertise et les activités de plaidoyer au niveau local, régional, national et global.

En plus de ces collaborateurs/trices, on retrouve des profils qui interviennent sur tous les *outcomes* selon deux cas :

Soit parce que leurs fonctions ne permettent pas un "silotage" entre les *outcomes* et nourrissent le travail des différents objectifs spécifiques (la recherche alimente le travail de formation qui nourrit le travail de plaidoyer et cela dans un cercle continu).

Soit en appui puisqu'ils sont experts en matière de communication et de diffusion, d'encadrement logistique, de coordination, de finances et d'administration ou encore de travail en réseau.

## 5. BUDGET CETRI

Ces investissements concernent le renouvellement régulier des équipements informatiques (hardware et software).

---

Submitted by ExpertDGEO-MP on Fri, 10/29/2021 - 10:44

### Réponse sur les investissements pour CETRI

Bonjour,

J'avais bien supposé que les " investissements concernent le renouvellement régulier des équipements informatiques (hardware et software)". Donc votre réponse ne m'aide pas.

Bien sûr ce ne sont pas des sommes considérables. Mais je ne comprends pas que pour 4 ETP (1 pour l'OS1, 1,5 pour OS2 et 1,5 pour OS3), il faille un investissement de 500 € par an (2500 € pour chaque outcome). A quel rythme remplacez-vous les ordinateurs et les logiciels? Sinon quels investissements envisagez-vous? Pouvez-vous présenter une ventilation des investissements prévus?

Merci

---

Submitted by LMSLF on Tue, 11/02/2021 - 11:37

### Bonjour, La politique du...

Bonjour,

La politique du CETRI est de remplacer tous les 4-5 ans les outils informatiques clés pour la production et la diffusion des contenus concernant les trois outcomes. A charge du programme cofinancé par la DGD, voici ce qui est prévu pour la période 22-26 :

- Renouvellement de 4 PC portables, performants, avec Windows pro et configurés avec connexion VPN pour le télétravail, pour 4 chargés d'étude (les 4 équivalents temps pleins à charge du programme) = 4 x 1200 euros

- Renouvellement du serveur NAS, système backups, firewall et configuration = 2000 euros

- Mise à jours des logiciels de mise en page, traitements images et vidéos (service communication et production web) = 700 euros

Total sur les cinq ans = 7500 euros. Ces prévisions budgétaires pour investissements sont lissées sur les cinq années du programme et sur les trois OS.

Nous restons à disposition pour plus d'info si nécessaire.

Bien cordialement

## Geographic location of the outcome's intervention zone

### Région Bruxelles-Capitale

Lat/Long :	50.858092264138, 4.3364869058132
------------	----------------------------------

### Région wallone

Lat/Long :	50.597999844779, 5.6399231404066
------------	----------------------------------

## Outcome summary

### Description of the outcome

En vue de contribuer à la montée en puissance d'une pratique durable d'ECMS dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles, orientée vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), l'outcome met en œuvre des stratégies de coordination et de synergie entre Organisations de la société civile (OSC), de sensibilisation et de mise en action des acteurs du milieu scolaire, de renforcement de groupes de volontaires dans les établissements, de production de connaissances et de renforcement des capacités des acteurs de l'enseignement en matière d'ECMS avec une approche genre, environnementale et décoloniale, et avec la participation de partenaires des Suds.

L'action menée vise 4 résultats :

- La coordination des OSC actives en milieu scolaire pour une offre articulée d'interventions et d'outils pédagogiques adaptés et actualisés ;
- La prise de conscience de la part des enseignant-es du primaire et du secondaire de l'importance des enjeux locaux et mondiaux qu'implique la réalisation des ODD ;
- L'accès aisé et l'appropriation par les élèves et les enseignant-es de ressources et dispositifs pédagogiques pertinents qu'ils utilisent régulièrement ;
- L'encouragement et le soutien aux enseignant-es et étudiant-es du supérieur dans leurs travaux portant sur les enjeux des ODD.

Les thématiques suivantes seront abordées :

- Environnement (« Économie du Donut », écoféminisme, justice climatique)
- Droits humains (travail décent, souveraineté alimentaire, justice migratoire, décolonisation, droits des femmes)
- Société (commerce (in)équitable, lutte contre les inégalités, solidarité Nords-Suds)
- Genre (déconstruction des stéréotypes de genre, égalité, masculinités).
- Reconfiguration des rapports Nords-Suds et mondialisation

L'outcome s'articule avec les OS2 « 1e et 2e lignes » et OS3 « Plaidoyer » avec lesquels il s'inscrit dans une même théorie de changement du volet ECMS de ce programme.

### Wording of the outcome

Les acteurs-rices de l'enseignement – enseignant-es, élèves, étudiant-es, établissements – intègrent et développent durablement une pratique d'ECMS qui contribue à éveiller le sens critique et l'engagement des élèves et étudiant-es sur les enjeux locaux et globaux liés à la réalisation des ODD avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, inspirée des enseignements de partenaires des Suds.

### Target groups

Les OSC actives en ECMS en milieu scolaire.

La communauté éducative en Fédération Wallonie-Bruxelles et les OSC actives en ECMS.

Plus spécifiquement, dans l'enseignement primaire et secondaire :

- Établissements scolaires
- Instituteur-trice-s et enseignant-es
- Classes, élèves (dont certains organisés en équipes)

Et dans l'enseignement supérieur :

- Hautes écoles et instituts universitaires, centres de recherche
- Professeur-es et chercheur-ses
- Étudiant-es et associations étudiantes

## Categorization: Sustainable Development Goals

SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Strengthen domestic resource mobilization, including through international support to developing countries, to improve domestic capacity for tax and other revenue collection
-------	---	-------	---

SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable&nbsp;Development	SDT :	Developed countries to implement fully their official development assistance commitments, including the commitment by many developed countries to achieve the target of 0.7&nbsp;per&nbsp;cent of gross national income for official development assistance (ODA/GNI) to developing countries and 0.15 to 0.20&nbsp;per&nbsp;cent of ODA/GNI to least developed countries; ODA providers are encouraged to consider setting a target to provide at least 0.20&nbsp;per&nbsp;cent of ODA/GNI to least developed countries
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable&nbsp;Development	SDT :	Mobilize additional financial resources for developing countries from multiple sources
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable&nbsp;Development	SDT :	Assist developing countries in attaining long-term debt sustainability through coordinated policies aimed at fostering debt financing, debt relief and debt restructuring, as appropriate, and address the external debt of highly indebted poor countries to reduce debt distress
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable&nbsp;Development	SDT :	Promote a universal, rules-based, open, non-discriminatory and equitable multilateral trading system under the World Trade Organization, including through the conclusion of negotiations under its Doha Development Agenda
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable&nbsp;Development	SDT :	Significantly increase the exports of developing countries, in particular with a view to doubling the least developed countries' share of global exports by 2020
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable&nbsp;Development	SDT :	Realize timely implementation of duty-free and quota-free market access on a lasting basis for all least developed countries, consistent with World Trade Organization decisions, including by ensuring that preferential rules of origin applicable to imports from least developed countries are transparent and simple, and contribute to facilitating market access
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable&nbsp;Development	SDT :	Enhance global macroeconomic stability, including through policy coordination and policy coherence
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable&nbsp;Development	SDT :	17.14 Enhance policy coherence for sustainable development
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable&nbsp;Development	SDT :	Respect each country's policy space and leadership to establish and implement policies for poverty eradication and sustainable development
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls
SDG :		SDT :	Goal 10. Reduce inequality within and among countries
SDG :		SDT :	Goal 1. End poverty in all its forms everywhere
SDG :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture	SDT :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture
SDG :	Goal 3. Ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages	SDT :	Goal 3. Ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages
SDG :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all	SDT :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all
SDG :	Goal 8. Promote sustained, inclusive and sustainable economic growth, full and productive employment and decent work for all	SDT :	Goal 8. Promote sustained, inclusive and sustainable economic growth, full and productive employment and decent work for all
SDG :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns	SDT :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns
SDG :	Goal 14. Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development	SDT :	Goal 14. Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development
SDG :	Goal 15. Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat&nbsp;desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss	SDT :	Goal 15. Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat&nbsp;desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss
SDG :	Goal 16. Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and&nbsp;build effective, accountable and inclusive institutions at all levels	SDT :	Goal 16. Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and&nbsp;build effective, accountable and inclusive institutions at all levels

## Markers & Tags

1. Gender Equality :	2
2. Aid to Environment :	2
3. Participatory Development / Good Governance :	2
4. Trade development :	2



5. Biodiversity :	1
6. Climat Change – Mitigation :	1
7. Climat Change – Adaptation :	2
8. Desertification :	0
9. RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health :	2
10. HIV / AIDS :	0
11. Children's Rights :	1
12. Disability :	0
13. Nutrition :	0

1. D4D - Better use of big data :	No
2. D4D - Digital for inclusive society :	No
3. D4D - Digital for inclusive and sustainable economic growth :	No
4. Private Sector Development :	Yes
5. Health - Sexual and reproductive health :	Yes
6. Health - Quality medicines :	No
7. Health - Health financing and Universal Health Coverage :	Yes
8. Refugees :	Yes
9. Covid-19 :	Yes

## Categorization: Positioning with regard to the objectives of Belgian Development Cooperation, described in its strategy papers

### **Development education**

Approche 1 : Comme tous les programmes d'ECMS des OSC, celui-ci s'inscrit par définition dans l'approche 1

Approche 2 : Ce programme joue un rôle particulier dans l'approche 2, puisqu'il finance la coordination des acteurs de terrain en matière d'ECM vers le monde scolaire (au travers des LED), des publics de 1e et 2e cible (au travers de campagnes coordonnées de sensibilisation et de mobilisation) et du plaidoyer (au travers des plateformes nationales d'OSC)

Approche 3 : Le programme entend favoriser la prise en compte des messages des partenaires Sud dans les différents métiers de l'ECMS. Il s'inscrit particulièrement dans cette vision au travers des apports du CETRI, dont c'est la mission principale.

Approche 4 : non pertinent. Si le programme fera bien entendu l'objet d'un monitoring permanente, cette approche est avant tout dévolue par la note stratégique à la DGD elle-même.

### **Environment and climate change**

Axe 1 : L'environnement comme thème transversal

Axe 2 : L'appui sectoriel à l'environnement spécifique au pays dans lequel se déroule l'action

Axe 3 : Cohérence des politiques en faveur du développement : cohérence interne forte avec notre programme d'ECMS et cohérence externe forte avec l'ensemble de nos missions sociales en tant qu'OSC accréditée

### **Gender**

L'OS 1 s'inscrit dans et aborde tous les thèmes prioritaires de la note stratégiques genre.

1. Education et prise de décision 2. La santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) 3. Sécurité alimentaire, accès aux ressources naturelles et empowerment économique 4. Protection des droits et lutte contre les violences (sous toutes ses formes) basées sur le genre, avec notamment une attention particulière portée aux lesbiennes, Gay, Bisexuels, Transgenres et Intersexués (LGBTI)

Cela s'effectuera de manière spécifique et transversale à travers les thèmes abordés dans les outils développés et les interventions auprès du monde scolaire.

Avant fin 2020 les partenaires du programme commun développeront collaborativement, une grille de screening "genre et éducation". Celle-ci définira des critères clairs qui permettront d'évaluer l'intégration transversale et/ou spécifique du genre dans les dispositifs pédagogiques.

## Subsidy bonus allocation: priority themes and strategic priorities

### **Human rights-based approach**

L'approche basée sur les droits humains est centrale pour les 4 OSC qui portent le programme. Elle se traduit dans cet outcome dans les thématiques et dans les stratégies mises en œuvre, systématiquement abordées sous l'angle de l'(in)égalité d'accès aux droits : égalité femmes/hommes à partir d'une double approche spécifique et transversale, commerce équitable, justice climatique, justice migratoire, justice fiscale, souveraineté alimentaire, travail décent constituent ainsi des cadres définis à partir de l'universalisation des droits, pour la plupart au niveau international. Les stratégies (animations, publications, événements, formations, outils pédagogiques, accompagnements...) font régulièrement référence (1) à la mise en œuvre des principaux instruments relatifs à toutes les générations de droits humains (DUDH, protocoles additionnels, CEDH, Convention sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes, Convention internationale des droits de l'enfant, etc.), (2) à la mise en œuvre des cadres internationaux, contraignants ou non, permettant la pleine réalisation de ces droits (ODD, Accord de Paris, Convention d'Istanbul, Pacte mondial migrations, Plan d'action de Beijing, charte du commerce équitable, etc.) et/ou (3) à la création de nouveaux cadres internationaux permettant d'améliorer la mise en œuvre des droits (human rights due diligence, Organisation mondiale de l'environnement, Cadre fiscal international, etc.). Ces stratégies contribuent à renforcer les capacités des publics cibles (partenaires limitrophes) pour appréhender les inégalités dans l'accès aux droits humains, en analyser les causes et agir en vue de les réduire.

### **Decent and sustainable work**

L'agenda international du travail décent constitue aussi l'un des socles thématiques de l'outcome. Une collaboration étroite est d'ailleurs assurée avec les organisations membres du CSC travail décent qui interviennent en milieu scolaire et participent au LED, l'espace de concertation des OSC active dans l'ECMS en milieu scolaire coordonné dans le cadre de ce programme. Si l'agenda du travail décent doit être abordé comme un tout cohérent, chacun de ses piliers est appréhendé par l'outcome de façon spécifique. Le pilier 1 est au cœur de concepts tels que la souveraineté alimentaire et le commerce équitable destinés entre autres à garantir un prix juste et rémunérateur aux producteur.rices et travailleur.euses. Le pilier 2 est par exemple abordé à partir du concept de transition juste, issu de l'OIT et ancré dans l'accord de Paris, ainsi que par la mobilisation et le plaidoyer pour un cadre international garantissant la capacité des États à mobiliser leurs ressources propres. Le pilier 3 est au cœur de l'approche droits partagée par les membres du programme (cf. supra), au travers notamment des stratégies de sensibilisation et de

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

mobilisation en milieu scolaire pour la mise en place d'un cadre contraignant garantissant à la fois la pleine réalisation des normes sociales (ex : human rights due diligence, clauses sociales dans le commerce international). Une attention spécifique est portée sur l'égalité d'accès aux droits sociaux et à la protection sociale pour les enfants, les femmes et les hommes ainsi que sur l'importance du travail reproductif (souvent invisibilisé) et du care qui assure la reproductibilité du vivant qu'il faut réintégrer dans l'économie.

Les contenus des interventions, outils, formations, publications et positionnements pertinents font référence aux outils internationaux garantissant l'universalisation du travail décent (conventions, recommandations et guidelines de l'OIT).

### **Gender**

L'approche genre est une priorité de l'outcome, renforcée par la présence et l'expertise de l'ONG de référence en la matière, Le Monde selon les femmes. Elle est intégrée selon l'approche préconisée par la Commission européenne et la loi de la coopération belge, selon trois axes :

-Par une approche transversale et spécifique, le gender mainstreaming, qui intègre l'approche genre dans toutes les stratégies du programme et chaque outcome. Des indicateurs genrés et sexo-spécifiques sont suivis pour garantir cette prise en compte systématique.

-Par des actions qui visent spécifiquement à éliminer les discriminations et à rétablir l'équilibre entre les femmes et les hommes et qui portent sur des thèmes réfléchis avec les partenaires des Suds.

-Par une attention à ce que les enjeux de genre soient traités dans les espaces investis par le programme, à différents niveaux, notamment à travers le Conseil consultatif genre et développement.

Les stratégies de l'outcome sont mises en œuvre en :

-Utilisant la grille de l'empowerment dans les méthodologies de toutes les interventions.

-Abordant la déconstruction des privilèges liés aux trois grands systèmes de domination (de sexe, de classe et d'origine) dans la société patriarcale.

-Mettant en évidence la construction des rôles sociaux et leur hiérarchisation dès le plus jeune âge et en outillant les publics à déceler cette construction inégalitaire.

-Mettant en lumière les problématiques liées à la masculinité hégémonique pour permettre de construire des masculinités positives et alternatives.

-Sensibilisant les enseignant-es à une éducation non sexiste et en développant des pratiques éducatives égalitaires notamment à travers une Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) féministe dans une perspective émancipatrice.

Une attention particulière est portée sur la valorisation des paroles féministes des Suds afin de mettre en lumière la pluralité des inégalités entre les hommes et les femmes à travers le monde.

### **Environnement**

L'environnement est une priorité stratégique du programme. Il est au cœur des thématiques abordées, particulièrement en ce qui concerne la justice climatique et la dénonciation du modèle extractiviste qui épuise sans les ressources que les personnes. Le programme plaide pour une transition juste visant à maximiser les droits sociaux pour toutes et tous à l'intérieur des limites planétaires.

De manière transversale, le climat et la biodiversité sont intégrés aux stratégies éducatives à travers notamment :

- la promotion de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie ;

- l'écoféminisme, qui propose un cadre de réflexion questionnant le pouvoir, l'accès aux biens, le rapport à la nature et aux corps, en articulant féminisme, écologie et économie ;

- la promotion d'un cadre économique international garantissant le respect conjoint des normes environnementales et sociales.

-De manière spécifique, le programme joue un rôle clé dans la coordination de la sensibilisation et de la mobilisation en matière de justice climatique, avec l'ASBL Coalition climat et en soutenant le mouvement Youth for climate belge.

-L'application stricte de la charte du commerce équitable attache une attention toute particulière au respect de l'environnement dans l'utilisation des matières premières, de la production, de la gestion des déchets, de l'agriculture et de l'emballage dans le cadre des rapports commerciaux.

Le programme et les quatre OSC portent attention à limiter l'impact de leurs activités sur l'environnement, notamment au travers d'une gestion rationnelle des publications et des déplacements, en utilisant de façon rationnelle les opportunités offertes par la digitalisation, et par des politiques internes de gestion environnementale qui ont été appréciées lors du screening réalisé en vue de leur accréditation.

### **Common outcome within a common programme**

Les trois outcomes du volet ECMS du programme sont communs aux quatre OSC qui portent le programme. La théorie de changement (ToC) qui sous-tend le programme reflète la cohérence et la complémentarité des approches stratégiques, des savoir-faire et de la légitimité des quatre OSC. Chaque partie contribue à la réalisation de l'outcome avec des apports spécifiques en matière :

- de coordination du LED, de réseaux et de plateformes ;

- d'animation d'équipes d'élèves volontaires dans les écoles ;

- d'information, de formation, de sensibilisation et de mobilisation des enseignant-es, futur-es enseignant-es, élèves et étudiant-es ;

- de conception et de fourniture d'outils pédagogiques à destination des enseignant-es, des associations d'étudiant-es et des équipes de volontaires ;

- d'intervention dans les cours et séminaires dans l'enseignement supérieur ;

- d'accompagnement des enseignant-es, chercheur-ses et étudiant-es dans leurs travaux portant sur les enjeux liés aux ODD ;

- d'expertise, de recherche et de production de savoirs dans leurs champs thématiques respectifs, alimentées par les partenariats et les points de vue d'acteurs des Suds.

Le document de la ToC (pages 6-7) explicite et argumente cette complémentarité.

**Areas of complementarity and synergy with the intervention of ENABEL**

Le travail de couplage du CNCD-11.11.11 implique une coordination des acteurs et actrices de l'ECMS qui se reflète notamment dans le résultat 11 de ce programme. Afin de pouvoir assurer cette coordination en complémentarité avec la fédération francophone du secteur (ACODEV) ainsi qu'avec les interventions d'Annoncer la Couleur (ALC), une collaboration et des réunions régulières ont lieu avec les deux entités pour améliorer les synergies et complémentarités entre les programmes, mais également au sein du secteur. La couplage organise son travail avec membres et non-membres autour du travail pédagogique, de la création d'outils communs et de maquettes communes sur les thématiques des ODD, ACODEV prend en charge la coordination des acteurs et actrices sur les améliorations des pratiques de l'ECMS notamment à travers le GT de publics non touchés ou le GT ECMS, et Enabel, disposant d'une expertise plus technique sur les programmes scolaires ou sur de nouvelles pratiques, permet d'ouvrir les horizons et inspirer les acteurs et actrices de l'ECMS en leur permettant d'approfondir leurs connaissances et pratiques. La couplage est également en appui à Enabel en intervenant, en collaboration avec Quinoa, dans ses formations IFC auprès des enseignant-es sur les thématiques des inégalités mondiales et à travers les maquettes pédagogiques. Ces complémentarités et synergies se traduisent encore par la co-organisation de journées d'inspiration entre Annoncer la Couleur et le CNCD-11.11.11, par la participation régulière aux journées d'inspiration organisée par ALC et par l'organisation d'un événement de rentrée des classes en collaboration avec ALC et ACODEV pour présenter les programmes et les complémentarités entre les 3 acteurs.

**Description of the outcome, results and strategy**

*Description of the expected results*

Formulation of outcome or result :	OS1: Les acteurs-rices de l'enseignement - enseignant-es, élèves, étudiant-es, établissements - intègrent et développent durablement une pratique d'ECMS qui contribue à éveiller le sens critique et l'engagement des élèves et étudiant-es sur les enjeux locaux et globaux liés à la réalisation des ODD avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, inspirée des enseignements de partenaires des Suds
Indicator title :	IOV 1.1 Le pourcentage des élèves (a) et des agents éducatifs (b) touchés par le programme qui déclarent avoir intégré les connaissances relatives aux enjeux locaux et globaux liés à la réalisation des ODD (X%) et avoir développé leur volonté d'agir (Y%)
Indicator description :	Enquête commune aux 4 organisations membres du programme commun réalisées en année 3 et année 5
Baseline :	X% = 85% Y% = 85%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X% = 85% Y% = 85%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X% = 90% Y% = 90%

Formulation of outcome or result :	OS1: Les acteurs-rices de l'enseignement - enseignant-es, élèves, étudiant-es, établissements - intègrent et développent durablement une pratique d'ECMS qui contribue à éveiller le sens critique et l'engagement des élèves et étudiant-es sur les enjeux locaux et globaux liés à la réalisation des ODD avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, inspirée des enseignements de partenaires des Suds
Indicator title :	IOV 1.2 Nombre d'établissements scolaires touchés par le programme par Province et à Bruxelles
Indicator description :	Recensement
Baseline :	175
Target Year 3 - 31/12/2024 :	205
Target Year 5 - 31/12/2026 :	250

Formulation of outcome or result :	OS1: Les acteurs-rices de l'enseignement - enseignant-es, élèves, étudiant-es, établissements - intègrent et développent durablement une pratique d'ECMS qui contribue à éveiller le sens critique et l'engagement des élèves et étudiant-es sur les enjeux locaux et globaux liés à la réalisation des ODD avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, inspirée des enseignements de partenaires des Suds
Indicator title :	IOV 1.3 Nombre de réalisations produites par les classes de primaires (a) et par les élèves du secondaire (b) après leur participation à un dispositif pédagogique mis en place par le programme
Indicator description :	Recensement
Baseline :	a : 10/an b: 45/an
Target Year 3 - 31/12/2024 :	a : 10/an b: 45/an
Target Year 5 - 31/12/2026 :	a : 10/an b: 45/an

Formulation of outcome or result :	OS1: Les acteurs-rices de l'enseignement - enseignant-es, élèves, étudiant-es, établissements - intègrent et développent durablement une pratique d'ECMS qui contribue à éveiller le sens critique et l'engagement des élèves et étudiant-es sur les enjeux locaux et globaux liés à la réalisation des ODD avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, inspirée des enseignements de partenaires des Suds
Indicator title :	IOV 1.4 Une analyse de genre est intégrée dans les démarches éducatives visant le monde scolaire
Indicator description :	Est développée avant fin 2020 collaborativement, une grille de screening "genre et éducation". Celle-ci définit des critères clairs qui permettent d'évaluer l'intégration transversale et/ou spécifique du genre dans les dispositifs pédagogiques
Baseline :	La grille de screening existe mais elle n'est pas encore mise en œuvre
Target Year 3 - 31/12/2024 :	La grille de screening est utilisée et 100% des dispositifs sont screenés
Target Year 5 - 31/12/2026 :	La grille de screening est utilisée et 100% des dispositifs sont screenés

Formulation of outcome or result :	Résultat 11: Les acteurs-rices de l'ECMS se coordonnent pour proposer aux écoles, y compris dans la formation des enseignant-es, une offre coordonnée et des outils pédagogiques adaptés et actualisés en fonction des niveaux d'enseignement et de l'évolution des enjeux liés aux ODD
Indicator title :	R11.1 Nombre d'OSC qui sont coordonnées (membres des LEDS)
Baseline :	14
Target Year 3 - 31/12/2024 :	14
Target Year 5 - 31/12/2026 :	14

Formulation of outcome or result :	Résultat 11: Les acteurs-rices de l'ECMS se coordonnent pour proposer aux écoles, y compris dans la formation des enseignant-es, une offre coordonnée et des outils pédagogiques adaptés et actualisés en fonction des niveaux d'enseignement et de l'évolution des enjeux liés aux ODD
Indicator title :	R11.2 Nombre d'enseignant.e.s du primaire et du secondaire formé.e.s en moyenne par an par les outils coordonnés
Indicator description :	Cet indicateur sera comptabilisé de manière sexo-spécifique
Baseline :	100
Target Year 3 - 31/12/2024 :	100
Target Year 5 - 31/12/2026 :	100

Formulation of outcome or result :	Résultat 11: Les acteurs-rices de l'ECMS se coordonnent pour proposer aux écoles, y compris dans la formation des enseignant-es, une offre coordonnée et des outils pédagogiques adaptés et actualisés en fonction des niveaux d'enseignement et de l'évolution des enjeux liés aux ODD
Indicator title :	R11.3 Nombre d'outils développés dans le cadre des LEDS qui intègrent de manière spécifique la dimension genre
Baseline :	2
Target Year 3 - 31/12/2024 :	1
Target Year 5 - 31/12/2026 :	2

Formulation of outcome or result :	R12: Les enseignant.e.s de l'enseignement primaire et secondaire prennent conscience des enjeux liés à la réalisation des ODD et de la nécessité d'agir dans leur école pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif
Indicator title :	R12.1 Nombre d'agents éducatifs formés annuellement
Indicator description :	Cet indicateur est sexo-spécifique
Baseline :	290
Target Year 3 - 31/12/2024 :	290
Target Year 5 - 31/12/2026 :	290

Formulation of outcome or result :	R12: Les enseignant.e.s de l'enseignement primaire et secondaire prennent conscience des enjeux liés à la réalisation des ODD et de la nécessité d'agir dans leur école pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif
Indicator title :	R12.2 Nombre de prêts, téléchargements, distributions, commandes d'outils, dont 20% sur le genre, par/à des agents éducatifs et majoritairement à destination des élèves (par an)
Indicator description :	Cet indicateur vise à mesurer si les outils pédagogiques mis à disposition sont ensuite téléchargés et utilisés par les acteurs du monde scolaire
Baseline :	7400; X= 20%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	7400; X= 20%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	7400; X= 20%

Formulation of outcome or result :	R13: Les élèves de l'enseignement primaire et secondaire prennent conscience des enjeux liés à la réalisation des ODD et de la nécessité d'agir dans leur école pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif
Indicator title :	R13.1 Nombre d'élèves du primaire sensibilisé.e.s par le programme
Baseline :	2750
Target Year 3 - 31/12/2024 :	3600
Target Year 5 - 31/12/2026 :	6000

Formulation of outcome or result :	R13: Les élèves de l'enseignement primaire et secondaire prennent conscience des enjeux liés à la réalisation des ODD et de la nécessité d'agir dans leur école pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif
Indicator title :	R13.2 Nombre d'élèves du secondaire sensibilisé.e.s par le programme
Baseline :	2250
Target Year 3 - 31/12/2024 :	6750
Target Year 5 - 31/12/2026 :	11250

Formulation of outcome or result :	R14: Le personnel enseignant, les chercheurs-ses et les étudiant-es de l'enseignement supérieur sont encouragé-es et soutenu-es dans leurs études, leurs activités et leurs travaux portant sur les enjeux des ODD
Indicator title :	R14.1 Nombre de sollicitations reçues pour l'accompagnement d'étudiant.e.s et de chercheurs et chercheuses, dont au moins 25% spécifiquement sur le genre
Indicator description :	Sont comptabilisées toutes les demandes d'appui-conseils ponctuels et systématiques. Indicateur cumulé.
Baseline :	70
Target Year 3 - 31/12/2024 :	210
Target Year 5 - 31/12/2026 :	350

Formulation of outcome or result :	R14: Le personnel enseignant, les chercheurs-ses et les étudiant-es de l'enseignement supérieur sont encouragé-es et soutenu-es dans leurs études, leurs activités et leurs travaux portant sur les enjeux des ODD
Indicator title :	R14.2 Le nombre de sollicitations pour intervenir dans des cours, séminaires et formations
Indicator description :	Sont comptabilisées toutes les demandes d'intervention ponctuelles et systématiques. Indicateur cumulé.
Baseline :	45
Target Year 3 - 31/12/2024 :	135
Target Year 5 - 31/12/2026 :	225

## Activities, targets groups and beneficiaries

### Classification of activities

R11:

- Coordination LED, notamment inégalités mondiales et GT décolonisation
- Lancement LED spécifique pour le primaire
- Co-organisation des journées d'inspiration
- Participation au GPS monde scolaire, GT publics peu touchés, GT ECMS ACODEV
- Implication dans le centre d'expertise ALC
- Participation formation enseignant-es programme ALC
- 1 mise à jour de mallette pédagogique/an avec un LED
- Journée découverte et sensibilisation aux outils genre dans l'ECMS

R12:

- Contribution à la formation des enseignant-es, notamment IFC avec ALC
- Offre coordonnée par tranche d'âge sur le site (6-8, 8-10, 10-12, 12-16, 16+)
- Projets d'école dans chaque province
- Production et diffusion de publications

R13:

- Projets d'écoles et animation d'ateliers d'écritures
- Revue « Monde en classe » en primaire ; formation sur les approches pédagogiques par tranche d'âge ; animations en classe sur des thématiques spécifiques
- Jeunes-Magasins du monde Oxfam (JM) : animation de groupes d'élèves du secondaire autour du commerce équitable avec l'appui des professeur-es
- Mallettes pédagogiques coordonnées sur 4 thématiques (droit à l'alimentation, inégalités mondiales, justice climatique, justice migratoire, genre)
- Animations et outils sur les droits humains et les entreprises, la décolonisation (avec le musée de Tervuren), le genre (déconstruction des stéréotypes, EVRAS, masculinités) ; diversification des supports et amélioration de la qualité des outils
- Création de canevas d'animation et séquence par tranche d'âge/thématique
- Production et diffusion d'outils pédagogiques via une plateforme en ligne
- Formation b.a.-ba du genre à destination des enseignant-es

R14:

- Projets avec étudiant-es du supérieur sur droits humains et les entreprises
- Colloques, conférences-débats, cours, séminaires dans les universités et hautes écoles
- Appui-conseil, mentorat et accompagnement de travaux d'étudiant-es et chercheur-euses
- Production et diffusion de publications : analyses et études thématiques

### Target group(s)

- 14 OSC actives en ECMS en milieu scolaire coordonnées

Dans l'enseignement primaire et secondaire :

- 175 Établissements d'enseignement
- 1000 Instituteur-trices et enseignant-es
- 17250 élèves du primaire et du secondaire
- 115 équipes d'élèves volontaires

Dans l'enseignement supérieur :

- 20 hautes écoles et instituts universitaires, centres de recherche
- 50 professeur-es et chercheur-ses
- 3000 étudiant-es et associations étudiantes

### Beneficiaries

- Communauté éducative de la Fédération Wallonie Bruxelles
- Acteurs institutionnels de l'enseignement (établissements, réseaux, administration...)
- Élèves, étudiant-es, enseignant-es de la Fédération Wallonie Bruxelles et leur environnement social et familial

Title of the reference annex :	TOC Programme Commun OS1
Title of the reference annex :	Analyse des risques - OS1
Target group(s) - Location of the intervention: Belgium only :	Primary education Secondary education - General Secondary education - Technical Higher education

### Description of tasks among associate ANGCs

- Le CNCD coordonne les LED auxquels participent activement Le Monde selon les femmes et Oxfam-Magasins du monde en apportant leurs expertises respectives en genre et commerce (in)équitable. Le CNCD - 11.11.11 rassemble l'expertise des ONG pour construire des outils communs au secteur de la coopération au développement, notamment au moyen des mallettes pédagogiques du LED.

- OMDM et le CNCD-11.11.11 coordonnent leurs interventions dans les écoles et mettent en relation leurs réseaux d'écoles partenaires pour étendre leurs actions et collaborations.

- OMDM, le CNCD-11.11.11 et Le Monde selon les femmes réalisent des animations dans des classes de la première primaire à la sixième secondaire.

- La production d'outils de sensibilisation, pédagogiques et d'animation sur les ODD est assurée de manière intégrée par les 4 ONG selon leur expertise spécifique : l'approche globale des ODD pour le CNCD-11.11.11 et le CETRI, la dimension genre pour Le Monde selon les femmes, les « points de vue des Suds » critiques sur les ODD pour le CETRI, la justice socio-économique, le commerce équitable et l'économie régénérative et distributive pour OMDM.

- Le CETRI, Le Monde selon les femmes et le CNCD-11.11.11 interviennent dans des cours et séminaires dans l'enseignement supérieur ; le CETRI et Le Monde selon les femmes fournissent des ressources documentaires et de l'accompagnement à la demande pour les travaux de chercheur-ses et étudiant-es du supérieur.

## Description of the Relevance

L'outcome s'inscrit dans les priorités tant des organisations internationales (ONU, Union européenne...) que de la coopération belge et de la Fédération Wallonie-Bruxelles (cf. le « décret missions » de l'enseignement) en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale : objectifs de changements (de valeurs, d'attitudes et de comportements) et de mise en action des groupes cibles, s'adresser à toutes les couches de la société, respect des groupes cibles identifiés, collaborations et partenariats entre acteur-trices et poursuite des ODD.

L'outcome s'adresse à la communauté éducative de la Fédération Wallonie-Bruxelles active dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Il constitue l'une des trois trajectoires de changement de la ToC du volet ECMS du programme (voir C.5), structuré autour des trois cibles stratégiques par domaine d'intervention du CSC Belgique. Il s'articule avec les deux autres trajectoires qui concernent les changements visés auprès des publics de 1e et 2e lignes et des responsables en capacité de décision sur le plan politique dans les secteurs publics et privés. La logique d'ensemble est de renforcer à travers le programme des acteurs de changement (multiplicateurs) capables d'exercer une influence dans leur environnement social, familial, professionnel.

Le genre constitue un axe prioritaire de l'outcome comme expliqué au point B.8 (cf. chapitre II, partie B bonus d'allocation de subsides, 3e point). Les stratégies intègrent l'approche genre de manière transversale (toutes les thématiques sont abordées avec un angle genre) et spécifique (déconstruction des rôles sociaux, le b.a.-ba du genre, outils d'analyse des rapports de genre...). L'outcome et tous les résultats (cf. chapitre II, partie C, description des résultats prévus) sont accompagnés d'au moins un indicateur genré ou sexo-spécifique à chaque fois que cela était possible et pertinent. Les 4 OSC vont développer une grille de screening "genre et éducation" qui définira des critères clairs qui permettront d'évaluer l'intégration transversale et/ou spécifique du genre dans les dispositifs pédagogiques pour l'OS1.

La protection de l'environnement et des ressources naturelles est une autre priorité du programme (cf. chapitre II, partie B bonus d'allocation de subsides, 4e point). Sur le plan thématique d'abord : la justice climatique, la défense de la biodiversité, l'écoféminisme, l'écologie décoloniale, la souveraineté alimentaire, les principes du commerce équitable, la critique du modèle extractiviste forment un axe stratégique structurant de l'outcome : analyses, publications, formations, outils pédagogiques et mobilisation. Sur le plan de la gouvernance de l'outcome ensuite, de façon à maîtriser son empreinte écologique : mobilité douce, recours rationnel au numérique, usage de matériaux recyclés et recyclables, etc.

Les démarches éducatives visent le renforcement des capacités des acteurs de changement en renforçant leur autonomie d'analyse des enjeux et d'action dans leur environnement (leur classe, leur établissement...). Dans ce sens, une attention particulière est donnée aux caractéristiques spécifiques des groupes cibles, aux types d'enseignement, aux classes d'âge. L'outillage pédagogique est conçu de façon à être autoporteur et appropriable par les acteurs de la communauté éducative. Au-delà de la sensibilisation aux enjeux et de leur compréhension par les groupes cibles, les stratégies visent également à faciliter la mise en action des publics en proposant aux publics des cadres ad hoc pour ce faire. Enfin, la stratégie éducative veille à l'articulation des points de vue Nords-Suds en incluant la participation des acteur-trices et partenaires des Suds dans la réalisation des analyses des enjeux et des interventions d'ECMS.

De la même façon que pour le CSC Belgique, l'outcome se situe dans la continuité du programme antérieur. Les OSC ont en effet un rôle récurrent en matière d'ECMS en milieu scolaire. La capacité d'intervention dans l'enseignement primaire et secondaire se trouve renforcée par l'arrivée d'OMDM dans le groupe à l'initiative du programme. Les stratégies tiennent compte de cet apport supplémentaire (entre autres dans la coordination des interventions et de la production des outils pédagogiques) comme des leçons apprises et enseignements issus des évaluations externes de la période 17-21 (cf. partie G, point 9).

La pertinence des publics cibles comme acteurs de changement pour contribuer aux ODD est argumentée par le CSC Belgique dans lequel s'intègre l'outcome. Les acteurs du monde de l'enseignement sont clés pour le déploiement de l'ECMS dans la société et la compréhension des enjeux des ODD, dans la mesure où l'enseignement, qui constitue un passage obligé pour la jeunesse, a parmi ses missions la formation des futurs citoyens, professionnels et décideurs. Les 4 résultats de l'outcome répondent à la priorisation des cibles et sous-cibles identifiées par le CSC Belgique de la façon suivante :

Cibles CSC	Contribution de l'OS1
<b>A1 Promouvoir l'exercice de la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) dans l'enseignement fondamental et secondaire obligatoire</b>	
	R11 : la coordination des acteurs de l'ECMS permet d'assurer une offre pédagogique de qualité et adaptée aux besoins des différentes écoles qui promeut l'exercice de la citoyenneté mondiale et solidaire dans l'enseignement fondamental et secondaire
A12 Informer, sensibiliser et mobiliser les élèves du primaire, en partenariat avec les agents éducatifs scolaires, en proposant une offre de qualité et diversifiée sur les enjeux mondiaux et de durabilité	R13 : ce résultat vise directement la sensibilisation des jeunes filles et garçons à travers le développement et le renforcement de collaborations durables avec les institutions scolaires des réseaux des OSC du programme. Les JM permettent de mettre en action directement les enfants et adolescents au sein de leurs écoles secondaires avec un suivi et un accompagnement des animateur-rices de l'organisation
A13 Informer, sensibiliser et mobiliser les élèves du secondaire	
A14 Renforcer les capacités des agents éducatifs dans les connaissances, compétences et dans le savoir-être autour des enjeux mondiaux et de durabilité et à être des acteurs d'ECMS	
A16 Renforcer l'intégration de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire dans les mandats des conseillers pédagogiques et des réseaux d'enseignement existants	R12 : les OSC s'adressent directement aux enseignants à travers des collaborations, des partenariats, des formations et un accompagnement personnalisé sur les projets et travaux de recherche. La perspective genre est intégrée dans le cursus de formation à l'attention du corps éducatif
<b>A2 Promouvoir l'exercice de la citoyenneté mondiale et solidaire dans l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire</b>	
A21 Informer, sensibiliser, accompagner et mobiliser les étudiant.es, en partenariat avec les agents éducatifs, en proposant une offre de qualité et diversifiée sur les enjeux mondiaux et de durabilité	R14 : ce résultat vise le développement d'un accompagnement personnalisé des travaux de recherche, TFE, mémoires et autres productions scientifiques sur les thématiques propres à chaque organisation. Les OSC sont présentes dans le cadre du cursus scolaire des étudiant-es en supérieur au travers d'intervention, conférences et débats
A24 Renforcer les connaissances, compétences et attitudes en ECMS, et les capacités à intégrer dans le curriculum de formation	

## Description of Coherence

Cohérence externe

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

Les OSC porteuses du programme agissent en complémentarité entre elles, mais également avec les autres OSC impliquées dans le CSC Belgique, tout en s'inscrivant dans les priorités de la coopération belge au développement (développement humain durable, appui du commerce équitable et durable, travail décent, égalité femmes-hommes et approche genre, sensibilisation du citoyen belge par l'information et l'éducation aux enjeux, à la problématique et aux objectifs de la coopération au développement et des relations internationales).

L'outcome assure un rôle spécifique de coordination des acteurs dans la réponse aux cibles prioritaires du CSC Belgique, en animant, au sein du LED, l'articulation de l'offre pédagogique des OSC actives en ECMS dans le milieu scolaire francophone.

Les 4 OSC menant le programme commun contribuent au renforcement des capacités de toutes les OSC engagées dans le CSC Belgique. Elles apportent, chacune dans ses domaines de compétences thématiques, pédagogiques et organisationnelles, une expertise qui renforce l'impact des actions individuelles et collectives du secteur. L'apport du CNCD-11.11.11, en tant que coupole, se concrétise dans la coordination des plateformes d'ECMS et de plaidoyer. Celles-ci facilitent le cadrage et l'articulation de l'action des OSC, pour promouvoir plus de synergies et de complémentarités. Celles-ci sont notamment recherchées à travers la transversalité entre le plaidoyer, l'information, la mobilisation et la sensibilisation du public et la diversité des enjeux abordés, ce qui assure aussi la cohérence entre les trois outcome du volet ECMS de ce programme. Une cohérence est également recherchée avec les homologues flamands de 11.11.11 pour discuter les stratégies d'ECMS en milieu scolaire et Studio Globo pour partager les bonnes pratiques sur l'approche des 6-12 ans via une revue éducative (« Le monde en classe »).

OMDM apporte sa capacité de mobilisation et son implantation préférentielle dans les écoles et réseaux d'enseignement de la fédération Wallonie-Bruxelles. OMDM offre une palette d'actions et d'outils pédagogiques actualisés et autoportants qui permettent de renforcer la connaissance des ODD tant par les professeur-es que par les élèves. Le programme des Jeunes magasins du monde (JM) renforce les capacités et l'autonomisation en mettant en action les élèves de façon individuelle et collective.

Le Monde selon les femmes apporte au secteur son expertise en matière de genre, dont elle renforce la prise en compte prioritaire dans les programmes, et contribue au renforcement des capacités des OSC en la matière, tant sur le plan institutionnel que de leurs actions d'ECMS.

Le CETRI apporte aux OSC des analyses critiques et des clés de compréhension des enjeux liés à la réalisation des ODD, alimentées des points de vue des Suds. Il renforce ainsi leur maîtrise des sujets et leur capacité à les traiter avec leurs publics cibles.

### *Cohérence interne*

L'outcome s'intègre dans les plans stratégiques 2017-2026 des 4 OSC qui le portent : le CNCD 11.11.11 dans son rôle d'articulation des interventions des OSC, OMDM dans sa mission d'éducation et de mobilisation citoyenne, le CETRI dans son rôle d'interface entre les acteurs de l'ECMS, de l'enseignement supérieur et des enseignants-chercheurs des Suds et des Nords et le Monde selon les femmes dans celui d'intégrer une perspective de genre dans les questions des droits humains à travers un double point de vue Nords-Suds. L'outcome s'inscrit en complémentarité avec la démarche d'éducation permanente portée par les 4 organisations.

L'outcome est cohérent avec la théorie de changement du volet ECMS du programme dont les résultats constituent l'une des trajectoires de changement. L'outcome est complémentaire et en interaction avec les deux autres outcome du volet ECMS, qui s'adressent aux acteurs de 1e et 2e lignes et aux décisionnaires dans les sphères politiques, publiques, médiatiques et privées.

## Description of Effectiveness

Les approches mises en œuvre dans cet objectif spécifique s'intègrent dans la continuité des programmes communs d'OMDM et du trio CETRI/CNCD/LMSF qui ont montré leur efficacité : les mesures ciblées (target) ont été largement atteintes alors que les programmes ne sont pas encore terminés. Parallèlement, on constate une croissance régulière des demandes des publics cibles, ce qui tend à démontrer la pertinence de l'offre des programmes et le fait qu'elle répond efficacement aux attentes des publics.

Les conclusions de l'évaluation externe, réalisée en 2020, de la stratégie « Le monde en classe » destinée au corps enseignant du primaire sont positives. L'outil apparaît globalement pertinent, car considéré comme complet, de qualité et facile, soit à intégrer à la préparation d'une séquence de cours, soit aussi à utiliser tel quel. Il présente également un contenu et des thématiques diversifiés et originaux. Ce qui est particulièrement apprécié, ce sont les exemples et la documentation qu'il offre, mais également les idées et suggestions d'activités. L'évaluation apporte plusieurs recommandations pour améliorer l'impact de l'outil qui seront prises en compte dans l'outcome 21-26. Les autres évaluations externes intermédiaires menées sur la période 17-21 ont démontré pour chaque partenaire le caractère réaliste et réalisable des résultats visés et ont guidé la rédaction des nouveaux ainsi que de la formulation de leurs indicateurs.

Le CNCD-11.11.11, fort de sa présence dans les écoles primaires et secondaires ainsi que dans les hautes écoles et universités, au travers de ses six bureaux provinciaux, assure des missions d'accompagnement pédagogique de l'ECMS en milieu scolaire sur tout le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Son ancrage en tant que coupole du secteur permet de produire des outils communs et une offre coordonnée de la part des OSC membres.

D'autres stratégies ont fait leurs preuves. Les interventions continuent dans les écoles d'OMDM a permis de consolider le nombre de « Jeunes magasins » et se traduisent dans la réalisation de nombreuses initiatives réalisées en autonomie par les équipes d'élèves. La mise à disposition des classes d'outils pédagogiques conçus pour être animés par les adolescents eux-mêmes a renforcé l'appropriation des messages. Les nombreux outils pédagogiques du Monde selon les femmes et dispositifs d'animation spécifiques à l'approche genre en milieu scolaire sont diffusés lors des animations dans les écoles, mais aussi via « Annoncer la couleur », le LED ou le catalogue de la solidarité internationale, ce qui élargit le public touché et a notamment pour effet l'augmentation significative de demandes d'appuis et d'expertises en la matière. Les nombreuses références aux analyses produites ou relayées par le CETRI dans les cours et travaux d'étudiant-es montrent la pertinence et l'utilité de leurs contenus.

L'efficacité de la stratégie de reconfiguration des LED autour de 4 thématiques : Inégalités mondiales, Souveraineté Alimentaire, Justice climatique et Justice migratoire a été largement plébiscitée dans l'évaluation réalisé par Dris en 2019 auprès des membres de la coupole. La qualité des maquettes pédagogiques a été également souligné par les membres de la coupole lors de cette évaluation interne.

L'efficacité de la démarche éducative propre à l'outcome est soutenue par une théorie du changement et par des hypothèses qui la sous-tendent, directement liée à la formulation des résultats et des indicateurs. Les résultats ont été formulés de telle manière qu'ils sont attribuables aux stratégies développées par l'outcome. Les stratégies ont été élaborées de façon spécifique à chaque résultat. Les indicateurs ont été identifiés pour apprécier objectivement la contribution du programme aux résultats, par une double approche quantitative (qui permet de mesurer l'importance de l'audience de l'outcome) et qualitative (qui permet d'apprécier l'appropriation de l'outcome par les publics cibles). Des indicateurs genrés ou sexo-spécifiques permettent d'accompagner les enjeux de genre et l'empowerment des filles et des femmes. Les indicateurs ont été identifiés en fonction de leur observabilité et de la capacité des 4 OSC à établir les valeurs de référence (base line). Un système de suivi systématique et harmonisé entre les 4 organisations permet le pilotage stratégique du programme et d'effectuer les réorientations nécessaires en temps voulu.

Des critères spécifiques tels que le respect de l'approche systémique et différenciée dans la formulation des projets pédagogiques sont appliqués de façon à s'assurer de leur adaptation aux publics cibles concernés : classe d'âge, type d'enseignement, environnement social...

Les organisations du programme actives dans les écoles portent une attention particulière au principe du leave no one behind en étendant leurs activités à tous les types d'écoles (enseignement technique notamment).

## Description of Efficiency

L'efficacité du programme repose sur trois piliers :

- Les ressources mobilisées au regard du nombre de personnes touchées directement parmi les publics cibles : plus de 24000 élèves et étudiant-es et plus de 1000 enseignant-es dans 250 établissements d'enseignement sur tout le territoire de la Fédération Wallonie Bruxelles. Les ressources nécessaires sont calculées à partir des stratégies mises en œuvre. En matière d'ECMS, les ressources humaines (coordination, animation, formation, étude et recherche) sont stratégiques : elles représentent 11,74 équivalents temps pleins et sont détaillées dans les rubriques « explication du budget » de chaque OSC membre du programme commun. Les coûts de fonctionnement sont essentiellement consacrés à la production et à la diffusion des outils pédagogiques et publications, ainsi qu'à la réalisation des animations et formations. L'évaluation des ressources nécessaires est basée sur l'expérience des 4 organisations.

- L'investissement de ces ressources dans le renforcement des capacités de publics multiplicateurs, avec un objectif d'autonomisation des acteur-trices dans leur propre action d'ECMS.

- Les complémentarités des rôles entre les 4 OSC qui ont chacune un apport spécifique au programme : pas de recouvrement dans les types d'activité menés, coordination des interventions et publications, échanges d'expertise, orientation des demandes vers le partenaire le plus compétent, rationalisation des coûts de transaction dans la gouvernance du programme et les relations avec la DGD (un dossier à piloter au lieu de 4).

Le budget de l'OS s'inscrit dans la continuité des programmes précédents et est évalué sur base de l'expérience de ceux-ci. Or les évaluations externes réalisées (à mi-parcours de 2017-2021 et sur 2014-2016) ont conclu à la bonne efficacité de ces programmes.

## Description of the expected Impact

L'outcome vise à terme à contribuer à un mouvement général d'intégration, de développement et de maintien d'une démarche d'ECMS liée aux thématiques des ODD dans l'enseignement fondamental, secondaire et supérieur. Il participe globalement à l'émergence et à l'augmentation de l'influence d'un courant citoyen en faveur des ODD, comme explicité dans la ToC. Plus spécifiquement, les impacts recherchés par l'outcome sont :

- Au niveau politique, la continuité de l'inscription de l'ECMS, avec une perspective genre, décoloniale et environnementale, dans les missions de l'enseignement, dans les liens avec le référentiel de l'EPC et les cours de morale, dans la formation initiale et continuée des enseignant-es.

- Au niveau de la communauté éducative, la continuité et l'approfondissement de l'ECMS, avec une perspective genre, décoloniale et environnementale, dans les pratiques des enseignant-es du primaire, du secondaire et du supérieur, l'intégration des enjeux mondiaux dans les travaux des institutions universitaires, des chercheurs et des étudiant-es.

- Au niveau des élèves et des étudiant-es, l'engagement dans des initiatives citoyennes d'ECMS, avec une perspective genre, décoloniale et environnementale, et le prolongement de ces investissements dans leur vie sociale et professionnelle future.

L'outcome vise donc, par essence, un impact durable dans le temps. Les effets des actions, intentionnels et non intentionnels, ont un potentiel transformateur important puisque les publics du monde scolaire seront conscients des enjeux mondiaux relatifs au développement durable et à l'égalité tout en étant suffisamment outillés pour aborder ces questions avec les générations futures.

## Description of Sustainability

La logique globale d'intervention de l'outcome est d'orienter et de concentrer l'action sur des publics multiplicateurs dans le secteur de l'enseignement. La durabilité de la portée des actions menées est renforcée à trois niveaux.

Le premier concerne les élèves et étudiant-es ainsi que leurs agents éducatifs. On peut légitimement penser que des élèves et étudiant-es sensibilisé-es, engagé-es sur les thématiques et outillé-es grâce au développement de compétences relatives aux ODD, futur-es citoyen.nes et professionnel-le-s, sont susceptibles d'agir pour le changement dans le futur. En effet, beaucoup des élèves et professeur-es qui ont été accompagné-es dans le cadre des actions en milieu scolaire lors des programmes précédents témoignent d'un impact fort sur leur vision du monde et leur engagement citoyen, comme l'ont souligné plusieurs évaluations externes. La vision de l'empowerment associée à l'approche genre portée auprès des élèves assure également la pérennisation d'un changement de comportement tendant vers l'égalité femmes/hommes. Cette approche permet de renforcer individuellement les femmes et les filles touchées dès le plus jeune âge, ce qui aura un impact durable dans la construction de leurs identités futures. Par exemple dans le projet « Le Monde selon les filles », les participantes sont devenues relais à leur tour afin de travailler sur les thématiques de l'égalité.

Les partenariats et collaborations développés avec les enseignant-es et le renforcement des capacités focalisé sur ces acteur-trices constituent des facteurs de pérennisation de l'action dans le milieu scolaire. En effet, de nombreuses études montrent qu'il-elle-s ne se sentent pas suffisamment outillé-es et en maîtrise des enjeux Nords-Suds, d'autant plus dans une perspective décoloniale et genre, pour aborder librement ces questions dans leurs cours. De ce fait, le choix stratégique adopté pour l'outcome est de répondre à ce besoin (plutôt qu'à des demandes one shot), afin renforcer les compétences des professeur-es et des élèves et à les équiper d'outils autoportants pour faciliter une intégration plus forte de l'ECMS tant dans les cursus que dans les cours de récréation.

Le deuxième niveau porte sur la reconnaissance de l'ECMS par les établissements scolaires et la valorisation des professeur-es s'attendant à développer des compétences en la matière. Des partenariats pérennes sont développés pour viser à terme une organisation, par les écoles, de manière autonome, d'un travail d'ECMS. Les projets pédagogiques soutenus permettent aux établissements de découvrir des méthodologies de travail qui seront ensuite réappropriées par les écoles elles-mêmes. En matière d'approche genre, des accompagnements longs sont préconisés pour outiller les écoles en profondeur et à différents niveaux (structurel, organisationnel, interpersonnel et individuel). Les appuis permettent aux acteurs du monde scolaire d'être autonomes dans leur analyse de la situation concernant l'égalité femmes/hommes et de proposer des stratégies spécifiques et adaptées à leurs établissements.

Le troisième niveau concerne la coordination des OSC au sein du LED. La coordination de la production d'outils, de l'offre de formations et de projets scolaires communs permet une plus grande synergie entre OSC et une meilleure compréhension de l'offre d'accompagnement aux agents éducatifs. Un levier de plaidoyer existe à travers le développement d'une vision concertée et partagée par les OSC au sein des GT et GPS coordonnés par ACODEV.

## Description of the Partnership Strategy

S'agissant d'un outcome d'ECMS, la stratégie de partenariat se situe sur trois plans :

- Par la participation des partenaires boliviens, congolais, guinéens et sénégalais concernés par les outcome se situant dans ces pays, dans les travaux d'analyse des enjeux (recherche-action, formation, webinaires...).

- Par des collaborations étroites avec des réseaux de personnes-ressources et acteurs clés de la société civile en Afrique, en Amérique latine et en Asie, afin d'échanger les travaux, de les traduire, les éditer, les publier et les diffuser dans le cadre du renforcement des capacités des publics cibles en matière de compréhension des enjeux.



- Par des collaborations formalisées avec des OSC et entités universitaires dans des « conventions de collaboration » qui précisent l'objet et les engagements mutuels des parties pour la durée du programme. Ces collaborations rentrent dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs du secteur. Elles sont détaillées dans le chapitre « synergies ». D'autres partenariats sont noués sur une base informelle et de demandes d'appui-conseil ponctuel.

### Description of Synergies

Trois types de synergies sont à mettre en exergue, qui traversent les trois outcomes du volet ECMS du programme commun.

Le premier fait référence à la stratégie systématique de coordination des OSC autour des trois cibles stratégiques, qui s'opère à l'intérieur de plateformes ad hoc constituées en fonction de thématiques et/ou objectifs spécifiques. En ce qui concerne l'outcome, cet espace est le LED, coordonné par le CNCD-11.11.11 qui organise une quinzaine d'acteurs en synergie pour la conception et l'offre d'outils et d'interventions pédagogiques autour de thématiques clés.

Les Lieux d'éducation au développement (LED) sont des plateformes d'ECMS coordonnées par le CNCD-11.11.11. Elles regroupent des organisations membres de la coupole ainsi que d'autres acteurs de la société civile actifs sur l'une des thématiques d'ECMS correspondant aux ODD. Les réunions sont à géométrie variable selon les projets. Chaque LED se consacre à un ODD : (i) inégalités mondiales, (ii) souveraineté alimentaire, (iii) justice climatique et (iv) justice migratoire. La nouveauté de ce programme est de consacrer un LED au public primaire en plus de nos LED thématiques pour le public secondaire.

Chaque LED a pour vocation la production d'une offre éducative destinée aux jeunes de 15 ans et plus sauf pour le LED primaire qui vise un public de 6 à 12 ans. Ces plateformes poursuivent 4 objectifs : (i) la sélection et compilation des outils pédagogiques sur la thématique au sein d'une mallette pédagogique et la réalisation d'un outil commun, (ii) la formation du futur personnel enseignant et animateurs-trices sur ces thématiques, (iii) la coordination d'animations scolaires ou auprès d'organisations de jeunesse et (iv) la promotion des outils pédagogiques. Chaque LED peut néanmoins envisager d'autres dispositifs pédagogiques additionnels. Les LED se réunissent en fonction de l'actualité des campagnes et des projets.

Le détail des différentes synergies tant sur les LED que les GT et collaboration avec Acodex ou îles de paix avec un descriptif des rôles de chacun, moyens est annexé au programme.

Le deuxième fait référence aux synergies entre les 4 OSC qui portent le programme commun, celui-ci constituant l'occasion de les renforcer. Ces synergies seront renforcées en ce qui concerne :

- La rationalisation des interventions et la couverture des établissements d'enseignement sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.
- La mise en commun ou l'échange d'expertises et de ressources, entre les 4 organisations (collaborations renforcées sur certaines activités) comme vis-à-vis de demandes extérieures (une demande adressée à l'une des organisations peut être réorientée vers une autre disposant de compétences plus adéquates).
- La coordination des thèmes d'étude et de recherche ainsi que de la politique éditoriale : sujets, calendriers, type de publication, etc. de façon à maximiser la complémentarité entre les productions des uns et les interventions des autres et d'éviter tout recouvrement.
- Le suivi du programme et le dialogue avec la DGD : organisation coordonnée du suivi, de la gouvernance du programme, du rapportage et du dialogue stratégique avec la DGD.

Le troisième concerne les synergies externes à géométrie variable développées par les 4 OSC dans le cadre de l'outcome :

CNCD 11.11.11 : une convention de collaboration est signée avec îles de Paix pour la réalisation, la promotion et la diffusion du catalogue des outils pédagogiques : "la solidarité internationale en classe". La convention est annexée au programme.

OMDM : une convention de collaboration avec Amnesty pour l'organisation de la journée annuelle Oxfamnesty à destination des élèves et des professeurs des groupes-écoles d'Amnesty et des Jeunes magasin du monde Oxfam. L'objectif est d'approfondir ensemble une thématique, de débattre, d'échanger et de se mettre en action.

Le Monde selon les femmes : Une convention de collaboration avec l'ASBL itinéraire AMO (1060) service d'action en milieu ouvert qui accueille et accompagne des jeunes en difficulté (scolaire, familiale, petite délinquance, etc.). Il dépend du secteur de l'Aide à la Jeunesse (AAJ). Cette convention porte sur des interventions et actions de sensibilisation à l'égalité femmes-hommes.

CETRI : trois conventions de collaboration avec le GRIAL (Groupe de recherche interdisciplinaire sur l'Amérique latine - UCL), DVLP (Centre d'études du développement - UCL) et OMER (Observer les mondes en recomposition - ULiège) qui portent sur l'intervention des chargés d'étude du CETRI dans des colloques et dans des cours et séminaires de master, sur l'accompagnement de travaux d'étudiant-es et chercheur-ses, sur la publication croisée de travaux, sur le relais et la diffusion croisée de publications. Ces collaborations ne donnent pas lieu à des transferts de budget du programme.

### Comments on description of synergies

Submitted by ExpertDGEO-MP on Wed, 10/20/2021 - 09:35

#### Background sur l'entrée d'OMM dans le consortium

Cette question porte sur l'ensemble du programme Belgique du consortium (donc les 5 outcomes - mais surtout les trois premiers, puisque les outcomes 4 et 5 ne concernent que Oxfam Magasin du Monde - OMM).

Ce programme commun 2022-2026 est la continuité du programme antérieur (2017-2021), mais, si je comprends bien, pour ce programme antérieur, le groupe porteur était composé de 3 ONG (LMSF, CETRI et CNCD et rentrait dans une planification stratégique sur 10 ans (2017-2026).

OMM (Oxfam Magasin du Monde) rejoint le groupe porteur pour ce programme-ci, donc à mi-chemin de la planification stratégique commune développée par les 3 autres ONG.

Cette compréhension est-elle correcte?

Si oui, quels sont les processus de collaboration et de synergie ainsi que les motifs qui ont amené à cet élargissement du consortium?

Pouvez-vous détailler (davantage que dans la présentation sur le portail) la plus-value de cet élargissement?

Notamment ce que permet et apporte cet élargissement : d'une part en termes d'activités, mais surtout de résultats, et d'autre part d'efficacité (p. ex. en indiquant par une comparaison rapide entre l'ancien et le nouveau programme).

Merci

Submitted by LMSLF on Tue, 10/26/2021 - 15:11

#### En ce qui concerne le LMSF,...

En ce qui concerne le LMSF, le CNCD et le CETRI, ce programme commun 2017-2021 rentrait effectivement dans les planifications stratégiques de 10 ans de chacune des organisations qui sont à l'initiative. En effet, au moment du « screening » pour le renouvellement de leur agrément, les ONG devaient déposer un cadre stratégique allant jusqu'à 2026. A cette époque les 3 organisations ont décidé de travailler ensemble et cela sans exclure la possibilité qu'une ou plusieurs autres ONG les rejoignent pour autant que cela apporte une véritable plus-value au programme tout en préservant la cohérence de celui-ci.

Cela a été le cas lorsque la question de l'intégration d'Oxfam-Magasins du monde au programme a été présentée. Il a paru évident que cela ne pouvait que renforcer la « force de frappe » du programme commun qui se montre également cohérent avec le cadre stratégique décennal d'OMdM. D'autre part, pour les partenaires de départ, Oxfam-Magasins du monde est perçue comme un élément d'équilibre entre les acteurs du programme (OMdM est de même taille que le CNCD).

Cette stratégie de renforcement est explicitée principalement à travers le document « Description de la stratégie de collaboration du programme multi-acteurs » et dans la TOC commune au trois premiers OS. Pour autant nous en rappellerons les grandes lignes.

Les 4 ONG sont des actrices reconnues de l'éducation permanente en Fédération Wallonie Bruxelles, possèdent des approches et méthodologies cohérentes et de ce fait sont légitimes et expérimentées dans leur rôle de sensibilisation et de conscientisation citoyennes.

LMSF, CNCD et CETRI ont connu des expériences de collaboration passées avec OMDM qui se sont toutes révélées concluantes. L'idée étant d'exploiter et approfondir ces acquis dans le cadre d'un programme commun afin de renforcer les actions individuelles et collectives de ces 4 acteurs ainsi que celles du secteur tout entier. OMDM apporte au programme sa riche expérience dans le monde scolaire. Le but visé est que le CNCD-11.11.11 et OMDM coordonnent leurs interventions dans les écoles et mettent en relation leurs réseaux d'écoles partenaires pour étendre leurs actions et collaborations.

Tout comme le CNCD 11.11.11, Oxfam-Magasins du monde est un mouvement de citoyens qui anime des réseaux de milliers de volontaires depuis des décennies et a accumulé une expérience notable de campagnes d'information, de sensibilisation et de mobilisation citoyennes et de plaidoyer. Il allait de soi que la collaboration de ces 2 OSC à l'intérieur du programme commun visera à renforcer les collaborations entre équipes de volontaires et à coordonner leurs interventions de façon à en augmenter l'impact. Sur ce plan également, nous attendons une plus-value en termes de résultats (efficacité) et d'efficience.

OMdM fait partie du CNCD et participe activement à ses instances et à ses activités (CA, Commission politique, opération 11.11.11). OMDM ancre le féminisme comme un élément fondamental de ses pratiques et de son organisation et la présence de LMSF dans son programme en est un signe important. OMDM est aussi productrice d'expertise (analyses et études) et la proximité géographique et philosophique avec le CETRI est appréciable de ce point de vue. De plus, OMDM pourra poursuivre la construction de son approche décoloniale basée sur les analyses portant sur les principaux enjeux ainsi que sur les rapports Nord/Sud dans la mondialisation rédigées par le CETRI.

Les arguments et motivations de la décision d'OMDM de participer à un programme commun avec LMSF, le CNCD et le CETRI ont été discutés avec la DGD le 30 octobre 2020 lors d'une réunion à la demande d'Oxfam-Magasins du monde.

Pour décider de sa participation à un programme commun 2022-2027, OMDM s'était fixé :

-une balise : participer à un programme commun aligné sur le CSC Belgique qui lui permettra d'avoir le meilleur impact et d'atteindre ses objectifs avec le plus d'efficience possible

-des critères : cohérence et complémentarité des objectifs spécifiques ; cohérence et complémentarité des publics ; cohérence et complémentarité des partenaires du programme ; cohérence dans le périmètre d'actions ; qualité, efficacité de la collaboration ; équilibre entre les acteurs du programme.

Cette balise et ces critères ont déterminé la décision de participer à ce programme commun qui permet de les respecter.

Spécifiquement à OMDM, suite à son exclusion du projet de fusion entre Oxfam-Wereldwinkels et Oxfam Solidarité et à la création de la coupole Oxfam Belgique sans OMDM, la situation institutionnelle entre les Oxfams en Belgique est conflictuelle.

Pour tout ce qui a été développé ci-dessus, la construction du programme commun avec le CNCD, LMSF et CETRI constitue un premier choix évident. Celui-ci a déjà montré sa plus-value en termes d'ambiance de travail et de sérénité, gages de succès et d'efficacité dans sa mise en œuvre

Par ailleurs, cet esprit constructif et positif est également celui qui continue d'animer OMDM dans ses relations avec Oxfam Belgique. Ainsi, OMDM a un accord commercial avec Oxfam Fair Trade et continuera à collaborer sur des activités spécifiques liées au Commerce Équitable et à son appartenance à Oxfam.

## Description of how individual or collective recommendations and lessons are to be taken into account

Les recommandations issues des évaluations externes, des leçons apprises du programme précédent et des trajectoires collectives d'apprentissage, prises en compte dans l'élaboration de l'outcome sont les suivantes:

- Renforcement de la stratégie dans l'enseignement primaire « Le monde en classe » dont la pertinence et la plus-value ont été appréciées positivement par l'évaluation externe : augmentation de l'offre et renforcement de la dimension philosophique des contenus pour une plus grande implantation dans les cours de philosophie et de citoyenneté (CPC).

- Consolidation de la stratégie des JM dont l'évaluation externe a souligné la pertinence en matière d'autonomisation des groupes accompagnés qui se mobilisent, recrutent, sensibilisent et échangent entre pairs. Renforcement et amélioration du modèle de recrutement et d'accompagnement des JM là où le renouvellement des équipes est plus difficile ainsi que du soutien aux professeur-es impliqué-es dans le projet. Maintien du commerce équitable comme thème central articulé aux préoccupations environnementales et climatiques des jeunes au travers de l'outil de « l'économie du Donut », qui sera étendu.

- Enseignement du passé colonial, un enjeu dont les ACNG doivent s'emparer : élaboration d'une offre d'outils adaptés, lancement d'un groupe de travail au sein de la coupole ainsi qu'avec des associations extérieures pour créer un parcours de formation des professeur-es aux outils décoloniaux afin d'aborder cette thématique en classe avec leurs élèves.

- Renforcement des outils numériques dans la communication qui sont plus aptes à toucher le public jeune et se sont fortement développés pendant la pandémie : amélioration des performances des sites web, usage pertinent des réseaux sociaux, réalisation de webinaires, diffusion en ligne de contenus digitaux, podcasts et capsules vidéos.

- Poursuite de la stratégie d'interface entre les secteurs des ACNG et de l'enseignement supérieur, très demandeur d'appui en matière de contenus, mais aussi de terrains d'engagement citoyen.

- Mise en place d'activités communes à destination du secteur de l'ECMS en prenant plus en considération les spécificités des différentes organisations.

De plus, les conclusions et recommandations de l'évaluation d'impact commanditée par ACODEV à DRIS Consult (2018) portant sur la perception des enseignant.e.s quant à l'impact des interventions d'ECMS en milieu scolaire (enseignement obligatoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles) ont été pris en considération dans la formulation des résultats de l'OS1.

## Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Analyse de risques OS1	Analysis of risks associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/RISQUES%20-%20OS1.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/RISQUES%20-%20OS1.docx</a>

Title of the annex	Type of document	File
Synergies Monde selon les femmes OS1	Other	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Synergies%20LE%20MONDE%20SELON%20LES%20FEMMES%20OS1.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Synergies%20LE%20MONDE%20SELON%20LES%20FEMMES%20OS1.pdf</a>
TOC Programme Commun OS1	Theory of Change associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/ToC_PC_22-26%20finale%20OMDM_CNCD_LMSF_CETRI.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/ToC_PC_22-26%20finale%20OMDM_CNCD_LMSF_CETRI.pdf</a>

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### Description

L'OS1 vise à développer une pratique d'ECMS en accord avec les ODD en milieu scolaire par l'atteinte de quatre résultats. Le budget est réparti entre deux grands postes de financement : le fonctionnement et le personnel. Chez Oxfam-Magasins du monde, nous privilégions les dépenses de personnel sur l'OS1. Elles recouvrent 6 ETP en moyenne. Notre objectif est un accompagnement visant à terme l'autonomie des groupes, les actions menées à l'initiative de ceux-ci ainsi que l'intégration structurelle de l'ESMS dans les établissements dans lesquels nous intervenons. Les 6 ETP couvrent les animateurs responsables du projet primaire (accompagnement pendant toute l'année scolaire de 5 classes autour d'un projet concret et d'une production des enfants - pièce de théâtre, jeu, exposition, vidéo,...) et du programme Jeunes-Magasins du monde Oxfam (JM) (magasins de commerce équitable autour duquel se réalisent des activités de formation et de sensibilisation aux différents enjeux tels l'environnement, la justice climatique, le politique, etc). Elles couvrent également le travail de support indispensable (graphisme, communication, logistique) à la réalisation des outils pédagogiques. Les besoins en fonctionnement correspondent à des dépenses effectuées dans le cadre du développement d'outils pédagogiques, d'organisations de journées de rencontre et d'échange entre les professeurs, les élèves, les étudiants et les animateurs Oxfam en collaboration avec des ACNG accréditées (Oxfam-Day, Oxfamnesty) ou encore de moments de formations et d'accompagnement autour des JM. Les ressources sont utilisées de façon efficiente et économe en investissant dans des outils numériques (webinaire en ligne, réunions, outils de campagnes digitaux) ainsi que des outils intemporels afin de rationaliser les coûts.

### Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Convention Oxfam-Amnesty	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention%20de%20collaboration%20Oxfam-Amnesty%202021.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention%20de%20collaboration%20Oxfam-Amnesty%202021.pdf</a>
Convention de collaboration - Famille Oxfams	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/OK%20-%20Convention%20de%20collaboration%20entre%20Oxfams.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/OK%20-%20Convention%20de%20collaboration%20entre%20Oxfams.docx</a>
Collaborations - fiches signalétiques OS1	Fact sheet per partner	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Liste%20des%20collaborations%20OS1-OS2.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Liste%20des%20collaborations%20OS1-OS2.docx</a>

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### Description

La répartition des dépenses du programme suit une ligne stade avec deux « pics » lors de la deuxième et la quatrième année, qui sont caractérisés par la présence de deux publications dans le cadre des LED.

Frais de fonctionnement :

- frais de graphisme/conception, de relecture/correction, traduction et impression de 2 publications-outils pédagogiques/an destinées aux enseignant.es et au monde scolaire de manière générale dans le cadre de l'ECMS (y compris mise à jour de la mallette pédagogique) et deux publications dans le cadre des LED pour l'ensemble du programme.

- achat de documentation et de matériel pédagogique, impression de documents et frais de déplacement des formatrices.

Frais de personnel : 1/3 ETP/an est prévu pour soutenir le développement du travail en milieu scolaire réparti entre les chargé.e.s de mission et une fraction de temps de travail de gestion administrative et de suivi des publications. A cela s'ajoute le suivi et la participation dans 4 LED (LED secondaire inégalités mondiales-décolonisation ; migrations ; souveraineté alimentaire et catalogue de la solidarité Internationale en classe) ainsi que le suivi d'environ une trentaine de sollicitations par an pour l'accompagnement d'étudiant.e.s et de chercheurs et chercheuses spécifiquement sur le genre.

Il est à noter que la demande d'intervention en milieu scolaire a fortement augmenté lors des dernières années et que le M/F a dû refuser beaucoup de demandes

faute de moyen. Les outils et publications portant sur le thème de l'éducation et de la jeunesse sont parmi les plus commandées et téléchargées.

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès BERTRAND
Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
LMSF Itinéraire AMO Convention partenariat	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/LMSF%20itin%C3%A9raire%20AMO%20Convention%20partenariat.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/LMSF%20itin%C3%A9raire%20AMO%20Convention%20partenariat.pdf</a>
LMSF collaboration-fiche signalétique OS1	Fact sheet per collaboration	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/LMSF%20collaboration-%20fiche%20signal%C3%A9tique%20OS1.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/LMSF%20collaboration-%20fiche%20signal%C3%A9tique%20OS1.docx</a>

### List of partnerships/cooperative for the outcome

#### List of partnerships for the outcome

Acronym Itinéraire AMO

Full name Itinéraire - Action en Milieu Ouvert

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### List of cooperative partnerships for the outcome

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### Description

Fonctionnement :

Frais de déplacement en Belgique et à l'étranger (participation à des conférences, séminaires, voyages d'études...)

Autres : coûts de production d'analyses et études, traductions, publications, consommables informatiques, télécommunication, achat documentation, abonnements, etc.

Personnel au siège : 1 équivalent temps plein chargé d'étude

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Duterme Bernard
Telephone :	010489567
Email :	duterme@cetri.be

### Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Conventions de collaboration CETRI - GRIAL - DVLP - OMER	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DVLP%20-%20GRIAL%20-%20OMER%20-%20CETRI%20Convention%20de%20collaboration%2022-26_1.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DVLP%20-%20GRIAL%20-%20OMER%20-%20CETRI%20Convention%20de%20collaboration%2022-26_1.pdf</a>

Title of the annex	Type of document	File
	Other	
Synergies CETRI 22-26		<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Synergies_CETRI_22-26_OS1.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Synergies_CETRI_22-26_OS1.pdf</a>

## List of partnerships/cooperative for the outcome

### List of partnerships for the outcome

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

### List of cooperative partnerships for the outcome

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

### Description

OS1 - CNCD 11.11.11- :

Les ressources mobilisées par la coupole sur l'OS1 se concentrent principalement sur le temps de travail nécessaire à la création des outils pédagogiques, animations dans les classes et formation des professeurs et à la coordination des plateformes de LED sur le programme primaire notamment à travers l'écriture et la diffusion de la revue Monde en Classe envoyées à plus de 750 exemplaires auprès des professeurs du primaire ainsi que la création des mallettes pédagogiques secondaires au sein des LED. Par ailleurs, un temps de travail est également mobilisé sur la coordination et l'assistance au travail de diffusion des outils pédagogiques et d'organisation d'évènements, d'animations ou réunions des plateformes pédagogiques ainsi que sur le développement de synergies dans le secteur. Enfin des ressources humaines sont mobilisées sur l'animation et la formation aux mallettes d'une partie de l'équipe régionale afin de diffuser nos mallettes pédagogiques et animations scolaires dans l'ensemble de la fédération Wallonie-Bruxelles pour nos 6 bureaux provinciaux. Les frais de personnel pour l'OS sont donc pour l'ensemble de la coupole à hauteur de 4,47 ETP/an. Les frais de fonctionnement sont essentiellement consacrés à des frais de location de salles, de déplacements, de graphisme et impressions d'outils pédagogiques, de matériel pédagogique pour les animations en classe à hauteur de 578.530€ sur l'entièreté du programme. Des variations entre année sur les 5 années du programme ne sont pas prévues vu l'organisation régulière d'activités et la production d'outils pédagogiques d'année en année

## Mandatory annexes classified by outcome

File

## List of partnerships/cooperative for the outcome

### List of partnerships for the outcome

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

### List of cooperative partnerships for the outcome

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

# Renforcer les capacités de la société civile dans ses pratiques d'ECMS liées aux ODD

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès Bertrand Sanz
Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	Le Monde selon les femmes
Name :	Noémie Kayaert
Telephone :	022230512
Email :	noemie@mondefemmes.org

## Author information

Lead NGO/Owner :	LMSLF
Name of accredited actor	Le Monde selon les femmes

## General

Title of the outcome - French or English (mandatory) :	Renforcer les capacités de la société civile dans ses pratiques d'ECMS liées aux ODD		
IATI activity identifier :	BE-BCE_KBO-0430826290-prg2022-2-BE		
Outcome start date :	01-01-2022		
Outcome end date :	31-12-2026		
Country of intervention :	Belgium		
Sector :	99820 - Promotion of development awareness (non-sector allocable)	Budget share :	100%

## Strategic target involved

### 2. Interventions vers les publics de première et de deux...

- BELGIQUE / BELGIË

Description :	2. Interventions vers les publics de première et de deuxième ligne / Interventies naar de doelgroepen op de eerste en de tweede lijn
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 4. Genre / Gender

- BELGIQUE / BELGIË

Description :	4. Genre / Gender
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 5. Environnement / Milieu

- BELGIQUE / BELGIË

Description :	5. Environnement / Milieu
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 6. Diversité et décolonisation / Diversiteit en dekolon...

- BELGIQUE / BELGIË

Description :	6. Diversité et décolonisation / Diversiteit en dekolonisatie
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

## Approaches or sub-targets concerned

B.1 Mener des actions de sensibilisation, de formation et de mobilisation pour un monde juste, durable, solidaire et inclusif

B.1.1 Conclure et renforcer des réseaux autour des campagnes

B.1.2 Informer et sensibiliser les populations vivant en Belgique sur les enjeux mondiaux

B.1.3 Former les populations vivant en Belgique aux enjeux mondiaux

- B.1.4 Mobiliser les populations vivant en Belgique en faveur du changement social et politique
- B.1.5 Accompagner des collectifs de citoyen.nes engagé.es dans la solidarité internationale
- B.2 Renforcer un réseau de volontaires actif pour un monde juste, durable, solidaire et inclusif
  - B.2.1 Former les volontaires des ACNG sur les enjeux mondiaux
  - B.2.2 Accompagner des groupes de volontaires pour qu'ils puissent être des acteurs
  - B.2.3 Développer des modèles d'action à destination des volontaires
- B.3 Sensibiliser et mobiliser des acteurs intermédiaires
  - B.3.1 Accompagner et renforcer des acteurs du monde culturel et associatif et les mouvements sociaux
  - B.3.2 Accompagner et renforcer des professionnels
  - B.3.3 Accompagner et renforcer les acteurs du secteur privé
  - B.3.4 Accompagner et renforcer les acteurs des médias
  - B.3.5 Renforcer les acteurs du secteur public
- B.4 Promouvoir l'exercice de la citoyenneté mondiale et solidaire chez les jeunes de moins de 30 ans en dehors du cadre scolaire
  - B.4.1 Informer et sensibiliser les jeunes de moins de 30 ans sur les enjeux mondiaux
  - B.4.2 Accompagner des groupes de jeunes de moins de 30 ans
- B.5 Renforcer l'expertise et l'échange de pratiques des ACNG dans leur travail de mobilisation, information et renforcement de capacités
  - B.5.1 Former les ACNG dans leurs actions
  - B.5.2 Accroître la connaissance commune
  - B.5.3 Participer et renforcer des réseaux internationaux

## Geographic location of the outcome's intervention zone

Région wallonne

Région Bruxelles-Capitale

Lat/Long :	50.858092264138, 4.3364869058132
------------	----------------------------------

## Outcome summary

### Description of the outcome

En vue de contribuer à la montée en puissance d'une pratique durable d'ECMS de la part de la société civile en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), orientée vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), l'outcome met en œuvre des stratégies de coordination et de synergie entre Organisations de la société civile, de mise en action de citoyen.nes organisé.es, de renforcement de groupes de volontaires, de production de connaissances et de renforcement des capacités des acteurs associatifs de l'ECMS avec une approche genre, environnementale et décoloniale, et avec la participation de partenaires des Suds.

L' action menée vise cinq résultats:

- La coordination des OSC dans des campagnes communes d'ECMS et efficacement outillées sur les enjeux des ODD.
- Le renforcement des capacités d'action des citoyen.nes conscient.es des enjeux des ODD.
- Le renforcement de réseaux de volontaires engagés pour les ODD et de leurs capacités de mobilisation.
- Le renforcement de la mobilisation et du soutien à des collectifs de jeunes de moins de 30 ans, en dehors du cadre scolaire, qui agissent en faveur des ODD et de l'empowerment des jeunes femmes.
- Le renforcement des OSC et acteurs relais engagés en faveur des ODD dans leurs capacités de compréhension des enjeux et d'action d'ECMS.

Les thématiques suivantes seront abordées:

- Environnement (« Économie du Donut », écoféminisme, justice climatique).
- Droits humains (travail décent, souveraineté alimentaire, justice migratoire, décolonisation, droits des femmes).
- Société (commerce (in)équitable, lutte contre les inégalités, solidarité Nords-Suds).
- Genre (déconstruction des stéréotypes de genre, égalité, masculinités transformatrices).
- Reconfiguration des rapports Nords-Suds et mondialisation (inégalités mondiales, aide publique au développement).

L'outcome s'articule avec les OS1 « milieu scolaire » et OS3 « Plaidoyer » avec lesquels il s'inscrit dans une même théorie de changement du volet ECMS de ce

programme.

### Wording of the outcome

Les citoyen.nes et les acteurs.rices organisés.es de la société civile sensibilisés.es à une citoyenneté mondiale et solidaire sont renforcés.es dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des enjeux locaux et globaux liés à la réalisation des ODD, de mobilisation et d'action pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, inspirée des enseignements de partenaires des Suds.

### Target groups

- OSC, leurs membres et leurs publics de l'ECMS.
- Réseaux de volontaires engagés en ECMS.
- Associations des secteurs socioculturel, socioéducatif, éducation permanente.
- Mouvements sociaux (syndicats, mutuelles...).
- Citoyen.nes organisés.es, mouvements citoyens, organisations de femmes, de migrants, de jeunes, d'ÉVRAS...
- Groupes d'acteurs communaux (citoyen.nes, mandataires, membres des administrations locales...), commissions consultatives communales.

### Categorization: Sustainable Development Goals

SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Strengthen domestic resource mobilization, including through international support to developing countries, to improve domestic capacity for tax and other revenue collection
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Developed countries to implement fully their official development assistance commitments, including the commitment by many developed countries to achieve the target of 0.7% of gross national income for official development assistance (ODA/GNI) to developing countries and 0.15 to 0.20% of ODA/GNI to least developed countries; ODA providers are encouraged to consider setting a target to provide at least 0.20% of ODA/GNI to least developed countries
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Mobilize additional financial resources for developing countries from multiple sources
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Assist developing countries in attaining long-term debt sustainability through coordinated policies aimed at fostering debt financing, debt relief and debt restructuring, as appropriate, and address the external debt of highly indebted poor countries to reduce debt distress
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Promote a universal, rules-based, open, non-discriminatory and equitable multilateral trading system under the World Trade Organization, including through the conclusion of negotiations under its Doha Development Agenda
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Significantly increase the exports of developing countries, in particular with a view to doubling the least developed countries' share of global exports by 2020
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Realize timely implementation of duty-free and quota-free market access on a lasting basis for all least developed countries, consistent with World Trade Organization decisions, including by ensuring that preferential rules of origin applicable to imports from least developed countries are transparent and simple, and contribute to facilitating market access
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Enhance global macroeconomic stability, including through policy coordination and policy coherence
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	17.14 Enhance policy coherence for sustainable development
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Respect each country's policy space and leadership to establish and implement policies for poverty eradication and sustainable development
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls
SDG :		SDT :	Goal 10. Reduce inequality within and among countries
SDG :		SDT :	Goal 1. End poverty in all its forms everywhere
SDG :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture	SDT :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture
SDG :	Goal 3. Ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages	SDT :	Goal 3. Ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages
SDG :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all	SDT :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all
SDG :	Goal 8. Promote sustained, inclusive and sustainable economic growth, full and productive employment and decent work for all	SDT :	Goal 8. Promote sustained, inclusive and sustainable economic growth, full and productive employment and decent work for all
SDG :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns	SDT :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns



SDG :	Goal 14. Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development	SDT :	Goal 14. Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development
SDG :	Goal 15. Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat&nbsp;desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss	SDT :	Goal 15. Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat&nbsp;desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss
SDG :	Goal 16. Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and&nbsp;build effective, accountable and inclusive institutions at all levels	SDT :	Goal 16. Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and&nbsp;build effective, accountable and inclusive institutions at all levels

## Markers & Tags

1. Gender Equality :	2
2. Aid to Environment :	2
3. Participatory Development / Good Governance :	2
4. Trade development :	2
5. Biodiversity :	1
6. Climat Change - Mitigation :	1
7. Climat Change - Adaptation :	2
8. Desertification :	0
9. RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health :	2
10. HIV / AIDS :	0
11. Children's Rights :	1
12. Disability :	0
13. Nutrition :	0

1. D4D - Better use of big data :	No
2. D4D - Digital for inclusive society :	No
3. D4D - Digital for inclusive and sustainable economic growth :	No
4. Private Sector Development :	Yes
5. Health - Sexual and reproductive health :	Yes
6. Health - Quality medicines :	No
7. Health - Health financing and Universal Health Coverage :	Yes
8. Refugees :	Yes
9. Covid-19 :	Yes

## Categorization: Positioning with regard to the objectives of Belgian Development Cooperation, described in its strategy papers

### **Development education**

Approche 1 : Comme tous les programmes d'ECMS des OSC, celui-ci s'inscrit par définition dans l'approche 1

Approche 2 : Ce programme joue un rôle particulier dans l'approche 2, puisqu'il finance la coordination des acteurs de terrain en matière d'ECMS vers le monde scolaire (au travers des LED), des publics de 1e et 2e cible (au travers de campagnes coordonnées de sensibilisation et de mobilisation) et du plaidoyer (au travers des plateformes nationales d'OSC)

Approche 3 : Le programme entend favoriser la prise en compte des messages des partenaires Sud dans les différents métiers de l'ECMS. Il s'inscrit particulièrement dans cette vision au travers des apports du CETRI, dont c'est la mission principale.

Approche 4 : non pertinent. Si le programme fera bien entendu l'objet d'un monitoring permanente, cette approche est avant tout dévolue par la note stratégique à la DGD elle-même

### **Environment and climate change**

Motivation : Alignement total sur les trois axes

Axe 1 : L'environnement comme thème transversal

Axe 2 : L'appui sectoriel à l'environnement spécifique au pays dans lequel se déroule l'action

Axe 3 : Cohérence des politiques en faveur du développement : cohérence interne forte avec notre programme d'ECMS et cohérence externe forte avec l'ensemble de nos missions sociales en tant qu'OSC accréditée

### **Gender**

L'OS 2 s'inscrit dans et aborde tous les thèmes prioritaires de la note stratégiques genre.

1.Education et prise de décision 2.La santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) 3.Sécurité alimentaire, accès aux ressources naturelles et empowermentéconomique 4.Protection des droits et lutte contre les violences (sous toutes ses formes) basées sur le genre, avec notamment une attention particulière portée aux Lesbiennes, Gay, Bisexuels, Transgenres et Intersexués (LGBTI)

Cela s'effectuera de manière spécifique et transversale à travers les thèmes abordés dans les campagnes, les dispositifs et les outils et les interventions auprès des citoyens et des acteurs de deuxième ligne.

Avant fin 2020 les partenaires du programme commun développeront collaborativement, une grille de screening "genre et éducation". Celle-ci définira des critères clairs qui permettront d'évaluer l'intégration transversale et/ou spécifique du genre dans les dispositifs de campagne.

## Subsidy bonus allocation: priority themes and strategic priorities

### **Human rights-based approach**

L'approche basée sur les droits humains est centrale pour les 4 OSC qui portent le programme. Elle se traduit dans cet outcome dans les thématiques et dans les stratégies mises en œuvre, systématiquement abordées sous l'angle de l'(in)égalité d'accès aux droits : égalité femmes/hommes à partir de la double approche spécifique et transversale, commerce équitable, justice climatique, justice migratoire, justice fiscale, souveraineté alimentaire, travail décent constituent ainsi des cadres définis à partir de l'universalisation des droits, pour la plupart au niveau international. Les stratégies (campagnes, animations, publications, événements, formations, recherche-action, analyses, outils pédagogiques, accompagnements...) font régulièrement référence (1) à la mise en œuvre des principaux instruments relatifs à toutes les générations de droits humains (DUDH, protocoles additionnels, CEDH, Convention sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes, Convention internationale des droits de l'enfant, etc.), (2) à la mise en œuvre des cadres internationaux, contraignants ou non, permettant la pleine réalisation de ces droits (ODD, Accord de Paris, Convention d'Istanbul, Pacte mondial migrations, Plan d'action de Beijing, la charte pour le commerce équitable, etc.) et/ou (3) à la création de nouveaux cadres internationaux permettant d'améliorer la mise en œuvre des droits (human rights due diligence, Organisation mondiale de l'environnement, Cadre fiscal international, etc.). Ces stratégies contribuent à renforcer les capacités des publics cibles pour appréhender les inégalités dans l'accès aux droits humains, en analyser les causes et agir en vue de les réduire.

### **Decent and sustainable work**

L'agenda international du travail décent constitue aussi l'un des socles thématiques de l'outcome. Une collaboration étroite est d'ailleurs assurée avec les organisations membres du CSC travail décent qui participent à la plupart des plateformes de campagne coordonnées dans le cadre de ce programme, ainsi qu'aux instances de la coupole. Si l'agenda du travail décent doit être abordé comme un tout cohérent, chacun de ses piliers est appréhendé par l'outcome de façon spécifique. Le pilier 1 est au cœur de concepts tels que la souveraineté alimentaire et le commerce équitable destinés entre autres à garantir un prix juste et rémunérateur aux producteurs-rices et travailleurs-euses. Le pilier 2 est par exemple abordé à partir du concept de transition juste, issu de l'OIT et ancré dans l'accord de Paris, ainsi que par la mobilisation et le plaidoyer pour un cadre international garantissant la capacité des États à mobiliser leurs ressources propres. Le pilier 3 est au cœur de l'approche droits partagée par les membres du programme (cf. supra), au travers notamment des stratégies de sensibilisation et de mobilisation en milieu scolaire pour la mise en place d'un cadre contraignant garantissant à la fois la pleine réalisation des normes sociales (ex : human rights due diligence, clauses sociales dans le commerce international). Une attention spécifique est portée à l'égalité d'accès aux droits sociaux et à la protection sociale pour les enfants, les femmes et les hommes ainsi que sur l'importance du travail reproductif (souvent invisibilisé) et du care qui assure la reproductibilité du vivant qu'il faut réintégrer dans l'économie.

Les contenus des campagnes, interventions, outils, formations, publications et positionnements pertinents font référence aux outils internationaux garantissant l'universalisation du travail décent (conventions, recommandations et guidelines de l'OIT).

### **Gender**

L'approche genre est une priorité de l'outcome, renforcée par la présence et l'expertise de l'ONG de référence en la matière, Le Monde selon les femmes. Elle est intégrée selon l'approche préconisée par la Commission européenne et la loi de la coopération belge, selon trois axes :

- Par une approche transversale et spécifique, le gender mainstreaming, qui intègre l'approche genre dans toutes les stratégies du programme et chaque outcome. Des indicateurs genrés et sexo-spécifiques sont suivis pour garantir cette prise en compte systématique.
- Par des actions qui visent spécifiquement à éliminer les discriminations et à rétablir l'équilibre entre les femmes et les hommes et qui portent sur des thèmes réfléchis avec les partenaires des Suds.
- En étant attentif à ce que les enjeux de genre soient traités dans les espaces investis par le programme, aux différents niveaux, notamment à travers le Conseil consultatif genre et développement.

Les stratégies de l'outcome sont mises en œuvre en :

- Utilisant la grille de l'empowerment dans les méthodologies de toutes les interventions.
- Abordant la déconstruction des privilèges liés aux trois grands systèmes de domination (de sexe, de classe et de « race ») dans la société patriarcale.
- Mettant en évidence la construction des rôles sociaux et leur hiérarchisation dès le plus jeune âge et en outillant les publics à déceler cette construction inégalitaire.
- Mettant en lumière les problématiques liées à la masculinité hégémonique pour permettre de construire des masculinités positives, alternatives et transformatrices.
- Développant des pratiques égalitaires dans le champ de l'éducation notamment avec une EVRAS féministe dans une perspective émancipatrice.
- Tenant compte de la logique de continuum des violences dans les interventions.

Une attention particulière est portée sur la valorisation des paroles féministes des Suds afin de mettre en lumière la pluralité des inégalités entre les hommes et les femmes à travers le monde.

### **Environnement**

L'environnement est une priorité stratégique du programme. Il est au cœur des thématiques abordées, particulièrement en ce qui concerne la justice climatique et la dénonciation du modèle extractiviste qui épuise sans les ressources que les personnes. Le programme plaide pour une transition juste visant à maximiser les droits sociaux pour toutes et tous à l'intérieur des limites planétaires.

De manière transversale, le climat et la biodiversité sont intégrés aux stratégies éducatives à travers notamment :

- La promotion de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie.
- L'écoféminisme, qui propose un cadre de réflexion questionnant le pouvoir, l'accès aux biens, le rapport à la nature et aux corps, en articulant féminisme, écologie et économie.
- La promotion d'un cadre économique international garantissant le respect conjoint des normes environnementales et sociales.

De manière spécifique, le programme joue un rôle clé dans la coordination de la sensibilisation et de la mobilisation en matière de justice climatique, avec l'ASBL Coalition climat.

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

L'application stricte de la charte du commerce équitable attache une attention toute particulière au respect de l'environnement dans l'utilisation des matières premières, de la production, de la gestion des déchets, de l'agriculture et de l'emballage dans le cadre de ses rapports commerciaux.

Le programme et les quatre OSC portent attention à limiter l'impact de leurs activités sur l'environnement, notamment au travers d'une gestion rationnelle des publications et des déplacements, en utilisant les opportunités offertes par la digitalisation, et par des politiques internes de gestion environnementale qui ont été appréciées lors du screening réalisé en vue de leur accréditation.

### **Common outcome within a common programme**

Les trois outcome du volet ECMS du programme sont communs aux quatre OSC qui portent le programme. La théorie de changement (ToC) qui sous-tend le programme reflète la cohérence et la complémentarité des approches stratégiques, des savoir-faire et de la légitimité des quatre OSC. Chaque partie contribue à la réalisation de l'outcome avec des apports spécifiques en matière de :

- coordination de réseaux et de plateformes ;
- d'animation d'équipes de volontaires réparties sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- d'information, de sensibilisation, de formation et de mobilisation de citoyen.nes conscient.es des enjeux des ODD ;
- de conception et de fourniture d'outils pédagogiques à destination des citoyen.nes actif.ves, des OSC et des équipes de volontaires ;
- d'accompagnement des citoyen.nes actif.ves, des OSC et des équipes de volontaires dans leurs actions portant sur les enjeux liés aux ODD ;
- d'expertise, de recherche et de production de savoirs dans leurs champs thématiques respectifs, alimentées par les partenariats et les points de vue d'acteurs des Suds.

Le document de la ToC (pages 6-7) explicite et argumente cette complémentarité.

### **Areas of complementarity and synergy with the intervention of ENABEL**

OMDM participe chaque année à la semaine du commerce équitable organisée par le Trade for Development Center (TDC). Les thèmes prioritaires qui y sont défendus rejoignent ceux du programme ce qui permet de réaliser des actions complémentaires et en synergie avec le travail d'ENABEL. Par exemple, en 2021, le focus est placé sur l'inclusion des publics plus difficiles à atteindre dans la sensibilisation au commerce équitable ainsi que sur les échanges entre les producteur.rices des Suds et des Nords. On peut y voir une vraie complémentarité puisque le programme développe un résultat spécifique pour renforcer l'action vers l'un de ces publics, à savoir les jeunes de moins de 30 ans.

## Description of the outcome, results and strategy

### Description of the expected results

Formulation of outcome or result :	Les citoyen.nes et les acteurs.rices organisés.es de la société civile sensibilisés.es à une citoyenneté mondiale et solidaire sont renforcés dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des enjeux locaux et globaux liés à la réalisation des ODD, de mobilisation et d'action pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, inspirée des enseignements de partenaires des Suds
Indicator title :	IOV 2.1 Nombre d'interactions du public avec l'offre du programme (quantitatif) en moyenne par an
Indicator description :	Les interactions sont entendues au sens de toute manifestation de la part du public envers le programme. On comptabilisera donc : - Nombre de sessions mesurées avec Google Analytics - Le nombre de mobilisés.es par action (pas d'inscription) - Le nombre de sensibilisés.es (conférences, ciné débats, ateliers, formations - inscrit.es à un évènement) - Le nombre d'abonnés.es aux réseaux sociaux
Baseline :	926753
Target Year 3 – 31/12/2024 :	894875
Target Year 5 – 31/12/2026 :	922875

Formulation of outcome or result :	Les citoyen.nes et les acteurs.rices organisés.es de la société civile sensibilisés.es à une citoyenneté mondiale et solidaire sont renforcés dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des enjeux locaux et globaux liés à la réalisation des ODD, de mobilisation et d'action pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, inspirée des enseignements de partenaires des Suds
Indicator title :	IOV 2.2 Pourcentage des personnes ayant eu une interaction avec le programme qui déclarent mieux comprendre les enjeux des ODD et y adhérer
Indicator description :	Cet indicateur sera mesuré par une auto-évaluation (enquêtes internes) avec un questionnaire large et uniformisé pour les quatre organisations vers les bases de données
Baseline :	85%
Target Year 3 – 31/12/2024 :	85%
Target Year 5 – 31/12/2026 :	85%

Formulation of outcome or result :	Les citoyen.nes et les acteurs.rices organisés.es de la société civile sensibilisés.es à une citoyenneté mondiale et solidaire sont renforcés dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des enjeux locaux et globaux liés à la réalisation des ODD, de mobilisation et d'action pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, inspirée des enseignements de partenaires des Suds
Indicator title :	IOV 2.3 Pourcentage des personnes en Fédération Wallonie-Bruxelles qui ont eu connaissance des thématiques de campagne communes
Indicator description :	Cet indicateur sera mesuré par l'enquête d'opinion annuelle diffusée par le CNCD-11.11.11
Baseline :	15%

Target Year 3 - 31/12/2024 :	15%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	15%

Formulation of outcome or result :	R21 Les acteurs-rices organisés de la société civile actifs en ECMS coordonnent leurs actions autour de campagnes communes d'ECMS et sont outillé-es sur les enjeux afférents à la réalisation des ODD
Indicator title :	R21.1 Nombre d'organisations de la société civile membres et non membres de la coupole coordonnées au niveau central et provincial autour de campagnes communes
Baseline :	20
Target Year 3 - 31/12/2024 :	20
Target Year 5 - 31/12/2026 :	20

Formulation of outcome or result :	R21 Les acteurs-rices organisés de la société civile actifs en ECMS coordonnent leurs actions autour de campagnes communes d'ECMS et sont outillé-es sur les enjeux afférents à la réalisation des ODD
Indicator title :	R21.2 Nombre cumulé d'implication des OSC de manière coordonnée dans des campagnes communes
Baseline :	60
Target Year 3 - 31/12/2024 :	60
Target Year 5 - 31/12/2026 :	60

Formulation of outcome or result :	R21 Les acteurs-rices organisés de la société civile actifs en ECMS coordonnent leurs actions autour de campagnes communes d'ECMS et sont outillé-es sur les enjeux afférents à la réalisation des ODD
Indicator title :	R21.3 Pourcentage des OSC actives en ECMS impliquées dans les campagnes communes qui disent avoir été suffisamment outillées et renforcées dans leur capacité d'agir sur les enjeux afférents à la réalisation des ODD
Indicator description :	Cet indicateur sera mesuré par une enquête
Baseline :	80%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	85%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	85%

Formulation of outcome or result :	R21 Les acteurs-rices organisés de la société civile actifs en ECMS coordonnent leurs actions autour de campagnes communes d'ECMS et sont outillé-es sur les enjeux afférents à la réalisation des ODD
Indicator title :	R21.4 Pourcentage de campagnes communes et individuelles intégrant la dimension genre
Indicator description :	Est développée avant fin 2021 collaborativement, une grille de screening "genre et campagnes". Celle-ci définit des critères clairs qui permettent d'évaluer l'intégration transversale et/ou spécifique du genre dans les dispositifs de campagne
Baseline :	La grille de screening "genre et campagnes" existe mais n'est pas mise en œuvre - NA
Target Year 3 - 31/12/2024 :	100% des campagnes sont screenées au moyen de la grille et répondent aux critères de celle-ci
Target Year 5 - 31/12/2026 :	100% des campagnes sont screenées au moyen de la grille et répondent aux critères de celle-ci

Formulation of outcome or result :	R22 De plus en plus de citoyen.nes prennent conscience des enjeux liés à la réalisation des ODD et de la nécessité d'agir pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif et sont renforcé-es dans leurs capacités d'action et de mobilisation
Indicator title :	R22.1 Nombre de personnes qui participent aux actions de sensibilisation par an
Indicator description :	Cet indicateur ne pourra pas être sexo-spécifique car nous comptabilisons des participant.e.s dans des événements grand public où il ne sera pas possible de recueillir des données sexo-spécifiques comme dans le cadre de manifestations par exemple
Baseline :	62500
Target Year 3 - 31/12/2024 :	57650
Target Year 5 - 31/12/2026 :	57800

Formulation of outcome or result :	R22 De plus en plus de citoyen.nes prennent conscience des enjeux liés à la réalisation des ODD et de la nécessité d'agir pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif et sont renforcé-es dans leurs capacités d'action et de mobilisation
Indicator title :	R22.2 Pourcentage de personnes ayant participé à une de nos actions de sensibilisation qui disent avoir renforcé leur engagement citoyen
Indicator description :	Cet indicateur sera mesuré au moyen d'enquêtes de satisfaction auprès de nos participant.e.s à l'une de nos actions. Cet indicateur sera comptabilisé de manière sexo-spécifique
Baseline :	87%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	87%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	87%

Formulation of outcome or result :	R22 De plus en plus de citoyen.nes prennent conscience des enjeux liés à la réalisation des ODD et de la nécessité d'agir pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif et sont renforcé-es dans leurs capacités d'action et de mobilisation
Indicator title :	R22.3 Nombre de téléchargements, distributions et commandes d'outils pédagogiques et publications intégrant des points de vue critiques et féministes sur les ODD (par an)
Baseline :	11900
Target Year 3 - 31/12/2024 :	11900
Target Year 5 - 31/12/2026 :	11900

Formulation of outcome or result :	R22 De plus en plus de citoyen.nes prennent conscience des enjeux liés à la réalisation des ODD et de la nécessité d'agir pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif et sont renforcé-es dans leurs capacités d'action et de mobilisation
------------------------------------	---

Indicator title :	R22.4 Nombre de consultations en ligne (pages vues-google analytics) d'outils pédagogiques, productions audiovisuelles et publications intégrant des points de vue critiques et féministes sur les ODD (par an)
Baseline :	576000
Target Year 3 - 31/12/2024 :	587000
Target Year 5 - 31/12/2026 :	587000

Formulation of outcome or result :	R23 Des réseaux de citoyen.nes volontaires se renforcent, sont formés aux enjeux liés à la réalisation des ODD et outillés dans leurs actions et mobilisations
Indicator title :	R23.1 Nombre de groupes de citoyen.ne.s actifs volontaires renforcés, formés et outillés dans toutes les provinces francophones et dans la région bruxelloise
Indicator description :	On entend par "groupe" un minimum de 5 personnes.
Baseline :	97
Target Year 3 - 31/12/2024 :	97
Target Year 5 - 31/12/2026 :	101

Formulation of outcome or result :	R23 Des réseaux de citoyen.nes volontaires se renforcent, sont formés aux enjeux liés à la réalisation des ODD et outillés dans leurs actions et mobilisations
Indicator title :	R23.2 Pourcentage des volontaires ayant participé aux formations qui disent avoir développé leurs compétences et renforcé leur volonté d'agir notamment par rapport aux inégalités de genre
Indicator description :	Cet indicateur sera comptabilisé de manière sexo-spécifique
Baseline :	78%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	78%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	80%

Formulation of outcome or result :	R23 Des réseaux de citoyen.nes volontaires se renforcent, sont formés aux enjeux liés à la réalisation des ODD et outillés dans leurs actions et mobilisations
Indicator title :	R23.3 Nombre d'équipes qui ont organisé de manière autonome des actions en lien avec les ODD
Indicator description :	Les actions dites autonomes sont celles qui sont organisées à l'initiative des équipes, qui peuvent ou non être encadrées par l'organisation-mère. Les équipes pouvant, dans la pratique, être fusionnées, les targets sont inférieures à la baseline car elles prennent en considération cette potentialité.
Baseline :	62
Target Year 3 - 31/12/2024 :	55
Target Year 5 - 31/12/2026 :	55

Formulation of outcome or result :	R24 Des jeunes de moins de 30 ans sensibilisé-es aux ODD, organisé-es en collectif ou non hors du cadre scolaire, sont renforcé-es, outillé-es, formé-es et mobilisé-es autour de la nécessité d'agir pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif
Indicator title :	R24.1 Pourcentage de jeunes ayant participé aux formations et actions spécifiques qui disent avoir développé leurs compétences et renforcé leur volonté d'agir (X%) et spécifiquement par rapport aux inégalités de genre (Y%)
Baseline :	X=75% Y=70%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X=75% Y=70%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X=80% Y=75%

Formulation of outcome or result :	R24 Des jeunes de moins de 30 ans sensibilisé-es aux ODD, organisé-es en collectif ou non hors du cadre scolaire, sont renforcé-es, outillé-es, formé-es et mobilisé-es autour de la nécessité d'agir pour un monde égalitaire, durable, solidaire et inclusif
Indicator title :	R24.2 Nombre d'actions en lien avec les ODD mis en place à l'initiative des jeunes accompagnés au travers du programme
Baseline :	10
Target Year 3 - 31/12/2024 :	31
Target Year 5 - 31/12/2026 :	52

Formulation of outcome or result :	R25 Les ACNG et les acteurs relais (intermédiaires) de l'ECMS sont renforcés dans leur compréhension et dans la maîtrise des enjeux liés à la réalisation des ODD et ainsi dans leurs actions
Indicator title :	R25.1 Nombre de sollicitations d'acteur/trice.s actif.ves en ECMS pour des accompagnements, analyses, études, ressources en matière d'analyse des enjeux liés à la réalisation des ODD, notamment pour intégrer le genre de manière spécifique et transversale
Baseline :	85
Target Year 3 - 31/12/2024 :	255
Target Year 5 - 31/12/2026 :	425

Formulation of outcome or result :	R25 Les ACNG et les acteurs relais (intermédiaires) de l'ECMS sont renforcés dans leur compréhension et dans la maîtrise des enjeux liés à la réalisation des ODD et ainsi dans leurs actions
Indicator title :	R25.2 Pourcentage des ACNG et acteurs relais qui ont bénéficié de nos outils, formations et publications déclarant avoir utilisé les contenus dans leur propre pratique
Indicator description :	Cet indicateur sera mesuré via une enquête auprès des organisations qui ont bénéficié des appuis de notre programme
Baseline :	74%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	75%

Target Year 5 - 31/12/2026 :	75%
------------------------------	-----

## Activities, targets groups and beneficiaries

### Classification of activities

R21:

- Campagnes thématiques régulières, coordonnées entre OSC par province, avec partenariats associatifs locaux
- Accompagnement et formation des volontaires au niveau local
- Collaboration avec les acteurs culturels et jeunesse pour ancrer les campagnes et la mobilisation
- Diagnostic approfondi de la thématique de campagne

R22:

- Conférences, séminaires, webinaires, podcasts, capsules vidéos (approche innovante)
- Campagnes et production d'outils facilement accessibles et appropriables
- Sensibilisation en magasins OMDM autour du commerce équitable
- Sensibiliser le public à travers des outils d'information propres, tant via les ventes en librairies (magazine Imagine - Demain Le Monde) que via le web (sites et réseaux sociaux)

R23:

- Formation thématique des volontaires et renforcement des compétences d'animation
- Outils pédagogiques pour se former à la mobilisation au sein de son environnement ou cellule familiale
- Mise à disposition d'une plateforme évolutive d'outils
- Renforcement de liens et de connaissances mutuelles avec les partenaires des Suds
- Actions « clé sur porte » et publications spécifiques à destination des volontaires

R24:

- Canevas d'animation avec outils pédagogiques par tranche d'âge
- Implication des organisations de jeunesse pour organiser et outiller les jeunes, formation des animateurs
- Collaboration avec Kots à projet, universités, hautes écoles pour mobiliser les 18-30
- Soutien aux initiatives de jeunes, accompagnement, formation et proposition d'actions
- Stratégie appropriée vis-à-vis du public jeune sur les réseaux sociaux

R25:

- Renouvellement et entretien d'un réseau de personnes-ressources et chercheur-ses des Suds
- Collecte et diffusion de points de vue des Suds pertinents sur les thématiques
- Publication et diffusion d'analyses et études thématiques et contextuelles
- Formations thématiques et sur l'approche genre
- Accompagnement institutionnel des ACNG pour intégration du genre
- Fourniture d'expertises et de ressources

### Target group(s)

- Plus de 80000 citoyen.nes organisés-es, issus-es de mouvements citoyen.nes, organisations de femmes, de migrants, de jeunes, etc.
- 3000 volontaires adultes et 100 équipes de volontaires engagées en ECMS
- 50 OSC, leurs membres et publics
- 20 OSC: secteurs socioculturel, éducation permanente et mouvements sociaux coordonnés dans le cadre des campagnes
- 70 jeunes moins de 30 ans acteurs relais de l'ECMS
- 50 Groupes d'acteurs communaux (citoyen.nes, mandataires, membres administrations locales...)

### Beneficiaries

- Clients des Magasins du monde Oxfam
- Environnement familial, social, professionnel des citoyen.nes impliqué-es en Fédération Wallonie-Bruxelles
- Opinion publique en Fédération Wallonie-Bruxelles

Title of the reference annex :	TOC Programme Commun OS2
Title of the reference annex :	Analyse des risques - OS2
Target group(s) - Location of the intervention: Belgium only :	<ul style="list-style-type: none"> <li>Volunteers/affiliates/unpaid staff</li> <li>CSO and institutional actors</li> <li>Other civil society organisations mobilised for the SDGs</li> <li>Social and educational stakeholders (trade unions, mutual funds, youth movements...)</li> <li>Cultural stakeholders</li> <li>Professionals in the context of their work</li> </ul>

## Description of tasks among associate ANGCs

- Le CNCD coordonne les plateformes de campagnes des OSC auxquelles participent activement Le Monde selon les femmes, Oxfam-Magasins du monde et le CETRI en apportant leurs expertises respectives en genre, sur le commerce (in)équitable et les enjeux Nords-Suds liés aux ODD. Le CNCD - 11.11.11 rassemble l'expertise des OSC pour construire des stratégies communes de campagne au secteur de la coopération au développement.

- OMDM et le CNCD-11.11.11 créent les conditions pour l'émergence d'équipes de volontaires et coordonnent leurs interventions de façon à créer des synergies entre elles.

- OMDM accompagne ses équipes de volontaires dans la sensibilisation des citoyens (clients ou non) au commerce équitable à travers des canaux de communication innovants et multimédias.

- Le Monde selon les femmes et le CETRI collaborent avec OMDM et le CNCD-11.11.11 dans la formation des volontaires et des équipes encadrantes.

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

- OMDM met en œuvre les stratégies de renforcement des publics jeunes de moins de 30 ans. Le CETRI propose une offre de formation pour les groupes de jeunes ou les Kots à projet.

- La production d'analyses, d'outils de sensibilisation, pédagogiques, d'animation et de formation sur les ODD est assurée de manière intégrée par les 4 ONG selon leur expertise spécifique : l'approche globale des ODD pour le CNCD-11.11.11 et le CETRI, la dimension genre pour Le Monde selon les femmes, les « points de vue des Suds » critiques sur les ODD pour le CETRI, la justice socio-économique, le commerce équitable et l'économie régénérative et distributive pour OMDM.

- Le Monde selon les femmes se charge des appuis-conseils, de la coordination du réseau d'expertise et de la promotion de l'intégration du genre dans les pratiques d'évaluation, de capitalisation et de systématisation.

- Le CETRI se charge du renouvellement et de l'entretien d'un réseau de chercheur-ses associé-es et de personnes-ressources des Suds, collecte et diffuse des points de vue des Suds pertinents sur les thématiques.

### Description of the Relevance

L'outcome s'inscrit dans les priorités tant des organisations internationales (ONU, UE...) que de la coopération belge et de la FWB en matière d'ECM : objectifs de changements (de valeurs, d'attitudes et de comportements) et de mise en action des groupes cibles, s'adresser à toutes les couches de la société, respect des groupes cibles identifiés, collaborations et partenariats entre acteurs et poursuite des ODD.

L'outcome s'adresse aux citoyen.nes et aux OSC actif-ves dans la promotion d'un modèle de société et de rapports Nord-Sud plus égalitaires, justes et durables. Il constitue l'une des trois trajectoires de changement de la ToC du volet ECMS du programme (voir C.5), structuré autour des trois cibles stratégiques du CSC Belgique. Il s'articule avec les deux autres trajectoires qui concernent les changements auprès des publics du milieu scolaire et des responsables en capacité de décision sur le plan politique dans les secteurs publics et privés. La logique d'ensemble est de renforcer des acteurs de changement (multiplicateurs) capables d'exercer une influence dans leur environnement social, familial, professionnel.

Le genre constitue un axe prioritaire de l'outcome (voir B8.3). Les stratégies intègrent l'approche genre de manière transversale (toutes les thématiques sont abordées avec un angle genre) et spécifique (déconstruction des rôles sociaux, formation le b.a.-ba du genre, outils d'analyse des rapports de genre...). L'outcome et tous les résultats (cf. cadre logique) sont pilotés à l'aide d'au moins un indicateur genré ou sexo-spécifique quand cela est possible. L'indicateur 221 relatif au nombre de citoyen.nes mobilisé-es n'a pas pu être rendu sexo-spécifique étant donné l'envergure des événements.

La protection de l'environnement et des ressources naturelles est une autre priorité du programme (voir B.8.4). Sur le plan thématique d'abord : la justice climatique, la défense de la biodiversité, l'écoféminisme, l'écologie décoloniale, la souveraineté alimentaire, les principes du commerce équitable, la critique du modèle extractiviste forment un axe stratégique structurant de l'outcome : analyses, publications, formations, outils pédagogiques et mobilisation. Sur le plan de la gouvernance de l'outcome ensuite, de façon à maîtriser son empreinte écologique : mobilité douce, recours rationnel au numérique, usage de matériaux recyclés et recyclables, durabilité des outils, etc.

Les démarches éducatives visent le renforcement des capacités des acteur-rices en renforçant leur autonomie d'analyse des enjeux et d'action dans leur environnement (association, quartier, village, lieu de travail...). Une attention particulière est donnée aux caractéristiques des groupes cibles, aux types d'associations, de volontaires. L'outillage pédagogique est conçu de façon à être autoporteur et appropriable par les acteurs. Au-delà de la sensibilisation aux enjeux et de leur compréhension par les groupes cibles, les stratégies visent également à faciliter la mise en action des publics en proposant des cadres ad hoc pour ce faire. Enfin, la stratégie éducative veille à l'articulation des points de vue Nord Sud en incluant la participation des acteur-rices et partenaires des Suds dans la réalisation des analyses des enjeux et des interventions d'ECMS.

Comme pour le CSC Belgique, l'outcome se situe dans la continuité des programmes antérieurs. Les OSC accréditées ont un rôle récurrent en matière d'ECMS. La capacité d'intervention en matière d'animation et de renforcement d'équipes de volontaires se trouve renforcée par l'arrivée d'OMDM dans le programme. Les stratégies tiennent compte de cet apport supplémentaire (entre autres dans l'établissement de synergies entre groupes de volontaires, la formation et la production des outils pédagogiques qui leur sont destinés) comme des leçons apprises et enseignements issus des évaluations externes de la période 17-21 (voir G.9).

La pertinence des publics cibles comme acteurs de changement pour contribuer aux ODD est argumentée par le CSC Belgique dans lequel s'intègre l'outcome. Le développement d'un courant de citoyenneté mondiale dans la société est une condition à l'adhésion de l'opinion publique aux enjeux des ODD. En effet, les citoyen.nes sont de plus en plus impacté-es par les enjeux mondiaux, se sentent concerné-es par les ODD et sont prêts à agir dans ce sens. Certain-es s'organisent en réseaux citoyen.nes de volontaires actifs et favorisent la diffusion des ODD dans la société. L'outcome entend renforcer en particulier les capacités d'action des jeunes citoyen.nes de moins de 30 ans, pour leur potentiel de dynamisation et de renouvellement des mobilisations de la société civile. Enfin, la société civile organisée (mouvements sociaux - syndicats, mutuelles...-, secteurs socioculturels et de l'éducation permanente, organisations environnementales, de femmes, de jeunes, de migrants, etc.) constitue un acteur relais clé pour l'ECMS avec un potentiel démultiplicateur vers ses propres publics.

Les résultats contribuent aux cibles du CSC Belgique de la façon suivante :

Cibles CSC	Contribution de l'OS2
B.1 Mener des actions de sensibilisation, de formation et de mobilisation pour un monde juste, durable, solidaire et inclusif	
B.1.1	R 21 vise la coordination des OSC dans des campagnes d'ECMS
B.1.2	R 21, 22 et 24 contribuent directement à l'information et la sensibilisation de citoyen.nes engagé-es et indirectement de leur environnement
B.1.3	R 22 contribue à la formation de groupes de citoyen.nes conscientisé-es sur les enjeux mondiaux
B.1.4	R 21 et 22 contribuent à la mobilisation citoyenne pour les ODD
B.1.5	R 22 vise le renforcement des capacités d'action de citoyen.nes conscient-es des enjeux
B.2 Renforcer un réseau de volontaires actif pour un monde juste, durable, solidaire et inclusif	
B.2.1	R 23 vise spécifiquement le renforcement de réseaux de volontaires mobilisé-es en faveur des ODD : formation, accompagnement, offre d'outils et modèles d'action
B.2.2	
B.2.3	
B.3 Sensibiliser et mobiliser des acteurs intermédiaires	

B.3.1	R 25 vise explicitement le renforcement des acteur-trices intermédiaires (lecture des enjeux des ODD et capacités d'action dans leurs environnements)
B.3.2	
B.3.3	
B.3.4	
B.3.5	
B.4 Promouvoir l'exercice de la citoyenneté mondiale et solidaire chez les jeunes de moins de 30 ans en dehors du cadre scolaire	
B.4.1	R 24 vise spécifiquement la formation, l'accompagnement et le renforcement des capacités d'actions de groupes de jeunes de moins de 30 ans
B.4.2	
B.5 Renforcer l'expertise et l'échange de pratiques des ACNG dans leur travail de mobilisation, information et renforcement de capacités	
B.5.1	R 21 contribue à l'échange de pratiques entre OSC
B.5.2	R 25 vise le renforcement des compétences et capacités des ACNG ( maîtrise des enjeux et de capacités d'action)
B.5.3	R 21 ouvre sur la participation à des réseaux internationaux sur les thématiques traitées

## Description of Coherence

### Cohérence externe

Les OSC porteuses du programme commun agissent en complémentarité entre elles, mais également avec les autres OSC impliquées dans le CSC Belgique, tout en s'inscrivant dans les priorités de la coopération belge au développement (développement humain durable, appui du commerce équitable et durable, travail décent, égalité femmes-hommes et approche genre, sensibilisation du citoyen belge par l'information et l'éducation aux enjeux, à la problématique et aux objectifs de la coopération au développement et des relations internationales).

L'outcome assure un rôle spécifique de coordination des OSC dans la réponse aux cibles prioritaires du CSC Belgique, en animant, au sein de plateformes, l'articulation de campagnes d'ECMS sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, avec un ancrage et des partenariats associatifs locaux.

Les 4 organisations menant le programme commun contribuent au renforcement des capacités de toutes les OSC engagées dans le CSC Belgique. Elles apportent, chacune dans ses domaines de compétences thématiques, pédagogiques et organisationnelles, une expertise qui permet de renforcer l'impact des actions individuelles et collectives du secteur.

L'apport du CNCND-11.11.11, en tant que coupole, se concrétise dans la coordination des plateformes d'ECMS et de plaidoyer. Celles-ci facilitent le cadrage et l'articulation de l'action des OSC, pour promouvoir toujours plus de synergies et de complémentarités dans la pratique de l'ECMS en Belgique. Ces complémentarités sont recherchées notamment à travers la transversalité entre le plaidoyer, l'information, la formation, la mobilisation et la sensibilisation du public ainsi que la diversité des enjeux abordés, ce qui assure aussi la cohérence entre les trois outcomes du volet ECMS de ce programme.

OMDM apporte sa capacité de mobilisation et son implantation en Fédération Wallonie-Bruxelles à travers ses réseaux d'équipes de volontaires et de magasins du monde. L'organisation offre une palette d'actions et d'outils pédagogiques actualisés et autoportants qui permettent de renforcer la connaissance des ODD par les volontaires.

Le Monde selon les femmes apporte au secteur son expertise en matière de genre, dont elle renforce la prise en compte prioritaire dans les programmes. Grâce à ses outils pédagogiques, ses formations et plus généralement à sa pratique d'empowerment, il contribue au renforcement des capacités des OSC en la matière, tant sur le plan institutionnel que de leurs actions d'ECMS.

Le CETRI apporte aux OSC des analyses critiques et des clés de compréhension des enjeux liés à la réalisation des ODD, alimentées des points de vue des Suds. Il renforce ainsi leur maîtrise des sujets et leur capacité à les traiter avec leurs publics cibles.

### Cohérence interne

L'outcome s'intègre dans les plans stratégiques 2017-2026 des 4 OSC qui le portent : le CNCND 11.11.11 dans son rôle d'articulation des interventions des OSC, OMDM dans sa mission d'éducation et de mobilisation citoyenne, le CETRI dans son rôle d'interface entre les acteurs de l'ECMS, du monde académique et d'acteurs sociaux et chercheur-ses des Suds, et Le Monde selon les femmes dans celui d'intégrer une perspective de genre dans les questions des droits humains à travers un double point de vue Nords-Suds. L'outcome s'inscrit en complémentarité avec la démarche d'éducation permanente portée par les 4 organisations.

L'outcome est cohérent avec la théorie de changement du volet ECMS du programme dont les résultats constituent l'une des trajectoires de changement contribuant à une vision globale de changement sociétal favorable à la réalisation des ODD. L'outcome est complémentaire et en interaction avec les deux autres outcome du volet ECMS, qui s'adressent aux acteurs du milieu scolaire et aux décisionnaires dans les sphères politiques, publiques, médiatiques et privées.

## Description of Effectiveness

Les approches mises en œuvre dans cet objectif spécifique s'intègrent dans la continuité des programmes communs d'OMDM et du trio CETRI/CNCND/LMSF qui ont montré leur efficacité : les mesures ciblées (target) ont été largement atteintes avant même que les programmes soient clôturés. Parallèlement, on constate une croissance régulière des demandes des publics cibles, ce qui tend à démontrer la pertinence de l'offre du programme et le fait qu'elle répond efficacement aux attentes des publics.

Les évaluations externes intermédiaires menées sur la période 17-21 et sur les programmes précédents (11-13, 14-16) confirment la pertinence globale des stratégies de chaque partenaire et le caractère réaliste des résultats visés, tout en émettant des recommandations qui ont alimenté l'élaboration de l'outcome 22-26. Ainsi, dans ce nouveau programme, l'efficacité recherchée dans l'effet multiplicateur de l'action sera renforcée sur six points :

- o En renforçant la formation des volontaires pour en faire des ambassadeur-rices plus performant-es des campagnes et du travail de sensibilisation autour des ODD.
- o En ouvrant ces formations des volontaires à de nouveaux publics, dont l'engagement s'exprime différemment que dans des groupes institutionnalisés du type des équipes de volontaires. On constate en effet l'émergence croissante, sur le plan local, de nouvelles initiatives citoyennes, qui prennent des formes variables, qui s'inscrivent en lien avec les enjeux sociétaux soulevés par l'outcome et dont les instigateur-rices sympathisent avec l'action menée par les OSC du programme commun.
- o En renforçant les partenariats au niveau local avec les autres secteurs de la société (organisations de jeunesse, centres culturels, etc.) pour renforcer l'ancrage



local de l'action et son impact.

- En renforçant l'audience et la diffusion de contenus à travers une meilleure exploitation des nouvelles technologies et canaux de communication, autour des réseaux sociaux et de matériels audiovisuels.
- En croisant davantage les thématiques d'empowerment et des masculinités transformatrices et en montrant les enjeux qui sous-tendent cette mise en correspondance.
- En promouvant davantage de convergence des actions avec les partenaires des Suds et en formant des coalitions autour de la thématique de l'écoféminisme.

L'efficacité de la démarche éducative propre à cet outcome est soutenue par une théorie du changement et par des hypothèses qui la sous-tendent, directement liée à la formulation des résultats et des indicateurs. Les résultats ont été formulés de telle manière qu'ils sont attribuables aux stratégies développées par l'outcome. Les stratégies ont été élaborées de façon spécifique à chaque résultat, et s'intègrent dans les approches du CSC Belgique. Les indicateurs ont été identifiés pour apprécier objectivement la contribution du programme aux résultats, par une double approche quantitative (qui permet de mesurer l'importance de l'outcome) et qualitative (qui permet d'apprécier l'appropriation de l'outcome par les publics cibles). Des indicateurs genrés ou sexo-spécifiques permettent d'accompagner les enjeux de genre et l'empowerment des femmes. De surcroît, les 4 OSC développeront avant fin 2021 une grille de screening "genre et campagnes" qui définira des critères clairs permettant d'évaluer l'intégration transversale et/ou spécifique du genre dans les dispositifs de campagne. Finalement, les indicateurs ont été identifiés en fonction de leur observabilité et de la capacité des 4 OSC à établir les valeurs de référence (base line). Un système de suivi systématique et harmonisé entre les 4 organisations permet le pilotage stratégique du programme et d'effectuer les réorientations nécessaires en temps voulu.

L'efficacité est aussi recherchée dans une démarche du leave no one behind via la participation à la réflexion continue dans le cadre du « GT Publics non touchés » organisé par ACODEV afin de développer des collaborations avec des associations et leurs publics spécifiques pour déployer l'ECMS vers des groupes actuellement non pris en compte. L'objectif est de renforcer les collaborations et les formations auprès d'acteurs et actrices relais qui pourront assurer une meilleure couverture des publics peu ou non touchés par l'ECMS.

L'efficacité enfin à travers notre communication et la diversification de notre présence sur les réseaux sociaux pour être au plus proche des lieux où les citoyen.nes s'informent (présence sur Facebook, Instagram, Youtube, LinkedIn, Twitter). Nos démarches de campagne de communication ayant pour objectif de cibler nos publics et les plateformes et réseaux sociaux où ils se trouvent en produisant des contenus appropriés (vidéos, visuels, podcast). La production de différents formats et diversifiant nos approches, mais aussi spécifiques en fonction des publics (jeunes notamment), visent à toucher de nouvelles couches de citoyen.nes et à éveiller toujours plus les consciences sur les enjeux ODD dans la population belge. L'intégration des leçons apprises notamment en termes de digitalisation et d'amélioration de la politique des réseaux sociaux afin de toucher davantage le public là où il se trouve. Le CNCD-11.11.11 effectue également des sondages réguliers auprès de la population pour améliorer son taux de pénétration des campagnes. Par ailleurs, les ventes du magazine Imagine Demain Le Monde se situent en moyenne à 25.000 exemplaires par an et permettent de toucher un public plus large à travers les librairies et magasins bio où il est diffusé. Enfin la coupole prévoit des réunions régulières avec son homologue flamand 11.11.11 pour assurer une meilleure couverture des campagnes des deux côtés de la frontière linguistique. L'efficacité des campagnes de communication a été attestée par les membres de la coupole lors de l'évaluation interne réalisée par DRIS en 2019 où l'appréciation globale de la stratégie de communication de la coupole a été évaluée en moyenne 7/10 par les membres. Ainsi l'évaluation effectuée par DRIS en 2019 au niveau la coupole a pu mettre en évidence "que la fréquence de consultation pour les trois publications (Magazine Imagine DLM, Bulletin 11 s'informe et Site Web) est en croissance constante sur la période 2010 -2019. La stratégie générale de communication du CNCD-11.11.11 est plébiscitée par les membres tant sur la manière dont les messages sont diffusés que sur l'impact des campagnes médiatiques et la présence de la coupole dans les médias."

## Description of Efficiency

L'efficacité du programme repose sur quatre piliers :

- Les ressources mobilisées au regard du nombre de personnes touchées parmi les publics cibles : 8000 citoyen.nes et 3000 volontaires, 100 équipes de volontaires, 70 jeunes acteurs relais de moins de 30 ans, 70 OSC et acteurs intermédiaires, 50 groupes d'acteurs communaux sur tout le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les ressources nécessaires sont calculées à partir des stratégies mises en œuvre. En matière d'ECMS, les ressources humaines (coordination, accompagnement, animation, formation, étude et recherche) sont stratégiques : elles représentent 19,43 équivalents temps pleins et sont détaillées dans les rubriques « explication du budget » de chaque OSC membre du programme commun. Les coûts de fonctionnement sont essentiellement consacrés à l'élaboration et la diffusion d'outils physiques et numériques de sensibilisation et de formation sur les ODD (frais de conception des campagnes, production d'outils de communication - affiches, spots, web et web 2.0, application mobile, capsules vidéo, etc.), des frais liés à l'organisation de modules de formations à destination des ACNG en présentiel et online, des coûts de mise en page, impression et diffusion des supports d'édition et des collections, des activités de sensibilisation à Bruxelles et en Wallonie (expo, conférences, partenariats avec des opérateurs culturels, participation à des festivals), des cycles et des week-ends de formation sur les ODD à destination des volontaires et des publics de 1re et 2e lignes, la réalisation de courts-métrages adaptés aux réseaux sociaux (FB, Twitter, etc.) sur les thématiques de campagne, des locations de salles, catering, frais d'interprétariat et invitation d'intervenants (séminaires), des frais de réunions, des missions dans les Suds pour la réalisation d'études de cas, la traduction de contributions des Suds (anglais, espagnol, portugais...vers le français). L'évaluation des ressources nécessaires est basée sur l'expérience des 4 organisations.

- L'équilibre entre le recours à de la sous-traitance et le développement des capacités en interne. Depuis la crise sanitaire plus spécifiquement, les organisations misent sur la numérisation et le développement des compétences des salarié.es pour développer des capacités en interne plutôt que sous-traiter (comme dans le cas de réalisation de vidéos et de podcasts) car il est apparu comme évident que ces compétences deviennent essentielles à la bonne organisation du travail et à l'adaptabilité à tous les contextes.

- L'investissement de ces ressources dans le renforcement des capacités de publics multiplicateurs, avec un objectif d'autonomisation des acteur.trices dans leur propre action d'ECMS.

- Les complémentarités des rôles entre les 4 OSC qui ont chacune un apport spécifique au programme : pas de recouvrement dans les types d'activité menés, coordination des interventions et publications, échanges d'expertise, orientation des demandes vers le partenaire le plus compétent, rationalisation des coûts de transaction dans la gouvernance du programme et les relations avec la DGD (un dossier à piloter au lieu de 4).

## Comments on description of efficiency

Submitted by ExpertDGEO-MP on Thu, 10/21/2021 - 21:23

### Relation & sous-traitance & "production en interne"

Avez-vous établis et calculé les économies que le renforcement en interne de certaines productions (au lieu de les sous-traiter) vont apporter? Si oui, merci de les communiquer.

Comment vous êtes-vous assurés - ou prévoyez-vous de le faire - pour développer ces capacités professionnelles en interne ?

Submitted by LMSLF on Thu, 10/28/2021 - 17:32

### réponse relation sous traitance-production en interne

Les productions issues des compétences et expertises qui constituent le cœur des métiers de l'ECMS ne sont pas sous-traitées car ces dernières se trouvent en

interne. Il s'agit de nos métiers d'animation, recherche, plaidoyer, production d'outils pédagogiques, mobilisation d'un réseau, activités de sensibilisation. Plusieurs métiers de supports ou connexes à nos activités comme la communication ou le support IT existent également en interne. Cela permet d'avoir une approche plus efficiente du programme parce qu'il n'y a plus besoin de dépenser du temps et de l'énergie dans les relations avec un prestataire externe (transmission d'informations, rédaction et suivi d'un cahier des charges, adaptation à la culture d'entreprise). Les allers-retours couteux en temps et en organisation sont donc fortement réduits. Le renforcement des capacités a été étudié dans cette même optique "d'aller plus rapidement à l'essentiel" en se concentrant sur les besoins de chaque métier et en permettant à tout le monde de se former avec les nouveaux outils informatiques et numériques (vu les besoins croissants de digitalisation). Par exemple réaliser un podcast en interne permet de penser le contenu du podcast en tenant compte des contraintes et besoins de l'employé.e qui finira par le réaliser. Cela s'applique aussi aux productions de vidéos. Il n'est pas prévu de changer nos cœurs de métier mais d'être plus efficace et de pouvoir réaliser parfois certaines productions en interne qui ne nécessitent pas des compétences d'expert (vidéo, graphisme ou podcast). Ce renforcement se fait par un plan de formation négocié avec chacun selon ses envies et compétences ainsi que les besoins de l'organisation et les projets dont il/elle a la charge. Cette polyvalence des compétences permet une plus grande flexibilité et résilience des équipes. La crise du COVID a souligné l'importance de l'adaptabilité, ce plan d'intégration de nouvelles compétences en interne répond donc à un besoin identifié dans tout le secteur.

Par ailleurs, lorsque nous avons besoin d'une expertise ou d'une compétence solide sur des métiers connexes, nous allons la chercher grâce à une stratégie de "Make or Buy". Il peut s'agir d'une réalisation vidéo pédagogique d'animation, des besoins en graphismes ou d'illustration, une traduction qui requiert des compétences que nous n'avons pas en interne. Enfin les besoins en termes de gestion de bases de données et développements informatiques nécessaires aux organisations pour développer leur stratégie de digitalisation nécessitent également des avis d'experts externes. Autre exemple: si une organisation souhaite objectiver un point de vue, elle pourra se tourner vers le secteur académique pour y commander une étude précise. Nous n'avons pas calculé les économies que nous apporte le renforcement en interne par rapport à la sous-traitance. Néanmoins sur chaque dossier, le calcul coût bénéfice est analysé dans l'objectif d'avoir des produits d'excellentes qualités tant sur la forme que sur le fond.

### Description of the expected Impact

L'outcome vise à terme à contribuer à un mouvement général d'intégration, de développement et de maintien d'une démarche d'ECMS liée aux thématiques des ODD au sein de la société civile en Fédération Wallonie-Bruxelles. Il participe globalement à l'émergence et à l'augmentation de l'influence d'un courant citoyen en faveur des ODD, comme explicité dans la ToC. Plus spécifiquement, les impacts recherchés par l'outcome sont :

- Au niveau politique, la continuité de l'inscription de l'ECMS, avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, dans les missions officielles en matière culturelle et d'éducation des adultes, comme l'éducation permanente, le soutien aux arts et institutions culturelles, etc.
- Au niveau du monde associatif et des mouvements citoyens, la continuité et l'approfondissement de l'ECMS, avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, dans les pratiques des secteurs associatifs socioéducatifs et socioculturels, l'intégration des enjeux mondiaux dans les agendas des mouvements sociaux.
- Au niveau des citoyen.nes sensibilisé.es, l'engagement dans des initiatives citoyennes d'ECMS, avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, et le prolongement cet engagement collectif dans leur vie familiale, sociale et professionnelle.

L'outcome vise donc, par essence, un impact durable dans le temps. Les effets de ses actions, intentionnels et non intentionnels, entre autres concernant l'empowerment des femmes et des filles, ont un potentiel transformateur important sur les comportements individuels et collectifs des publics cibles et sur leur caractère multiplicateur, en prise avec les enjeux mondiaux relatifs à un modèle de développement durable, inclusif, solidaire et égalitaire.

### Description of Sustainability

La logique globale d'intervention de l'outcome est d'orienter et de concentrer l'action sur des publics multiplicateurs au sein de la société civile. La durabilité de la portée des actions menées est renforcée à plusieurs niveaux.

- o Les publics cibles sont constitués d'acteurs individuels et collectifs engagés dans diverses sphères de la société, qui exercent une capacité d'influence propre dans leur environnement social, familial, militant, professionnel, etc.
- o L'accent donné au travail avec des groupes de jeunes de moins de 30 ans participe au renouvellement des dynamiques citoyennes et d'engagement.
- o La stratégie éducative systémique dans la construction des savoirs vise l'autonomisation des publics dans leur mise en action : une fois formés et outillés, ils sont renforcés dans leur capacité à pouvoir porter les messages et agir en responsabilité. Les outils élaborés sont gratuitement mis à la portée et à la disposition des publics, de façon à ce qu'ils puissent être utilisés de façon tout à fait indépendante.
- o L'accompagnement de volontaires organisés en équipes autonomes, autogérées et organisées démocratiquement permet d'acquérir de nouvelles compétences en gestion et organisation en plus des connaissances qui leur sont amenées par le biais des campagnes et des formations.
- o La logique d'empowerment permet d'avoir un impact à plus long terme en renforçant individuellement les femmes et les filles touchées, en renforçant leurs capacités et leurs connaissances et en les mettant en lien pour des actions collectives qui auront un pouvoir transformateur à long terme.
- o Le renforcement des capacités des ACNG et d'OSC non accréditées, capables de démultiplier l'action d'ECMS dans divers secteurs de la société et les partenariats noués avec ces organisations constituent des facteurs de pérennisation de l'action.
- o L'impulsion et la coordination de réseaux d'OSC sont susceptibles de diffuser et de mobiliser plus largement et de contribuer à des changements plus durables en faveur des ODD.

### Description of the Partnership Strategy

S'agissant d'un *outcome* d'ECMS, la stratégie de partenariat se situe sur plusieurs plans :

- Par la participation des partenaires boliviens, congolais, guinéens et sénégalais concernés par les *outcome* se situant dans ces pays, dans les travaux d'analyse des enjeux (recherche-action, formation, webinaires...) et la production d'outils pédagogiques.
- Par des collaborations étroites avec des réseaux de personnes-ressources, associations féministes (réseau FACES) et acteurs clés de la société civile en Afrique, en Amérique latine et en Asie, afin d'échanger les travaux, de les traduire, les éditer, les publier et les diffuser dans le cadre du renforcement des capacités des publics cibles en matière de compréhension des enjeux.
- Par le lien, dans les Magasins du monde Oxfam, opéré entre l'acte d'achat du produit au partenaire des Suds et des Nords avec le projet qui se cache derrière le produit, porteur d'une vision sociétale dans laquelle le travail décent, la souveraineté alimentaire, la protection de l'environnement et l'égalité de genre sont promus.
- Par des partenariats locaux en Fédération Wallonie-Bruxelles à l'initiative d'équipes de bénévoles et avec des collectifs comme le Festival maintenant ou la Petite foire de semaille.
- Par des collaborations formalisées avec des ACNG dans des « conventions de collaboration » qui précisent l'objet et les engagements mutuels des parties pour la durée du programme. Ces collaborations rentrent dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs du secteur. Elles sont détaillées dans le chapitre « synergies ». D'autres partenariats sont noués sur une base informelle et de demandes d'appui-conseil ponctuel.

## Description of Synergies

Trois types de synergies sont à mettre en exergue, qui traversent les trois outcome du volet ECMS du programme commun.

Le premier fait référence à la stratégie systématique de coordination des OSC autour des trois cibles stratégiques, qui s'opère à l'intérieur de plateformes ad hoc constituées en fonction de thématiques et/ou objectifs spécifiques. En ce qui concerne l'outcome, cet espace est constitué de plateformes thématiques, coordonnées par le CNCD-11.11.11, qui conçoivent, organisent et mettent en place des campagnes d'information, de sensibilisation et de mobilisation autour de thématiques clés. Ces trois synergies opérationnelles sont inscrites également dans la partie synergie du CSC Nord :

Cible stratégique A.3.2 du CSC Nord – Participation au GT ECMS afin de valoriser la place et le rôle de l'ECMS dans la coopération au développement et le champ éducatif et défendre les spécificités des membres actifs en ECMS tout en favorisant les échanges.

Cible stratégique B.1.1 du CSC Nord – Groupe de campagne CNCD-11.11.11 pour échanger et s'accorder sur des messages clés, des parcours et outils de sensibilisation communs, des campagnes de communication et de sensibilisation.

Cible stratégique C2.1 du CSC Nord- La commission politique du CNCD-11.11.11 pour coordonner la préparation de mémorandums, aux périodiques de l'association et soumettre des recommandations quant aux volets mobilisations, communication, partenariats et plaidoyer.

Le deuxième fait référence aux synergies entre les 4 OSC qui portent le programme commun celui-ci constituant l'occasion de les renforcer. Ces synergies seront renforcées en ce qui concerne :

- La mise en commun ou l'échange d'expertises et de ressources, entre les 4 organisations (collaborations renforcées sur certaines activités) comme vis-à-vis de demandes extérieures (une demande adressée à l'une des organisations peut être réorientée vers une autre disposant de compétences plus adéquates).
- La coordination des thèmes d'étude et de recherche ainsi que de la politique éditoriale : sujets, calendriers, type de publication, etc. de façon à maximiser la complémentarité entre les productions des uns et les interventions des autres et d'éviter tout recouvrement
- Le suivi du programme et le dialogue avec la DGD : organisation coordonnée du suivi, de la gouvernance du programme, du rapportage et du dialogue stratégique avec la DGD.

Le troisième concerne les synergies externes à géométrie variable développées par les 4 OSC dans le cadre de l'outcome :

CNCD - 11.11.11 : Plusieurs synergies opérationnelles se mettent en place au niveau provincial notamment dans le cadre de festivals afin de collaborer conjointement aux actions de sensibilisation et mobilisation au niveau local. Cela concerne le festival Alimentterre, Tempo Color à Liège, Coluxam et Plateforme du commerce équitable au Luxembourg, le festival Esperanzah en province de Namur. Enfin un partenariat sur la diversité et la décolonisation s'est également construit entre ACODEV, CEC, ITECO, Echos communication et UNI4COOP pour renforcer les capacités des ACNG sur les questions relatives à la décolonisation et à l'inclusion des publics issus de la diversité dans le secteur de la coopération au développement notamment à travers l'organisation de formations et de conférences. Toutes ces synergies, objectifs et moyens déployés sont décrits en détail en annexe du programme.

OMDM : Convention de collaboration pour l'organisation du weekend de formation annuel "Prikkel" et du "Oxfam-Day" avec la famille Oxfam (Oxfam-Belgique et Oxfam-Magasins du monde) ainsi que Broederlijk Delen. Ce weekend permet à des jeunes de tout le pays de se rencontrer, de débattre, d'approfondir des thématiques sociétales clés dans le développement d'une citoyenneté mondiale et solidaire. Une autre synergie potentiellement importante serait le développement d'une plateforme de diffusion de podcasts commune à plusieurs organisations incluant OMDM. Les organisations qui ont déjà manifesté leur intérêt sont : le CNCD-11.11.11, SOS Faim, GSARA et Amnesty.

CETRI : deux conventions de collaboration avec Solsoc et Entraide & Fraternité qui portent sur la réalisation d'études de cas avec des partenaires des Suds, la coproduction de publications et des activités d'éducation et de plaidoyer, sur les thèmes de l'accès à la terre, de l'agroécologie, de l'économie sociale et solidaire, la systématisation d'expériences sur ces mêmes thèmes, l'accompagnement des processus de suivi et d'évaluation des programmes.

## Description of how individual or collective recommendations and lessons are to be taken into account

Les recommandations issues des évaluations externes, des leçons apprises du programme précédent et des trajectoires collectives d'apprentissage, prises en compte dans l'élaboration de l'outcome sont les suivantes.

- Renforcement des synergies internes au programme, mise en place d'activités communes à destination du secteur de l'ECMS en prenant plus en considération les spécificités des différentes organisations.
- Actualisation des campagnes en intégrant un narratif lié au contexte spécifique de la crise sanitaire
- Clarification de l'offre de bénévolat
- Enseignement du passé colonial, un enjeu dont les ACNG doivent s'emparer : élaboration d'une offre d'outils adaptés, lancement d'un groupe de travail au sein de la coupole ainsi qu'avec des associations extérieures pour créer un parcours de formation aux outils décoloniaux afin d'aborder cette thématique en classe avec leurs élèves.
- Renforcement des outils numériques dans la communication, la formation et la mobilisation, plus aptes à toucher le public jeune et qui se sont fortement développés pendant la pandémie : amélioration des performances des sites web, usage pertinent des réseaux sociaux, réalisation de webinaires, diffusion en ligne de contenus digitaux, podcasts et capsules vidéos.
- Poursuite de la stratégie d'interface entre les secteurs des OSC, le monde académique, les mouvements sociaux, des chercheurs, acteurs sociaux et militants des Suds.

## Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Analyse des risques OS2	Analysis of risks associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/RISQUES%20-%20OS2.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/RISQUES%20-%20OS2.docx</a>

Title of the annex	Type of document	File
Synergies Monde selon les femmes OS2	Other	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Synergies%20LE%20MONDE%20SELON%20LES%20FEMMES%20OS2.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Synergies%20LE%20MONDE%20SELON%20LES%20FEMMES%20OS2.pdf</a>
TOC Programme Commun OS2	Theory of Change associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/ToC_PC_22-26%20finale%20OMDM_CNCD_LMSF_CETRI_0.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/ToC_PC_22-26%20finale%20OMDM_CNCD_LMSF_CETRI_0.pdf</a>
Convention de collaboration Imagine	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-03/Avenant5-ConventionImagineDLM.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-03/Avenant5-ConventionImagineDLM.pdf</a>

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### Description

L'OS2 vise la sensibilisation des citoyen.nes, des ACNG, des volontaires et jeunes de moins de 30 ans aux enjeux des ODD par l'atteinte de cinq résultats. Le budget est réparti en deux grands postes de financement : le fonctionnement et le personnel. Chez Oxfam-Magasins du monde nous privilégions les dépenses de personnel pour l'OS2. Elles recouvrent 7 ETP en moyenne, parmi lesquels se retrouvent les personnes chargées du développement des campagnes grand public ainsi que des outils et de la stratégie de diffusion médiatique qui les accompagnent, de la conception et de la mise en œuvre des formations à destination de nos 3000 volontaires ainsi que de la relation - centrale pour notre mission sociale - entre les volontaires et nos partenaires de commerce équitable aux Suds. Elles couvrent également le travail de support indispensable à la réalisation de nos outils et actions (graphisme, communication, logistique) ainsi que le travail d'accompagnement, de formation et de mise en action de notre base sociale de plus de 3000 volontaires. Les dépenses de fonctionnement servent à la production des outils de campagnes (brochure, affiches, stratégie de diffusion sur les réseaux sociaux, etc), au financement des besoins pour les formations (location de salle, catering, organisation, matériel pédagogique, ...) et d'accompagnement des volontaires du réseau d'Oxfam-Magasins du monde, des activités avec les jeunes de moins de 30 ans dans le cadre du programme Oxfam-en-Action et particulièrement de son weekend de formation en collaboration avec Oxfam-Belgique et Broedelijk Delen, ... Les ressources sont utilisées de façon efficiente et économe en investissant dans des outils numériques (webinaire en ligne, réunions, outils de campagnes digitaux) ainsi que des outils intemporels afin de rationaliser les coûts.

### Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Convention de collaboration - Famille Oxfams	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/OK%20-%20Convention%20de%20collaboration%20entre%20Oxfams_0.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/OK%20-%20Convention%20de%20collaboration%20entre%20Oxfams_0.docx</a>
Fiches signalétiques OS2	Fact sheet per partner	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Liste%20des%20collaborations%20OS1-OS2_0.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Liste%20des%20collaborations%20OS1-OS2_0.docx</a>

### List of partnerships/cooperative for the outcome

#### List of partnerships for the outcome

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### Description

Investissements : Ceux-ci représentent une contribution au renouvellement progressif des PC portables et logiciels pour le montage vidéo, la retouche d'images, l'édition son et des vidéoconférences.

Frais de fonctionnement :

- frais liés aux formations : location de salle et part du loyer dévolue aux locaux de formation, frais de déplacement, de transport des publications, frais divers telles que la location de matériel et l'impression de documents.
- frais de graphisme/conception, de relecture/correction, traduction et impression des outils pédagogiques qui sont programmés annuellement, représentent en moyenne 48.000 euros/an : Essentiels du genre, fiches méthodologiques, développements d'outils audiovisuels,...
- voyages liés aux formations dans les pays partenaires ainsi que les visites sur le terrain liées à l'organisation d'événements communs, au suivi des recherches-action destinées à nourrir le contenu des outils pédagogiques et à développer et renforcer l'axe N/S, S/N et S/S et ainsi la perspective décoloniale des actions et outils du M/F.

Frais de personnel : 4,5 ETP/an sont prévus pour assurer le travail d'écriture/élaboration des outils pédagogiques, de formation et de suivi (un jour de formation représente 2 jours et demi de travail environ), répartis entre les chargé.e.s de mission de l'équipe, la chargée de communication, la coordination ainsi que pour assurer le suivi administratif (gestion de la base de données, support technique des formations en ligne). Ces frais de personnel se justifient au regard des résultats à atteindre. Le M/F en moyenne forme et sensibilise 6000 personnes par an, produit 13 outils pédagogiques et accompagne 15 ACNG dans leur intégration de la dimension genre.

Les ressources sont utilisées de façon efficiente en investissant dans des outils numériques (formations en ligne, téléchargements) ainsi que dans des outils matériels et rencontres en présentiel afin de rationaliser les coûts et toucher un public plus large.

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès BERTRAND
Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Convention de collaboration famille Oxfam	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/OK%20-%20Convention%20de%20collaboration%20entre%20Oxfams_1.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/OK%20-%20Convention%20de%20collaboration%20entre%20Oxfams_1.docx</a>
Fiches signalétiques OS2	Fact sheet per partner	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Liste%20des%20collaborations%20OS1-OS2_1.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Liste%20des%20collaborations%20OS1-OS2_1.docx</a>

### List of partnerships/cooperative for the outcome

#### List of partnerships for the outcome

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### List of cooperative partnerships for the outcome

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### Description

Fonctionnement :

Frais de déplacement en Belgique et à l'étranger (participation à des conférences, séminaires, voyages d'études...)

Autres : coûts de production d'analyses et études, traductions, publications, consommables informatiques, télécommunication, achat documentation, abonnements, etc.

Personnel au siège : 1,5 équivalent temps plein chargé d'études

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Bernard Duterme
--------	-----------------

Telephone :	010489567
Email :	dutorme@cetri.be

### Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Conventions de collaboration EF - SOLSOC - CETRI	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/E%26F%20-%20SOLSOC%20-%20CETRI%20Conventionde%20collaboration%2022-26_final_0.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/E%26F%20-%20SOLSOC%20-%20CETRI%20Conventionde%20collaboration%2022-26_final_0.pdf</a>
	Other	
Synergies CETRI 22-26	Other	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Synergies_CETRI_22-26_OS2.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Synergies_CETRI_22-26_OS2.pdf</a>

### List of partnerships/cooperative for the outcome

#### List of partnerships for the outcome

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### List of cooperative partnerships for the outcome

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

### Outcome budget

#### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### Description

OS2 - CNCD 11.11.11 :

Les ressources mobilisées par la coupole sur l'OS2 se concentrent principalement sur le temps de travail nécessaire à la coordination des plateformes et des coalitions pour mobiliser et sensibiliser les publics autour des campagnes communes au niveau national ainsi que dans nos 6 régions ainsi que sur la formation de nos volontaires et l'organisation des groupes locaux sur les thématiques de campagne (conférences, séminaires, midi-infos, ciné-débat, formation, webinaires). Par ailleurs, du temps de travail est également consacré à l'information et une stratégie et des outils de communication adaptés (vidéos et visuels attractifs) pour diffuser nos campagnes sur les réseaux sociaux et atteindre nos publics. Enfin la coordination des services de communication et campagne ainsi que le soutien administratif en termes de location de salle, mailings, diffusion des outils de campagne réalisés. Cela concerne au total pour la coupole 6,38 ETP/an. Les frais de fonctionnement à hauteur d'environ de 1.016.885€ sur l'entièreté du programme et ils concernent principalement les coûts liés aux activités : frais de location de salle, rémunération d'intervenants, convention de collaboration avec des acteurs du secteur culturel, impression et graphisme des outils de communication et publications de dossiers pédagogiques. Les coûts de création des vidéos et matériel spécifique pour les réseaux sociaux ainsi que les publications à destination de nos volontaires et du public large comme le magazine Imagine Demain Le Monde. Des variations de programme ne sont pas prévues sur les 5 années du programme vu l'organisation régulière des activités de sensibilisation et mobilisation chaque année.

### Mandatory annexes classified by outcome

File

### List of partnerships/cooperative for the outcome

#### List of partnerships for the outcome

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### List of cooperative partnerships for the outcome

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

# Plaidoyer pour un monde plus égalitaire, durable, solidaire et inclusif

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès BERTRAND
Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	Le Monde selon les femmes
Name :	Katinka IN 'T ZANDT
Telephone :	+32478696527
Email :	katinka@mondefemmes.org

## Author information

Lead NGO/Owner :	LMSLF
Name of accredited actor	Le Monde selon les femmes

## General

Title of the outcome - French or English (mandatory) :	Plaidoyer pour un monde plus égalitaire, durable, solidaire et inclusif		
IATI activity identifier :	BE-BCE_KBO-0430826290-prg2022-3-BE		
Outcome start date :	01-01-2022		
Outcome end date :	31-12-2026		
Country of intervention :	Belgium		
Sector :	99820 - Promotion of development awareness (non-sector allocable)	Budget share :	100%

## Strategic target involved

### 3. Plaidoyer / Beleidsbeïnvloeding

- BELGIQUE / BELGIË



Description :	3. Plaidoyer / Beleidsbeïnvloeding
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 4. Genre / Gender

- BELGIQUE / BELGIË



Description :	4. Genre / Gender
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 5. Environnement / Milieu

- BELGIQUE / BELGIË



Description :	5. Environnement / Milieu
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 6. Diversité et décolonisation / Diversiteit en dekolon...

- BELGIQUE / BELGIË



Description :	6. Diversité et décolonisation / Diversiteit en dekolonisatie
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

## Approaches or sub-targets concerned

C1 Renforcer la reconnaissance de l'expertise des ACNG par les responsables politiques, les acteurs étatiques, le secteur privé et les médias

C.1.1. Renforcer l'expertise du secteur

C.1.2 Partager et diffuser l'expertise

C.2 Conclure, renforcer ou influencer des alliances sur des thèmes pertinents pour un monde juste, durable, solidaire et inclusif.

C.2.1 Conclure, renforcer ou influencer des alliances

C.3 Influencer, informer et appuyer les responsables politiques nationaux, européens et internationaux, acteurs étatiques, le secteur privé et les médias en faveur d'un monde juste, durable, solidaire et inclusif

C.3.1 Les décideurs ont accès à des informations pertinentes, compréhensibles et utilisables

C.3.2 Dialoguer avec les responsables

## Geographic location of the outcome's intervention zone

### Région wallonne

Lat/Long :	50.597999844779, 5.6399231404066
------------	----------------------------------

### Région Bruxelles-Capitale

Lat/Long :	50.858092264138, 4.3364869058132
------------	----------------------------------

## Outcome summary

### Description of the outcome

En vue de contribuer à la création de conditions favorables à la mise en œuvre de politiques cohérentes et efficaces pour concrétiser les ODD, l'outcome vise à interpeller de manière coordonnée les responsables des sphères politiques, publiques, privées et des médias, à travers la coordination de plateformes d'OSC et sur base d'une expertise approfondie par rapport aux principales thématiques des ODD.

L'action menée vise cinq résultats :

- L'approfondissement de l'expertise des OSC sur les enjeux des ODD, en incluant les points de vue et analyses issus des Suds.
- La diffusion de l'expertise des OSC auprès des acteurs clés (responsables politiques, médias, monde académique, société civile).
- La coordination et le renforcement d'alliances au sein de la société civile.
- Le développement et le suivi d'un dialogue politique et stratégique avec les responsables politiques et des sphères publiques et privées de façon à les alimenter en informations, analyses et propositions pertinentes.
- La mobilisation des collectivités locales autour de mesures relevant d'un modèle de société durable, juste et solidaire.

Les thématiques suivantes seront abordées :

- Les alternatives de transition vers des systèmes alimentaires durables [ODD 2]
- L'égalité de genre et des droits des femmes [ODD 5]
- L'accès à des emplois décents, entre autres via un cadre commercial équitable [ODD 8]
- La réduction de tous les types d'inégalités [ODD 10]
- Des villes et communautés durables, en concertation avec le CSC concerné [ODD 11]
- La mise en place de modèles de production et de consommation responsables [ODD 12]
- La lutte contre le dérèglement climatique [ODD 13]
- La mise en place d'un cadre pacifique, démocratique et respectueux des droits humains [ODD 16]

L'outcome s'articule avec les OS1 « milieu scolaire » et OS2 « 1e et 2e lignes » avec lesquels il s'inscrit dans une même théorie de changement du volet ECMS de ce programme.

### Wording of the outcome

Les responsables politiques, acteurs étatiques et privés ainsi que les médias sont informés sur les enjeux locaux et globaux liés à la réalisation des ODD et prennent davantage attitude en faveur d'un monde plus égalitaire, durable, solidaire et inclusif avec une approche genre, environnementale et décoloniale, inspirée des enseignements de partenaires des Suds.

### Target groups

- OSC (accréditées et non accréditées)
- Mandataires politiques (niveaux européen, fédéral, régional, communautaire et communal)
- Cabinets ministériels
- Communes
- Services et entreprises publics
- Secteur privé
- Médias professionnels écrits, audiovisuels, en ligne
- Organisations internationales et multilatérales



### Categorization: Sustainable Development Goals

SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Strengthen domestic resource mobilization, including through international support to developing countries, to improve domestic capacity for tax and other revenue collection
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Developed countries to implement fully their official development assistance commitments, including the commitment by many developed countries to achieve the target of 0.7% of gross national income for official development assistance (ODA/GNI) to developing countries and 0.15 to 0.20% of ODA/GNI to least developed countries; ODA providers are encouraged to consider setting a target to provide at least 0.20% of ODA/GNI to least developed countries
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Mobilize additional financial resources for developing countries from multiple sources
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Assist developing countries in attaining long-term debt sustainability through coordinated policies aimed at fostering debt financing, debt relief and debt restructuring, as appropriate, and address the external debt of highly indebted poor countries to reduce debt distress
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Promote a universal, rules-based, open, non-discriminatory and equitable multilateral trading system under the World Trade Organization, including through the conclusion of negotiations under its Doha Development Agenda
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Significantly increase the exports of developing countries, in particular with a view to doubling the least developed countries' share of global exports by 2020
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Realize timely implementation of duty-free and quota-free market access on a lasting basis for all least developed countries, consistent with World Trade Organization decisions, including by ensuring that preferential rules of origin applicable to imports from least developed countries are transparent and simple, and contribute to facilitating market access
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Enhance global macroeconomic stability, including through policy coordination and policy coherence
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	17.14 Enhance policy coherence for sustainable development
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Respect each country's policy space and leadership to establish and implement policies for poverty eradication and sustainable development
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls
SDG :		SDT :	Goal 1. End poverty in all its forms everywhere
SDG :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture	SDT :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture
SDG :	Goal 3. Ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages	SDT :	Goal 3. Ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages
SDG :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all	SDT :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all
SDG :	Goal 8. Promote sustained, inclusive and sustainable economic growth, full and productive employment and decent work for all	SDT :	Goal 8. Promote sustained, inclusive and sustainable economic growth, full and productive employment and decent work for all
SDG :		SDT :	Goal 10. Reduce inequality within and among countries
SDG :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns	SDT :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns
SDG :	Goal 14. Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development	SDT :	Goal 14. Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development
SDG :	Goal 15. Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss	SDT :	Goal 15. Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss
SDG :	Goal 16. Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and build effective, accountable and inclusive institutions at all levels	SDT :	Goal 16. Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and build effective, accountable and inclusive institutions at all levels

1. Gender Equality :	2
2. Aid to Environment :	2
3. Participatory Development / Good Governance :	2
4. Trade development :	2
5. Biodiversity :	1
6. Climat Change - Mitigation :	1
7. Climat Change - Adaptation :	2
8. Desertification :	0
9. RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health :	2
10. HIV / AIDS :	0
11. Children's Rights :	1
12. Disability :	0
13. Nutrition :	0

1. D4D - Better use of big data :	No
2. D4D - Digital for inclusive society :	No
3. D4D - Digital for inclusive and sustainable economic growth :	No
4. Private Sector Development :	Yes
5. Health - Sexual and reproductive health :	Yes
6. Health - Quality medicines :	No
7. Health - Health financing and Universal Health Coverage :	Yes
8. Refugees :	Yes
9. Covid-19 :	Yes

## Categorization: Positioning with regard to the objectives of Belgian Development Cooperation, described in its strategy papers

### **Development education**

Approche 1 : Comme tous les programmes d'ECMS des OSC, celui-ci s'inscrit par définition dans l'approche 1

Approche 2 : Ce programme joue un rôle particulier dans l'approche 2, puisqu'il finance la coordination des acteurs de terrain en matière d'ECMS vers le monde scolaire (au travers des LED), des publics de 1e et 2e cible (au travers de campagnes coordonnées de sensibilisation et de mobilisation) et du plaidoyer (au travers des plateformes nationales d'OSC)

Approche 3 : Le programme entend favoriser la prise en compte des messages des partenaires Sud dans les différents métiers de l'ECMS. Il s'inscrit particulièrement dans cette vision au travers des apports du CETRI, dont c'est la mission principale.

Approche 4 : non pertinent. Si le programme fera bien entendu l'objet d'un monitoring permanente, cette approche est avant tout dévolue par la note stratégique à la DGD elle-même.

### **Environment and climate change**

Axe 1 : L'environnement comme thème transversal

Axe 2 : L'appui sectoriel à l'environnement spécifique au pays dans lequel se déroule l'action

Axe 3 : Cohérence des politiques en faveur du développement : cohérence interne forte avec notre programme d'ECMS et cohérence externe forte avec l'ensemble de nos missions sociales en tant qu'OSC accréditée

### **Gender**

L'OS 3 s'inscrit dans et aborde tous les thèmes prioritaires de la note stratégiques genre.

1. Education et prise de décision 2. La santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) 3. Sécurité alimentaire, accès aux ressources naturelles et empowerment économique 4. Protection des droits et lutte contre les violences (sous toutes ses formes) basées sur le genre, avec notamment une attention particulière portée aux Lesbiennes, Gay, Bisexuels, Transgenres et Intersexués (LGBTI)

Cela s'effectuera de manière spécifique et transversale à travers les thèmes abordés dans les campagnes, les dispositifs et les outils et les interventions auprès des citoyens et des acteurs de deuxième ligne.

## Subsidy bonus allocation: priority themes and strategic priorities

### **Human rights-based approach**

L'approche basée sur les droits humains est le cœur même de l'outcome, l'élément fondamental réunissant les 4 OSC. Toutes les stratégies du programme (animations, publications, événements, formations, outils pédagogiques, recherches-actions, interventions médiatiques, mémorandums, courriers et interpellations des responsables politiques...) font systématiquement référence (1) à la mise en œuvre des principaux instruments relatifs à toutes les générations de droits humains (DUDH, protocoles additionnels, CEDH, Convention sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes, Convention internationale des droits de l'enfant, etc.), (2) à la mise en œuvre des cadres internationaux, contraignants ou non, permettant la pleine réalisation de ces droits (ODD, Accord de Paris, Convention d'Istanbul, Pacte mondial migrations, Plan d'action de Beijing, charte pour le commerce équitable, Convention 190 (OIT) etc.) et/ou (3) à la création de nouveaux cadres internationaux permettant d'améliorer la mise en œuvre des droits (human rights due diligence, Organisation mondiale de l'environnement, Cadre fiscal international, etc.). Ces stratégies contribuent à renforcer les capacités des publics cibles (partenaires limitrophes) pour appréhender les inégalités dans l'accès aux droits humains, en analyser les causes et agir en vue de les réduire.

Toutes les thématiques sont donc abordées systématiquement en termes d'égalité d'accès aux droits : égalité de genre à partir de la double approche spécifique et transversale, commerce équitable, justice climatique, justice migratoire, souveraineté alimentaire, travail décent constituent ainsi des cadres définis à partir de l'angle de l'universalisation des droits pour toutes et tous au niveau international.

### **Decent and sustainable work**

L'agenda international du travail décent constitue aussi l'un des socles communs de l'outcome. Une collaboration étroite est d'ailleurs assurée avec les organisations membres du CSC travail décent, qui participent à la plupart des espaces de synergies (LED, plateformes...) coordonnés dans le cadre de ce programme, ainsi qu'aux instances de la coupole. Si l'agenda du travail décent doit être abordé comme un tout cohérent, chacun de ses piliers est abordé par le programme de façon spécifique. Le pilier 1 est au cœur de concepts tels que la souveraineté alimentaire et le commerce équitable destinés entre autres à garantir un prix juste et rémunérateur aux producteurs-rices et travailleurs-euses. Le pilier 2 est par exemple abordé à partir du concept de transition juste, issu de l'OIT et ancré dans l'Accord de Paris, ainsi que par la mobilisation et le plaidoyer pour un cadre international garantissant la capacité des États à mobiliser leurs ressources propres. Le pilier 3 est au cœur de l'approche droits partagée par les membres du programme (cf. supra), au travers notamment des stratégies de sensibilisation, de mobilisation et de plaidoyer commun pour la mise en place d'un cadre contraignant garantissant à la fois la pleine réalisation des normes sociales (ex : human rights due diligence, clauses sociales dans le commerce international). Une attention spécifique est portée sur l'égalité d'accès aux droits sociaux et à la protection sociale pour les enfants, les femmes et les hommes ainsi que sur l'importance du travail reproductif (souvent invisibilisé) et du care qui assure la reproductibilité du vivant qu'il faut réintégrer dans l'économie.

Les contenus des interventions, outils, formations, publications et positionnements pertinents font référence aux outils internationaux garantissant l'universalisation du travail décent (conventions, recommandations et guidelines de l'OIT). Des indicateurs sont développés pour garantir cette prise en compte.

### **Gender**

L'égalité de genre est prioritaire dans l'approche des trois outcomes du programme, renforcée par la présence et l'expertise de l'ONG de référence en la matière, Le Monde selon les femmes.

Le genre est intégré dans le programme selon l'approche préconisée par la Commission européenne et la loi de la coopération belge, c'est-à-dire selon trois axes :

-Par une approche transversale et spécifique, le gender mainstreaming, qui intègre l'approche genre dans toutes les stratégies du programme et chaque outcome. Des indicateurs sexo-spécifiques sont développés pour garantir cette prise en compte systématique.

-Par des actions qui visent spécifiquement à éliminer les discriminations et à rétablir l'équilibre entre les femmes et les hommes et qui portent sur des thèmes réfléchis avec les partenaires des Suds.

-En étant attentif à ce que les enjeux de genre soient traités dans les espaces politiques investis par le programme, aux niveaux local, régional, fédéral et international, notamment à travers le Conseil consultatif genre et développement.

Une priorité du programme est le renforcement des capacités des ACNG en matière d'approche genre, à travers des analyses, des recherches-actions, la formation et l'accompagnement des ACNG, en :

-Utilisant la grille de l'empowerment dans les méthodologies de toutes les interventions.

-Abordant la déconstruction des privilèges liés aux trois grands systèmes de domination (de sexe, de classe et d'origine).

-Mettant en évidence la construction des rôles sociaux et leur hiérarchisation dès le plus jeune âge et en outillant les publics à déceler cette construction inégalitaire.

-Mettant en lumière les problématiques liées à la masculinité hégémonique pour permettre de construire des masculinités positives et alternatives.

-Développant des pratiques égalitaires dans le champ de l'éducation notamment avec une EVRAS féministe dans une perspective émancipatrice.

-Tenant compte de la logique de continuum des violences dans les interventions.

### **Environnement**

L'environnement est une priorité stratégique du programme. Il est au cœur des thématiques abordées, particulièrement en ce qui concerne la justice climatique et la dénonciation du modèle extractiviste qui épuise tant les ressources que les personnes. Le programme plaide pour une transition juste visant à maximiser les droits sociaux pour toutes et tous à l'intérieur des limites planétaires.

De manière transversale, le climat et la biodiversité sont intégrés aux stratégies éducatives et de plaidoyer, au travers notamment de la promotion de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie ; de l'écoféminisme, qui propose une cadre de réflexion questionnant le pouvoir, l'accès aux biens, le rapport à la nature et aux corps, en articulant féminisme, écologie et économie ; de la promotion d'un cadre économique international garantissant le respect conjoint des normes environnementales et sociales, etc.

De manière spécifique, le programme joue un rôle clé dans la coordination de la sensibilisation, de la mobilisation et du plaidoyer des OSC belges en matière de justice climatique, avec l'ASBL Coalition Climat. Le CNCD-11.11.11 coordonne le plaidoyer visant à (1) obtenir des engagements concrets et contraignants de la part de la Belgique en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre ; (2) garantir que ces politiques s'inscrivent dans une optique de transition juste, respectueuse du travail décent et de l'égalité de genre ; (3) assurer un financement climatique suffisant et additionnel à l'APD pour les pays en développement, tel que garanti par l'Accord de Paris.

Le programme et les quatre OSC portent attention à limiter l'impact de leurs activités sur l'environnement, notamment au travers d'une gestion rationnelle des publications et des déplacements, en utilisant les opportunités offertes par la digitalisation, et par des politiques internes de gestion environnementale qui ont été appréciées lors du screening réalisé en vue de leur accréditation.

### **Common outcome within a common programme**

Les trois outcomes du programme sont communs aux quatre OSC qui portent le programme. La théorie de changement (ToC) qui sous-tend le programme reflète la cohérence et la complémentarité des approches stratégiques, des savoir-faire et de la légitimité des quatre OSC. Chaque partie contribue à la réalisation des 3 outcomes avec des apports spécifiques en matière de :

- De coordination de réseaux et de plateformes.

- D'animation de mouvements de citoyens et de réseaux de milliers de volontaires.

- De campagnes d'information, de sensibilisation et de mobilisation citoyennes.

- De sensibilisation et de conscientisation citoyennes à travers une démarche d'éducation permanente.

- De plaidoyer auprès de responsables d'entités politiques, publiques et privées.

- D'expertise, de recherche et de production de savoirs dans leurs champs de compétences respectifs, alimentées par les partenariats et les points de vue d'acteurs des Suds.

Le document de la ToC (annexe) explicite et argumente cette complémentarité.

**Areas of complementarity and synergy with the intervention of ENABEL**

En matière de plaidoyer, ENABEL fait partie des cibles du programme. Il ne s'agit pas de s'aligner sur les outcomes d'ENABEL, qui en tant qu'agence publique n'a pas pour mission de mener un plaidoyer propre vers les responsables politiques. Par contre une concertation est organisée avec l'agence, en particulier en termes de réflexion sur les interventions dans les contextes de fragilité, la prise en compte du genre et le soutien au commerce équitable, à travers des recherches ou de la mise en évidence de bonnes pratiques et en répondant à des appels d'offres liés à des thématiques conjointes.

OMDM a participé aux côtés d'ENABEL à la création en 2016 de l'intergroupe parlementaire portant sur le commerce équitable et qui a officiellement repris du service en 2021. Cet intergroupe vise à faire progresser, essentiellement sur le plan législatif, les thématiques liées à un commerce plus équitable et plus durable. Cet intergroupe se retrouve tous les trimestres à la Chambre. En 2017, cet intergroupe avait obtenu plusieurs résultats significatifs sur lesquels l'organisation continue de travailler aujourd'hui : privilégier les produits du commerce équitable au Parlement fédéral et dans les marchés publics, une amélioration du caractère durable du secteur du cacao/chocolat ou encore le travail portant sur une huile de palme durable. Existe également un groupe de travail avec ENABEL sur « Belgique pays du commerce équitable » : piloté par le Trade for development centre (TDC) qui planche par exemple sur la réactualisation des critères pour la Belgique pays du commerce équitable.

## Description of the outcome, results and strategy

### Description of the expected results

Formulation of outcome or result :	Outcome 3 : Les responsables politiques, acteurs étatiques et privés ainsi que les médias sont informés sur les enjeux locaux et globaux liés à la réalisation des ODD et prennent davantage attitude en faveur d'un monde plus égalitaire, durable, solidaire et inclusif avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, inspirée des enseignements de partenaires des Sud.
Indicator title :	IOV 3.1 : Pourcentage des dossiers prioritaires pour lesquels une influence du programme est démontrée
Indicator description :	Les organisations participantes détermineront annuellement les dossiers de plaidoyer prioritaires sur lesquels elles entendent avoir une influence, en concertation avec la Commission politique du CNCD-11.11.11 (dont sont membres les 3 autres partenaires). En fin d'année, elles établiront ensemble une liste des dossiers sur lesquels elles estiment avoir eu une influence réelle et démontrable. 5% de réduction suite à la coupe du programme.
Baseline :	65%
Target Year 3 – 31/12/2024 :	60%
Target Year 5 – 31/12/2026 :	60%

Formulation of outcome or result :	Outcome 3 : Les responsables politiques, acteurs étatiques et privés ainsi que les médias sont informés sur les enjeux locaux et globaux liés à la réalisation des ODD et prennent davantage attitude en faveur d'un monde plus égalitaire, durable, solidaire et inclusif avec une perspective genre, environnementale et décoloniale, inspirée des enseignements de partenaires des Sud.
Indicator title :	IOV 3.2 : Pourcentage des dossiers prioritaires ayant fait l'objet d'une concertation avec / d'un alignement sur les positions des partenaires Sud
Indicator description :	En fin d'année, les organisations participantes établiront, dans la liste des dossiers prioritaires, la liste de ceux qui ont fait l'objet d'une concertation réelle et démontrable avec les partenaires Sud, de manière bilatérale ou au sein de réseaux internationaux.
Baseline :	NA
Target Year 3 – 31/12/2024 :	50%
Target Year 5 – 31/12/2026 :	75%

Formulation of outcome or result :	R31: Les OSC renforcent leur pouvoir d'influence et d'action en approfondissant et actualisant leurs expertises sur les enjeux des ODD de façon continue
Indicator title :	R31.1 : Nombre de publications produites et diffusées (cumulé)
Indicator description :	Sont comptabilisées toutes les analyses et études ayant pour objet premier d'actualiser l'expertise sur les enjeux des ODD des organisations participantes et des OSC
Baseline :	210
Target Year 3 – 31/12/2024 :	629
Target Year 5 – 31/12/2026 :	1050

Formulation of outcome or result :	R31: Les OSC renforcent leur pouvoir d'influence et d'action en approfondissant et actualisant leurs expertises sur les enjeux des ODD de façon continue
Indicator title :	R31.2 : Nombre de publications qui intègrent le genre de manière spécifique et transversal
Indicator description :	Sont comptabilisées toutes les études reprises à l'indicateur 31.1 dont l'objet principal est d'analyser un sujet dans une perspective de genre et/ou qui intègre la dimension genre de façon transversale ((prise en compte de l'impact sexospécifique du phénomène étudié, du point de vue des organisations féministes, solutions visant à diminuer les inégalités de genre, écriture épicienne et/ou inclusive...))
Baseline :	18
Target Year 3 – 31/12/2024 :	45
Target Year 5 – 31/12/2026 :	79

Formulation of outcome or result :	R32 Les OSC diffusent leur expertise au sein du secteur associatif, du monde académique ainsi qu'auprès des responsables politiques, des acteurs publics/privés et des médias, qui leur donnent de plus en plus de crédit
Indicator title :	R32.1 : Nombre de personnes par an ayant participé aux séminaires d'information et espaces de diffusion organisés par le programme (sexo-spécifique)
Indicator description :	Sont comptabilisés les participations à des événements ayant pour objet principal d'accroître l'expertise du personnel du secteur de la coopération (en particulier OSC) sur les thématiques de plaidoyer portées par le programme
Baseline :	420
Target Year 3 – 31/12/2024 :	1110
Target Year 5 – 31/12/2026 :	1900

Formulation of outcome or result :	R32 Les OSC diffusent leur expertise au sein du secteur associatif, du monde académique ainsi qu'auprès des responsables politiques, des acteurs publics/privés et des médias, qui leur donnent de plus en plus de crédit
Indicator title :	R32.2 : Nombre d'événements qui intègrent le genre de manière spécifique ou transversal
Indicator description :	Sont comptabilisés les événements repris à l'indicateur 32.1 qui intègrent le genre de manière transversale et/ou dont l'objet principal est d'analyser un sujet dans une perspective de genre
Baseline :	4
Target Year 3 – 31/12/2024 :	12
Target Year 5 – 31/12/2026 :	20

Formulation of outcome or result :	R32: Les OSC diffusent leur expertise au sein du secteur associatif, du monde académique ainsi qu'auprès des responsables politiques, des acteurs publics/privés et des médias, qui leur donnent de plus en plus de crédit
Indicator title :	R32.3 : Nombre de sollicitations externes pour diffuser l'expertise du programme dans des événements public
Indicator description :	Sont comptabilisées les sollicitations par d'autres acteurs (universités, hautes-écoles, OSC, partis politiques, etc.) pour des prises de paroles visant à partager l'expertise des organisations participantes. Ces sollicitations démontrent la reconnaissance externe de l'expertise
Baseline :	130
Target Year 3 – 31/12/2024 :	330
Target Year 5 – 31/12/2026 :	550

Formulation of outcome or result :	R32: Les OSC diffusent leur expertise au sein du secteur associatif, du monde académique ainsi qu'auprès des responsables politiques, des acteurs publics/privés et des médias, qui leur donnent de plus en plus de crédit
Indicator title :	R32.4 : Nombre de commandes & téléchargement des outils de plaidoyer mis à disposition
Baseline :	1170
Target Year 3 – 31/12/2024 :	1670
Target Year 5 – 31/12/2026 :	2170

Formulation of outcome or result :	R33 : Des alliances d'OSC sont nouées, outillées et coordonnées pour mettre en commun et renforcer leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaidoyer sur les enjeux des ODD
Indicator title :	R33.1 : Nombre d'OSC participant aux alliances coordonnées par la coupole par an
Indicator description :	Sont comptabilisées les OSC prenant part à au moins un espace de plaidoyer coordonné dans le cadre du programme (1 comptabilisation max/OSC).
Baseline :	175
Target Year 3 – 31/12/2024 :	150
Target Year 5 – 31/12/2026 :	150

Formulation of outcome or result :	R33: Des alliances d'OSC sont nouées, outillées et coordonnées pour mettre en commun et renforcer leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaidoyer sur les enjeux des ODD
Indicator title :	R33.2: Nombre de positions des réseaux belges, européens et internationaux prenant en compte les points de vue des organisations participant au programme
Baseline :	70
Target Year 3 – 31/12/2024 :	190
Target Year 5 – 31/12/2026 :	310

Formulation of outcome or result :	R33: Des alliances d'OSC sont nouées, outillées et coordonnées pour mettre en commun et renforcer leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaidoyer sur les enjeux des ODD
Indicator title :	R33.3 : Nombre de positions des réseaux qui intègrent le genre de manière transversale et/ou spécifique
Baseline :	10
Target Year 3 – 31/12/2024 :	61
Target Year 5 – 31/12/2026 :	100

Formulation of outcome or result :	R34: Les OSC dialoguent avec les responsables politiques et mettent à leur disposition ainsi qu'à celle des acteurs publics/privés et des médias des analyses et des informations pertinentes et utilisables qui ont pour effet l'élaboration et la mise en œuvre de mesures en faveur des ODD du niveau local à international
Indicator title :	R34.1 : Nombre d'interventions médiatiques

Indicator description :	Relevé des mentions médiatiques via Auxipress et autres outils
Baseline :	715
Target Year 3 - 31/12/2024 :	1945
Target Year 5 - 31/12/2026 :	3075

Formulation of outcome or result :	R34: Les OSC dialoguent avec les responsables politiques et mettent à leur disposition ainsi qu'à celle des acteurs publics/privés et des médias des analyses et des informations pertinentes et utilisables qui ont pour effet l'élaboration et la mise en œuvre de mesures en faveur des ODD du niveau local à international
Indicator title :	R34.2: Nombre de personnes touchées via les médias (millions)
Indicator description :	Relevé d'audience via Auxipress
Baseline :	75
Target Year 3 - 31/12/2024 :	190
Target Year 5 - 31/12/2026 :	320

Formulation of outcome or result :	R34: Les OSC dialoguent avec les responsables politiques et mettent à leur disposition ainsi qu'à celle des acteurs publics/privés et des médias des analyses et des informations pertinentes et utilisables qui ont pour effet l'élaboration et la mise en œuvre de mesures en faveur des ODD du niveau local à international
Indicator title :	R34.3 : Nombre de sollicitations par les responsables politiques, acteurs publics/privés (rencontres, avis, échanges de courrier, groupes interparlementaires) pour alimenter leur travail
Baseline :	130
Target Year 3 - 31/12/2024 :	345
Target Year 5 - 31/12/2026 :	575

Formulation of outcome or result :	R35: Davantage de collectivités locales agissent en faveur d'un modèle de société durable plus solidaire et plus juste pour les populations du Sud et du Nord
Indicator title :	R35.1: Nombre de communes ayant le titre de commune du commerce équitable
Indicator description :	Indicateur 100% OMDM (partagé avec Miel Maya Honing et FT Belgium)
Baseline :	48
Target Year 3 - 31/12/2024 :	21
Target Year 5 - 31/12/2026 :	21

Formulation of outcome or result :	R35: Davantage de collectivités locales agissent en faveur d'un modèle de société durable plus solidaire et plus juste pour les populations du Sud et du Nord
Indicator title :	R35.2: Pourcentage des communes titrées ayant rempli le Fairomètre et parmi celles-ci dont le résultat sont équivalents ou supérieurs au score B (min 60%)
Indicator description :	Indicateur 100% OMDM (partagé avec Miel Maya Honing et FT Belgium). Les targets sont choisies en accord avec la campagne Fairtrade Gemeente. Le fair-o-mètre est une évaluation (questionnaire à compléter tous les deux ans par les communes titrées afin d'évaluer leur implication dans la campagne et de s'assurer qu'elles respectent encore les critères permettant de conserver leur titre. Il permet d'obtenir un classement allant de A à E (B étant la note moyenne).
Baseline :	85%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	85%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	92%

Formulation of outcome or result :	R35: Davantage de collectivités locales agissent en faveur d'un modèle de société durable plus solidaire et plus juste pour les populations du Sud et du Nord
Indicator title :	R35.3 : Nombre de communes actives dans la campagne CDCE (par an)
Indicator description :	Indicateur 100% OMDM (partagé avec Miel Maya Honing et FT Belgium). Par active on entend : Commune non-titrée candidate au titre CDCE ou non et sur laquelle, pour l'année considérée, au moins une des actions suivantes a été réalisée (via l'administration et/ou un groupe de citoyens actifs) : adoption de la résolution en faveur du CE, tenue d'une réunion de Comité de Pilotage, organisation d'une action de sensibilisation, ou encore maintien d'un contact régulier avec la coordination de la campagne.
Baseline :	26
Target Year 3 - 31/12/2024 :	26
Target Year 5 - 31/12/2026 :	26

## Activities, targets groups and beneficiaries

### Classification of activities

R31:

- Assurer et diffuser une veille des dossiers politiques et mutualiser les expertises sur les ODD
- Associer les acteur.rices académiques pour alimenter les argumentaires et les positions de plaidoyer
- Coordonner/participer à des réseaux d'expertise Suds/Nords pour alimenter la réflexion sur les enjeux liés aux ODD
- Intégrer les points de vue des OSC, académiques et mouvements des Suds dans les recherches et les analyses thématiques, les argumentaires et les avis

R32:

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

-Organiser des conférences de presse

-Publier des communiqués, des opinions, répondre à des interviews, fournir des services aux médias (contacts, expertise, etc.) en insistant sur la valorisation des regards croisés N/S, S/N et S/S sur toutes leurs formes

-Nouer des partenariats médiatiques et organiser des voyages de presse

R33:

-Coordonner/ participer à des plateformes d'OSC belges sur les enjeux des ODD

-Participer à des réseaux européens et internationaux actifs sur les ODD

-Élaborer des analyses, des recherches-actions et des mémorandums communs des OSC en faveur des ODD

R34:

-Procéder à des interpellations écrites

-Publier des notes politiques et des rapports sur les enjeux des ODD en y intégrant une perspective de genre

-Organiser et/ou contribuer à des réunions publiques d'interpellation des responsables politiques sur les ODD

-Faire du lobbying, solliciter/organiser des réunions formelles ou informelles avec des responsables et leurs équipes (ministres, mandataires, responsables de l'administration, conseiller-es, collaborateur-rices et assistant.es...)

-Exploiter les moments clés de la vie politique (élections régionales, fédérales et européennes de 2024, élaboration des programmes gouvernementaux, présidence belge de l'UE)

R35 :

-Solliciter les communes pour promouvoir un engagement structurel en faveur d commerce équitable/ODD

-Accompagner les communes dans la mise en place d'un cadre de soutien au commerce équitable

-Labelliser les communes répondant aux critères d'engagement

### Target group(s)

- OSC (accréditées et non accréditées)

- Mandataires politiques (niveaux européen, fédéral, régional, communautaire et communal)

- Cabinets ministériels

- Communes

- Entreprises et services publics

- Secteur privé

- Médias professionnels écrits, audiovisuels, en ligne

- Organisations internationales, multilatérales

- 48 Groupes d'acteurs communaux (citoyen.nes, mandataires, membres des administrations locales...), commissions consultatives communales

### Beneficiaries

Citoyennes et citoyens des Nord et des Suds, bénéficiant d'un cadre politique international respectueux des ODD

Title of the reference annex :	TOC Programme Commun OS3
Title of the reference annex :	Analyse des risques - OS3
Target group(s) - Location of the intervention: Belgium only :	Political decision-makers National and international platforms Public institutions

## Description of the Relevance

L'outcome s'inscrit dans les priorités tant des organisations internationales (ONU et agences associées, Union européenne...) que de la coopération belge et de la Fédération Wallonie-Bruxelles en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale. Il s'inscrit dans la perspective de l'agenda des Objectifs de développement durable, approuvé par les Nations Unies.

L'outcome s'adresse aux personnes et aux institutions en situation de décision et aux faiseurs d'opinions, dans les sphères politiques, publiques et privées, dans la promotion d'un modèle de société et de rapports Nord-Sud plus égalitaires, justes et durables. Il constitue l'une des trois trajectoires de changement de la ToC du volet ECMS du programme (voir C.5), structuré autour des trois cibles stratégiques par domaine d'intervention du CSC Belgique. Il s'articule avec les deux autres trajectoires qui concernent les changements auprès des publics du milieu scolaire et des acteurs de 1e et 2e lignes. La logique d'ensemble est de renforcer des acteur-trices de changement (multiplicateurs) capables d'exercer une influence dans leur environnement social, familial, professionnel.

Le genre constitue un axe prioritaire de l'outcome (voir B8.3). Les stratégies intègrent l'approche genre de manière transversale (toutes les thématiques sont

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

abordées avec un angle genre) et spécifique (pratique de l'empowerment, déconstruction des stéréotypes et rôles sociaux, outils d'analyse des rapports de genre...). L'outcome et tous les résultats (cf. cadre logique) sont pilotés à l'aide d'au moins un indicateur genré ou sexo-spécifique dans la mesure du possible.

La protection de l'environnement et des ressources naturelles est une autre priorité du programme (voir B.8.4). Sur le plan thématique d'abord : la justice climatique, la défense de la biodiversité, l'écoféminisme, l'écologie décoloniale, la souveraineté alimentaire, les principes du commerce équitable, la critique du modèle extractiviste forment un axe stratégique structurant de l'outcome : analyses, publications, formations, outils pédagogiques et mobilisation. Sur le plan de la gouvernance de l'outcome ensuite, de façon à maîtriser son empreinte écologique : mobilité douce, recours rationnel au numérique, usage de matériaux recyclés et recyclables, durabilité des outils, etc.

De la même façon que pour le CSC Belgique, l'outcome se situe dans la continuité des programmes antérieurs. Les OSC accréditées ont un rôle récurrent en matière d'ECMS et en particulier dans le plaidoyer politique. La capacité d'intervention se trouve renforcée par l'arrivée d'OMDM dans le programme. Les stratégies tiennent compte de cet apport supplémentaire (entre autres dans l'articulation avec la thématique du commerce équitable et dans l'établissement de synergies de plaidoyer au niveau communal) comme des leçons apprises et enseignements issus des évaluations externes de la période 17-21 (voir G.9).

Le postulat de base de l'outcome est que les OSC disposent de deux leviers principaux pour influencer les politiques publiques et les acteurs privés : leur expertise et leur représentativité. À cela s'ajoutent deux socles : l'utilisation transversale des référentiels internationaux en matière de droits humains (approche droits), qui ramène toute proposition à la mise en œuvre de ce cadre et la prise en compte des analyses et des points de vue des partenaires des 4 organisations dans les Suds.

La pertinence des publics cibles comme acteurs de changement pour contribuer aux ODD est argumentée par le CSC Belgique dans lequel s'intègre l'outcome. Les responsables politiques, publics et privés, jouent un rôle clé dans la réalisation des ODD à travers les orientations politiques prises et mises en œuvre à tous les niveaux : les élus et mandataires politiques discutent et votent les politiques aux différents niveaux (municipaux, régionaux, communautaires, fédéraux et européens) ; les exécutifs (gouvernements, ministères, collèges) appliquent les politiques et prennent les décisions opérationnelles aux différents niveaux ; les médias professionnels jouent un rôle clé dans l'information des citoyen.nes et le façonnement de l'opinion publique et ont une capacité d'influence considérable sur les responsables politiques, publics et privés. Or, le développement d'une opinion publique favorable aux ODD est une des conditions nécessaires à la prise de décision cohérente dans les politiques et dans leur application. Enfin, la société civile organisée (mouvements sociaux - syndicats, mutuelles, organisations socioprofessionnelles -, secteurs socioculturels et de l'éducation permanente, ONG, organisations environnementales, de femmes, de jeunes, de migrant.es, etc.) constitue un acteur relais clé pour le plaidoyer avec un potentiel démultiplicateur d'influence vers ses propres réseaux d'influence.

Les 5 résultats de l'outcome répondent à la priorisation des cibles et sous-cibles identifiées par le CSC Belgique de la façon suivante :

Cibles CSC	Contribution de l'OS3
C1 Renforcer la reconnaissance de l'expertise des ACNG par les responsables politiques, les acteurs étatiques, le secteur privé et les médias	
C.1.1. Renforcer l'expertise du secteur	R31 : veille, production d'analyses et recherches-actions, coordination et mise en commun des expertises et capacités des OSC sur les ODD
C.1.2 Partager et diffuser l'expertise	R32 : diffusion des expertises dans le secteur et vers les publics cibles
C.2 Conclure, renforcer ou influencer des alliances sur des thèmes pertinents pour un monde juste, durable, solidaire et inclusif.	
C.2.1 Conclure, renforcer ou influencer des alliances	R33 : coordination, animation et participation à des réseaux belges et internationaux d'OSC sur les ODD R35 : impulsion d'alliances d'acteurs dans les communes
C.3 Influencer, informer et appuyer les responsables politiques nationaux, européens et internationaux, acteurs étatiques, le secteur privé et les médias en faveur d'un monde juste, durable, solidaire et inclusif	
C.3.1 Les décideurs ont accès à des informations pertinentes, compréhensibles et utilisables	R34 : dialogue avec les responsables, mise à disposition d'analyses, informations, argumentaires pertinents
C.3.2 Dialoguer avec les responsables	R35 : accompagnement de groupes d'acteurs communaux

## Description of Coherence

### Cohérence externe

Les OSC porteuses du programme commun agissent en complémentarité entre elles, mais également avec les autres OSC impliquées dans le CSC Belgique, tout en s'inscrivant dans les priorités de la coopération belge au développement (développement humain durable, commerce équitable et durable, travail décent, égalité femmes-hommes, lutte contre les VBG, sensibilisation des citoyen.nes et responsables belges par l'information et l'éducation aux enjeux et aux objectifs de la coopération au développement et des relations internationales).

L'outcome assure un rôle spécifique de coordination des OSC dans la réponse aux cibles prioritaires du CSC Belgique, en animant, au sein de plateformes, l'articulation de campagnes de plaidoyer sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, avec un ancrage et des partenariats associatifs locaux.

Les 4 organisations menant le programme commun contribuent au renforcement des capacités de toutes les OSC engagées dans le CSC Belgique. Elles apportent, chacune dans leurs domaines de compétences thématiques, pédagogiques et organisationnelles, une expertise qui permet de renforcer l'impact des actions individuelles et collectives du secteur.

L'apport du CNC11-11.11, en tant que coupole, se concrétise dans la coordination des plateformes d'ECMS et de plaidoyer. Celles-ci facilitent le cadrage et l'articulation de l'action des OSC, pour promouvoir toujours plus de synergies et de complémentarités dans le plaidoyer pour les ODD. Ces complémentarités sont recherchées notamment à travers la transversalité entre le plaidoyer, l'information, la mobilisation et la sensibilisation du public ainsi que la diversité des enjeux abordés, ce qui assure aussi la cohérence entre les trois outcomes du volet ECMS de ce programme.

OMDM apporte sa capacité de mobilisation et sa double implantation, communale en FWB à travers ses réseaux d'équipes de volontaires, de magasins du monde et de « communes du commerce équitable » et internationale via son réseau d'alliance (Oxfam International, FTAO et WFTO). L'organisation offre une palette d'actions et d'outils pédagogiques actualisés et autoportants qui permettent de renforcer la connaissance des ODD par les publics cibles.

Le Monde selon les femmes apporte au secteur son expertise en matière de genre, alimentée par l'expertise et les pratiques de terrain dans les Suds, dont elle renforce la prise en compte prioritaire dans les programmes, et contribue au renforcement des capacités des OSC en la matière, tant sur le plan institutionnel que de leurs actions d'ECMS.

Le CETRI apporte aux OSC des analyses critiques et des clés de compréhension des enjeux liés à la réalisation des ODD, alimentées des points de vue des Suds. Il renforce ainsi leur maîtrise des sujets et leur capacité à les traiter avec leurs publics cibles.



### Cohérence interne

L'outcome s'intègre dans les plans stratégiques 2017-2026 des 4 OSC qui le portent : le CNCD 11.11.11 dans son rôle d'articulation des interventions des OSC, OMDM dans sa mission d'éducation et de mobilisation citoyenne, le CETRI dans son rôle d'interface entre les OSC, le monde académique et les acteurs sociaux et chercheur-ses des Suds, et le Monde selon les femmes dans celui d'intégrer une perspective de genre dans les questions des droits humains à travers un double point de vue Nords-Suds. L'outcome s'inscrit en complémentarité avec la démarche d'éducation permanente portée par les 4 organisations. L'outcome a été alimenté par une évaluation interne menée avec les membres des plateformes en 2020-2021.

L'outcome est cohérent avec la théorie de changement du volet ECMS du programme dont les résultats constituent l'une des trajectoires de changement contribuant à une vision globale de changement sociétal favorable à la réalisation des ODD. L'outcome est complémentaire et en interaction avec les deux autres outcome du volet ECMS, qui s'adressent aux acteurs du milieu scolaire et aux publics de 1e et 2e lignes.

## Description of Effectiveness

Les approches mises en œuvre dans cet objectif spécifique s'intègrent dans la continuité des programmes communs d'OMDM et du trio CETRI/CNCD/LMSF qui ont montré leur efficacité : les mesures ciblées (target) ont été largement atteintes avant même que les programmes ne soient clôturés. Les évaluations externes intermédiaires menées sur la période 17-21 et sur les programmes précédents (11-13, 14-16) confirment la pertinence globale des stratégies de chaque partenaire et le caractère réaliste des résultats visés, tout en émettant des recommandations qui ont alimenté l'élaboration de l'outcome 22-26. Ainsi, dans ce nouveau programme, l'efficacité recherchée dans l'effet multiplicateur de l'action sera renforcée sur cinq points :

- En renforçant les réseaux et partenariats avec les autres secteurs de la société pour renforcer la capacité d'influence et l'impact.
- En renforçant l'audience et la diffusion de contenus à travers une meilleure exploitation des nouvelles technologies et canaux de communication, autour des réseaux sociaux et de matériels audiovisuels.
- En harmonisant davantage la planification des activités d'études et recherche, de diffusion et des politiques éditoriales des 4 organisations.
- En croisant davantage les thématiques d'empowerment des femmes et des filles et des masculinités transformatrices et en montrant les enjeux qui sous-tendent cette mise en correspondance.
- En promouvant davantage de convergence des actions avec les partenaires des Suds et en formant des coalitions autour de la thématique de l'écoféminisme.

L'efficacité de la démarche de plaidoyer qui soutient l'outcome est soutenue par une théorie du changement et par des hypothèses qui la sous-tendent, directement liée à la formulation des résultats et des indicateurs. Afin d'influencer les politiques publiques, tout plaidoyer doit en effet démontrer à la fois (1) une maîtrise fine des problèmes à résoudre, alliant la connaissance de terrain et la systématisation par la recherche, ainsi que (2) la capacité à proposer des solutions, en en démontrant non seulement la nécessité, mais aussi le caractère réaliste et désirable. L'outcome vise donc d'abord à alimenter les réflexions des OSC et, plus largement, des acteurs de la coopération, quant aux politiques publiques à mettre en œuvre en Belgique, en Europe et au niveau international pour garantir la mise en œuvre de l'ODD 17, condition transversale à la réalisation de l'Agenda 2030. Le programme s'inscrit pleinement dans la logique de l'efficacité du développement, qui réside sur le triptyque de l'amélioration de la coopération au développement, du renforcement des autres piliers de financement du développement, et de la cohérence des politiques pour le développement. Il est basé sur la promotion d'une série d'alternatives, cohérentes et interreliées, comme cadre aux politiques publiques : la souveraineté alimentaire et l'agroécologie ; la justice climatique et environnementale ; le travail décent ; le commerce équitable ; la justice migratoire ; la justice fiscale ; l'égalité femmes-hommes et les luttes contre les violences faites aux femmes. L'ensemble de ces alternatives sont abordées dans une perspective décoloniale et de genre (par exemple à partir de la perspective écoféministe), qui fait aussi l'objet d'activités spécifiques. Les 4 organisations participantes disposent de vastes réseaux de partenaires dans les Suds (financés ou non) et entendent d'abord relayer l'expertise et les enjeux portés par ces organisations basées en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Elles mettent à disposition des OSC une offre cohérente et complémentaire de publications et (co-)organisent des activités d'information visant à confronter les expertises académiques et de la société civile, des Suds et des Nords via les recherches-actions.

Les résultats ont été formulés de telle manière qu'ils sont attribuables aux stratégies développées par l'outcome. Les stratégies ont été élaborées de façon spécifique à chaque résultat, et s'intègrent dans les approches du CSC Belgique. Les indicateurs ont été identifiés pour apprécier objectivement la contribution du programme aux résultats, par une double approche quantitative (qui permet de mesurer l'importance de l'audience de l'outcome) et qualitative (qui permet d'apprécier l'appropriation de l'outcome par les publics cibles). Des indicateurs genrés ou sexo-spécifiques permettent d'accompagner les enjeux de genre et l'empowerment des femmes. Les indicateurs ont été identifiés en fonction de leur observabilité et de la capacité des 4 OSC à établir les valeurs de référence (base line). Un système de suivi systématique et harmonisé entre les 4 organisations permet le pilotage stratégique du programme et d'effectuer les réorientations nécessaires en temps voulu.

L'évaluation d'impact du plaidoyer relatif à la justice climatique commanditée par la DGD a par ailleurs validé l'approche utilisée par la Plate-forme justice climatique/Coalition Climat et mis en évidence son efficacité (cf. infra). Si les stratégies doivent être adaptées en fonction des thématiques de plaidoyer, la théorie du changement et les approches utilisées dans les différentes plates-formes sont globalement comparables. Les leçons apprises de cette évaluation (dont la version intermédiaire a été présentée à quelques jours de la clôture du présent programme) seront utilisées pour accroître l'efficacité du plaidoyer dans les différentes plates-formes.

L'évaluation effectuée par la coupole par Dris en 2019 auprès de ses membres a témoigné de l'amélioration du niveau d'appréciation du travail effectué par le plaidoyer et la coordination des membres sur les thématiques traitées par la coupole. Cela a été notamment souligné sur la justice climatique comme cité également par la DGD mais également sur la souveraineté alimentaire. Les contenus des plaidoyers sont appréciés pour leur densité et la qualité de leur argumentation. Enfin le fonctionnement des plateformes thématiques est apprécié de manière positive.

## Description of Efficiency

L'efficacité de l'outcome repose sur quatre piliers :

- Les ressources mobilisées au regard du nombre d'acteurs impliqués, aux différents niveaux, parmi les publics cibles : les centaines de responsables approché-es et informé-es, les dizaines d'institutions touchées, les dizaines de médias (dont les reprises des informations et analyses fournies par le programme affichent une audience cumulée de plusieurs dizaines de millions de personnes chaque année), les dizaines d'OSC coordonnées. Les ressources nécessaires sont calculées à partir des stratégies mises en œuvre. En matière de plaidoyer, les ressources humaines sont stratégiques : elles représentent 21 équivalents temps plein. Elles englobent la coordination, l'accompagnement et l'animation de plateformes et réseaux multi-acteurs, la sensibilisation et la formation, la veille politique, le renforcement de l'expertise et des capacités d'être forces de proposition via des études et recherches, le développement de partenariats nords-suds à travers des réseaux internationaux. Les coûts de fonctionnement sont essentiellement consacrés à l'élaboration et à la diffusion d'argumentaires et de publications (papier et numériques), à la réalisation de séminaires (locations de salles, catering, frais d'interprétariat et invitation d'intervenants des nords et des suds) et webinaires, à des frais de réunions, à des déplacements pour la participation à des événements internationaux et pour la réalisation d'études de cas, de recherche-action, à des traductions de contributions des Suds (anglais, espagnol, portugais...vers le français), à la rencontre de partenaires des nords et des suds pour la mutualisation des expertises et argumentaires face aux défis mondiaux. L'évaluation des ressources nécessaires est basée sur l'expérience des 4 organisations.

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

- L'équilibre entre le recours à de la sous-traitance et le développement des capacités en interne. Depuis la crise sanitaire plus spécifiquement, les organisations misent sur la numérisation et le développement des compétences des salarié-es pour développer des capacités en interne plutôt que sous-traiter (comme dans le cas de réalisation de vidéos et de podcasts) car il est apparu comme évident que ces compétences deviennent essentielles à la bonne organisation du travail et à l'adaptabilité à tous les contextes.
- La gestion rationnelle des ressources sur base d'un ratio coût/bénéfice : rentabilisation des déplacements en articulant plusieurs objectifs (renforcement du réseautage, source et diffusion d'expertises, dialogues avec les responsables), démultiplication de l'audience des séminaires et réunions via le recours au digital, coordination des politiques éditoriales.
- Les complémentarités des rôles entre les 4 OSC qui ont chacune un apport spécifique au programme : pas de recouvrement dans les types d'activités menées, coordination des interventions et publications, échanges d'expertise, orientation des demandes vers le partenaire le plus compétent, rationalisation des coûts de transaction dans la gouvernance du programme et les relations avec la DGD (un dossier à piloter au lieu de 4).

### Description of the expected Impact

L'outcome vise à terme à contribuer à un mouvement général d'intégration, de développement et de maintien des ODD dans les politiques publiques et des entités privées en Fédération Wallonie-Bruxelles, en Belgique et dans les instances internationales, et de renforcement de leur cohérence. Il participe globalement à l'émergence et à l'augmentation de l'influence d'un courant sociétal favorable aux ODD, comme explicité dans la ToC. Plus spécifiquement, les impacts recherchés par l'outcome sont :

- La présence dans les accords de gouvernement aux différents niveaux d'un grand nombre de balises politiques de suivi des ODD.
- La prise de décisions politiques aux différents niveaux de pouvoir, tenant compte des recommandations élaborées par le programme (lois, décrets, ordonnances, arrêtés, stratégies, résolutions...).
- La plus grande cohérence dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques aux différents niveaux pour atteindre les ODD et de relations Nords-Suds égalitaires, justes et solidaires.
- La mise en place de normes sociales et environnementales qui tiennent compte d'une responsabilité différenciée entre pays des Nords et des Suds.
- Jeter les bases d'une transition juste, durable et régulée.
- La consolidation d'une veille citoyenne et critique de l'adéquation des politiques et des décisions des responsables au regard des ODD.

L'outcome vise donc, par essence, un impact durable dans le temps à travers les politiques et les comportements des responsables des différentes sphères décisionnelles.

### Description of Sustainability

La logique globale d'intervention de l'outcome est d'orienter et de concentrer l'action sur des publics en situation de responsabilité dans les différentes sphères de décision : politique, publique, privée, citoyenne. La durabilité de la portée des actions menées est renforcée à plusieurs niveaux :

- o Les publics cibles sont constitués d'acteurs et actrices agissant comme responsables dans les différentes sphères de décision.
- o Les stratégies s'appuient sur des analyses et des argumentaires approfondis destinés à convaincre les publics cibles du bien-fondé et de la pertinence des propositions : elles visent donc des changements durables dans les visions et les comportements des responsables.
- o Les changements attendus en termes d'orientations et de décisions dans les politiques ont une dimension structurelle et produisent des effets dans la durée, même si la fluctuation des rapports de force fait qu'il n'y a jamais de résultat irréversible. Aussi, en matière de plaidoyer politique, un résultat visé peut être de freiner une évolution des politiques ou d'empêcher un retour en arrière.
- o La coordination de l'action des OSC et le renforcement de leur expertise et de leurs capacités permettent de rendre plus durables leur influence et la veille citoyenne vis-à-vis des politiques.
- o L'impulsion et la coordination de réseaux d'OSC sur le plan local, national et international sont susceptibles de diffuser et de mobiliser plus largement et de contribuer à des changements plus durables en faveur des ODD.
- o La participation à des réseaux d'OSC menant un plaidoyer aux différents niveaux de pouvoir, du local au mondial, permet en outre de centrer les efforts sur les lieux de décisions (1) les plus pertinents, selon le principe de subsidiarité et (2) les plus susceptibles de modifier leur attitude sur base des recommandations des OSC, en fonction du contexte politique.

### Description of the Partnership Strategy

S'agissant d'un outcome d'ECMS, la stratégie de partenariat se situe sur plusieurs plans :

- Par la participation des partenaires des Suds, en particulier boliviens, congolais, guinéens et sénégalais concernés par les outcome se situant dans ces pays, dans les travaux d'analyse des enjeux (recherche-action, formation, webinaires...) et la production d'argumentaires et outils de plaidoyer. Par des collaborations étroites avec des réseaux de personnes-ressources, associations féministes (réseau FACES) et acteurs clés de la société civile en Afrique, en Amérique latine et en Asie, afin d'échanger les travaux, de les traduire, les éditer, les publier et les diffuser dans le cadre du renforcement de l'expertise des OSC et du plaidoyer.
- Par des collaborations intersectorielles multiples avec les OSC les plus pertinentes pour porter des recommandations en fonction des objets de travail : ONG environnementales, de droits humains, organisations de ou travaillant avec personnes migrantes, mouvements de femmes, de jeunes, mutuelles de santé, syndicats, organisations paysannes, etc.
- Par des partenariats locaux en Fédération Wallonie-Bruxelles à l'initiative de groupes d'acteurs communaux.
- Par des collaborations formalisées avec des ACNG dans des « conventions de collaboration » qui précisent l'objet et les engagements mutuels des parties pour la durée du programme. Ces collaborations rentrent dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs du secteur. Elles sont détaillées dans le chapitre « synergies ». D'autres partenariats sont noués sur une base informelle et de demandes d'appui-conseil ponctuel.

### Description of Synergies

Trois types de synergies sont à mettre en exergue, qui traversent les trois outcomes du volet ECMS du programme commun.

Le premier fait référence à la stratégie systématique de coordination des OSC autour des trois cibles stratégiques, qui s'opère à l'intérieur de plateformes ad hoc constituées en fonction de thématiques et/ou objectifs spécifiques. En ce qui concerne l'outcome, cet espace est constitué de plateformes de plaidoyer,

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

coordonnées par le CNCD-11.11.11, qui conçoivent, organisent et mettent en place des campagnes d'information, de sensibilisation, d'influence et de mobilisation autour de thématiques clés. L'évaluation de ces plateformes par leurs membres montre que ces lieux sont véritablement des lieux propices au partage d'informations, mutualisation des expertises et argumentaires, formation et développement d'alternatives et synergies d'actions.

Le deuxième fait référence aux synergies entre les 4 OSC qui portent le programme commun celui-ci constituant l'occasion de les renforcer. Ces synergies seront renforcées en ce qui concerne :

- La rationalisation des interventions sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.
- La mise en commun ou l'échange d'expertises et de ressources, entre les 4 organisations (collaborations renforcées sur certaines activités) comme vis-à-vis de demandes extérieures (une demande adressée à l'une des organisations peut être réorientée vers une autre disposant de compétences plus adéquates).
- La coordination des thèmes d'étude et de recherche ainsi que de la politique éditoriale : sujets, calendriers, type de publication, etc. de façon à maximiser la complémentarité entre les productions des uns et les interventions des autres et d'éviter tout recouvrement.
- Le suivi du programme et le dialogue avec la DGD : organisation coordonnée du suivi, de la gouvernance du programme, du rapportage et du dialogue stratégique avec la DGD.

Le troisième concerne les synergies externes à géométrie variable développées par les 4 OSC dans le cadre de l'outcome :

CNCD 11.11.11 : de très nombreuses synergies avec des OSC non membres, acteurs académiques, culturels, collaborateurs et collaboratrices d'institutions clés en Belgique mais aussi acteurs et actrices des Nord et des Suds, sans contractualisation dans la majeure partie des cas. Que ce soit à travers des plateformes, réseaux internationaux ou des groupes ad-hoc, des synergies sont développées en lien avec des campagnes d'information, de sensibilisation, d'influence et de plaidoyer autour de thématiques et zones géographiques prioritaires. Ces synergies sont développées en annexe.

OMDM : Deux conventions de collaboration;

- La première liant OMDM avec FairTrade Belgium, Oxfam-Belgique et FTAO pour l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer collective et renforcée au niveau belge et européen portant sur le commerce équitable
- La deuxième pour le partage du résultat 35 portant sur les Communes du Commerce équitable liant OMDM à Miel Maya Honing et FairTrade Belgium

Egalement une synergie entre la ville de Bruxelles, la Région de Bruxelles-Capitale et OMDM dans la continuité du projet "Bruxelles Région de Commerce équitable" et plus largement "Belgique pays du Commerce équitable".

Le Monde selon les femmes : de nombreuses synergies opérationnelles au sein de plateformes nationales et internationales ayant pour objectif le renforcement d'actions communes et la démultiplication de leur impact sur les responsables politiques. Le rôle du Monde selon les femmes consiste en l'apport d'une expertise thématique ou générale et/ou les dimensions Nord/Sud et cela via la coordination, présidence, vice-présidence, ou le simple membrariat. Ces plateformes sont des réseaux d'organisations des femmes ou sont spécifiques « genre » ou alors sont touchent d'autres thématiques et le M/F vient garantir l'intégration de l'approche genre. Celles-ci ont détaillées en annexe.

CETRI : des synergies régulières avec des journalistes clés de certains organes de presse (Le Soir, La Libre, Le Monde diplomatique, Le Monde, Libération, la RTBF...) et avec des collaborateurs clés de certaines institutions (parlement belge, parlement européen, ministères belges et français des Affaires étrangères). Ces synergies ne sont pas contractualisées.

## Comments on description of synergies

Submitted by ExpertDGEO-MP on Tue, 10/19/2021 - 18:40

### Description des synergies &quot;externes&quot; du CNCD et du MSLF

Rapidement décrites dans la présentation de l'outcome, une description des synergies du CNCD et du MSLF sont annoncées en annexes.

Je ne les ai pas trouvées. Pouvez-vous m'indiquer où vous les avez placées? A défaut transmettre ces annexes. Merci.

Submitted by LMSLF on Thu, 10/21/2021 - 15:56

### Bonjour! En ce qui concerne...

Bonjour!

En ce qui concerne le Monde selon les femmes, le document récapitulant les différentes synergies se trouve dans la partie "Mandatory Annexes" et s'intitule "Synergies LE MONDE SELON LES FEMMES 053-1.pdf"

En ce qui concerne celles du CNCD, si vous me communiquez un email je peux vous les envoyer.

Bien cordialement,

Agnès pour le Monde selon les femmes

Submitted by ExpertDGEO-MP on Thu, 10/21/2021 - 16:13

### Détails des synergies MSLF et CNCD

Merci de votre réponse. Mais cela j'avais trouvé déjà : c'est une fiche signalétique des partenariats. J'espérais une description permettant de mieux comprendre l'apport de ces partenariats, leur cadre et leur fonctionnement, etc. Mais c'est ok, je ferai avec cela.

Pour le CNCD, la question a du leur parvenir, donc ils répondront, j'imagine.

Merci.

Cordialement

Submitted by LMSLF on Thu, 10/21/2021 - 16:17

### En fait je leur ai transmis...

En fait je leur ai transmis et je me suis proposée de répondre à leur place. On ne sait pas retrouver ces documents sur le portail et c'est pourquoi je me proposais de vous les envoyer. Dites moi.

En ce qui concerne LMSF, c'est ce qu'on avait compilé. Si vous avez des questions de précision, n'hésitez pas à revenir vers moi. ([agnes@mondefemmes.org](mailto:agnes@mondefemmes.org))

Submitted by ExpertDGEO-MP on Thu, 10/21/2021 - 21:15

### Envoi via la DGD

Bonsoir.

C'est une excellente idée de bien vouloir envoyer l'annexe du CNCD sur leurs synergies.

Mais comme je suis externe à la DGD et que ce portail ne permet d'annexer des fichiers, puis-je vous demander de transmettre ce document à Mara Coppens qui me le transmettra?

Merci.

Submitted by LMSLF on Fri, 10/22/2021 - 10:15

### envoi à M. Coppens

Bonjour!

Voilà qui est fait. J'ai envoyé ces annexes à Mme Mara Coppens.

Bien cordialement,

Agnès pour le Monde selon les femmes

Submitted by ExpertDGEO-MP on Fri, 10/22/2021 - 16:03 in reply to envoi à m. coppens by lmslf

### Merci

Bonjour,

Mme Coppens m'a transmis les trois documents.

Merci et bon week-end.

Cordialement

## Description of how individual or collective recommendations and lessons are to be taken into account

Les recommandations issues des évaluations externes, des leçons apprises du programme précédent et des trajectoires collectives d'apprentissage, prises en compte dans l'élaboration de l'outcome sont les suivantes.

- Renforcement des synergies internes au programme, mise en place d'activités communes à destination des OSC en prenant plus en considération les spécificités des différentes organisations.
- Intégration de l'enjeu décolonial : élaboration d'une offre d'outils adaptés, lancement d'un groupe de travail au sein de la coupole ainsi qu'avec des associations extérieures.
- Renforcement des outils numériques dans la communication, la formation et la mobilisation : amélioration des performances des sites web, usage pertinent des réseaux sociaux, réalisation de webinaires, diffusion en ligne de contenus digitaux, podcasts et capsules vidéos.
- Poursuite de la stratégie d'interface entre les secteurs des OSC, le monde académique, les mouvements sociaux, des chercheurs-ses, acteurs sociaux et militants des Suds.
- Validation de la théorie de changement qui soutenait le plaidoyer coordonné par le programme précédent en matière de climat (Plate-forme justice climatique/Coalition climat) par l'évaluation d'impact commanditée par la DGD et menée par ACE Europe et la KULeuven. La version finale de l'évaluation a malheureusement été présentée trop tard (fin juin 2021) pour permettre un débat large avec les OSC visant à élargir les leçons à d'autres espaces de plaidoyer. La restitution de l'évaluation finale sera cependant assurée en début de programme, de manière à permettre à chaque espace de synergie d'en tirer les leçons utiles à son contexte.
- Meilleure exploitation de la valeur ajoutée des recherches-actions et regards croisés avec les partenaires des Suds, notamment sur les enjeux de genre dans les différentes thématiques abordées.
- Renforcement du travail en réseau initié par le Monde selon les femmes dans les plans d'action antérieurs (par exemple sur les masculinités) et d'autre part, face au contexte international actuel, et les réflexions post-covid19, sur la société de demain.
- Mobilisation pour des propositions de transitions sociétales à partir d'une approche systémique de l'éthique du care (social et environnemental).

## Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Analyse des risques OS3	Analysis of risks associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/RISQUES%20-%20OS3.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/RISQUES%20-%20OS3.docx</a>
Synergies Monde selon les femmes OS3-1	Other	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Synergies%20LE%20MONDE%20SELON%20LES%20FEMMES%20OS3-1.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Synergies%20LE%20MONDE%20SELON%20LES%20FEMMES%20OS3-1.pdf</a>
TOC Programme Commun OS 3	Theory of Change associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/ToC_PC_22-26%20finale%20MDM_CNCD_LMSF_CETRI_1.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/ToC_PC_22-26%20finale%20MDM_CNCD_LMSF_CETRI_1.pdf</a>

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

### Description

L'OS3 vise l'information et la sensibilisation des responsables politiques, acteurs du secteur privé et médiatiques aux enjeux des ODD par l'atteinte de cinq résultats. Le budget est réparti en deux grands postes de financement : le fonctionnement et le personnel. Chez Oxfam-Magasins du monde, nous privilégions les dépenses de personnel pour l'OS3. Elles couvrent 3 ETP en moyenne, parmi lesquels se retrouvent les personnes chargées de recherche et de campagne qui représentent l'organisation au sein des réseaux et alliances auxquelles nous appartenons ainsi qu'une personne en charge de la coordination du projet « Communes du Commerce équitable ». Les besoins en fonctionnement sont essentiellement concentrés sur ce résultat spécifique poursuivi en collaboration avec Miel Maya Honing et Fairtrade Belgium, nécessitant, pour sa bonne réussite, des outils, du matériel et des actions de sensibilisation à large échelle auprès des parlementaires, administrations et groupes de citoyen.nes. Des frais de collaboration ont été budgétisés à hauteur de 5000 euros par an afin de concrétiser un partenariat entre Oxfam-Belgique, Fairtrade Belgium et le Fair Trade Advocacy Office visant à amplifier le travail de plaidoyer des acteurs du commerce équitable en Belgique et au niveau européen.

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Sophie Tack
Email :	Sophie.Tack@mdmoxfam.be

### Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Convention de collaboration - CDCE	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Accord%20Partenariat%20CDCE_2022-2026%20_FTB_MMH_20-07-2021_Sign%C3%A9_OMDM_MMH_FTB.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Accord%20Partenariat%20CDCE_2022-2026%20_FTB_MMH_20-07-2021_Sign%C3%A9_OMDM_MMH_FTB.pdf</a>
Convention de partenariat - FTAO	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-04/Synergie%20agreement%20FTAO%202022-2026%20FTB%20OWW%20OMdM%20FTAO_FINAL.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2022-04/Synergie%20agreement%20FTAO%202022-2026%20FTB%20OWW%20OMdM%20FTAO_FINAL.pdf</a>
Fiches signalétiques OS3	Fact sheet per partner	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Fiches%20signal%C3%A9tiques%20OS3_1.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Fiches%20signal%C3%A9tiques%20OS3_1.docx</a>
Convention de collaboration - FTB	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention%20de%20collaboration%20OMDM%20-%20FTB_1.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention%20de%20collaboration%20OMDM%20-%20FTB_1.pdf</a>

### List of partnerships/cooperative for the outcome

#### List of cooperative partnerships for the outcome

Acronym FTAO

Full name Fairtrade Advocacy Office

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
0	2000	2000	2000	2000	8000

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

### Description

Investissements : ceux-ci représentent une contribution au renouvellement des PC portables et à la maintenance du matériel audiovisuel.

Frais de fonctionnement :

- frais de graphisme/conception, de relecture/correction, traduction et impression des outils pédagogiques qui sont programmés : 1 "Focus genre" tous les deux ans; 1 "recherche et plaidoyer" par an; 4 "analyse politique" (nouvel instrument valorisable en EP); 1 étude réalisée au sein du CCGD.
- Organisation d'événements, de séminaires, table-rondes 8 mars,...
- Frais de voyage liés à la venue des partenaires des Suds pour la réalisation des actions de plaidoyer et ainsi renforce l'axe Nords-Suds, Suds/nords et Suds de leur travail respectif et ainsi que la perspective décoloniale des actions et outils du M/F.

Frais de personnel : Emploi en moyenne de 3,5 ETP/an répartis entre les chargé.e.s de mission, la chargée de communication, la coordination et le suivi administratif et financier du programme. Ces frais de personnel se justifient au regard des résultats à atteindre. Non seulement, la réalisation des publications susnommés, l'organisation des événements qui en moyenne rassemblent 600 personnes par an mais aussi l'investissement et participation dans 22 plateformes et groupes de travail (voir annexe Synergies). Dans ces plateformes et réseau, le rôle du Monde selon les femmes consiste en l'apport d'une expertise thématique ou générale et/ou des dimensions Nords/Suds et cela via la coordination, présidence, vice-présidence, ou le simple membrariat.

Les ressources sont utilisées de façon efficiente et économe en investissant dans des outils numériques (réunions et séminaires en ligne, outils téléchargeables) ainsi que dans des outils matériels et rencontres en présentiels afin de rationaliser les coûts et toucher un public plus large.

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès BERTRAND
Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### List of partnerships/cooperative for the outcome

#### List of partnerships for the outcome

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### List of cooperative partnerships for the outcome

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### Description

Fonctionnement :

Frais de déplacement en Belgique et à l'étranger (participation à des conférences, séminaires, voyages d'études...)

Autres : coûts de production d'analyses et études, traductions, publications, consommables informatiques, télécommunication, achat documentation, abonnements, etc.

Personnel au siège : 1,5 équivalent temps plein chargé d'étude

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Bernard Duterme
Telephone :	010489567
Email :	duterme@cetri.be

### Mandatory annexes classified by outcome

Type of document	File
Other	

### List of partnerships/cooperative for the outcome

*List of partnerships for the outcome*

**Budget available**

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

*List of cooperative partnerships for the outcome*

**Budget available**

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

**Outcome budget**

**T4 - Operational costs**

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

**Description**

OS3 - CNCD 11.11.11 :  
 Les ressources mobilisées par la coupole concernent principalement le temps de travail des chargés de plaidoyer à la coordination et d'animation des plateformes de plaidoyer que gère ou intègre la coupole tant au niveau national qu'international ainsi que le travail d'écriture d'analyses, d'études, recherches et le temps de travail de formation et de sensibilisation autour des thématiques portés par les plateformes. Un temps de travail est également consacré à la coordination de l'équipe, du programme et l'aide administrative à la diffusion des publications, gestion de la base de données des participant.e.s aux séminaires, webinaires et conférences. Enfin, une partie du travail de presse et de temps de travail de plaidoyer direct auprès des politiques est inclus dans les 12,95 ETP/an qui sont demandés par la coupole. Les coûts de fonctionnement à hauteur de 630.625€ sont essentiellement consacrés à l'élaboration et à la diffusion d'argumentaires et de publications (papier et numériques) impression et graphisme, aux frais de partenariats médiatiques, à la réalisation de séminaires (locations de salles, frais d'interprétariat et invitation d'intervenant-es des nords et des suds) et webinaires, à des frais de réunions, à des déplacements pour la participation à des événements internationaux et pour la réalisation d'études de cas, de recherche-action et à la rencontre de partenaires des nords et des suds pour la mutualisation des expertises et argumentaires face aux défis mondiaux. Des variations sur les 5 années du programme ne sont pas prévues vu l'organisation régulière d'activités et la production de publications renouvelés d'année en année.

**Mandatory annexes classified by outcome**

File

**List of partnerships/cooperative for the outcome**

*List of partnerships for the outcome*

**Budget available**

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

*List of cooperative partnerships for the outcome*

**Budget available**

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

# Développer l'empowerment des femmes paysannes et promouvoir les droits sexuels et reproductifs en RDC

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès BERTRAND-SANZ
Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	Si Jeunesse Savait
Name :	Richine Masengo
Telephone :	+243 852 495 750
Email :	richine@mwasi.com

## Author information

Lead NGO/Owner :	LMSLF
Name of accredited actor	Le Monde selon les femmes

## General

Title of the outcome - French or English (mandatory) :	Développer l'empowerment des femmes paysannes et promouvoir les droits sexuels et reproductifs en RDC		
IATI activity identifier :	BE-BCE_KBO-0430826290-prg2022-7-BE		
Outcome start date :	01-01-2022		
Outcome end date :	31-12-2026		
Country of intervention :	Congo (the Democratic Republic of the)		
Sector :	31181 - Agriculture, Forestry, Fishing - Agricultural education/training	Budget share :	20%
Sector :	13020 - Reproductive Health & rights - Reproductive health care	Budget share :	50%
Sector :	15170 - Government & Civil Society - Women's rights organisations and movements, and government institutions	Budget share :	30%

## Strategic target involved

### 1. Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes

- REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Description :	1. Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 4. Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité ...

- REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Description :	4. Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité et promouvoir le droit à la santé pour toutes et tous
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 5. Favoriser l'agriculture émancipatrice et durable, o...

- REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Description :	5. Favoriser l'agriculture émancipatrice et durable, orientée vers le marché et une utilisation efficiente et durable de l'énorme potentiel qu'offre le Congo en matière de sylviculture, d'agriculture, d'élevage et de pêche, avec une attention particulière à l'agriculture familiale et l'augmentation des revenus des ménages agricoles
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

## Geographic location of the outcome's intervention zone

### Nord Kivu, Goma

Lat/Long :	-1.67409, 29.22845
------------	--------------------

### Tshopo

Lat/Long :	2.6577377901398, 25.11474609375
------------	---------------------------------



## Kinshasa

Lat/Long :	-4.441931, 15.266293
------------	----------------------

## Province du Sud Kivu

Lat/Long :	-3.011658, 28.299435
------------	----------------------

## Outcome summary

### Description of the outcome

Cet outcome a pour objectif d'engager les communautés, particulièrement des femmes et des jeunes (filles et garçons), dans l'accès aux ressources locales à travers de l'élargissement des espaces de dialogue et de pouvoir, en questionnant la coresponsabilité H/F, par la sensibilisation et le renforcement des soins de santé sexuelle et reproductive, ainsi que la promotion des politiques agricoles intégrant l'approche genre.

Pour atteindre cet outcome, nous travaillerons sur trois stratégies principales :

Renforcer les connaissances, les compétences et les attitudes des actrices clés en menant une recherche-action avec une approche genre et environnementale, en se concentrant sur l'analyse des pratiques pour produire des connaissances et un changement social.

Renforcer au travers de formations les citoyen.nes et acteurs.trices organisés.es de la société civile dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des enjeux locaux avec une perspective de genre et environnementale

Outils et coordonner les citoyen.nes et acteurs.trices organisés.es de la société civile pour qu'ils/elles mettent en commun et renforcent leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaidoyer sur les enjeux locaux.

### Wording of the outcome

Renforcer et contribuer à mettre fin à toutes les formes de discrimination et de violences à l'égard des femmes et des filles des milieux urbains et ruraux par l'empowerment et la promotion des droits sexuels et reproductifs

### Target groups

Entreprenariat paysan : les membres de l'ANPC et de ses noyaux provinciaux, organisations paysannes de femmes, partenaires du programme EMPRISE, décideurs politiques au sein des ministères de tutelle (genre, agriculture et développement rural)

DRS: les décideurs politiques, Officiers de la Police Judiciaire, autorités municipales, prestataires cliniques, leaders communautaires, leaders religieux, structures communautaires (comités, écoles, centres de santé) de la RDC, groupes d'adolescent.e-s

## Categorization: Sustainable Development Goals

SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	End all forms of discrimination against all women and girls everywhere
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Eliminate all forms of violence against all women and girls in the public and private spheres, including trafficking and sexual and other types of exploitation
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Recognize and value unpaid care and domestic work through the provision of public services, infrastructure and social protection policies and the promotion of shared responsibility within the household and the family as nationally appropriate
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Ensure women's full and effective participation and equal opportunities for leadership at all levels of decision-making in political, economic and public life
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Ensure universal access to sexual and reproductive health and reproductive rights as agreed in accordance with the Programme of Action of the International Conference on Population and Development and the Beijing Platform for Action and the outcome documents of their review conferences
SDG :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture	SDT :	By 2030, end hunger and ensure access by all people, in particular the poor and people in vulnerable situations, including infants, to safe, nutritious and sufficient food all year round
SDG :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture	SDT :	By 2030, double the agricultural productivity and incomes of small-scale food producers, in particular women, indigenous peoples, family farmers, pastoralists and fishers, including through secure and equal access to land, other productive resources and inputs, knowledge, financial services, markets and opportunities for value addition and non-farm employment
SDG :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture	SDT :	By 2030, ensure sustainable food production systems and implement resilient agricultural practices that increase productivity and production, that help maintain ecosystems, that strengthen capacity for adaptation to climate change, extreme weather, drought, flooding and other disasters and that progressively improve land and soil quality
SDG :	Goal 3. Ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages	SDT :	By 2030, ensure universal access to sexual and reproductive health-care services, including for family planning, information and education, and the integration of reproductive health into national strategies and programmes
SDG :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns	SDT :	By 2030, achieve the sustainable management and efficient use of natural resources
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Integrate climate change measures into national policies, strategies and planning
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Improve education, awareness-raising and human and institutional capacity on climate change mitigation, adaptation, impact reduction and early warning
SDG :	Goal 10. Reduce inequality within and among countries	SDT :	By 2030, empower and promote the social, economic and political inclusion of all, irrespective of age, sex, disability, race, ethnicity, origin, religion or economic or other status

SDG :	Goal 10. Reduce inequality within and among countries	SDT :	Ensure equal opportunity and reduce inequalities of outcome, including by eliminating discriminatory laws, policies and practices and promoting appropriate legislation, policies and action in this regard
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Enhance international support for implementing effective and targeted capacity-building in developing countries to support national plans to implement all the Sustainable Development Goals, including through North-South, South-South and triangular cooperation
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Enhance the Global Partnership for Sustainable Development, complemented by multi-stakeholder partnerships that mobilize and share knowledge, expertise, technology and financial resources, to support the achievement of the Sustainable Development Goals in all countries, in particular developing countries

## Markers & Tags

1. Gender Equality :	2
2. Aid to Environment :	1
3. Participatory Development / Good Governance :	1
4. Trade development :	0
5. Biodiversity :	1
6. Climat Change - Mitigation :	0
7. Climat Change - Adaptation :	1
8. Desertification :	0
9. RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health :	2
10. HIV / AIDS :	1
11. Children's Rights :	1
12. Disability :	0
13. Nutrition :	0

1. D4D - Better use of big data :	No
2. D4D - Digital for inclusive society :	Yes
3. D4D - Digital for inclusive and sustainable economic growth :	No
4. Private Sector Development :	No
5. Health - Sexual and reproductive health :	Yes
6. Health - Quality medicines :	Yes
7. Health - Health financing and Universal Health Coverage :	No
8. Refugees :	No
9. Covid-19 :	No

## Categorization: Positioning with regard to the objectives of Belgian Development Cooperation, described in its strategy papers

### **Agriculture and Food Security**

L'OS participe aux trois domaines d'intervention identifiés par la coopération belge de la manière suivante :

- la promotion de la participation des agriculteurs-trices aux marchés et aux chaînes de valeur : l'amélioration durable de la productivité agricole par l'optimisation des facteurs de production, une meilleure utilisation des moyens de production, la participation aux activités de la chaîne de production telle que la transformation, des formations techniques, etc.

- la contribution à la bonne gouvernance par le soutien de la société civile à travers du renforcement des capacités des productrices et agricultrices, un régime foncier qui permet le droit à la terre pour les femmes, et l'intégration transversale du genre et de l'environnement dans les politiques relatives à l'agriculture
- le soutien à la recherche et l'innovation pour augmenter la productivité et la résilience des systèmes agricoles aux changements climatiques.

L'OS et les interventions prévues cherchent à contribuer aux trois thèmes transversaux définis par la coopération belge : (1) la nutrition, (2) l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et (3) l'agriculture durable.

### **Environment and climate change**

La coopération belge intègre l'environnement transversalement au sein de 4 secteurs prioritaires. L'OS participe à cette insertion transversale dans 3 de ces secteurs de la manière suivante :

(1) enseignement et formation : sensibilisation aux questions environnementales, la formation et le renforcement des capacités pour une politique environnementale adaptée et d'une transition graduelle vers une économie verte

(3) soin de santé : activités de prévention pour sensibiliser la population à ces dangers et inciter à interagir différemment avec son environnement

(4) agriculture durable qui est à la base de la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables par le passage à une économie verte qui réduira les risques environnementaux et qui tiennent compte des limites écologiques.

L'OS s'attaque à l'un des défis environnemental prioritaire à savoir l'exploitation durable des terres et des sols.

### **Gender**

Cet OS est aligné sur la note stratégique genre de la coopération belge et poursuit ses quatre priorités. Les thèmes principaux abordés par cet OS sont l'empowerment économique des femmes, l'accès aux ressources, la sécurité alimentaire, les DSR et la lutte contre les violences. Ce travail se fera par le biais de l'éducation des femmes et des jeunes filles et garçons afin de renforcer la prise de conscience sur l'égalité femmes-hommes et les connaissances et la capacité des femmes et des filles à influencer, défendre et prendre des décisions.

## Subsidy bonus allocation: priority themes and strategic priorities

### **Human rights-based approach**

L'approche basée sur les droits humains est centrale dans le programme de SJS et de l'ANPC. Elle se traduit dans cet outcome dans les thématiques et dans les stratégies mises en œuvre, systématiquement abordées sous l'angle de l'(in)égalité d'accès aux droits et aux ressources et bénéfiques : égalité de genre à partir de la double approche spécifique et transversale, droits sexuels et reproductifs, souveraineté alimentaire, etc. Les stratégies (recherches-actions, formations, campagnes, ateliers de sensibilisation, renforcement des capacités, actions de plaidoyer...) font régulièrement référence (1) à la mise en œuvre des principaux instruments relatifs à toutes les générations de droits humains (DUDH, protocoles additionnels, CEDH, Convention sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes, le programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, etc.), (2) à la mise en œuvre des cadres internationaux, contraignants ou non, permettant la pleine réalisation de ces droits (ODD, Accord de Paris, Convention d'Istanbul, Convention de Beijing, Pacte Mondial sur les migrations). Les droits humains sont au cœur de cet outcome car il reconnaît les rôles et responsabilités différenciés des détenteurs de droits et des détenteurs d'obligations et donne une place centrale à ceux et celles dont les droits ne sont pas respecté-e-s. Les stratégies mises en place contribuent à permettre aux personnes privées de leurs droits de les connaître, les exercer et les revendiquer, ainsi que de demander réparation du préjudice causé par la violation de ces droits. Le programme a pour objectif opérationnel la promotion et la protection des droits humains.

### **Decent and sustainable work**

L'un des piliers thématiques de l'outcome est le travail décent qui garantit un travail productif que femmes et hommes peuvent exercer dans des conditions de liberté, d'égalité, de sécurité et de dignité.

Le programme de l'ANPC a pour objectif de garantir grâce à un travail agricole productif, une rémunération équitable et ce par la formation et le renforcement entrepreneurial au sein du modèle agricole familial. Le renforcement des capacités et l'appui aux organisations paysannes, aux entreprises agricoles économiques des femmes, vise à garantir un emploi décent grâce au respect des droits, à la protection des ressources naturelles et à la promotion de pratiques durables sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins.

L'outcome participe également à garantir une sécurité sur le lieu de travail grâce aux actions de sensibilisation de l'ANPC face aux violences faites aux femmes et par la déconstruction des masculinités toxiques au sein des organisations paysannes. Les actions de SJS participent également à cette sécurité sur le lieu de travail en protégeant les prestataires de soin de santé par l'harmonisation des lois garantissant l'accès à l'avortement et aux soins post-avortement. En effet, la répression et la pénalisation de l'avortement pèse sur les femmes mais également le corps médical qui exerce dans des conditions qui ne garantissent pas la sécurité sur le lieu de travail.

L'objectif de l'outcome est également d'assurer la participation des femmes à l'élaboration de réglementations et/ou de politiques publiques visant à garantir une protection sociale de leurs activités avec une approche sensible au genre.

Une attention spécifique est portée sur la coresponsabilité H/F par rapport au travail reproductif (souvent invisibilisé) et du care qui assure la reproductibilité du vivant qu'il faut réintégrer dans l'économie.

### **Gender**

Le genre et particulièrement l'égalité femmes-hommes constitue la priorité absolue de cet outcome. Celui-ci est mis en œuvre par deux organisations de référence en RDC sur ces questions, l'ANPC et Si Jeunesse savait.

L'ANPC œuvre d'une part, à créer un réseau de femmes paysannes pour identifier les besoins et réalités spécifiques de chacune, permettre des échanges de pratiques et informer les membres sur leurs droits. D'autre part, elle agit afin de les professionnaliser en les formant au leadership féminin et à la transformation de produits, mais aussi aux nouvelles technologies de communication.

Si Jeunesse Savait est une association de jeunes féministes en RDC qui travaille sur de diverses questions : la sexualité, les droits des femmes, des filles et des minorités sexuelles, le leadership social et politique, les nouvelles technologies et le cyber-harcèlement, la santé et les moyens d'existence. Elles poursuivent de manière commune les objectifs suivants : l'élimination des violences et discriminations faites aux femmes, la déconstruction des masculinités dominantes et le rétablissement de l'équilibre entre les femmes et les hommes. Elles suivent toutes les deux des logiques d'empowerment individuels et collectifs. Les personnes associées au programme deviennent actrices du changement, capables de faire évoluer individuellement et collectivement les rapports de genre dans leur travail, dans leur famille, et, plus largement, dans des espaces politiques.

Ces organisations suivent dans leurs activités une méthodologie analogue à celle utilisée par le Monde selon les femmes. Recherche, formations et plaidoyer s'alimentent l'un et l'autre et sont interconnectés. Ces deux organisations se sont inspirées des grilles et méthodes développées par le M/F qu'elles ont adapté à leur contexte pour produire leurs propres outils. Les résultats de leurs activités servent aussi de moteur et sources d'inspiration pour le travail du M/F au Nord.

### **Environment**

L'environnement est une priorité stratégique de cet OS. De manière transversale, l'environnement est intégré dans les stratégies du programme, spécifiquement développées par l'ANPC à travers :

- la promotion de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie avec une perspective de genre ;
- la mise en place de cadres de réflexion questionnant le pouvoir, l'accès aux ressources, le rapport à la nature et aux corps, en articulant féminisme, écologie et économie ;
- la promotion des cadres internationaux garantissant le respect conjoint des normes environnementales et sociales.

Plus précisément, les activités mises en place par l'ANPC visent à développer l'agroécologie ainsi que la valorisation des connaissances locales, le renforcement des capacités et l'échange d'expériences et de connaissances en matière de soins des biens communs de façon durable.

Les recherches et connaissances développées seront valorisées dans le travail de plaidoyer sur ces thèmes que le Monde selon les femmes conduit aux Nords

### **Areas of complementarity and synergy with the intervention of ENABEL**

L'outcome s'aligne sur les trois secteurs d'intervention d'ENABEL en RDC : l'agriculture pour redynamiser le monde rural en renforçant les petit-e-s exploitant-e-s, la formation technique et professionnelle aux femmes paysannes et aux prestataires de soins de santé dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive.

Le M/F au Sénégal sera attentif aux appels d'offres proposés par Enabel et verra dans la mesure de ses disponibilités s'il peut y répondre.

## **Description of the outcome, results and strategy**

### **Description of the expected results**

Formulation of outcome or result :	Renforcer et contribuer à mettre fin à toutes les formes de discrimination et de violences à l'égard des femmes et des filles des milieux urbains et ruraux par l'empowerment social et économique, et la promotion des droits sexuels et reproductifs
Indicator title :	IOV 1 Un nombre substantiel de personnes dans les zones cibles sont touchés par le programme chaque année et sont en capacité d'agir à leur niveau comme agent transformateur pour une société plus égalitaire (rurales= X ; urbaine= Y)

Indicator description :	Pour l'ANPC cet indicateur comptabilisera le nombre de personnes formées, le nombre de personnes recevant la newsletter et le nombre de personnes rencontrées lors actions de plaidoyer.  Pour SJS, cet indicateur comptabilisera les jeunes touché.e.s par les actions de sensibilisation en personne, ceux et celles touchées par les outils numériques, les personnes formées et le nombre de personnes rencontrées lors des actions de plaidoyer.
Baseline :	NA
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X= 7280 Y= 27100
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X= 9300 Y= 45190

Formulation of outcome or result :	Renforcer et contribuer à mettre fin à toutes les formes de discrimination et de violences à l'égard des femmes et des filles des milieux urbains et ruraux par l'empowerment social et économique, et la promotion des droits sexuels et reproductifs
Indicator title :	IOV 2 Les populations des zones cibles et les acteur.trices de terrain ont à leur disposition des outils pédagogiques et de sensibilisation facilement accessibles pour agir pour une société plus égalitaire (outils VGB-empowerment= X ; outils DRS-PM=Y)
Indicator description :	Pour l'ANPC cet indicateur comptabilise 5 recherches, 6 outils de sensibilisation, le magazine semestriel, 5 passages radio par an et la création de 2 nouveaux modules de formation.  Pour SJS cet indicateur comptabilise une recherche-action, 1 module de formation, 1 de sensibilisation, 3 outils vidéo, la création d'une carte de référence des cliniques et pharmacies, un recueil de témoignages de jeunes sur format papier et en ligne.
Baseline :	NA
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X= 28 Y= 5
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X= 48 Y= 8

Formulation of outcome or result :	R1: Les parties prenantes renforcent leur pouvoir d'influence et d'action en approfondissant et actualisant leur expertise sur les enjeux liés aux DSR, VGB et à l'empowerment social et économique grâce à des recherches-actions
Indicator title :	R1.1 Les causes de la stigmatisation de l'avortement sont systématisées, un argumentaire est élaboré et diffusé au travers d'une recherche réalisée auprès des jeunes afin de construire les stratégies de mise en œuvre du projet.
Indicator description :	Recherche réalisée la première année auprès de 60 jeunes entre 14 et 24 ans dont au moins 50% évoluent dans le milieu religieux.
Baseline :	Des résistances ont été identifiées lors de la réalisation du programme précédent chez les jeunes, leaders communautaires, religieux et prestataires de soins de santé
Target Year 3 - 31/12/2024 :	1 recherche-action est publiée et diffusée avec des argumentaires solides et destigmatisants l'avortement
Target Year 5 - 31/12/2026 :	Les OSC impliquées dans le projet présentent des actions de plaidoyer et des argumentaires basés sur la recherche-action

Formulation of outcome or result :	R1: Les parties prenantes renforcent leur pouvoir d'influence et d'action en approfondissant et actualisant leur expertise sur les enjeux liés aux DSR, VGB et à l'empowerment social et économique grâce à des recherches-actions
Indicator title :	R1.2 Les parties prenantes alimentent leur expertise et connaissance auprès des populations et acteur.trices de terrain et systématisent leurs stratégies de plaidoyer sur les VBG et l'indice d'intégration du genre
Indicator description :	Les R-A seront réalisées auprès de 2000 femmes et 400 hommes entre 15 et 60 ans issu.es d'OP dans le Nord-Kivu et le Tshopo.
Baseline :	La récolte des données, enquêtes, méthodologies est déjà mise en œuvre (focus groupes, marches exploratoires, récits de vie...)
Target Year 3 - 31/12/2024 :	3 recherche-actions réalisées
Target Year 5 - 31/12/2026 :	5 recherche-actions sont réalisées et des actions de sensibilisation, de mobilisation en découlent

Formulation of outcome or result :	R2: Les citoyen.nes, acteurs.trices organisé.e.s de la société civile, les acteurs publics et de santé clés sont renforcé.e.s, à travers de formations et actions de sensibilisation, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des DRS, VBG et des enjeux concernant l'empowerment social et économique des femmes.
Indicator title :	R2.1 Des officiers de la Police Judiciaire et municipaux et des prestataires cliniques sont formés, clarifient leurs valeurs face à l'avortement et s'appuient sur l'article 14 du protocole de Maputo pour exercer leur travail
Baseline :	20 prestataires cliniques ont été formés lors du programme précédent mais aucun officier de la Police Judiciaire ou autorités municipales.
Target Year 3 - 31/12/2024 :	10 Officiers de la Police Judiciaire et autorités municipales 30 prestataires cliniques
Target Year 5 - 31/12/2026 :	20 Officier de la Police Judiciaire et autorités municipales 50 prestataires cliniques

Formulation of outcome or result :	R2: Les citoyen.nes, acteurs.rices organisé.es de la société civile, les acteurs publics et de santé clés sont renforcé.e.s, au travers de formations et actions de sensibilisation, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des DRS, VBG et des enjeux concernant l'empowerment social et économique des femmes.
Indicator title :	R2.2 Nombre de leaders communautaires et/ou religieux, et des structures communautaires (comités, écoles, centres de santé) soutiennent les jeunes et s'allient dans la mise en œuvre du projet pour accompagner les jeunes dans leurs choix et décisions
Baseline :	Aucun leader ou structure communautaire (comités, écoles, centres de santé) n'est allié au projet et seulement 2 leaders religieux le sont.
Target Year 3 - 31/12/2024 :	42 leaders communautaires, 5 leaders religieux, 5 structures communautaires (comités, écoles, centres de santé)
Target Year 5 - 31/12/2026 :	82 leaders communautaire, 10 leaders religieux, 10 structures communautaires (comités, écoles, centres de santé)

Formulation of outcome or result :	R2: Les citoyen.nes, acteurs.rices organisés.es de la société civile, les acteurs publics et de santé clés sont renforcés.es, au travers de formations et actions de sensibilisation, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des DRS, VBG et des enjeux concernant l'empowerment social et économique des femmes.
Indicator title :	R2.3 Des groupes d'adolescent.e.s et jeunes vulnérables formés.es et sensibilisés.es sur leurs droits à l'avortement
Baseline :	Moins de 100 adolescent.e.s connaissent le protocole de Maputo et comprennent leurs droits à l'accès aux services d'avortement et savent les revendiquer
Target Year 3 - 31/12/2024 :	6000 ados et jeunes vulnérables (dont 65% sont des filles de moins de 24 ans et dont 40% appartiennent à des communautés religieuses) comprennent leurs droits à l'accès aux services d'avortement et savent les revendiquer
Target Year 5 - 31/12/2026 :	10000 ados et jeunes vulnérables (dont 65% sont des filles de moins de 24 ans et dont 40% appartiennent à des communautés religieuses) comprennent leurs droits à l'accès aux services d'avortement et savent les revendiquer

Formulation of outcome or result :	R2: Les citoyen.nes, acteurs.rices organisés.es de la société civile, les acteurs publics et de santé clés sont renforcés.es, au travers de formations et actions de sensibilisation, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des DRS, VBG et des enjeux concernant l'empowerment social et économique des femmes.
Indicator title :	R2.4 Les femmes des noyaux et organisations partenaires de l'ANPC sont outillées sur les questions de VBG, et sont capables de former leurs paires et de défendre leurs droits par des actions de plaidoyer.
Baseline :	2250 femmes paysannes des OP membre de l'ANPC, dans les six provinces cibles, sont outillées
Target Year 3 - 31/12/2024 :	3000 femmes sont outillées face aux questions de VBG
Target Year 5 - 31/12/2026 :	3750 femmes sont outillées face aux questions de VBG

Formulation of outcome or result :	R2: Les citoyen.nes, acteurs.rices organisés.es de la société civile, les acteurs publics et de santé clés sont renforcés.es, au travers de formations et actions de sensibilisation, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des DRS, VBG et des enjeux concernant l'empowerment social et économique des femmes.
Indicator title :	R2.5 Un nombre croissant d'organisations paysannes ou dans le domaine agricole possèdent des politiques de genre au sein de leurs programmes, activités et plans stratégiques.
Indicator description :	Ces organisations seront identifiées au sein de la cartographie réalisée, elles seront composées d'organisations des noyaux de l'ANPC, des organisations partenaires du programme EMPRISE, coopératives, institutions étatiques au sein des provinces cibles
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	3 organisations possèdent des politiques genre
Target Year 5 - 31/12/2026 :	6 organisations possèdent des politiques genre

Formulation of outcome or result :	R2: Les citoyen.nes, acteurs.rices organisés.es de la société civile, les acteurs publics et de santé clés sont renforcés.es, au travers de formations et actions de sensibilisation, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des DRS, VBG et des enjeux concernant l'empowerment social et économique des femmes.
Indicator title :	R2.6 Un nombre croissant de membres d'organisations paysannes est formé sur le genre, l'alphabétisation conscientisante, le leadership transformationnel et les techniques de formation féministes et émancipatrices
Baseline :	3 formations ont été données à Goma, à Beni et Lubero
Target Year 3 - 31/12/2024 :	6 formations données
Target Year 5 - 31/12/2026 :	10 formations données

Formulation of outcome or result :	R3: Les acteurs.rices organisés.es de la société civile sont outillés.es et se coordonnent pour mettre en œuvre des actions de plaidoyer sur les questions liées aux DRS, VBG et aux enjeux concernant l'empowerment social et économique des femmes.
Indicator title :	R3.1 Des décideur.ses politiques acceptent de soutenir le projet au niveau parlementaire via des réformes en faveur de la modification et l'harmonisation des lois conformément à l'article 14 du Protocole de Maputo sur l'avortement
Baseline :	Aucun parlementaire adhère au projet Aucune décision prise pour l'harmonisation de loi
Target Year 3 - 31/12/2024 :	Deux parlementaires adhèrent au projet- Une décision prise pour l'harmonisation de loi
Target Year 5 - 31/12/2026 :	Deux parlementaires adhèrent au projet - Une décision prise pour l'harmonisation de loi

Formulation of outcome or result :	R3: Les acteurs.rices organisés.es de la société civile sont outillés.es et se coordonnent pour mettre en œuvre des actions de plaidoyer sur les questions liées aux DRS, VBG et aux enjeux concernant l'empowerment social et économique des femmes.
Indicator title :	R3.2 Un cadre de concertation est mis en place entre les ministères de tutelle et les organisations paysannes pour les droits des femmes et la lutte contre les VBG. Il permet aux OP participantes de présenter directement des avis et d'en assurer le suivi
Baseline :	6 actions d'interpellation ont été formulées en faveur de la femme paysanne aux autorités nationales qui ont mené à un projet d'accompagnement sur le genre de l'ANPC destiné aux membres du ministère du genre dans le Nord-Kivu.
Target Year 3 - 31/12/2024 :	Un cadre de concertation est installé et fonctionnel entre les ministères de tutelle (genre, agriculture, développement rural) et les OP dont l'ANPC et la FOPAC, fédération des organisations paysannes agricole au Congo dans la province du Nord Kivu
Target Year 5 - 31/12/2026 :	Deux notes de plaidoyer sont présentées aux ministères de tutelle sur les droits de la femme et la lutte contre la recrudescence des violences faites à la femme. Le suivi des recommandations de leur mise en application est assuré.

Formulation of outcome or result :	R3: Les acteurs.rices organisés.es de la société civile sont outillés.es et se coordonnent pour mettre en œuvre des actions de plaidoyer sur les questions liées aux DRS, VBG et aux enjeux concernant l'empowerment social et économique des femmes
------------------------------------	--

Indicator title :	R3.3 Des tables rondes des champion.nes en genre sont organisées dans les provinces ciblées pour le partage de bonnes expériences et des actions concrètes de lobbying en matière de genre
Baseline :	3 tables rondes des champions en genre organisées à Kinshasa et au Nord-Kivu
Target Year 3 - 31/12/2024 :	3 tables rondes organisées
Target Year 5 - 31/12/2026 :	5 tables rondes organisées

Formulation of outcome or result :	R3: Les acteurs.trices organisés.e.s de la société civile sont outillé.e.s et se coordonnent pour mettre en œuvre des actions de plaidoyer sur les questions liées aux DRS, VBG et aux enjeux concernant l'empowerment social et économique des femmes.
Indicator title :	R3.4 Le pourcentage des femmes dans les organes de décision au sein des fédérations du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tshopo, partenaires du programme EMPRISE est croissant tout au long du programme
Baseline :	10% des membres des organes de décisions des fédérations ciblées sont des femmes
Target Year 3 - 31/12/2024 :	15% des membres des organes de décisions des fédérations ciblées sont des femmes
Target Year 5 - 31/12/2026 :	25% des membres des organes de décisions des fédérations ciblées sont des femmes

## Activities, targets groups and beneficiaries

### Classification of activities

R1

Organisation de recherche-actions et restitution (diagnostic, performance, cartographie, proposition d'actions) sur les croyances et perceptions face à l'avortement, les violences basées sur le genre et les connaissances des droits sexuels et reproductifs, les indicateurs de genre dans les organisations paysannes et les entreprises agricoles économiques de femmes.

R2

Renforcement des capacités par la formation aux prescrits de l'art 14 du protocole de Maputo pour les prestataires de soins de santé, les officiers de polices, dignitaires religieux, etc.

Sensibilisation de jeunes filles et garçons sur leurs DSR et le contexte légal autour de l'avortement

Formation sur les techniques agricoles afin d'accroître les capacités entrepreneuriales et le renforcement de la professionnalisation agroécologique des femmes.

Formation sur les VBG, les DSR, les masculinités transformatrices, alphabétisation conscientisante et leadership transformationnel et les techniques de formation féministes et émancipatrices

Elaboration et renforcement des capacités sur les politiques genre et les indicateurs de genre

R3

Renforcement du pouvoir politique des femmes à travers : l'appui à leur participation au plaidoyer local et national sur l'avortement, les VBG, l'accès aux ressources pour les femmes paysannes, la représentation des femmes au sein des espaces décisionnels

Appui à la mise en place et au renforcement d'un cadre de concertation du genre entre les ministères de tutelle (genre, agriculture et développement rural)

Organisation de deux rencontres entre les partenaires du M/F

Réalisation d'enquêtes sur l'avancée de la prise en compte du genre dans les programmes des ACNG (2 sur les 5 ans)

### Target group(s)

Pour l'ANPC: membres de l'ANPC et des 4 noyaux provinciaux, organisations paysannes de femmes, partenaires du programme EMPRISE, décideurs politiques au sein des ministères de tutelle (genre, agriculture et développement rural)

Pour SJS: les décideurs politiques, autorités municipales, officiers de la Police Judiciaire, prestataires cliniques, leaders communautaires, leaders religieux, structures communautaires (comités, écoles, centres de santé) de la RDC, groupes d'adolescents

### Beneficiaries

Pour l'ANPC: les femmes paysannes congolaises des zones d'intervention concernées dont les droits et la représentativité sont assurés

Pour SJS: la jeunesse congolaise de Kinshasa sensibilisée et en mesure d'exercer ses droits reproductifs et sexuels

Title of the reference annex :	TOC RDC 22-26 CNCD MF
Title of the reference annex :	analyse des risques OS7 RDC

## Description of the Relevance

Ce programme est la suite de celui du précédent pour nos deux partenaires.

Pour SJS, dans le programme précédent, l'objectif était la publication au Journal Officiel des dispositions de l'article 14 du Protocole de Maputo (PM) garantissant les soins post-avortement et autorisant l'avortement médicalisé, en cas d'agression sexuelle, de viol, d'inceste et lorsque la grossesse met en danger la santé mentale et physique de la mère ou la vie de la mère et du fœtus. Grâce à la coalition de plusieurs organisations nationales et internationales, dont SJS, la publication du PM (art. 14) au journal officiel de la RDC est devenue imposable. Ainsi donc, le projet proposé par SJS vise à rendre cette avancée législative opérationnelle afin que l'accès aux services complets d'avortement soit effectif pour toutes et la connaissance, la vulgarisation et la mise en œuvre effective des dispositions du PM soient assurées. De plus, le code pénal pénalise toujours l'avortement et ce programme vise à l'harmonisation des lois grâce au plaidoyer.

L'un des objectifs du programme précédent était de constituer l'ANPC comme une ASBL fonctionnelle et opérationnelle. Le programme s'inscrit donc dans la suite du précédent. Fortifiée par l'accompagnement du M/F, l'ANPC souhaite continuer à renforcer les capacités des femmes paysannes en y ajoutant une nouvelle province cible. Cet outcome participe à la volonté du gouvernement congolais d'investir dans le potentiel agricole et par la mise en place du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA). Le rôle de l'ANPC est essentiel pour garantir une prise en compte du genre dans les OP et dans les espaces de prises de décisions grâce à son expertise genre et agriculture.

Les résultats contribuent aux cibles du CSC RDC de la façon suivante :

Cible CSC	Contribution de l'OS
1.A.1. Œuvrer à l'autonomie économique et financière : promouvoir la reconnaissance de la contribution des femmes à l'économie [...] l'exercice de leur travail.	Le R2 vise à renforcer les capacités des femmes paysannes par des formations (techniques agricoles, création et gestion des EAEP) pour contribuer à leur autonomie économique et financière

<p>- Promouvoir la levée des discriminations spécifiques dont les filles et les femmes font l'objet dans le cadre légal et dans la pratique, ainsi que la mise en oeuvre effective de leurs droits</p> <p>- Promouvoir la pleine participation des femmes (y compris des femmes porteuses de handicap) aux instances de prise de décision en tant qu'actrices de développement, notamment dans la vie politique, [...] et de consolidation de la paix.</p>	<p>Le R3 participe à ces cibles en outillant et coordonnant les citoyen.nes et acteurs.rices de la SOC pour la mise en commun et le renforcement des expertises et leurs capacités d'influence et de plaider sur les enjeux locaux</p>
<p>- Lutter contre les violences : combattre les violences faites aux filles et aux femmes en termes de prévention, changements de mentalités, prise en charge, accès à la justice, lutte contre l'impunité et réintégration des victimes dans leur communauté</p>	<p>Le R1 participe activement à cette lutte dans un premier temps par la réalisation de recherche-actions pour questionner et systématiser les données concernant les attitudes face à l'avortement, aux DSSR et aux VBG. Dans un deuxième temps, le R2 vise la sensibilisation face aux questions de violences faites aux filles et aux femmes mais également la formation des formateurs.rices pour qu'ils et elles puissent être multiplicateurs dans la lutte contre les violences</p>
<p>- Renforcer et soutenir les organisations de la société civile qui luttent contre les stéréotypes et promeuvent l'égalité entre les femmes et les hommes ; renforcer l'intégration de la dimension de genre dans tous les projets mis en oeuvre, quel que soit le domaine (santé, préservation des ressources naturelles et de l'environnement, enseignement, agriculture, bonne gouvernance et secteur culturel).</p>	<p>Le R2 vise au renforcement des capacités au travers de formations sur les questions de genres, des masculinités transformatrices, du leadership transformationnel au sein des OP et également par la formation des officiers de police, prestataires cliniques, leaders et structures communautaires, pour que les filles et les femmes puissent jouir d'un avortement libre de tout jugement et la fin des arrestations arbitraires.</p>
<p>- Développer des grilles d'identification communes pour identifier les acteurs et actrices qui jouent un rôle à l'intérieur des thématiques et des organisations, ainsi que l'identification des dynamiques existantes, faire des études de terrain.</p> <p>- Capitaliser et mutualiser les supports de sensibilisation qui concernent les différentes stratégies de promotion aux égalités de genre, LGBTQI, et d'approche de genre comme critère d'évaluation ; destinés à la population et aux organisations partenaires.</p>	<p>Le R1 vise à établir une cartographie des EAEF (entreprise agricole économique des femmes) et des filières agricoles porteuses. Le R2 a pour objectif l'accompagnement et le renforcement des capacités pour l'intégration du genre de manière spécifique et transversale dans les projets.</p>
<p>4.C Renforcement des <b>capacités</b> et <b>compétences</b> médico-techniques du <b>personnel de la santé</b>, en veillant à améliorer le maintien en poste et l'équité de genre dans l'accès à la formation continue et dans les métiers de la santé.</p>	<p>Le R2 cible le renforcement des capacités des prestataires de soins de santé en les formant sur l'article 14 du PM et formés face aux soins post-avortement pour un accompagnement digne et libre de stigmatisation.</p>
<p>4.E Renforcement de la <b>SDSR</b>, santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (<b>RMNCH</b>), ainsi qu'avec une attention particulière sur les personnes issues de groupes vulnérables et victimes de violences ou discriminations liées au genre.</p>	<p>Le R2 vise le renforcement des capacités des prestataires de soins de santé en les formant sur l'article 14 du PM et formés face aux soins post-avortement et sur les moyens de contraception</p>
<p>5B.1 Promouvoir l'égalité entre les H et les F, tant pour ce qui est de l'emploi dans l'agriculture que de l'accès, de la gestion et du contrôle des facteurs de production (production, transformation et commercialisation) et de la participation à la prise de décision.</p>	<p>Le R3 vise au renforcement des capacités de plaider de différent.e.s acteurs.rices de la société civile et des OP pour qu'ils.elles représentent les intérêts des femmes et pour une plus grande représentation des femmes dans les espaces de prise de décisions</p>
<p>5C1 Soutenir le développement organisationnel et le renforcement des OSC, principalement des organisations paysannes, qui participent à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques en lien avec l'agriculture et le développement rural adaptées et effectives en RD Congo, lesquelles soutiennent la professionnalisation de l'agriculture familiale (paysanne) comme axe d'un développement rural durable.</p>	<p>Le R2 participe à cette cible par la formation, le renforcement des compétences et des capacités de compréhension des enjeux de l'agriculture avec une perspective de genre et environnemental. Le résultat 3 participe quant à lui à un plaidoyer fort pour des politiques agricoles inclusives, respectueuses de l'environnement qui prennent en compte les intérêts de l'agriculture familiale</p>
<p>5F3 Mener des trajets communs sur l'apprentissage du genre, l'environnement et le renforcement organisationnel dans le domaine agricole.</p>	<p>Les trois R de l'ANPC font partie d'une stratégie globale d'intégration du genre et de l'environnement au sein des OP et des politiques agricoles.</p>

## Description of Coherence

Cette intervention est conforme aux priorités des organisations internationales, aux ODD, au Plan d'Action Genre (PAG) III 2021-2025 de l'UE et au cadre normatif belge et international. Elle est elle-même cohérente avec les cibles 1, 4 et 5 du CSC RDC qui elles-mêmes reflètent les notes stratégiques de la coopération belge sur le genre, l'environnement et l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Les activités de l'ANPC sont complémentaires à celles des autres acteurs collaborant dans le cadre de la synergie EMPRISE. Aussi, l'ANPC agit en complémentarité avec les actions des ACNG belges, leurs partenaires et les fédérations paysannes qui réunissent leurs efforts pour renforcer les OP dans le travail de plaider, l'élaboration d'une politique agricole prenant compte des dynamiques paysannes locales et pour l'entrepreneuriat des producteurs agricoles familiaux. Le programme de l'ANPC est complémentaire avec l'intervention de ces autres acteurs par son expertise dans l'insertion de la perspective du genre dans les politiques agricoles, au sein des projets des OP et en mettant l'accent sur le partage de bonnes expériences avec les organisations qui interviennent dans la promotion de la femme et la lutte contre les violences basées sur le genre. L'ANPC est également cohérente avec les interventions du ministère du genre en mettant l'accent particulier sur les femmes paysannes en luttant contre la pauvreté et renforcer leur capacités technique et financière dans les 4 provinces cibles (NK, SK, Tshopo, Ituri,) en RDC.

De son côté, SJS fait partie des membres fondateurs de la coalition de lutte contre les grossesses non désirées (CGND) qui ont mobilisé parlementaires, leaders communautaires et OSC pour la publication du PM et son article 14 au Journal Officiel. SJS est aussi membre de plusieurs autres réseaux, coalitions, mouvements au niveau national, régional et international sur lesquels le projet va s'appuyer pour le plaider et le renforcement des stratégies de mise en oeuvre tels que le réseau AfriYan\_RDC ; SheDecide\_RDC qui œuvrent pour les droits reproductifs des jeunes. En ciblant le changement de la loi, des mentalités et des conceptions collectives en RDC dans le but de promouvoir le droit et l'accès aux services de l'avortement en RDC et diminuer la stigmatisation autour du droit à l'avortement, ce projet est complémentaire et complète le travail des autres organisations locales qui préfèrent travailler uniquement sur l'accès à la contraception. N'ayant pas les moyens de prendre en charge l'intervention de soins post-avortement, SJS est parvenu à des accords avec les cliniques partenaires dont certaines sont soutenues ou bénéficient de subventions du gouvernement belge (comme celle d'ULB Coopération) ou d'autres gouvernements. Ces cliniques pourront prendre en charge le besoin clinique des soins après avortement (SAA) clandestins des femmes et des filles référées lors de nos activités.

## Description of Effectiveness

Les approches mises en oeuvre dans cet objectif spécifique s'intègrent dans la continuité du programme précédent. Elles ont prouvé leur efficacité par des réalisations

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

majeures comme la publication du protocole de Maputo (art. 14) au Journal Officiel de la RDC et le renforcement évident des organisations de femmes paysannes dans les zones d'intervention. Ces approches seront renforcées par une systématisation des méthodes employées à savoir une application rigoureuse de la trilogie plaidoyer recherche-formation-plaidoyer qui est clairement reflétée dans les résultats de cet OS. Les indicateurs ont été identifiés pour apprécier objectivement la contribution du programme aux résultats, par une double approche quantitative (qui permet de mesurer l'importance de l'audience de l'*outcome*) et qualitative (qui permet d'apprécier l'appropriation de l'*outcome* par les publics cibles).

Cette application de la trilogie susmentionnée s'articule de la manière suivante :

S'attaquer en premier à la réalisation d'une recherche-action afin d'alimenter le contenu des formations mais également alimenter le plaidoyer sur base des données récoltées. Les R-A seront réalisées auprès:

- des jeunes de 14 à 24 ans dont 50% évoluent dans le milieu religieux (85% de la population congolaise) dans le but de comprendre les résistances sociales, culturelles et religieuses, afin de garantir une contextualisation permettant la bonne mise en œuvre du programme. Les croyances criminalisent l'avortement et cette recherche va s'intéresser aux jeunes qui constituent plus de 65% des habitants de la RDC, questionner et analyser leurs opinions, avis et attitudes personnels face à l'avortement en croisant leurs vécus quotidiens à la doctrine/valeurs religieuses et de s'en servir pour orienter la mobilisation et la stratégie du projet avec les leaders religieux et d'autres cibles communautaire puis réaliser les stratégies qui seront intégrées dans l'argumentaire du plaidoyer au parlement et auprès des décideurs qui contiendra lui-même des réponses efficaces face aux oppositions.
- de 2000 femmes et 400 hommes âgées de 15 à 60 ans issus d'OP partenaires de l'ANPC, au Nord-Kivu et au Tshopo sur leurs connaissances face aux droits des femmes, aux droits sexuels et reproductifs, aux questions de violences basées sur le genre afin de systématiser des stratégies de plaidoyer.

La seconde étape est le renforcement des capacités des citoyen.nes et acteurs.rices organisés.es de la société civile, au travers de formations:

- Formation des prestataires cliniques à l'art.14 de PM, qui permet l'avortement sous trois conditions très strictes, et garantit des soins post-avortements pour toutes les femmes et filles. Nos formations ont pour objectif de les former aux techniques prescrites par l'OMS et se conformer aux normes et directives;
- Formation, sensibilisation et mobilisation des policiers, autorités municipales, leaders et structures communautaires et religieuses sur l'article 14 du PM pour mettre fin aux arrestations arbitraires et diffusion de campagnes communautaires et médiatiques contre la stigmatisation face à l'avortement;
- Sensibiliser et informer les jeunes de Kinshasa sur l'article 14 du PM et sur le contexte légal actuel autour des soins complets d'avortement y compris les jeunes évoluant dans les milieux religieux pour qu'ils/elles comprennent leurs droits et sachent les revendiquer et ; mettre en place un service en ligne interactif pour aider aux discussions et au référencement clinique/ pharmaceutique pour l'accès facile au produit ou la prise en charge clinique des besoins liés aux soins complets d'avortement de qualité adaptés aux ados et jeunes;
- Formation et sensibilisation des femmes paysannes, membres de l'ANPC et ses noyaux, partenaires de l'EMPRISE sur les questions de genre, des masculinités transformatrices, alphabétisation conscientisante et leadership transformationnel ;
- Formations sur les techniques agricoles et les capacités entrepreneuriales et le renforcement de la professionnalisation agroécologique;
- Formation et renforcement des capacités pour l'insertion du genre dans les projets agricoles, coopératives, organisations paysannes.

Enfin, les citoyen.nes et acteurs.rices organisés.es de la société civile seront ainsi outillé.es et coordonné.es pour mettre en commun et renforcer leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaidoyer sur les questions de genre, les préoccupations des femmes paysannes, etc. En s'appuyant sur les résultats, échanges et données obtenues par les R-A et lors des formations, le plaidoyer sera alimenté et aura plus de poids. Le renforcement des capacités en leadership aura pour vocation de créer un contre-pouvoir fort et innovant.

Cette intervention est efficace dans le sens où elle prend en compte les groupes marginalisés.

Pour s'assurer que personne ne soit mis de côté, les organisations qui portent le projet intègrent l'intersectionnalité dans ses méthodes et grilles d'analyse du genre, afin de s'assurer de toucher les couches les plus vulnérables avec une attention particulière sur les femmes et jeunes filles, issues de couches sociales, ethniques, financières plus vulnérables. Ces deux organisations réalisent un diagnostic et une cartographie afin d'identifier les groupes cibles dans une approche globale. Les activités de l'ANPC ciblent les groupes les plus vulnérables dans le domaine agricole; les femmes et les jeunes. SJS a réalisé une cartographie des jeunes souvent oubliés lors des actions de sensibilisation ou d'information sur les DSSR afin d'identifier les catégories suivantes : les albinos, les jeunes en situation de handicap physique et mental qui ne sont pas pris en compte lors de l'élaboration de politiques et/ou actions sur la santé sexuelle et reproductive, les jeunes filles lesbiennes et bisexuelles souvent victimes de viol pour "soigner leur sexualité déviante". SJS apporte un focus particulier aux jeunes issus des congrégations religieuses, qui sont très peu informé.e.s sur leurs droits et santé sexuelles et reproductives. Ce programme vise à déterminer les moyens pour soutenir et informer les jeunes dans l'intégration d'une approche positive de la sexualité, de la santé et des droits dans leur foi et leur religion. Tous ces jeunes, privés d'une éducation ouverte et non stigmatisante, ne bénéficient pas de moyens de contraception, sont confrontées à des grossesses non-désirées et sont victimes d'avortement clandestin qui reste l'un des moyens ultimes pour se sauver de l'exclusion sociale mais qui augmente les risques de complications. Les problèmes de ces jeunes ont été identifiés lors des actions et activités précédentes.

Cette intervention est efficace dans le sens où elle permet l'opérationnalisation des cibles du CSC RDC. Les stratégies ont été élaborées de façon spécifique à chaque résultat, et s'intègrent dans les approches du CSC Belgique :

Cible CSC	Contribution de l'OS
1A Sensibilisation et information	
1.A.1. Œuvrer à l'autonomie économique et financière : promouvoir la reconnaissance de la contribution des femmes à l'économie [...] dans l'exercice de leur travail.	R2: Former les femmes, jeunes paysan.nes sur les techniques agricoles, la création et gestion des EAEFJ (entreprise agricole économique des femmes), TCR, coopératives, etc. Accompagnement technique pour accroître les capacités entrepreneuriales et renforcement de la professionnalisation agronomique.



<p>- Promouvoir la levée des discriminations spécifiques dont les filles et les femmes [...] de leurs droits</p> <p>- Promouvoir la pleine participation des femmes (y compris des femmes porteuses de handicap) aux instances de prise de décision [...] de consolidation de la paix.</p>	<p>R3:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tables rondes des champions en genre et renforcement des capacités de lobbying et plaidoyer pour l'intégration de la dimension genre dans les politiques agricoles et une plus grande représentation des femmes dans les espaces de décisions,</li> <li>- installer un cadre de concertation genre entre les ministères de tutelle (genre, agriculture, développement rural) et les organisations paysannes (ANPC et les FOPAC dans les provinces) ;</li> <li>- plaidoyer pour harmoniser les lois et abroger celles criminalisant toujours l'avortement</li> <li>- sensibilisation pour l'adhésion de structures, membres du gouvernement qui portent ce plaidoyer au niveau parlementaire</li> </ul>		
<p>- Lutter contre les violences : combattre les violences faites aux filles et aux femmes [...] dans leur communauté</p>	<p>R1:réalisation de recherche-action pour questionner et systématiser les données concernant les attitudes face à l'avortement, aux DSSR et aux VBG</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Former et outiller les femmes, hommes et jeunes paysan.nes sur les VBG, les droits de la femme et les masculinités transformatrices et non toxiques</li> <li>- sensibilisation et renforcement des capacités des prestataires cliniques, religieux, officier de police, leaders et structures communautaires sur l'article 14 du Protocole de Maputo et ateliers avec les jeunes face à leurs droits sexuels et reproductifs</li> </ul>		
<p>- Renforcer et soutenir les organisations de la société civile qui luttent contre les stéréotypes et promeuvent l'égalité entre les femmes et les hommes [...] et secteur culturel).</p>	<p>R1:formations sur les questions de genres, des masculinités transformatrices, du leadership transformationnel au sein des OP.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-appuyer et élaborer des politiques genre au sein des organisations, ONG, OP intégrantes d'Agricongo ;</li> <li>- formation données aux officiers de police, prestataires de cliniques, aux leaders et structures communautaires, pour une intégration du genre dans les soins de santé, ici soins post-avortement.</li> </ul>		
<p>4.C Renforcement des capacités et compétences médico-techniques du personnel de la santé, en veillant à améliorer le maintien en poste et l'équité de genre dans l'accès à la formation continue et dans les métiers de la santé.</p> <p>4.E Renforcement des SDSR, santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (RMNCH), ainsi qu'avec une attention particulière sur les personnes issues de groupes vulnérables et victimes de violences ou discriminations liées au genre.</p>	<p>R2: renforcement des capacités des prestataires de soins de santé en les formant sur les soins post-avortement selon les prescrit de l'OMS</p>		
<p>5B.1 Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, tant pour ce qui est de l'emploi dans l'agriculture que de l'accès, de la gestion et du contrôle des facteurs de production (production, transformation et commercialisation) et de la participation à la prise de décision.</p> <p>5C1 Soutenir le développement organisationnel et le renforcement des OSC, principalement des organisations paysannes, [...] comme axe d'un développement rural durable.</p>	<p>R3: tables rondes des champions en genre et renforcement des capacités de lobbying et plaidoyer pour l'intégration de la dimension genre dans les politiques agricoles et une plus grande représentation des femmes dans les espaces de décisions,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- installer un cadre de concertation genre entre les ministères de tutelle (genre, agriculture, développement rural) et les organisations paysannes (ANPC et les FOPAC dans les provinces)</li> </ul>		
<table border="1"> <tr> <td data-bbox="94 1423 151 1493">5F.3</td> <td data-bbox="159 1423 764 1493">Mener des trajets communs sur l'apprentissage du genre, l'environnement et le renforcement organisationnel dans le domaine agricole.</td> </tr> </table>	5F.3	Mener des trajets communs sur l'apprentissage du genre, l'environnement et le renforcement organisationnel dans le domaine agricole.	<p>R2: accompagnement et renforcement des capacités pour l'intégration du genre de manière spécifique et transversale dans les projets des OP</p>
5F.3	Mener des trajets communs sur l'apprentissage du genre, l'environnement et le renforcement organisationnel dans le domaine agricole.		

## Description of Efficiency

Pour SJS, le budget prend en charge 4 salaires : le responsable projet, responsable de Suivi et Evaluation et des deux assistant.es pour la mobilisation communautaire qui travaillent à temps plein dans le projet. Ces dernier.es seront équipé.es d'ordinateurs amortis en 5 ans. Le budget va également contribuer aux salaires de 3 autres membres du personnel suivant le pourcentage de leur temps de travail dans le projet notamment la comptable, la caissière et de la Directrice exécutive qui veillera à la qualité des stratégies, des rapports et du respects des lignes budgétaires. Les personnes impliquées à temps plein et temps partiel à ce projet vont occuper le bureau de SJS et ces frais sont cofinancés par ce projet à hauteur de 30% pour le loyer, les différentes factures pour les frais de fonctionnement et fournitures de bureaux, et donc le droit d'utiliser les espaces communs. En outre, le projet bénéficie gratuitement du personnel d'appoints pris en charge par SJS et d'autres bailleurs tel que les gardiens, le chargé de logistique, l'administratrice, le chargé du charroi, la caissière, le responsable Suivi d'évaluation.

Au niveau de la mise en œuvre des activités communautaires, le projet s'appuie sur quelques personnes clés identifiées comme champions et renforcées en capacité pour être des multiplicateurs et influencer leurs pairs au niveau des églises, des quartiers, des écoles, de la politique etc. Ces derniers auront un remboursement de transport en termes de perdiem suivant le nombre de jours ou de la charge de la tâche réalisée. Pour la sensibilisation des jeunes, le projet fera appel aux pairs éducateurs qui seront formés bénévolement pour appuyer le projet par la sensibilisation au travers des réunions de groupe, les clubs des jeunes, les animations communautaires dans les écoles, les églises, etc. pour leurs réunions qui ne prendra que 45 à 60 minutes réunissant 30 jeunes à la fois.

Le budget consacré à l'ANPC prend en charge 4 personnes: le chargé des programmes, le chargé des formations, le chargé des communications et l'administrative comptable. La Directrice fera le suivi mais son salaire sera pris en charge par un autre projet. L'ANPC a des points focaux dans chaque noyau des provinces qui communiquent sur la visibilité et les renforcements des capacités des membres. Ces points focaux aideront à influencer la communauté afin d'atteindre les résultats

escomptés.

Les moyens matériels permettront d'atteindre les résultats escomptés et les moyens financiers mis en œuvre faciliteront la réalisation des activités sur terrain. Pour renforcer ces moyens existants, l'ANPC via ses noyaux complétera les efforts des partenaires à travers les cotisations et le panier commun de renforcement de l'ANPC.

La réalisation en synergie des activités par la direction de l'ANPC, les noyaux et les points focaux renforcera l'atteinte des résultats fixés et consolide les liens entre parties prenantes dans la mise en œuvre des activités. Rikolto, autre partenaire majeur de l'ANPC prend en charge le salaire de la directrice de l'ANPC et l'organisation des réunions du conseil d'appui technique, le renforcement des capacités d'intégration de la perspective genre et la professionnalisation en consortium avec l'IFELPIC (Interaction des Femmes Entrepreneures Leaders Paysannes Innovatrices Congolaises) et d'autres organisations des femmes.

## Description of the expected Impact

L'OS vise à terme à contribuer à un mouvement général d'intégration et de maintien des ODD (particulièrement l'égalité femmes-hommes) dans les politiques publiques, les instances internationales, et de renforcer leur cohérence. Il participe à l'émergence et au renforcement d'une veille citoyenne favorable aux ODD et à leur réalisation, comme explicité dans la ToC. L'OS vise donc, par essence, un impact durable dans le temps. Les effets de ses actions, intentionnels et non intentionnels, entre autres concernant l'empowerment des femmes et des filles, ont un potentiel transformateur important sur les comportements individuels et collectifs des publics cibles et sur leur caractère multiplicateur pour un modèle de développement durable, inclusif, solidaire et égalitaire.

Plus particulièrement, les impacts recherchés par l'*outcome* sont d'établir et promouvoir :

- La justice reproductive en matière de santé génésique, le leadership des jeunes femmes et filles sur leurs corps, la diminution du taux de la mortalité maternelle due aux avortements clandestins, la vulgarisation du PM et l'harmonisation des lois pour permettre aux législateurs et prestataires d'exercer leurs métiers et mettre fin à leurs arrestations arbitraires et celles des femmes qui jouissent de leurs droits ;

- L'éradication de la faim et de la malnutrition en promouvant une agriculture durable, l'autonomisation des femmes paysannes grâce aux activités génératrices des revenus mais également grâce à leurs connaissances face à leurs droits, l'appropriation des problèmes locaux et la capacité de les revendiquer et dénoncer les violences qu'elles subissent et d'agir pour obtenir des politiques et réformes foncières qui protègent les producteur.rice.s dans le cadre de l'agriculture familiale.

## Description of Sustainability

La logique globale d'intervention de l'OS est d'orienter et de concentrer l'action sur des publics multiplicateurs au sein de la société civile afin de garantir que les bénéfices des actions continuent même après la fin de l'intervention. Ce programme s'inscrit dans la suite du précédent, durant lequel le M/F a organisé de nombreux moments d'échanges et de visites, afin de renforcer les capacités de nos partenaires par la transmission de nos méthodologies, outils et grilles d'analyses qui s'adaptent au contexte et s'inscrivent dans le cadre d'une éducation populaire, féministe et émancipatrice. Ces moments représentent des lieux d'échanges de bonnes pratiques qui permettent de croiser les regards, afin de bénéficier, mutuellement de l'expertise de l'autre. Nos partenaires se sont appropriés nos outils de travail, les ont enrichis et les transmettent à leur tour afin de contribuer à la durabilité technique et institutionnelle. L'intervention de ce programme est en grande partie liée aux renforcements de capacités, notamment la formation, sensibilisation et recherche action qui place les acteur.trices au cœur des processus.

La durabilité sociale et l'appropriation de l'intervention des groupes cibles s'appuient également sur la valorisation des initiatives, connaissances et compétences locales. Les activités ont pour objectif de stimuler les groupes cibles et renforcer leur pouvoir au niveau:

- **individuel** par les activités de déconstruction de stéréotypes, pour stimuler la confiance et le leadership,
- **interpersonnel** pour questionner les rapports de domination H/F,
- **groupal** pour questionner les rôles traditionnelles et les injonctions adressées aux femmes qui compromettent leur capacité,
- **organisationnel** pour analyser la manière dont les femmes et les hommes, en tant que groupes sociaux sexués, se répartissent le pouvoir, les ressources, l'influence et poursuivent des logiques d'intérêts différentes,
- **institutionnel** par des formations pour connaître le cadre législatif qui garantit les droits humains et les droits des femmes et savoir les revendiquer,
- et enfin **l'historicité**, pour renforcer la capacité de la société de se transformer par la mobilisation sociale et les luttes collectives.

L'intervention vise ces 6 niveaux de pouvoir afin de rendre l'action plus efficace grâce à l'analyse de tous les niveaux mais également parce leur renforcement garantit une meilleure appropriation par les groupes cibles. Les interventions forment les différents groupes cibles pour une appropriation de leurs droits et revendications et fortifient leur leadership et leur capacité d'être multiplicateurs de bonnes pratiques afin qu'ils puissent porter le plaidoyer à plusieurs niveaux. Ces multiplicateurs sont les prestataires de soins de santé, les leaders religieux et communautaires, les femmes issues d'OP partenaires et membres de l'ANPC, les décideurs politiques et les jeunes filles et garçons, qui fortifiés vont porter cette lutte pour la transformation vers une société juste, égalitaire et inclusive et garantir la durabilité écologique.

Enfin, nos partenaires ont une trajectoire professionnelle de longue haleine et des partenariats financés par plusieurs donateurs internationaux. Nos partenaires ont acquis, et continuent à acquérir, l'expertise dans la recherche et l'écriture pour des projets de financement. L'élaboration et l'écriture de ce programme ont été principalement portés par nos partenaires et prouvent une réelle appropriation et maîtrise de leurs interventions, et donc la capacité à trouver d'autres sources de financement et qui garantit donc une durabilité financière. La durabilité financière des femmes et jeunes paysan.nes ciblé.e.s par les interventions se fait par la professionnalisation de leurs activités et capacités entrepreneuriales, le renforcement des tontines crédits rotatifs, des EAEF (Entreprises agro-économiques des femmes) pour garantir des moyens de subsistance durables.

## Description of the Partnership Strategy

La vision, la mission et les principes d'action du Monde selon les femmes (M/F) se basent sur des valeurs de respect des droits humains, d'égalité, de solidarité, de justice sociale, de diversité, de responsabilité, de durabilité et d'engagement. Le M/F agit pour la construction d'un mouvement mondial en faveur d'un développement solidaire, durable et décolonial fondé sur l'égalité femmes-hommes. Pour le programme 2022-2026, le M/F travaille avec REMTE Bolivie, La Casa de la Mujer, l'ANPC, Si Jeunesse Savait, ENDA Graf, ENDA Pronat et ADES Guinée.

Globalement, les partenariats développés par le M/F obéissent à trois approches. Ces partenariats ne sont pas exclusifs et peuvent se combiner :

1. Une approche affinitaire qui met en avant le partage d'objectifs et de valeurs communs et des modes opératoires relativement similaires.
2. Une approche identitaire dont le socle est constitué souvent par l'appartenance à des réseaux communs.
3. Une approche complémentaire fondée sur la complémentarité des compétences et la connaissance que l'une des parties peut avoir du territoire d'intervention.

A travers ces partenariats, Le Monde selon les femmes a plusieurs objectifs :

- contribuer au processus d'empowerment des femmes des Suds,

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyens.nes et de la société civ...

- la déconstruction des rapports sociaux de genre,
- la promotion d'une éducation populaire avec des méthodologies féministes et émancipatrices qui place les femmes comme citoyennes solidaires et engagées sur le plan politique, économique, social et culturel, dans les mobilisations sociales et la production de savoirs,
- la bonne intégration par les acteurs.trices de développement de l'approche genre dans leurs pratiques – aux Nords et aux Suds.

Les projets soutenus répondent à des critères précis, tant au sujet du type d'intervention, la méthodologie adoptée et pour ce qui est de la démarche, qui se veut participative et intégrant le principe de coresponsabilité. Le M/F entend valoriser la spécificité des actions et des pensées développées par ses partenaires et les associations de femmes, notamment des Suds.

Cette vision implique :

- la mise en évidence de la similarité des enjeux des relations Nord/Sud et des rapports de genre qui constitue la base des partenariats conçus autour de projets communs, construits, décidés et mis en œuvre avec ses partenaires,
- dans le respect de la diversité des partenaires, le fait de favoriser une approche multi-acteurs pour développer les échanges, les apprentissages et renforcements mutuels et une action concertée en vue de plus d'égalité entre les hommes et les femmes dans le monde,
- un partenariat avec des institutions de deuxième niveau, susceptibles de jouer un rôle multiplicateur au sein des bénéficiaires du projet, qui sont identifiés et appuyés directement par nos partenaires.

Ainsi, les thématiques abordées dans les différents outcomes du programme sont réfléchies en lien avec les partenaires des Suds du M/F et les réalités dans le Nord, soit : « penser le Sud dans le Nord ». Le M/F et ses partenaires travaillent par la même méthodologie qui s'articule autour de trois axes qui correspondent aux résultats de l'outcome : la recherche-action, la formation et le plaidoyer (au Nord avec les partenaires des Suds). Des séminaires et des échanges de pratiques, de matériel sont également prévus entre les partenaires des Sud et des Nord (croisement intercontinentaux). Nos partenaires constituent la boussole du M/F pour construire les stratégies de plaidoyer qui se basent sur le contexte local, qui alimentera également le plaidoyer aux Nords. Il s'agira d'identifier et sélectionner les partenaires, plateformes les plus adéquates pour mener les plaidoyers dans les différents pays en lien avec les réalités contextuelles.

Pour finir, le M/F et ses partenaires veillent à prendre en compte la durabilité des résultats dans la planification et la mise en œuvre de programmes ou projets communs. En même temps, le changement requis pour atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes est tel qu'il implique de travailler sur les changements de mentalité, d'attitude, de comportements et de pratiques sur des périodes beaucoup plus longues que celles habituellement prise en compte pour un projet. De manière générale, le M/F n'encourage pas la dépendance financière des partenaires. En même temps, étant donné la similarité des enjeux aux Nords et aux Suds, il a intérêt à construire des relations de partenariat sur le long terme, qui peuvent prendre ou non la forme de partenariats financiers.

### Description of Synergies

Synergie	Alliance AgriCongo - EMPRISE
Acteurs impliqués	Broederlijk Delen, Entraide & Fraternité, Rikolto, SOS Faim, CSA, ULB Cooperation, SolSoc, Louvain Cooperation, Le Monde Selon Les Femmes, Congodorpen, Maya, Oxfam Solidarité, Trias et Caritas int.be <a href="mailto:info@agricongo.net">info@agricongo.net</a>
Cible CSC	CB 1A1 et CB 5B1 à 5F3
Description synthétique du rôle de la collaboration pour cet outcome :	<p>Les parties engagées dans la synergie visent à ce que les exploitations familiales, les organisations agricoles et entreprises rurales des producteurs familiaux, structurées au sein du mouvement de la CONAPAC, deviennent des acteurs économiques résilients, à travers leur professionnalisation, leur intégration dans les systèmes alimentaires inclusifs et durables et leur engagement dans le développement de leurs entités territoriales respectives . Ensemble, les résultats suivants sont visés :</p> <p>Résultat 1 : Le mouvement des agriculteurs familiaux renforce les activités économiques des membres à travers des modèles d'affaires efficaces durables, rémunérateurs, renforçant la résilience et inclusifs ;</p> <p>Résultat 2 : Le mouvement paysan selon les différents niveaux d'organisation s'est positionné comme mouvement stratégique et incontournable et est vu comme un acteur de changement sur le plan local, provincial, national et régional ;</p> <p>Résultat 3 : Le mouvement des agriculteurs familiaux oriente efficacement son développement organisationnel pour faire face aux défis techniques, environnementaux, politiques, économiques et régionaux d'une façon démocratique, inclusif et équitable et se transforme en un mouvement de militant des droits et intérêts des producteurs agricoles;</p> <p>Résultat 4 : Le mouvement des agriculteurs familiaux est un mouvement inclusif ;</p> <p>Résultat 5 : le mouvement des producteurs agricoles adopte les pratiques qui assurent la durabilité environnementale ;</p> <p>Résultat 6 : l'AAC autour de la CONAPAC et les structures provinciales sont des instances de construction d'expertise interne à travers la capitalisation des meilleures pratiques, l'apprentissage commun et l'innovation.</p> <p>Les évaluations, l'apprentissage commun et les capitalisations servent donc non seulement à augmenter l'efficacité interne du mouvement paysan en RDC, mais aussi au sein de l'AAC, ce qui démultiplierait l'impact de ces échanges.</p> <p>Tous les résultats sont directement liés aux résultats et la théorie de changement de Trias en RDC.</p>
Type synergie	Opérationnelle
Coûts opérationnels pour la collaboration pour cet outcome (le cas échéant) :	Contribution de M/F à la synergie : 25 000 euro (budgétisé directement dans le budget de l'ANPC). Le montant total pour la synergie est estimé à 3 243 070 euro.

Acteurs impliqués :	Rikolto et Le Monde selon les femmes
Cible CSC	Cible 1 et cible 5

Description synthétique du rôle de la collaboration pour cet outcome :	<i>Rikolto et Le Monde selon les Femmes collaborent pour renforcer l'ANPC (Académie nationale paysanne congolaise). Cette alliance nationale entre organisations féminines participe également au projet EMPRISE, mais notre collaboration veut aller bien plus loin, en faisant de l'ANPC une plateforme d'appui à l'entrepreneuriat féminin, à l'inclusion des femmes dans les OP, coopératives et entreprises agroalimentaires privées et à la lutte contre la violence basée sur le genre dans le milieu agricole.</i>
Type synergie	Synergie opérationnelle

Acteurs impliqués	APEFE et Le Monde selon les femmes
Cible CSC	Cible 1 et cible 8
Description synthétique du rôle de la collaboration pour cet outcome :	<p><i>Le Monde selon les femmes et l'APEFE collaborent dans le cadre de ce programme et ont pour objectif commun une bonne intégration de l'approche genre dans les pratiques au sein de leurs structures et celles de leurs partenaires, de stimuler l'entrepreneuriat féminin et de mettre fin aux discriminations dont sont victimes les femmes et qui freine le développement des forces productives congolaises. Le M/F et l'APEFE ont identifié les pistes de collaboration suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ <i>La promotion de l'autonomisation des femmes et du renforcement de l'égalité entre femmes et hommes par l'échange de bonnes pratiques et la mutualisation d'expertises avec et entre les partenaires,</i></li> <li>◦ <i>La mutualisation des renforcements de capacités des partenaires de l'APEFE par des formations : genre comme condition de développement durable (GCDD) et les masculinités transformatrices par le M/F</i></li> <li>◦ <i>Un appui logistique (salle, matériel, ...) de l'APEFE pour l'organisation des activités de renforcement des capacités en genre destiné aux ACNG et leurs partenaires</i></li> <li>◦ <i>La mise en relation par le M/F et l'APEFE avec ses partenaires "Si Jeunesse Savait-SJS" et l' "Académie Nationale Paysanne Congolaise - ANCP" en vue de créer des synergies opérationnelles pour travailler notamment sur l'alphabétisation conscientisante des femmes dans le domaine des NTIC (digitalisation), ainsi que sur les questions des masculinités dans les organisations paysannes et la promotion de techniques agricoles respectueuses de l'environnement</i></li> <li>◦ <i>La mise à disposition du M/F et de ses partenaires de Kits Digitaux composés de livrets de formation et de vulgarisation (à l'entrepreneuriat, comportant une dimension RSE, TD, Genre, Environnement) produits par le Programme IFADEM. La création de synergies entre IFADEM et SJS et/ou ANPC pour introduire de nouvelles thématiques liées au genre dans ces livrets, ou encore organiser conjointement des activités de sensibilisation/ élaboration d'outils pédagogiques &amp; supports d'animation etc. L'APEFE pourrait prendre en charge des frais de mission, de confection d'outils, livrets etc.</i></li> </ul>
Type	Synergie opérationnelle

Acteurs impliqués :	Coopération Education Culture et Le Monde selon les femmes
Cible CSC :	CB1 et CB7
Description synthétique du rôle de la collaboration pour cet outcome :	<p><i>Le Monde selon les femmes et l'APEFE collaborent dans le cadre de ce programme et ont pour objectif commun une bonne intégration de l'approche genre dans les pratiques au sein de leurs structures et celles de leurs partenaires, de stimuler l'entrepreneuriat féminin et de mettre fin aux discriminations dont sont victimes les femmes et qui freinent le développement des forces productives congolaises. Le M/F et l'APEFE ont identifiés les pistes de collaboration suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ <i>La promotion de l'autonomisation des femmes et du renforcement de l'égalité entre femmes et hommes par l'échange de bonnes pratiques et la mutualisation d'expertises avec et entre les partenaires,</i></li> <li>◦ <i>La mutualisation des renforcements de capacités des partenaires de l'APEFE par des formations : genre comme condition de développement durable par le M/F</i></li> <li>◦ <i>Un appui logistique (salle, matériel, ...) de l'APEFE pour l'organisation des activités de renforcement des capacités en genre destiné aux ACNG et leurs partenaires</i></li> </ul> <p><i>La valorisation des expériences concrètes des ACNG pour améliorer l'impact du genre dans les interventions (développer des outils et méthodologie de plaidoyer à partir des femmes et des filles).</i></p>
Type	Synergie opérationnelle

## Description of how individual or collective recommendations and lessons are to be taken into account

L'action du M/F s'articule autour de trois axes : la **recherche-action** à partir des savoirs locaux, la **formation** et le travail de **plaidoyer** politique qui se renforcent mutuellement. Le travail de réseau permet de partager les expériences et connaissances de nombreuses organisations (Amérique latine, Afrique, Europe), et ainsi d'identifier les points communs qui les réunissent. L'approche du M/F s'inscrit dans une volonté de croiser les regards pour s'enrichir réciproquement. C'est pour cette raison que nous avons décidé de mettre fin au partenariat avec Mamas for Africa, malgré la qualité de ses actions sur le terrain. En effet, l'absence de participation aux activités collectives, d'investissement dans la recherche de potentielles synergies, a mis à mal notre volonté de croiser les regards pour enrichir notre travail de plaidoyer et nos outils méthodologiques. C'est pour la même raison que nous avons pris la décision de renouveler notre partenariat avec l'ANPC et SJS, qui travaille avec la même méthodologie et qui au cours du programme précédent ont enrichi nos actions notamment par :

- La contribution à nos recherche-actions, notamment au Focus Perspective de genre sur les Masculinités avec la participation de Si Jeunesse Savait
- Insertion et renforcement de la perspective genre au sein des organisations paysannes, de la CONAPAC et des fédérations
- Un plaidoyer fructueux pour les droits sexuels et reproductifs et l'accès aux soins post-avortement

L'évaluation à mi-parcours de PASPOR a mentionné que la CONAPAC et la FOPAC NK estimaient que l'approche genre prônée par l'ANPC et le M/F ne cadrerait pas avec sa politique genre. Pourtant le constat qui ressort de l'évaluation et des nombreuses discussions entamées avec la CONAPAC, est que la synergie n'est pas comprise de la même manière. Les membres de l'Alliance AgriCongo (dont le M/F) voient dans cette synergie un cadre d'échange et de partage d'expérience; CONAPAC et ses membres eux voient la synergie comme un moyen de financement des activités de terrain. La volonté de l'ANPC et du M/F de renforcer la CONAPAC et les FOPAC en matière de genre était donc mal accueillie par ces derniers. Après de nombreuses discussions et négociations, l'ANPC et la CONAPAC sont tombés sur l'accord suivant : le financement que le M/F accorde à l'ANPC dans le cadre d'EMPRISE servira à accompagner la CONAPAC et ses fédérations membres pour intégrer les besoins des couches paysannes les plus défavorisées (femmes et jeunes) afin qu'ils et elles soient pris en compte dans leurs stratégies, politiques, budgets et activités et assurer

leur participation dans les structures de prise de décision. Cela se fera grâce à l'expertise du M/F et surtout de l'ANPC en tant que centre d'excellence en matière de genre.

Le M/F se réjouit de voir une attention et un intérêt grandissant pour l'insertion spécifique et transversale du genre au sein des ACNG belges. Lors de l'élaboration du CSC un processus de sélection a été mis à disposition pour les membres du CSC RDC, qui ont voté: « Accompagner et capitaliser des itinéraires communs d'apprentissage du genre dans les stratégies et pratiques des organisations » comme premier thème d'apprentissage collectif afin de garantir un renforcement destiné à toutes les ACNG belges et potentiellement l'élaboration d'un outil de travail qui pourra générer un réel apprentissage et appropriation. Parallèlement le M/F a insisté sur la distinction entre les appuis que nous pouvons fournir dans le cadre des synergies et ceux dans le cadre d'une prestation de services. Les ACNG belges intéressées peuvent donc participer aux formations donnés par le M/F (Genre comme condition de développement durable, Formation des formateurs, etc.) en budgétisant leur participation et celles de leurs partenaires dans le cadre d'une synergie et pourront parallèlement faire également appel à nos services et ceux de nos partenaires dans le cadre d'une prestation de service.

### Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
analyse des risques OS7 RDC	Analysis of risks associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/analyse%20des%20risques%20OS7%20RDC.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/analyse%20des%20risques%20OS7%20RDC.pdf</a>
APEFE MF RDC	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/APEFE%20MF%20RDC.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/APEFE%20MF%20RDC.pdf</a>
CEC MF RDC	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/CEC%20MF%20RDC.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/CEC%20MF%20RDC.pdf</a>
EMPRISE RDC	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/EMPRISE%20RDC.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/EMPRISE%20RDC.pdf</a>
TOC RDC 22-26 CNCD MF	Theory of Change associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/TOC%20RDC%2022-26%20CNCD%20MF.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/TOC%20RDC%2022-26%20CNCD%20MF.pdf</a>
Projet de convention de partenariat SJS MF	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_SJS_2022-26.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_SJS_2022-26.pdf</a>
Projet de convention de partenariat ANPC MF	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_ANPC_2022-26.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_ANPC_2022-26.pdf</a>
MF fiche signalétique partenaires RDC	Fact sheet per partner	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/MF%20fiche%20signal%C3%A9tique%20partenaires%20RDC.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/MF%20fiche%20signal%C3%A9tique%20partenaires%20RDC.pdf</a>

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

#### Description

Investissements : ANPC : projecteur, SJS : meubles de bureau et 4 PC portables, imprimante noir et blanc bureau, antivirus, petite imprimante en couleur pour l'impression de documents et outils illustratifs sur le DSSR, petit groupe électrogène pour palier au problème d'électricité.

Frais de fonctionnement :

Frais de réalisation des activités des projets :

- recherche-action (en début de programme): frais de réalisation d'enquête, publication et diffusion (bulletin trimestriel), honoraires de consultants, documents audiovisuels .
- organisation des formations et ateliers sur l'intégration de la dimension genre, masculinité positive et leadership (subsistance, logement, déplacements, location de salles, frais de formateurs...).
- élaboration et impression d'outils et guide d'animation, de matériel didactique.
- élaboration d'argumentaire de plaidoyer.
- renforcement des capacités entrepreneuriales et techniques des femmes et jeunes paysan.ne.s et développement des filières agro-écologiques.
- outillage des femmes et les organisations sur les VBG, le renforcement du leadership.
- Organisation de groupes de réflexion d'activités de lobbying et de sensibilisation.

Les frais de bureau local permettent de couvrir une partie des frais de bureau local tels que le loyer, l'eau et l'électricité, les fournitures et communications internet, l'entretien du matériel informatique, les courses de service à Kinshasa.

Les frais de personnel (entre 44 et 48%/an) consistent en :

- SJS : responsable du projet, de Suivi et Evaluation, de l'assistant.e Mob Comm et Mob line, de la comptable, de la caissière et de la directrice exécutive
- ANPC : chargé des programmes, du chargé de formations, de communication et administration/comptabilité

Un montant de 1000 euros par an est alloué au temps de travail estimé nécessaire à la représentation du M/F en RDC et au travail de liaison locale.

Synergies/collaborations: réalisation des synergies expliquées dans le programme (répartis entre "autres" et "déplacements").

Dépenses siège: voyages de suivi et déplacement de nos partenaires au siège du M/F pour événements (dans déplacements).

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès BERTRAND
--------	----------------

Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	Si Jeunesse Savait
Name :	Richine Masengo
Telephone :	+243852495750
Email :	richine@mwasi.com

### List of partnerships/cooperative for the outcome

#### List of partnerships for the outcome

Acronym SJS

Full name Si Jeunesse Savait

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
25000	25000	25000	25000	25000	125000

#### List of cooperative partnerships for the outcome

Acronym ANPC

Full name Académie Nationale Paysanne Congolaise

#### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
27838	25608	24579	23696	23279	125000

# Rapports de genre dans la transition agroécologique et résilience face aux changements climatiques

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès BERTRAND
Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	ENDA Pronat
Name :	Anna Veillon
Telephone :	+221 78 635 20 55
Email :	annaveillon@gmail.com

## Author information

Lead NGO/Owner :	LMSLF
Name of accredited actor	Le Monde selon les femmes

## General

Title of the outcome - French or English (mandatory) :	Rapports de genre dans la transition agroécologique et résilience face aux changements climatiques		
IATI activity identifier :	BE-BCE_KBO-0430826290-prg2022-8-BE		
Outcome start date :	01-01-2022		
Outcome end date :	31-12-2026		
Country of intervention :	Senegal		
Sector :	31181 - Agriculture, Forestry, Fishing - Agricultural education/training	Budget share :	30%
Sector :	15170 - Government & Civil Society - Women's rights organisations and movements, and government institutions	Budget share :	50%
Sector :	41030 - General Environment Protection - Bio-diversity	Budget share :	20%

## Strategic target involved

### 1. Promouvoir des territoires résilients, la bonne gouver...

- SENEGAL

Description :	1. Promouvoir des territoires résilients, la bonne gouvernance locale, le respect des droits humains et incluant les citoyens dans la gestion de politiques locales durables
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 2. Promouvoir une approche alimentaire durable dans nos t...

- SENEGAL

Description :	2. Promouvoir une approche alimentaire durable dans nos territoires d'intervention par la TAE (Transition Agro-Écologique) et le développement de marchés inclusifs des produits issus de ces territoires
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 3. Assurer un enseignement inclusif de qualité et stimul...

- SENEGAL

Description :	3. Assurer un enseignement inclusif de qualité et stimuler les dynamiques sociales, économiques et entrepreneuriales afin d'augmenter les opportunités d'emploi et favoriser le développement inclusif et durable de la société
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

## Geographic location of the outcome's intervention zone

### Guédé

Lat/Long :	16.193574826698, -15.09521484375
------------	----------------------------------

Fatick, Sénégal

Lat/Long :	14.33662, -16.408779
------------	----------------------

## Outcome summary

### Description of the outcome

Cet outcome a pour objectif d'engager les communautés, particulièrement des femmes et des jeunes (filles et garçons) dans l'accès aux ressources locales grâce à l'élargissement des espaces de dialogue et de pouvoir, par le renforcement des pratiques résilientes aux changements climatiques et la promotion de politiques de transition agroécologique qui intègrent l'approche genre et questionnent la coresponsabilité H/F.

Pour atteindre cet outcome, nous travaillerons sur trois stratégies principales :

- Renforcer les connaissances, les compétences et les attitudes des acteurs.rices clés en menant une recherche-action avec une approche genre et environnementale, en se concentrant sur l'analyse des pratiques pour produire des connaissances et un changement social.
- Renforcer au travers de formations les citoyen.nes et acteurs.rices organisé.es de la société civile dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des enjeux locaux avec une perspective de genre et environnementale.
- Outiller et coordonner les citoyen.nes et acteurs.rices organisé.es de la société civile pour qu'ils/elles mettent en commun et renforcent leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaidoyer sur les enjeux locaux.

### Wording of the outcome

Développer l'empowerment des femmes, soutenir la transition agroécologique et renforcer la résilience face aux changements climatiques des communautés, particulièrement des femmes et des jeunes (filles et garçons), pour contribuer à l'atteinte des ODD.

### Target groups

6 Fédérations villageoises de femmes transformatrices et mareyeuses (commune de Fimela)  
 150 Jeunes et femmes formé.es aux métiers verts (région de Fatick)  
 30/40 Elu.es communaux renforcés (Fimela)  
 Les femmes de 12 Groupements d'intérêt économique (Fimela)  
 Fédération nationale et comités locaux des femmes dans la pêche  
 482 productrices membres de 8 GPF  
 2 Conseils municipaux (Guédé, Diouroup), 90 élus (50 % de femmes)  
 7 Ecoles (Guédé) 4 (Diouroup); 94 enseignants (40 % de femmes); 3600 élèves

## Categorization: Sustainable Development Goals

SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	End all forms of discrimination against all women and girls everywhere
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Eliminate all forms of violence against all women and girls in the public and private spheres, including trafficking and sexual and other types of exploitation
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Eliminate all harmful practices, such as child, early and forced marriage and female genital mutilation
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Recognize and value unpaid care and domestic work through the provision of public services, infrastructure and social protection policies and the promotion of shared responsibility within the household and the family as nationally appropriate
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Ensure women's full and effective participation and equal opportunities for leadership at all levels of decision-making in political, economic and public life
SDG :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture	SDT :	By 2030, end hunger and ensure access by all people, in particular the poor and people in vulnerable situations, including infants, to safe, nutritious and sufficient food all year round
SDG :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all	SDT :	By 2030, substantially increase the number of youth and adults who have relevant skills, including technical and vocational skills, for employment, decent jobs and entrepreneurship
SDG :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all	SDT :	By 2030, eliminate gender disparities in education and ensure equal access to all levels of education and vocational training for the vulnerable, including persons with disabilities, indigenous peoples and children in vulnerable situations
SDG :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all	SDT :	By 2030, ensure that all learners acquire the knowledge and skills needed to promote sustainable development, including, among others, through education for sustainable development and sustainable lifestyles, human rights, gender equality, promotion of a culture of peace and non-violence, global citizenship and appreciation of cultural diversity and of culture's contribution to sustainable development
SDG :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns	SDT :	By 2030, achieve the sustainable management and efficient use of natural resources
SDG :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns	SDT :	By 2020, achieve the environmentally sound management of chemicals and all wastes throughout their life cycle, in accordance with agreed international frameworks, and significantly reduce their release to air, water and soil in order to minimize their adverse impacts on human health and the environment
SDG :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns	SDT :	Promote public procurement practices that are sustainable, in accordance with national policies and priorities
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Strengthen resilience and adaptive capacity to climate-related hazards and natural disasters in all countries
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Integrate climate change measures into national policies, strategies and planning



SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Improve education, awareness-raising and human and institutional capacity on climate change mitigation, adaptation, impact reduction and early warning
SDG :	Goal 14. Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development	SDT :	By 2020, sustainably manage and protect marine and coastal ecosystems to avoid significant adverse impacts, including by strengthening their resilience, and take action for their restoration in order to achieve healthy and productive oceans
SDG :	Goal 14. Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development	SDT :	By 2020, effectively regulate harvesting and end overfishing, illegal, unreported and unregulated fishing and destructive fishing practices and implement science-based management plans, in order to restore fish stocks in the shortest time feasible, at least to levels that can produce maximum sustainable yield as determined by their biological characteristics
SDG :	Goal 14. Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development	SDT :	By 2020, prohibit certain forms of fisheries subsidies which contribute to overcapacity and overfishing, eliminate subsidies that contribute to illegal, unreported and unregulated fishing and refrain from introducing new such subsidies, recognizing that appropriate and effective special and differential treatment for developing and least developed countries should be an integral part of the World Trade Organization fisheries subsidies negotiation <sup>3</sup>
SDG :	Goal 15. Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat&nbsp;desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss	SDT :	By 2020, promote the implementation of sustainable management of all types of forests, halt deforestation, restore degraded forests and substantially increase afforestation and reforestation globally
SDG :	Goal 15. Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat&nbsp;desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss	SDT :	Take urgent and significant action to reduce the degradation of natural habitats, halt the loss of biodiversity and, by 2020, protect and prevent the extinction of threatened species
SDG :	Goal 15. Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat&nbsp;desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss	SDT :	By 2020, integrate ecosystem and biodiversity values into national and local planning, development processes, poverty reduction strategies and accounts
SDG :	Goal 10. Reduce inequality within and among countries	SDT :	By 2030, empower and promote the social, economic and political inclusion of all, irrespective of age, sex, disability, race, ethnicity, origin, religion or economic or other status
SDG :	Goal 10. Reduce inequality within and among countries	SDT :	Ensure equal opportunity and reduce inequalities of outcome, including by eliminating discriminatory laws, policies and practices and promoting appropriate legislation, policies and action in this regard
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable&nbsp;Development	SDT :	Enhance international support for implementing effective and targeted capacity-building in developing countries to support national plans to implement all the Sustainable Development Goals, including through North-South, South-South and triangular cooperation
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable&nbsp;Development	SDT :	Enhance the Global Partnership for Sustainable Development, complemented by multi-stakeholder partnerships that mobilize and share knowledge, expertise, technology and financial resources, to support the achievement of the Sustainable Development Goals in all countries, in particular developing countries

## Markers & Tags

1. Gender Equality :	2
2. Aid to Environment :	2
3. Participatory Development / Good Governance :	1
4. Trade development :	1
5. Biodiversity :	2
6. Climat Change - Mitigation :	2
7. Climat Change - Adaptation :	2
8. Desertification :	1
9. RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health :	0
10. HIV / AIDS :	0
11. Children's Rights :	1
12. Disability :	0
13. Nutrition :	0

1. D4D - Better use of big data :	No
2. D4D - Digital for inclusive society :	No
3. D4D - Digital for inclusive and sustainable economic growth :	No
4. Private Sector Development :	No
5. Health - Sexual and reproductive health :	No
6. Health - Quality medicines :	No
7. Health - Health financing and Universal Health Coverage :	No
8. Refugees :	No
9. Covid-19 :	No

## Categorization: Positioning with regard to the objectives of Belgian Development Cooperation, described in its strategy papers

### **Agriculture and Food Security**

L'OS participe aux trois domaines d'intervention identifiés par la coopération belge de la manière suivante :

- la promotion de la participation des agriculteurs aux marchés et aux chaînes de valeur : l'amélioration durable de la productivité agricole par l'optimisation des facteurs de production, une meilleure utilisation des moyens de production, la participation aux activités de la chaîne de production telle que la transformation, des formations techniques, etc.
- la contribution à la bonne gouvernance par le soutien de la société civile au travers du renforcement des capacités des productrices et agricultrices, un régime foncier qui permet le droit à la terre pour les femmes, et l'intégration transversale du genre et de l'environnement dans les politiques relatives à l'agriculture
- le soutien à la recherche et l'innovation pour augmenter la productivité et la résilience des systèmes agricoles aux changements climatiques.

L'OS et les interventions prévues cherchent à contribuer aux trois thèmes transversaux définis par la coopération belge : (1) la nutrition, (2) l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et (3) l'agriculture durable.

### **Environment and climate change**

La coopération belge intègre l'environnement transversalement au sein 4 secteurs prioritaires. L'OS participe à cette insertion transversale dans 3 de ces secteurs de la manière suivante :

- (1) enseignement et formation : sensibilisation aux questions environnementales, la formation et le renforcement des capacités pour une politique environnementale adaptée et d'une transition graduelle vers une économie verte.
- (3) soin de santé : activités de prévention pour sensibiliser la population à ces dangers et inciter à interagir différemment avec son environnement.
- (4) agriculture durable qui est à la base de la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables par le passage à une économie verte qui réduira les risques environnementaux et qui tiennent compte des limites écologiques.

L'OS s'attaque à 3 défis environnementaux prioritaires : la gestion durable de l'eau, l'exploitation durable des terres et des sols et la gestion durable des forêts.

### **Gender**

Cet OS est aligné sur la note stratégique de la coopération belge sur le genre et poursuit ses quatre priorités. Les thèmes principaux abordés par cet OS sont l'empowerment économique des femmes, l'accès aux ressources, la sécurité alimentaire, les DSR et la lutte contre les violences. Ce travail se fera par le biais de l'éducation des femmes et des jeunes filles garçons afin de renforcer les connaissances et la capacité des femmes et des filles à influencer, défendre et prendre des décisions.

## Subsidy bonus allocation: priority themes and strategic priorities

### **Human rights-based approach**

L'approche basée sur les droits humains est centrale dans ce programme tant pour Enda Graf qu'Enda Pronat. Elle se traduit dans cet outcome dans les thématiques et dans les stratégies mises en œuvre, systématiquement abordées sous l'angle de l'(in)égalité d'accès aux droits et aux ressources : égalité de genre à partir de la double approche spécifique et transversale, droits sexuels et reproductifs, souveraineté alimentaire, etc. Les stratégies (recherche-action, formations, campagnes, ateliers de sensibilisation, renforcement des capacités, actions de plaidoyer...) font régulièrement référence (1) à la mise en œuvre des principaux instruments relatifs à toutes les générations de droits humains (DUDH, protocoles additionnels, CEDH, Convention sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes, le programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, etc.), (2) à la mise en œuvre des cadres internationaux, contraignants ou non, permettant la pleine réalisation de ces droits (ODD, Accord de Paris, Convention d'Istanbul, Convention de Beijing, Pacte Mondial sur les migrations).

Les droits humains sont au cœur de cet outcome car il reconnaît les rôles et responsabilités différenciés des détenteurs de droits et les détenteurs d'obligations et donne une place centrale à ceux et celles dont les droits ne sont pas respectés. Les stratégies mises en place contribuent à donner aux personnes privées de leurs droits de les connaître, les exercer et les revendiquer et de demander réparation du préjudice causé par la violation de ces droits. Le programme a pour objectif opérationnel la promotion et la protection des droits humains.

### **Decent and sustainable work**

L'agenda international du travail décent est également l'un des piliers thématiques de l'outcome. Bien que l'agenda du travail décent doit être abordé comme un tout cohérent, chacun de ses piliers est abordé dans l'outcome d'une manière spécifique. Le travail de renforcement des capacités et l'appui aux groupements de femmes transformatrices des produits agricoles et halieutiques, de maraîchage et d'ostréiculture, vise à garantir un emploi décent grâce au respect des droits, à la protection des ressources naturelles et à la promotion de pratiques durables sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins. L'objectif est également d'assurer la participation des femmes à l'élaboration de réglementations et/ou de politiques publiques visant à garantir une protection sociale et environnementale de leurs activités avec une approche sensible au genre.

Le programme participe à la démarche pour l'octroi d'une protection sociale pour les femmes transformatrices des produits halieutiques. Une attention spécifique est portée sur la coresponsabilité H/F par rapport au travail reproductif (souvent invisibilisé) et du care qui assure la reproductibilité du vivant qu'il faut réintégrer dans l'économie.

### **Gender**

Le genre et particulièrement l'égalité femmes-hommes constitue la priorité absolue de cet outcome. Celui-ci est mis en œuvre par deux organisations ENDA Graf et ENDA Pronat qui ont intégré le genre dans leurs stratégies comme condition de développement durable. ENDA Pronat a pour vocation d'améliorer la bonne gouvernance dans la gestion des ressources naturelles et de promouvoir l'agroécologie dans une perspective genre. ENDA Graf coordonne des initiatives de préservation des ressources naturelles et des écosystèmes dans le Delta du Saloum pour une plus grande égalité entre les femmes et les hommes.

Elles poursuivent de manière commune les objectifs suivants : l'autonomisation économique des femmes, la lutte contre les VGB, l'accès des femmes aux instances décisionnelles, au foncier et à la gestion foncière, la déconstruction des masculinités dominantes et le rétablissement de l'équilibre entre les femmes et les hommes.

Elles suivent toutes les deux des logiques d'empowerment individuels et collectifs. Les personnes associées au programme deviennent actrices du changement,

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

capables de faire évoluer individuellement et collectivement les rapports de genre dans leur travail, dans leur famille, et, plus largement, dans des espaces politiques.

Ces organisations suivent dans leurs activités une méthodologie analogue à celle utilisée par le Monde selon les femmes. Recherche, formations et plaidoyer s'alimentent l'un l'autre et sont interconnectés. Ces deux organisations se sont inspirées des grilles et méthodes développées par le M/F qu'elles ont adapté à leur contexte pour produire leurs propres outils. Les résultats de leurs activités servent aussi de moteur et sources d'inspiration pour le travail du M/F au Nord.

### Environnement

L'environnement est une priorité stratégique du programme. Les femmes jouent un rôle essentiel dans le soin à la nature mais sont encore trop peu visibles et peu présentes dans les espaces de décision. De manière transversale, la protection du climat et la biodiversité sont intégrés dans les stratégies du programme, à travers :

- la promotion des chaînes de valeurs des produits agricoles et halieutiques ainsi que la transition agroécologique, dans les communes du programme ;
- la promotion des activités de résilience aux changements climatiques, en questionnant le rapport à la nature, au corps des femmes ainsi qu'à leur pouvoir de décision en articulant féminisme, écologie, économie (accès et contrôle des ressources) en lien avec le contexte culturel ;

Une attention particulière est portée sur les Contributions déterminées au niveau national (CDN) qui se trouvent au cœur de l'Accord de Paris et incarnent les efforts déployés par chaque pays pour réduire ses émissions nationales et s'adapter aux effets du changement climatique. Le programme prévoit le renforcement des capacités des femmes sur les CDN afin d'y garantir une meilleure intégration du genre.

Plus précisément, l'environnement est une priorité stratégique du programme et les activités visent à prévenir le changement climatique, la sécheresse et la déforestation par le reboisement de la mangrove, l'insémination d'alevins, la récupération de terre en développant l'agroécologie avec une perspective de genre ainsi que la valorisation des connaissances locales, le renforcement des capacités et l'échange d'expériences et de connaissances en matière de soins des biens communs.

Les recherches et connaissances développées seront valorisées dans le travail de plaidoyer sur ces thèmes que le Monde selon les femmes conduit aux Nord.

### Areas of complementarity and synergy with the intervention of ENABEL

L'outcome s'aligne aux trois secteurs d'intervention d'ENABEL au Sénégal: la prévention des violences basées sur le genre, l'entreprenariat dans le domaine agricole dans le Sine-Saloum où nos projets sont basés et le renforcement des capacités. Dans le domaine agricole l'outcome est potentiellement complémentaire à la différence où nous travaillons sur l'agroécologie et non l'agro-industrie.

Le M/F au Sénégal sera attentif aux appels d'offres proposés par Enabel et verra dans la mesure de ses disponibilités s'il peut y répondre.

## Description of the outcome, results and strategy

### Description of the expected results

Formulation of outcome or result :	Développer l'empowerment des femmes, soutenir la transition agroécologique et renforcer la résilience face aux changements climatiques des communautés, particulièrement des femmes et des jeunes (filles et garçons), pour contribuer à l'atteinte des ODD.
Indicator title :	IOV 1 Pourcentage de femmes et de jeunes (F/H de moins de 30 ans) intégré au sein des cadres de gouvernance sur les enjeux du changement climatique
Indicator description :	Echantillon: 100 filles et 100 garçons de moins de 35 ans et 300 femmes
Baseline :	Les cadres de gouvernance sur les enjeux du changement climatique sont largement dominés par les hommes d'âge mûr
Target Year 3 - 31/12/2024 :	10% des jeunes et 15% de femmes sont intégrés dans les instances de gouvernance
Target Year 5 - 31/12/2026 :	20% des jeunes et 30% des femmes intègrent les instances de gouvernance

Formulation of outcome or result :	Développer l'empowerment des femmes, soutenir la transition agroécologique et renforcer la résilience face aux changements climatiques des communautés, particulièrement des femmes et des jeunes (filles et garçons), pour contribuer à l'atteinte des ODD.
Indicator title :	IOV 2 Pourcentage d'ateliers nationaux de la DyTAE5 et du CRAFS dans lesquels les préoccupations des femmes rurales en lien avec la TAE et la GDRN sont débattues
Indicator description :	Source de vérification, PV et voir le nombre de fois où cela a été intégré à l'OJ
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	15%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	30%

Formulation of outcome or result :	R1: Les parties prenantes renforcent leur pouvoir d'influence et d'action en approfondissant et actualisant leur expertise sur les enjeux climatiques et autres enjeux locaux liés au genre grâce aux recherche-actions et études réalisées
Indicator title :	R1.1 Une R-A qualitative et quantitative sur les VBG et la coresponsabilité progressivement réalisée au cours du programme entraîne une plus grande participation des hommes dans les tâches ménagères et ainsi une réduction des violences intra-familiales
Indicator description :	Pour la R-A participation de 100 ménages en milieu insulaire et 50 ménages sur le continent
Baseline :	La recherche précédente sur les masculinités révèle une contribution très faible des hommes, surtout dans les zones insulaires. De plus, elle met en évidence le lien entre les violences à l'origine des couples et la surcharge de travail chez la femme
Target Year 3 - 31/12/2024 :	Au moins 5% des hommes identifiés dans les ménages de la première phase en zone insulaire et 10 % sur le continent participent aux tâches ménagères
Target Year 5 - 31/12/2026 :	20% des hommes identifiés dans les ménages de la première phase participent aux tâches ménagères.

Formulation of outcome or result :	R1: Les parties prenantes renforcent leur pouvoir d'influence et d'action en approfondissant et actualisant leur expertise sur les enjeux climatiques et autres enjeux locaux liés au genre grâce aux recherche-actions et études réalisées
Indicator title :	R1.2 Les femmes et hommes ayant participé à la R-A sur les enjeux climatiques ont acquis les connaissances, les argumentaires et l'envie profonde de lutter pour la justice climatique en reconnaissant le rôle central des femmes pour cela
Baseline :	0 recherche
Target Year 3 – 31/12/2024 :	Une R-A est réalisée sur les enjeux climatiques
Target Year 5 – 31/12/2026 :	Le public cible présente des actions de plaidoyer et des argumentaires basés sur la recherche-action

Formulation of outcome or result :	R1: Les parties prenantes renforcent leur pouvoir d'influence et d'action en approfondissant et actualisant leur expertise sur les enjeux climatiques et autres enjeux locaux liés au genre grâce aux recherche-actions et études réalisées
Indicator title :	R1.3 Un diagnostic sur les VGB réalisée dans les zones de Diouroup et Guédé permet de réaliser des modules de formations destinés aux enseignants
Baseline :	Pour le moment aucune étude n'a été réalisée
Target Year 3 – 31/12/2024 :	Diagnostic réalisé et module de formation opérationnel
Target Year 5 – 31/12/2026 :	Diagnostic réalisé et module de formation opérationnel

Formulation of outcome or result :	R2: Les citoyen.nes et acteurs.rices organisés.es de la société civile sont renforcés.es, au travers de formations, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des enjeux climatiques avec une perspective de genre et autres enjeux locaux liés au genre.
Indicator title :	R2.1 Pourcentage des femmes (300) et de jeunes (100F/100G) membres des organisations bénéficiaires du programme, qui sont sensibilisés.es sur les enjeux climatiques, outillés.es sur les politiques climatiques nationales et internationales
Baseline :	Le contexte actuel sur les changements climatiques s'est détérioré avec l'exploitation pétrolière et très peu de femmes et de jeunes sont sensibilisés. Les engagements de l'Etat pour les enjeux climatiques sont peu connus.
Target Year 3 – 31/12/2024 :	40% des femmes et des jeunes sont outillés
Target Year 5 – 31/12/2026 :	70% des femmes et des jeunes sont outillés.

Formulation of outcome or result :	R2: Les citoyen.nes et acteurs.rices organisés.es de la société civile sont renforcés.es, au travers de formations, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des enjeux climatiques avec une perspective de genre et autres enjeux locaux liés au genre.
Indicator title :	R2.2 Nombre de femmes et de jeunes (50 F et 50 G) qui occupent de nouveaux emplois verts tels que ; la valorisation des déchets, l'écotourisme et les métiers sur les énergies renouvelables, après avoir suivi des formations
Baseline :	Les populations sont plus concentrées dans les métiers traditionnels, la pêche, l'agriculture etc... Les jeunes et les femmes sont absentes dans les métiers verts et réclament des formations
Target Year 3 – 31/12/2024 :	60 jeunes&25 femmes sont formés.es et développent de nouveaux métiers verts
Target Year 5 – 31/12/2026 :	100 jeunes&50 femmes sont formés.es et développent de nouveaux métiers verts

Formulation of outcome or result :	R2: Les citoyen.nes et acteurs.rices organisés.es de la société civile sont renforcés.es, au travers de formations, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des enjeux climatiques avec une perspective de genre et autres enjeux locaux liés au genre.
Indicator title :	R2.3 Les performances agro écologiques des femmes des nouveaux GPF accompagnés dans la zone de Guédé sont en nette progression
Indicator description :	Comprendre par les performances agro écologiques l'intégration des arbres, l'évolution des rendements agricoles des principales cultures, la diversification ...
Baseline :	0 arbres intégrés; Oignon : 10 t/ha; Piment : 5 t/ha; 3 spéculations cultivées
Target Year 3 – 31/12/2024 :	50 arbres intégrés par hectare; Oignon : 11 t/ha; Piment : 7 t/ha; 6 spéculations cultivées
Target Year 5 – 31/12/2026 :	75 arbres intégrés par hectare; Oignon : 12 t/ha; Piment : 8 t/ha; 10 spéculations cultivées

Formulation of outcome or result :	R2: Les citoyen.nes et acteurs.rices organisés.es de la société civile sont renforcés.es, au travers de formations, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des enjeux climatiques avec une perspective de genre et autres enjeux locaux liés au genre.
Indicator title :	R2.4 L'autonomisation des femmes et leur accès aux moyens de production et de bénéfice est améliorée
Indicator description :	L'embouche constitue un bon moyen de diversifier les revenus des femmes et actuellement une cinquantaine (50) de femmes font de l'embouche grâce à la ligne de crédit en place au niveau de la mutuelle et Enda Pronat souhaite fortifier cette activité en formant les femmes au préalable.
Baseline :	0 femmes sont formées aux activités de l'embouche
Target Year 3 – 31/12/2024 :	30 sont formées aux performances pondérales (vitesse de croissance, poids vif, indice de consommation) et au moins 1/3 d'elles se lancent dans l'activité de l'embouche
Target Year 5 – 31/12/2026 :	50 femmes font de l'embouche

Formulation of outcome or result :	R2: Les citoyen.nes et acteurs.rices organisés.es de la société civile sont renforcés.es, au travers de formations, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des enjeux climatiques avec une perspective de genre et autres enjeux locaux liés au genre.
Indicator title :	R2.5 Les femmes accompagnées et renforcées au niveau du leadership se sentent capables d'occuper des rôles d'autorité, de solutionner les problèmes, de s'organiser pour négocier et défendre un objectif commun.
Baseline :	Au sein des deux zones, seulement 8 % des membres des instances villageoises sont des femmes
Target Year 3 – 31/12/2024 :	15 % de femmes membres des instances villageoises
Target Year 5 – 31/12/2026 :	25 % de femmes membres des instances villageoises

Formulation of outcome or result :	R2: Les citoyen.nes et acteurs.rices organisés.es de la société civile sont renforcés.es, au travers de formations, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des enjeux climatiques avec une perspective de genre et autres enjeux locaux liés au genre.
Indicator title :	R2.6 Les jeunes filles et garçons au sein des écoles cibles sont sensibilisés.es face aux questions de violences basées sur le genre (VBG) et la déconstruction des stéréotypes de genre
Baseline :	Aucune intervention
Target Year 3 – 31/12/2024 :	Les enseignants de 6 écoles ont suivi des formations et peuvent dispenser des cours et organiser des activités de sensibilisation sur les questions de VBG et peuvent accompagner les jeunes dans un processus de déconstruction des stéréotypes
Target Year 5 – 31/12/2026 :	Les 11 écoles ciblées par le programme ont bénéficié du processus d'accompagnement et de formation sur les VBG et stéréotypes de genre

Formulation of outcome or result :	R3: Les citoyen.nes et acteurs.rices organisés.es de la société civile sont outillés.es et coordonnés.es pour mettre en commun et renforcer leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaider sur les enjeux climatiques et autres enjeux locaux liés au genre.
Indicator title :	R3.1 Un cadre multi-acteur/actrice est mis en place qui réunit les différents groupes cibles et œuvre pour une cohérence d'ensemble du travail réalisé et un travail de plaidoyer
Baseline :	Une multitude de cadres existe dans chaque village
Target Year 3 – 31/12/2024 :	Un cadre fédérateur par village est créé
Target Year 5 – 31/12/2026 :	Un cadre multi-acteur communal est créé

Formulation of outcome or result :	R3: Les citoyen.nes et acteurs.rices organisés.es de la société civile sont outillés.es et coordonnés.es pour mettre en commun et renforcer leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaider sur les enjeux climatiques et autres enjeux locaux liés au genre.
Indicator title :	R3.2 Les contributions des femmes dans la préservation des ressources sont visibilisées et elles reçoivent le soutien des autorités
Baseline :	Les contributions ne sont pas visibles
Target Year 3 – 31/12/2024 :	2 contributions de femmes sont appuyées par les autorités communales
Target Year 5 – 31/12/2026 :	4 contributions de femmes sont appuyées par les autorités communales

Formulation of outcome or result :	R3: Les citoyen.nes et acteurs.rices organisés.es de la société civile sont outillés.es et coordonnés.es pour mettre en commun et renforcer leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaider sur les enjeux climatiques et autres enjeux locaux liés au genre.
Indicator title :	R3.3 Les décideurs locaux sont interpellés face à l'intégration du genre dans les politiques climatiques et au sein de différentes instances politiques locales (chef de villages, élus locaux, services déconcentrés de l'Etat, sous-préfecture)
Baseline :	Les politiques climatiques n'intègrent pas l'approche genre
Target Year 3 – 31/12/2024 :	2 campagnes de plaidoyer sont réalisées et ont touché 30 décideurs.euses
Target Year 5 – 31/12/2026 :	3 campagnes de plaidoyer sont réalisées et ont touché 50 décideurs.euse

Formulation of outcome or result :	R3: Les citoyen.nes et acteurs.rices organisés.es de la société civile sont outillés.es et coordonnés.es pour mettre en commun et renforcer leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaider sur les enjeux climatiques et autres enjeux locaux liés au genre.
Indicator title :	R3.4 Des revendications soumises aux conseils municipaux (Diouroup et Guédé) prennent en compte les besoins spécifiques et stratégiques des femmes
Baseline :	4 revendications
Target Year 3 – 31/12/2024 :	20
Target Year 5 – 31/12/2026 :	35

## Activities, targets groups and beneficiaries

### Classification of activities

R1

Recherches-actions et restitution sur les enjeux actuels du changement climatique; la contribution des femmes dans la pêche et la préservation des écosystèmes; la coresponsabilité F/H en lien avec la diminution des VBG; la production et la transformation en agroécologie; les VBG spécifiquement dans les communes de Guédé et Fatick.

R2

Activités de reboisement et d'ensemencement

Sensibilisation des jeunes et des femmes aux enjeux du changement climatique

Formations (techniques, organisationnelles, leadership et plaidoyer, commercialisation, communication) sur :

- Les nouveaux emplois verts et durables à travers le développement de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes (maraîchage, écotourisme, ostréiculture, transformation des produits et appui aux services commerciaux);

- La transition agroécologique, l'emboûche et l'accès et la gestion des crédits;

- L'équité de genre et la gestion des ressources naturelles en lien avec le genre pour les élu.e-s et membres des instances villageoises;

- Les stéréotypes de genre et les VBG au niveau scolaire;

- Appui aux services énergétiques, aux équipements solaires pour les maraîchères et les transformatrices.

R3

Appui à la mise en place et au renforcement d'un cadre multi-acteur

Réalisation de communication et plaidoyer pour promouvoir des politiques climatiques intégrant l'approche genre

Organisation des séances de théâtres, vidéo, exposition photos pour visibiliser les actions des femmes dans la préservation de l'environnement

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civi...

Renforcement du pouvoir politique des femmes à travers l'appui à leur participation au plaidoyer sur l'agroécologie ; visites d'échange entre leaders au niveau national ; échanges entre élues et villageoises ; et capitalisation vidéo de leurs performances agroécologiques.

Réalisation d'enquêtes bisannuelles sur l'intégration transversale et spécifique du genre dans les projets des ACNG membres du CSC et évaluation des progrès réalisés.

### Target group(s)

6 Fédérations villageoises de femmes transformatrices et mareyeuses (commune de Fimela)  
 150 Jeunes et femmes formés.es aux métiers verts (région de Fatick)  
 30/40 Elu.es communaux renforcés (Fimela)  
 Les femmes de 12 Groupements d'intérêt économique (Fimela)  
 Fédération nationale et comité locaux des femmes dans la pêche  
 482 productrices membres de 8 GPF  
 2 conseils municipaux (Guédé, Diouroup), 90 élus (50 % de femmes)  
 7 écoles (Guédé) 4 (Diouroup); 94 enseignants (40 % de femmes); 3600 élèves

### Beneficiaries

Les jeunes et les femmes des régions de Guédé et Fatick renforcés.es dans leur résilience face aux changements climatiques et cela dans une perspective de genre.

Title of the reference annex :	TOC OS8
Title of the reference annex :	Risques OS8

### Description of the Relevance

<p>Cet outcome est conforme aux priorités des organisations internationales, aux ODD de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le Développement Durable, au Plan d'Action Genre (PAG) III 2021-2025, de l'Union Européenne et au cadre normatif belge et international.</p> <p>Cette intervention est cohérente avec les cibles du CSC Sénégal, cible 1, cible 2 et cible 3 du CSC Sénégal qui se reflètent dans les notes stratégiques de la coopération belge sur le genre, l'environnement et changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire et l'éducation. Les stratégies ont été élaborées de façon spécifique à chaque résultat.</p>	
Contribution CSC	Contribution de l'OS
CB1.1.	Le R3 par l'appui à la participation des femmes aux ateliers multi-acteurs dans le cadre de la Dynamique nationale pour une transition agroécologique au Sénégal (DyTAES), cadre de dialogue avec l'Etat pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques nationales sur la transition agroécologique (TAE), par les ateliers de concertations entre élues et villageoises, afin de mieux porter les préoccupations des femmes rurales au niveau des conseils municipaux et par la création de nouveaux cadres multi-acteurs dans nos villages cibles.
CB1.2.	L'outcome a pour objectif de contribuer à la réalisation des ODD au travers de différentes stratégies.
CB1.4.	L'outcome et ses trois résultats visent à soutenir la transition agroécologique, la résilience face aux changements climatiques et des relations de genre plus égalitaires, au travers de la réalisation de recherches-actions, le renforcement des capacités des groupements de femmes et des jeunes (appuis, conseils, formations techniques, suivi et évaluation de leurs performances) mais également en renforçant leur leadership et leur techniques de plaidoyer pour une meilleure représentation de leur intérêt dans les sphères d'influence.
CB1.5.	Le R2 porte sur le renforcement des capacités des femmes et des nouveaux élu.e.s sur les textes et codes de gestion des ressources naturelles avec une perspective de genre. Ce RC se fait également par des formations techniques (nouveaux métiers, agroécologie, élevage, transformation) et des séances de sensibilisation (changements climatiques, VBG). Le R3 vise la création de cadre multi acteurs, ateliers d'échanges entre élu.e.s et femmes dans les villages ciblées, afin que les conseillères adoptent une démarche inclusive et participative pour porter au mieux les préoccupations des femmes rurales au niveau des conseils municipaux.
CB1.6. 6.1	L'OS s'inscrit parfaitement dans les 4 approches de cette cible par la réalisation des 3 résultats par des recherches-actions sur les co-responsabilités H/F, les stéréotypes de genre et les VBG, par la formation et la sensibilisation à ces questions, aux droits des femmes et plus globalement aux droits humains. Le travail de plaidoyer vise à une meilleure prise en compte des besoins des femmes, des jeunes et une meilleure application des cadres politiques locaux que ce soit à travers le plaidoyer du REFEPAS (pêche) ou du Dytaes (agroécologie).
CB1.7.	Les R2 et R3 visent au renforcement des capacités des nouveaux élu.e.s et des productrices.teurs sur les textes et codes de gestion des ressources naturelles avec un focus sur l'égalité F/h et à l'organisation d'ateliers de concertations entre élues et villageoises, afin que les conseillères adoptent une démarche inclusive et participative pour porter au mieux les préoccupations des femmes rurales au niveau des conseils municipaux et de la DYTAEL et DYTAES
CB2.1.	L'OS a pour objectif de soutenir les groupes cibles et particulièrement les femmes dont le rôle est central à toutes les étapes des SAD et qui sont actifs dans le maraîchage et la transformation des produits halieutiques et agricoles et qui contribuent activement à des SAD. Le soutien de l'OS à cette cible se concrétise au travers des: renforcements de capacités des actrices des SAD, au travers de l'équipement, appui, conseils et formations des GPF et GIE, suivi et évaluation de leurs performances; les visites d'échange entre GPF et GIE pour les échanges de bonnes pratiques; par la mise en réseau et la diffusion de modèles innovants, la participation des femmes aux espaces de décisions et ateliers locaux et nationaux sur la TAE (DyTAEL et DyTAES).
CB2.2.	
CB2.3.	
CB2.4.	
CB2.5.	
CB2.6.	
CB2.8.	Notre OS par le R2 contribue à la cible par le renforcement des capacités des femmes transformatrices, dans le maraîchage et la pêche, par la formation aux nouveaux métiers verts et par le renforcement de la ligne de crédit embouche.
CB3.2.	
CB3.3.	
CB3.4.	
L'OS s'aligne à différents accords et politiques nationales:	

- La « Contribution Prévue Déterminée au niveau National » présenté par le Sénégal dans le cadre de l'Accord de Paris qui, tant du côté de l'atténuation que de l'adaptation aux CC, met en exergue des options favorables au développement de l'agroécologie.

- la Stratégie Nationale de Développement Durable et le Cadre National d'Investissement Stratégique pour la Gestion Durable des Terres, en vue d'inverser durablement, d'ici 2026, la tendance à la dégradation des terres dans tous les écosystèmes pour une productivité durable. Ce cadre est cohérent avec la Loi d'Orientation Agro-sylvo-Pastorale et répond au programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise et du Programme National d'Investissement Agricole pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

- L'axe 2 de la phase II du Plan Sénégal Émergent, qui vise à "renforcer le capital humain, la protection sociale et le développement durable à travers notamment [...] la réduction de la dégradation de l'environnement, des ressources naturelles et des effets néfastes du CC" ainsi que l'axe 3 qui vise à "renforcer la gouvernance, la paix et la sécurité par [...] la promotion de l'équité et de l'égalité de genre".

- Le Code des collectivités locales qui vise à instaurer une gouvernance décentralisée, et la Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre, cadre de référence qui clarifie la vision du pays en matière de genre et définit les actions visant à intégrer progressivement et efficacement les questions de genre dans les priorités de développement.

Ce programme s'inscrit dans la continuité du précédent et intervient dans les mêmes zones avec les mêmes partenaires, qui renforcés depuis plus de 10 ans par nos méthodologies, sont plus aptes à renforcer et accompagner les groupements de promotion féminine (GPF) et groupement d'intérêt économiques (GIE) des femmes dans la transition agroécologique et la résilience aux CC. Certains groupements du programme précédent vont continuer à bénéficier de l'accompagnement des partenaires mais la majorité vont bénéficier pour la première fois d'un renforcement de capacités (7 nouveaux et renforcement de 5 anciens). En effet, les femmes accompagnées témoignent d'une importante amélioration dans leurs conditions de vie et ce nouveau programme souhaite renforcer de nouveaux groupements avec un accompagnement qui s'inspire des succès du précédent et s'adaptent également aux faiblesses rencontrées. Nos partenaires sont donc les plus aptes à réaliser ce travail. L'OS cible la transition agroécologique, la résilience aux changements climatiques et l'évolution des rapports de genre, qui sont des transformations nécessitant un accompagnement à moyen voire long terme.

## Description of Coherence

Cette intervention est conforme aux priorités des organisations internationales, aux ODD, au Plan d'Action Genre (PAG) III 2021-2025 de l'UE et au cadre normatif belge et international. Cette intervention est cohérente avec les cibles du CSC Sénégal, cible 1, cible 2 et cible 3 du CSC Sénégal qui se reflètent dans les notes stratégiques de la coopération belge sur le genre, l'environnement et changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire et l'éducation.

Les interventions de nos partenaires sont compatibles avec celles menées au sein du Sénégal et ce au travers de plusieurs normes, critères et accords nationaux et internationaux. Les interventions d'Enda Graf au niveau de la zone côtière sont cohérentes avec les mesures à prendre dans le cadre de la Stratégie Nationale de Mise en Œuvre (SNMO) de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) : protection de la côte par le reboisement, la promotion de l'éco-tourisme et l'aquaculture pour satisfaire la demande en ressources halieutiques.

Enda Graf et Enda Pronat mènent également leurs interventions en cohérence avec la Contribution Nationale Déterminée (CDN) du Sénégal dans le cadre l'Accord de Paris. Le CDN représente les efforts déployés par le Sénégal pour réduire ses émissions et s'adapter aux effets du changement climatique. L'intervention met au cœur des défis du changement climatique la perspective de genre et le rôle des femmes dans la préservation des écosystèmes dégradés, dans les efforts de préservation (action d'atténuation et d'adaptation), et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Justement, le Sénégal a mis la transition agro-écologique parmi les initiatives majeures du Plan d'Action Prioritaire de la deuxième phase du Plan Sénégal Emergent (2019-2023) et s'engage dans un plan de reforestation pour la préservation des écosystèmes afin de garantir la sécurité alimentaire de sa population et des générations futures.

Enda Pronat occupe le secrétariat de la "Dynamique pour une Transition Agro-Ecologique au Sénégal » (DyTAES), qui regroupe une diversité d'acteurs comprenant des paysans, des organisations communautaires de base, des collectivités territoriales, des organisations non-gouvernementales, des chercheurs et des entreprises privées. La DyTAES vise à accompagner l'Etat dans l'élaboration de politiques publiques en lien avec l'agroécologie, grâce aux réflexions, à l'expérience de différents membres. L'intervention d'Enda Pronat comme partenaire du MF dans la DyTAES, assure d'intégrer une attention spécifique et transversale au genre par le renforcement des femmes, pionnières et actrices majeures de l'agroécologie. L'insertion du genre dans la DyTAES rejoint et est cohérente avec la Stratégie nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (SNEEG) du Sénégal qui interpelle tous les acteurs de développement afin de s'assurer de la prise en compte du genre dans la formulation des stratégies nationales.

## Description of Effectiveness

Par ses activités l'OS contribue efficacement aux cibles du CSC Sénégal

Cible CSC	Contribution de l'OS
<p>CB1.1. Appuyer les processus multi-acteurs de concertation, de dialogue et de co-construction des politiques locales de développement : coaching territorial, accompagnement du changement.</p> <p>CB1.2. Accompagner la localisation des ODD (les acteurs locaux participent pleinement à la définition d'objectifs pour chaque ODD, à leur mise en œuvre et leur suivi), au sein des territoires et des missions</p> <p>des collectivités territoriales : création de plateformes multi-acteurs, sensibilisation et renforcement de</p> <p>capacités sur les ODD, stratégies de localisation.</p>	<p>- Appui dans la mise en place et le renforcement d'un cadre multi-acteur dans les villages cibles</p> <p>- Renforcement du genre dans la DyTAES et la DyTAEI</p> <p>- Renforcement des capacités des élues communales dans le plaidoyer pour la transition agroécologique et la prise en compte des revendications des femmes rurales au sein des conseils municipaux</p>

<p>CB1.4. Appuyer les processus de transition (agroécologique, climatique, genre transformateur) pour faciliter un accroissement de la résilience au niveau des CT</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherches-actions et restitution des enjeux du changements climatiques, le rôle essentiel des femmes dans la préservation des écosystèmes et de la biodiversité, la coresponsabilité H/F pour des normes de genre transformatrices</li> <li>- Formations sur les techniques de l'agroécologie (maraîchage, ostréiculture, transformation des produits agricoles et halieutiques)</li> <li>- Formation sur l'équité de genre, la gestion et la préservation des ressources naturelles pour les élu.es et membres des instances villageoises</li> <li>- Appui aux services énergétiques et équipement solaires pour les maraîchères et les transformatrices</li> <li>- Renforcement des capacités en leadership et techniques de plaidoyer pour une meilleure représentation des intérêts des femmes transformatrices et maraîchères dans les sphères d'influence.</li> </ul>
<p>CB1.5. Renforcer les capacités des acteurs.trices OSC/AL (par exemple : formateurs, organismes de formation, opérateurs culturels, groupes de parents d'élèves), les capacités individuelles des membres de la société civile, les capacités des autorités décentralisées (élus, services techniques et administratifs) dans les différents domaines de compétences décentralisées, au service de politiques de développement local/territorial durables et inclusives.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des capacités des femmes et des nouveaux élu.es sur les textes et codes de gestion des ressources naturelles avec une perspective de genre.</li> <li>- Formations techniques sur les nouveaux métiers verts, l'agroécologie, élevage, transformation</li> <li>- Séances de sensibilisation sur les changements climatiques, les violences basées sur le genre et la coresponsabilité environnementale et au sein des ménages</li> <li>- Création de cadre multi acteur.trices : ateliers d'échanges entre élu-e-s et femmes dans les villages ciblés, afin que les conseillères adoptent une démarche inclusive et participative pour porter au mieux les préoccupations des femmes rurales au niveau des conseils municipaux.</li> </ul>
<p>CB1.6. Renforcer les communautés et les autorités décentralisées pour qu'elles œuvrent localement de manière autonome et durable à la protection des droits, notamment des populations les plusvulnérables. Cette approche inclut également les 4 points suivants :</p> <p>6.1 Promouvoir la participation des enfants, des jeunes, des filles et des femmes dans les efforts de pacification, de prévention des conflits, de transition démocratique, d'égalité des genres</p> <p>6.2 Promouvoir les droits humains et l'égalité pour tous, particulièrement ceux des groupes vulnérables (enfants, femmes, filles, personnes vivant avec un handicap ou malades, minorités)</p> <p>6.3 Proposer une réflexion autour des masculinités en appuyant une vision coresponsable entre les hommes et les femmes sur les rôles et les responsabilités dans les différentes sphères sociales et familiales.</p> <p>6.4 Plaider pour une meilleure application des cadres politiques, légaux et administratifs (internationaux, régionaux, nationaux et locaux) afin d'améliorer l'accès des enfants à des services de base et de protection</p>	<p>L'OS s'inscrit parfaitement dans les 4 approches de cette cible par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherches-actions sur (1) les coresponsabilités H/F, (2) les stéréotypes de genre et les VBG</li> <li>- Activités de sensibilisation sur les stéréotypes de genre, les VBG et les coresponsabilité H/F</li> <li>- renforcement de la DyTAES par l'insertion du genre au cœur de la transition agroécologique</li> <li>- Activités de renforcement des capacités de plaidoyer pour une meilleure prise en compte des besoins des femmes, des jeunes et une meilleure application des cadres politiques locaux que ce soit à travers le plaidoyer du REFEPAS (pêche) ou les Dytaes (agroécologie).</li> </ul>
<p>CB1.7. Accompagner la mise en place de processus au service d'une gouvernance territoriale améliorée, transparente</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des capacités des nouveaux élu.e.s et des productrices.teurs sur les textes et codes de gestion des ressources naturelles avec une attention particulière sur le genre</li> <li>- Organisation d'ateliers de concertations entre élues et villageoises, afin que les conseillères adoptent une démarche inclusive et participative pour porter au mieux les préoccupations des femmes rurales au niveau des conseils municipaux et de la DyTAEL et DyTAES</li> </ul>



<p>CB2.1. Renforcement de capacités et mise en réseau des acteurs.trices des SAD</p> <p>CB2.2. Mise en place ou soutien aux unités de production, coopératives, groupements, agro-dealers, engagés dans les SAD</p> <p>CB2.3. Renforcement du rôle des femmes et des jeunes dans les systèmes alimentaires</p> <p>CB2.4. Appui financier aux producteurs.trices</p> <p>CB2.5. Contractualisation et mise en marché des productions agro-écologiques, agro sylvo pastorales et halieutiques durables (clubs de commercialisation)</p> <p>CB2.6. Appui à la mise en place de mécanismes de gestion équitable et durable des ressources naturelles</p> <p>CB2.8. Appui aux plaidoyer politique en faveur de l'agroécologie, dont la formation des femmes aux techniques de plaidoyer et sensibilisation</p>	<p>- renforcement des actrices des SAD : équipements (machines de transformation et équipements solaires), appui, conseils et formations des GPF et GIE, suivi et évaluation de leurs performances ; les visites d'échange entre GPF et GIE pour les échanges de bonnes pratiques des femmes pionnières en agroécologie et impliquées dans les efforts de préservation</p> <p>- mise en réseau et diffusion de modèles innovants dans la transition agroécologique et les efforts de préservations des ressources naturelles (reboisement, gestion durable des conchylicoles)</p> <p>- Stimuler la participation des femmes aux espaces de décisions et ateliers locaux et nationaux sur la TAE (DyTAEL et DyTAES)</p>
<p>CB3.2. Contribuer à l'adéquation des formations au marché du travail et à la formation continue pour une plus grande employabilité et insertion socio-professionnelle pour tous, y compris les personnes vulnérables (femmes, filles, personnes en situation de handicap, jeunes en rupture (en situation de rue), jeunes en apprentissage, migrants, personnes détenues et privées de liberté</p> <p>CB3.3. Promouvoir l'entrepreneuriat, en particulier féminin, en facilitant l'accès aux ressources, aux financements, en renforçant les capacités managériales, en développant l'esprit entrepreneurial et en orientant vers l'innovation, le consommateur local</p> <p>CB3.4. Promouvoir le travail décent et le développement d'une économie sociale et solidaire axée sur l'entrepreneuriat, l'économie verte et circulaire par l'accompagnement et la professionnalisation des MPME</p>	<p>- Renforcement des capacités des femmes formatrices, dans le maraîchage et la pêche,</p> <p>- Formation aux nouveaux métiers verts</p> <p>- Renforcement de la ligne de crédit embouche pour les femmes</p>

Les approches mises en œuvre dans cet objectif spécifique s'intègrent dans la continuité du programme précédent qui ont prouvé leur efficacité. L'OS s'inscrit dans trois axes d'intervention: la recherche action, le renforcement des capacités et le plaidoyer pour une meilleure implication des femmes et des jeunes dans la gouvernance des ressources, les politiques climatiques et la transition agroécologique.

La méthodologie découlant de la recherche action permet : (1) une meilleure appropriation du projet par les bénéficiaires, (2) le recadrage permanent des activités de formation et (3) d'alimenter le contenu des plaidoyers en s'appuyant sur la récolte d'information scientifiques et des actions concrètes et transformatrices sur le terrain.

La théorie du changement s'inscrit dans un contexte marqué par la dégradation des écosystèmes liée aux effets anthropiques combinés aux effets du changement climatique; une situation qui entraîne une surcharge de travail chez les femmes et conduit à la violence au sein du couple. Les ateliers et formations antérieurs donnés aux hommes sur la coresponsabilité ont stimulés plusieurs hommes à s'impliquer dans les travaux domestiques (aller chercher l'eau, le bois, etc.) et participent à un meilleur équilibre au sein du foyer. Cette recherche sera encore poursuivie dans la présente action en touchant davantage les zones insulaires. Aussi, en privilégiant la formation et la recherche de compétences dans les nouveaux métiers verts, le reboisement pour la séquestration de carbone, la sensibilisation pour une meilleure participation des femmes et des jeunes à l'élaboration de politiques de climat, l'initiative participe de façon efficace à l'atteinte de l'outcome.

Cette intervention est efficace dans le sens où elle prend en compte les groupes marginalisés. Pour s'assurer que personne ne soit mise de côté, nous intégrons l'intersectionnalité dans nos méthodes et grilles d'analyse du genre, afin de nous assurer de toucher les couches les plus vulnérables avec une attention particulière sur les femmes et jeunes filles, issues de couches sociales, ethniques, financières plus vulnérables. Nos deux partenaires réalisent un diagnostic et une cartographie afin d'identifier les groupes cibles dans une approche globale.

## Description of Efficiency

Chez ENDA Graf et Pronat, les frais de personnel se répartissent entre les chargées de projet pour les zones de Diourouf et de Guédé. Cette allocation des ressources permet d'assurer la coordination du programme ainsi que les formations, une partie des ateliers et animations, l'administration et la comptabilité. Une représentation du M/F à temps partiel, sur le terrain, sera assurée par Enda Pronat. Elle aura comme fonction d'assurer le lien avec les partenaires ACNG belges et la représentation belge à Dakar et participera aux rencontres des ACNG au nom des deux Enda en concertation avec le M/F. Cet agent de liaison permet d'assurer une mise en œuvre optimale des ressources budgétaires en capitalisant l'information. Les deux partenaires contribueront aux synergies du programme.

Les dépenses portent sur du matériel de production et de transformation et d'intrants agricoles qui contribuent à l'autonomisation des femmes et facilitent la mise en œuvre des trois piliers du programme : recherche-action, formations et plaidoyer qui visent spécifiquement à intégrer l'approche genre dans les politiques climatiques. Les actions sont renforcées par des visites d'échange entre GPF dans les deux zones, en début et en fin de programme. Un effort particulier concerne le renforcement des capacités des nouveaux élu.e.s et productrices locales visant à l'intégration de l'approche genre dans la gestion des ressources naturelles.

L'encadrement permet la réalisation des différentes formations et ateliers. Le budget couvre les frais de réalisation de ces activités en assurant les déplacements, le logement et la subsistance. Les consultants sous contrats sont également rémunérés pour la réalisation d'enquêtes ainsi que pour dispenser une partie des formations.

Le chronogramme met l'accent sur la recherche-action en début de programme qui permet d'établir un diagnostic de la situation et des besoins des communautés afin de pouvoir cibler au mieux les formations et renforcer le plaidoyer. Ce dernier est renforcé par l'usage de l'audio-visuel. La répartition des dépenses de fonctionnement entre les trois branches d'action permet d'assurer un maximum d'efficacité.

## Description of the expected Impact

L'OS vise à contribuer à un mouvement général d'intégration et de maintien des ODD dans les politiques publiques, les instances internationales, et de renforcer leur cohérence. Il participe à l'émergence et au renforcement d'une veille citoyenne favorable aux ODD et à leur réalisation, comme explicité dans la ToC. L'OS vise donc, par essence, un impact durable dans le temps. Les effets de ses actions, intentionnels et non intentionnels, entre autres concernant l'empowerment et la résilience des femmes et des filles, ont un potentiel transformateur important sur les comportements individuels et collectifs des publics cibles et sur leur caractère multiplicateur pour un modèle de développement durable, inclusif, solidaire et égalitaire. Les impacts recherchés par l'*outcome* sont d'établir et promouvoir :

- des communautés résilientes aux changements climatiques,
- des réformes foncières et des politiques qui protègent les femmes transformatrices, pêcheuses et mareyeuses, qui prennent en compte les revendications des jeunes, femmes et groupes marginalisés, l'application des textes de lois et conventions qui promeuvent de l'agriculture familiale, afin de favoriser l'engagement civique et économique des femmes et des jeunes.

L'impact souhaité est d'éradiquer la faim et la malnutrition en promouvant une agriculture durable, en renforçant la résilience des communautés aux effets des changements climatiques, de renforcer l'autonomisation des femmes grâce aux activités génératrices des revenus mais également grâce à leur connaissance face à leurs droits, l'appropriation des problèmes locaux et la capacité de les revendiquer et dénoncer les violences qu'elles subissent.

## Description of Sustainability

La logique globale d'intervention de l'OS est d'orienter et de concentrer l'action sur des publics multiplicateurs au sein de la société civile afin de garantir que les bénéfices des actions continuent même après la fin de l'intervention. Ce programme s'inscrit dans la suite du précédent, durant lequel le M/F a organisé de nombreux moments d'échanges et de visites, afin de renforcer les capacités de ses partenaires par la transmission de ses méthodologies, outils et grilles d'analyses qui s'adaptent au contexte et s'inscrivent dans le cadre d'une éducation populaire, féministe et émancipatrice. Ces moments permettent l'échange de bonnes pratiques et de croiser les regards, afin de bénéficier mutuellement de l'expertise de l'autre. Nos partenaires se sont appropriés nos outils de travail, les ont enrichis et les transmettent à leur tour afin de contribuer à la durabilité technique et institutionnelle. L'intervention de ce programme est en grande partie liée aux renforcements de capacités, notamment la formation, sensibilisation et recherche action qui place les actrices au cœur des processus.

La durabilité sociale et l'appropriation de l'intervention des groupes cibles s'appuient également sur la valorisation des initiatives, connaissances et compétences locales. Nos activités ont pour objectif de stimuler les groupes cibles pour renforcer leur pouvoir au niveau :

- **individuel** par les activités de déconstruction de stéréotypes et pour stimuler la confiance et le leadership,
- **interpersonnel** pour questionner les rapports de domination H/F, les questions de masculinités toxiques ou transformatrices,
- **groupal** pour questionner les rôles traditionnelles et les injonctions adressées aux femmes qui compromettent leur capacité,
- **organisationnel** pour analyser la manière dont les femmes et les hommes, en tant que groupes sociaux sexués, se répartissent le pouvoir, les ressources, l'influence et poursuivent des logiques d'intérêts différents
- **institutionnel** par des formations pour connaître le cadre législatif qui garantit les droits humains, les droits des femmes, etc. et savoir les revendiquer,
- **l'historicité**, pour renforcer la capacité de la société de se transformer par la mobilisation sociale et les luttes collectives.

L'intervention vise ces 6 niveaux de pouvoirs afin de rendre l'action plus efficace grâce à l'analyse de tous les niveaux mais également parce que leur renforcement garantit une meilleure appropriation par les groupes-cibles. Les interventions visent à former les différents groupes cibles pour une appropriation de leurs droits et revendications et fortifient leur leadership et leur capacité d'être multiplicateurs de bonnes pratiques afin qu'ils et elles puissent participer et porter le plaidoyer à plusieurs niveaux. Ces multiplicateurs sont les élues communautaires, les membres des GIE et GPF, les leaders religieux et communautaires, les enseignants.e.s, les décideurs et décideuses politiques et les jeunes filles et garçons, qui vont porter cette lutte pour une société juste, égalitaire et inclusive et garantir la durabilité écologique.

Enfin, les deux partenaires ont une longue trajectoire institutionnelle et sont financés par plusieurs bailleurs internationaux. Ils continuent de développer leur expertise dans l'écriture de projets de financement. L'écriture de ce projet a été principalement portée par eux et prouve une réelle maîtrise de leurs interventions et donc de la capacité à trouver d'autres sources de financement.

La durabilité financière des femmes et jeunes paysan.nes ciblé.e.s par nos interventions se fait par la professionnalisation de leurs activités et capacités entrepreneuriales, le renforcement de la ligne de crédit par l'embouche, les tontines crédits rotatifs, pour garantir des moyens de subsistance durables. Le projet accompagne également la création de nouveaux métiers verts et le développement de micros et petites entreprises gage d'une durabilité économique et financière.

## Description of the Partnership Strategy

La vision, la mission et les principes d'action du Monde selon les femmes (M/F) se basent sur des valeurs de respect des droits humains, d'égalité, de solidarité, de justice sociale, de diversité, de responsabilité, de durabilité et d'engagement. Le M/F agit pour la construction d'un mouvement mondial en faveur d'un développement solidaire, durable et décolonial fondé sur l'égalité femmes-hommes. Pour le programme 2022-2026, le M/F travaille avec REMTE Bolivie, La Casa de la Mujer, l'ANPC, Si Jeunesse Savait, ENDA Graf, ENDA Pronat et ADES Guinée.

Globalement, les partenariats développés par le M/F obéissent à trois approches. Ces partenariats ne sont pas exclusifs et peuvent se combiner :

1. Une approche affinitaire qui met en avant le partage d'objectifs et de valeurs communs et des modes opératoires relativement similaires.
2. Une approche identitaire dont le socle est constitué souvent par l'appartenance à des réseaux communs.
3. Une approche complémentaire fondée sur la complémentarité des compétences et la connaissance que l'une des parties peut avoir du territoire d'intervention.

A travers ces partenariats, Le Monde selon les femmes a plusieurs objectifs :

- contribuer au processus d'empowerment des femmes des Suds,
- la déconstruction des rapports sociaux de genre,
- la promotion d'une éducation populaire avec des méthodologies féministes et émancipatrices qui place les femmes comme citoyennes solidaires et engagées sur le plan politique, économique, social et culturel, dans les mobilisations sociales et la production de savoirs,

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

- la bonne intégration par les acteurs.trices de développement de l'approche genre dans leurs pratiques - aux Nords et aux Suds.

Les projets soutenus répondent à des critères précis, tant au sujet du type d'intervention, la méthodologie adoptée et pour ce qui est de la démarche, qui se veut participative et intégrant le principe de coresponsabilité. Le M/F entend valoriser la spécificité des actions et des pensées développées par ses partenaires et les associations de femmes, notamment des Suds. Cette vision implique :

- la mise en évidence de la similarité des enjeux des relations Nord/Sud et des rapports de genre qui constitue la base des partenariats conçus autour de projets communs, construits, décidés et mis en œuvre avec ses partenaires,
- dans le respect de la diversité des partenaires, le fait de favoriser une approche multi-acteurs pour développer les échanges, les apprentissages et renforcements mutuels et une action concertée en vue de plus d'égalité entre les hommes et les femmes dans le monde,
- un partenariat avec des institutions de deuxième niveau, susceptibles de jouer un rôle multiplicateur au sein des bénéficiaires du projet, qui sont identifiés et appuyés directement pas nos partenaires.

Ainsi, les thématiques abordées dans les différents outcomes du programme sont réfléchies en lien avec les partenaires des Suds du M/F et les réalités dans le Nord, soit : « penser le Sud dans le Nord ». Le M/F et ses partenaires travaillent par la même méthodologie qui s'articule autour de trois axes qui correspondent aux résultats de l'outcome : la recherche-action, la formation et le plaidoyer (au Nord avec les partenaires des Suds). Des séminaires et des échanges de pratiques, de matériel sont également prévus entre les partenaires des Suds et des Nords (croisement intercontinentaux). Nos partenaires constituent la boussole du M/F pour construire les stratégies de plaidoyer qui se basent sur le contexte local, qui alimentera également le plaidoyer aux Nords. Il s'agira d'identifier et sélectionner les partenaires, plateformes les plus adéquates pour mener les plaidoyers dans les différents pays en lien avec les réalités contextuelles.

Pour finir, le M/F et ses partenaires veillent à prendre en compte la durabilité des résultats dans la planification et la mise en œuvre de programmes ou projets communs. En même temps, le changement requis pour atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes est tel qu'il implique de travailler sur les changements de mentalité, d'attitude, de comportements et de pratiques sur des périodes beaucoup plus longues que celles habituellement prise en compte pour un projet. De manière générale, le M/F n'encourage pas la dépendance financière des partenaires. En même temps, étant donné la similarité des enjeux aux Nords et aux Suds, il a intérêt à construire des relations de partenariat sur le long terme, qui peuvent prendre ou non la forme de partenariats financiers.

Actuellement le M/F ne parle pas de désengagement vis-à-vis des deux ENDA, en effet, ce sont deux partenaires qui œuvrent autour des mêmes valeurs, des mêmes priorités et d'une même stratégie d'action autour de la trilogie : Recherche-action - Formation - Plaidoyer. Faire avancer les droits des femmes est un travail à long terme. En conséquence, le M/F met l'accent sur l'importance de toucher un nombre de bénéficiaires et d'autorités politiques toujours plus important ; sur l'élaboration et la mise en application des lois juridiques égalitaires (comme l'accès et le contrôle (ou sécurité d'accès) des ressources par les femmes ; contre les violences ; des changements de pratiques vis-à-vis de l'environnement du soin à la nature ; du leadership féminin et de nouvelles formes de pratiques du pouvoir. Les partenaires participeront avec le M/F aux formations proposées dans les synergies sur : la Formation de formateurs et/ou le genre comme condition de développement durable (plus liés au genre dans les programmes et projets). La méthodologie de ces formations est apportée par le M/F mais elles seront construites sur base des échanges, des connaissances et pratiques de chaque partenaire.

### Description of Synergies

Acteurs impliqués:	Plan International Belgique Le Monde selon les femmes
Cible CSC	CB 5 (insertion transversale à toutes les cibles)
Description synthétique du rôle de la collaboration pour cet outcome :	<p>Plan et le M/F ont comme objectif commun de contribuer à l'égalité des sexes par un travail sur la prévention des violences, la lutte contre les stéréotypes de genre, les masculinités, l'insertion du genre dans les projets, et ce à travers de la recherche-action, la formation et le plaidoyer. Dans les discussions établies pour analyser les actions conjointes potentielles en relation avec le CSC et les programmes respectifs, Plan et M/F ont identifiés les pistes de collaboration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Échange de bonnes pratiques, d'expériences, de méthodologies avec les partenaires des deux organisations.</li> <li>- Des échanges réguliers pour des actions concrètes sur le terrain</li> <li>- Organiser les processus d'apprentissage collectif dans le cadre du CSC sur les aspects liés au genre</li> <li>- Développer des outils et méthodologie de plaidoyer à partir des adolescents</li> <li>- Organiser des formations conjointes sur le genre. Exemple :</li> <li>- Formation sur le Genre comme condition de développement durable du M/F</li> <li>- Formation de formateurs.rices du M/F</li> <li>- Formation sur l'utilisation du Gender Marker Tool de Plan ou sur les modules 'Champions of Change' de Plan</li> </ul> <p>Plan pourra bénéficier de l'expertise de M/F en matière d'organisation de formations, de recherche, de méthodologies de plaidoyer. M/F pourra bénéficier des réseaux et de l'expérience de Plan en matière de travail avec les communautés rurales, ainsi que de son expertise en matière de leadership des femmes, de protection et de changement des normes sociales grâce à son approche transformative du genre et à la méthodologie des Champions of change.</p>
Type	Synergie opérationnelle

Synergie	Synergie Genre
Acteurs impliqués :	Plan, APEFE, Eclasio, ULB Coopération, M/F, BD, SHC, Rikolto, SOS faim et Croix-Rouge de Belgique
Cible CSC	CB5 (insertion transversale à toutes les cibles)

<p>Description synthétique du rôle de la collaboration pour cet outcome :</p>	<p><i>Cette synergie, opérationnelle et informationnelle, regroupe <b>Plan, APEFE, Eclasio et ULB-Coopération (UNI4COOP), Le Monde Selon les Femmes, BD, SHC, Rikolto, SOS Faim et la Croix-Rouge de Belgique.</b> Etant transversale, elle est reprise au sein de la cible 5 du CSC.</i></p> <p><i>Déjà mise en œuvre dans le cadre du programme 17-21, la synergie se poursuit selon le même objectif de renforcement mutuel des ACNG sur les approches <b>Genre</b>, notamment via :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ <i>La mutualisation des renforcements de capacités en ouvrant des formations thématiques, séminaires, ou conférences sur les questions de genre aux partenaires respectivement appuyés</i></li> <li>◦ <i>La valorisation des expériences concrètes des ACNG pour améliorer l'impact du genre dans les interventions</i></li> <li>◦ <i>La promotion de l'autonomisation des femmes et du renforcement de l'égalité entre femmes et hommes par l'échange de bonnes pratiques et la mutualisation d'expertises.</i></li> </ul> <p><i>Au sein de cette synergie, des sous-groupes thématiques plus restreints, tels que « entrepreneuriat féminin », pourront être envisagés afin d'opérationnaliser des activités spécifiques entre certaines ACNG. »</i></p>
<p>Type</p>	<p>Synergie opérationnelle</p>

## Description of how individual or collective recommendations and lessons are to be taken into account

Nous retenons les propositions suivantes inscrites dans le CSC Sénégal:

### - Décloisonner l'approche CSC pour promouvoir la multidisciplinarité.

« Dans le cadre de l'exercice d'actualisation de l'ACC, il a été décidé de réduire le nombre de cibles stratégiques de notre CSC, pour privilégier des cibles plus englobantes afin de s'affranchir d'une approche thématique, jugée trop verticale, ne reflétant pas assez les liens entre les différents thèmes, et ainsi valoriser les impacts de nos synergies. »

### - Le genre et l'environnement comme approche transversale à toutes les CS.

« La formation Genre comme Condition de Développement Durable (GCDD), qui a été donnée dans le cadre de la synergie genre, a montré qu'elle répondait à des besoins de la part des ACNG belges et leurs partenaires. Elle a permis, d'une part, de développer des argumentaires contextualisés autour de la nécessité de travailler sur les droits des femmes aux ressources et sur la nécessité de travailler les enjeux de genre. D'autre part, les participant.e.s ont pu maîtriser les concepts de base autour du genre et des outils de formation en genre et d'intégration dans leurs programmes et projets. Enfin, elle a permis de créer un réseau dynamique entre les participant.e.s et des échanges de pratiques et d'informations sur l'intégration du genre dans leurs projets. La cible stratégique spécifique (« Nio Far » CS5) va permettre de continuer à alimenter un réseau pour le renforcement des capacités en genre, de manière aussi bien spécifique que transversale, qui sera moteur du changement transversal à toutes les approches des CS. »

### - Volonté commune de mieux structurer le processus d'apprentissage collectif

« Partant du constat que les bénéficiaires du CSC 2017-2021 auraient été plus importants si les participant.e.s avaient été davantage motivé.e.s à conjuguer leurs efforts au service d'objectifs communs, et désormais plus conscient.e.s des bénéfices que peut apporter un processus d'apprentissage collectif coconstruit et non imposé, les différents ACNG du Sénégal ont ressenti le besoin de formaliser leur collaboration sous forme d'une cible stratégique spécifique (« Nio Far » CS5). Ce nouveau cadre d'apprentissage commun ambitionne, à travers une approche processus, de stimuler l'innovation et la production conjointe de savoirs, de mutualiser les connaissances, compétences et ressources et de renforcer les capacités des acteurs du développement ».

Ces propositions restent des suggestions et ne sont pas obligatoires mais elles peuvent contribuer à renforcer notre dynamique et démontrer que le CSC n'est pas uniquement une réflexion collective et que les enseignements collectifs ont une résonance jusque dans nos programmes individuels.

## Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
PLAN MF Sénégal	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/PLAN%20-%20MF%20-%20S%20C3%A9n%20C3%A9gal.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/PLAN%20-%20MF%20-%20S%20C3%A9n%20C3%A9gal.pdf</a>
Projet de convention de partenariat ENDA Pronat MF	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_ENDAPronat_2022-26.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_ENDAPronat_2022-26.pdf</a>
Projet de convention de partenariat ENDA Graf MF	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_ENDAGraf_2022-26.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_ENDAGraf_2022-26.pdf</a>
Analyse des risques associée à l'outcome	Analysis of risks associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/RISQUESOS8.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/RISQUESOS8.pdf</a>
MF fiche signalétique partenaires Sénégal	Fact sheet per partner	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/MF%20fiches%20signal%20C3%A9tiques%20partenaires%20SENEGAL.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/MF%20fiches%20signal%20C3%A9tiques%20partenaires%20SENEGAL.pdf</a>
Théorie du changement	Theory of Change associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/TOC%20OS8.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/TOC%20OS8.pdf</a>

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

### Description

Investissements : ordinateur et vidéo-projecteur pour l'équipe de coordination.

Fonctionnement :

Les frais de fonctionnement couvrent notamment chez nos partenaires:

- Les frais d'enquêteurs pour les recherches-action (400 000 F/zone/an).

- les frais des missions de suivi qui comprennent l'utilisation du véhicule (2 missions/zone/an x 250 FCFA/km x 700 km + 30 000 FCFA/jour amortissement) + carburant + frais de mission (2 pers x 30 000 FCFA/jour x 9 jours).

- L'achat de petit matériel de production et de transformation et d'intrants agricole pour les GPF de Diouroup et Guédé (Pronat) : 800 000 FCFA/an.

- Les frais de réalisation d'études dans le cadre des recherches-action et la préparation et la diffusion de documents, réalisation de deux documents audio-visuels (frais de mission de l'équipe de tournage + traduction + montage x 2 vidéos (800 000 FCFA).

- Les frais de déplacement, de subsistance et d'hébergement pendant les formations et les ateliers (30 000 FCFA/jour/femme).

- Les honoraires des formateurs et consultants locaux (environ 100 000 FCFA/jour).

- L'organisation de visites d'échange entre femmes du RNFRS de différentes régions (ex : 2 visites x 6 femmes x 4 jours x 30 000 FCFA/jour/femme)

Personnel : Les frais de personnel se répartissent entre coordination, animation et administration- comptabilité au prorata du temps nécessité par les activités. Chez Enda Pronat, 6 personnes se répartissent les tâches liées au programme : 2 au siège à Dakar, une animatrice et un gestionnaire dans chaque zone (Guédé-Diouroup) pour une partie de leur temps de travail. Chez Enda Graf, une coordinatrice du programme pour ¼ de temps, l'animatrice principale à temps-plein, la comptable à 1/3 temps. Un montant de 700 euros par an permet d'assurer la représentation du M/F au Sénégal .

Synergies/collaborations: réalisation des synergies expliquées dans le programme (répartis dans "autres" et "déplacements").

Dépenses siège: voyages de suivi et déplacement de nos partenaires au siège du M/F pour événements (dans "déplacements").

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès BERTRAND
Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	ENDA Pronat
Name :	Anna Veillon
Telephone :	+221 78 635 20 55
Email :	annaveillon@gmail.com

## List of partnerships/cooperative for the outcome

### List of partnerships for the outcome

Acronym ENDA Graf

Full name Enda Graf Sahel

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
26095	25028	24418	23808	25942	125291

Acronym ENDA Pronat

Full name ENDA Pronat

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
24894	27851	27241	24436	24101	128523

# Intégrer le principe d'économie régénérative et distributive dans les villes et communes

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Santacatterina Pierre
Telephone :	010 43 79 50
Email :	pierre.santacatterina@mdmoxfam.be

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	Oxfam-Magasins du monde
Name :	Santacatterina Pierre
Telephone :	010 43 79 50
Email :	pierre.santacatterina@mdmoxfam.be

## Author information

Lead NGO/Owner :	LMSLF
Name of accredited actor	Le Monde selon les femmes

## General

Title of the outcome - French or English (mandatory) :	Intégrer le principe d'économie régénérative et distributive dans les villes et communes		
IATI activity identifier :	BE-BCE-KBO-0416486821-prg2022-4-BE		
Outcome start date :	01-01-2022		
Outcome end date :	31-12-2026		
Sector :	43081 - Other Multisector - Multisector education/training	Budget share :	100%

## Comments on general

Submitted by DGEO-FrançoiseD on Mon, 10/18/2021 - 11:22

### liens entre vos outcomes 4 et 5

Bonjour!

Il y a beaucoup de liens entre vos outcomes 4 et 5: ils s'incrinvent tous deux dans le CSC thématique 'Ville durables'; la ToC est commune; la convention de collaboration entre vous et l'UVCW - Brulocalis porte sur ces 2 outcomes. Pourquoi ne pas avoir choisi de présenter un seul outcome (qui serait bien sûr libellé autrement) avec 4 résultats, à savoir les 2 résultats de l'outcome 4 et les 2 résultats de l'outcome 5?

Submitted by ExpertDGEO-MP on Mon, 10/18/2021 - 13:06

### Soutien à la question de FrançoiseD de la DGEO

En tant qu'expert indépendant de la DGEO chargé d'apprécier ces deux outcomes (parmi d'autres), je me pose exactement la même question. Votre réponse est d'autant plus attendue donc. Merci.

Submitted by ExpertDGEO-MP on Thu, 10/21/2021 - 21:27

### Questions à OMDM sur les deux outcomes (OS 4 et OS5)

#### 1. Synergie

Pouvez-vous expliquer et expliciter la synergie et les articulations entre les outcomes 4 et 5 et les trois autres outcomes du programme commun Belgique du consortium.

#### 2. Budget

Expliquer les coûts de fonctionnement liés aux deux outcomes?  
Que recouvrent-ils ?

#### 3. Déclinaison de la TOC en 2 outcomes

Pouvez-vous motiver l'architecture de la TOC répartie entre 2 outcomes ?  
Avez-vous envisagé de combiner les deux outcomes en un seul ?  
Au niveau du consortium, avez-vous discuté et réfléchi la possibilité d'intégrer ces deux outcomes dans les 3 autres ?

Submitted by Oxfam-MM on Fri, 10/22/2021 - 14:35

### Réponse à Françoise DGEO + Question 1 et 3 de l'expert MP

Bonjour,

Voici une première partie de réponse concernant la question de Françoise D et les parties 1 et 3 de la question de l'expert MP. La partie concernant le budget sera détaillée dans un commentaire qui suivra.

Oxfam-Magasins du monde a été très fortement investi dans la rédaction du CSC thématique villes durables. Nous étions un des 7 membres actifs sur la rédaction qui était pilotée par VVSG entre octobre 2020 et février 2021. Nous avons eu une réunion par mois tous ensemble ainsi que des réunions de sous-comités de rédaction par cible stratégique (toutes ces informations sont à retrouver dans le CSC Villes durables en page 7 et en annexe page 60 et 61.

Nous avons donc décidé de suivre exactement la configuration de celui-ci pour rédiger nos nouveaux outcomes se rapportant à ce CSC. Chaque outcome se rapporte à une cible stratégique spécifique et des approches mentionnées dans le CSC, dans lesquelles nous avons précisé notre engagement à nous investir. L'outcome n°4 correspond donc à la cible stratégique n°2 « capacités à concevoir la ville durable », il se concentre sur le travail de renforcement des capacités des acteurs de la ville durable. L'outcome n°5 correspond lui à la cible stratégique n°3 « modèles économiques inclusifs et durables », il se concentre sur le développement d'une plateforme en ligne permettant de rassembler les acteurs du circuit-court et de renforcer les modèles économiques de leurs projets entrepreneuriaux.

Nous avons décidé de soumettre deux outcomes s'insérant dans une même théorie du changement car ceux-ci se composent de résultats différents mais néanmoins complémentaires. Le travail de renforcement des capacités des acteurs locaux de l'outcome 4 se fera via des pratiques d'animation et de sensibilisation qui constituent un métier à part entière. De la même façon, l'outcome 5 nécessite de mobiliser une personne travaillant au développement économique des acteurs du circuit-court. Ces deux outcomes ont des groupes cibles différents mais des bénéficiaires semblables, ce qui rend pertinent le choix de poursuivre deux objectifs séparés.

Nous parlons de synergie avec les trois autres outcomes car la genèse de ces deux nouveaux outcomes sous ce CSC provient du travail que nous avons réalisé à partir de 2020 autour de notre campagne portant sur l'économie du Donut. Nous avons souhaité développer cet axe de travail au-delà de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire en se focalisant sur deux méthodes novatrices : l'animation en intelligence collective et l'accompagnement au développement économique des initiatives de circuits-courts (reposant ici sur notre expertise-métier du commerce équitable Nord/Sud et Nord/Nord). Nous allons continuer à travailler sur la thématique de l'économie du Donut dans les trois outcomes d'ECMS car elle est devenue centrale à notre activité en tant qu'OSC. Comme mentionné plus haut, l'idée n'était pas d'ajouter des résultats encore supplémentaires aux outcomes déjà présents mais bien de développer une nouvelle façon de travailler qui correspond bien mieux aux cibles stratégiques de ce CSC qu'à celui du CSC Belgique Belgique.

Submitted by Oxfam-MM on Tue, 10/26/2021 - 16:09

## Réponse à la question portant sur les frais de fonctionnement

Bonjour,

Concernant les frais de fonctionnement des deux outcomes liés au CSC Villes durables, nous avons demandé des montants similaires qui sont distribués de la sorte :

Pour l'OS4, nous avons réparti la demande en deux phases : année 1 et années 2 à 5. Les montants sont alloués à la réalisation de deux résultats dont les finalités sont complémentaires

- Pour l'année 1, nous avons demandé 10.000 euros afin de couvrir les coûts de conception et de formation de l'animateur/développeur de la méthodologie d'apprentissage que nous souhaitons développer. Les coûts sont réduits car cela sera l'année de démarrage/amorçage, nous savons donc déjà par avance que nous ne commencerons pas exactement dès le 1<sup>er</sup> janvier.
- Pour les années 2 à 5, nous avons demandé une moyenne de 20.000 euros par an. Ce budget couvre les frais de production et de diffusion des outils développés pour mettre en œuvre la méthodologie d'apprentissage. Nous souhaitons créer des outils/soutiens qui soient louables et jouables/animables par des tiers pour que ceux-ci aient une portée plus grande dans le public cible. Pour ce faire, il faudra donc en produire une quantité certaine afin d'assurer la logistique. Nous nous sommes basés sur les prix de production de trois outils différents que nous avons créés durant le programme 17-21 et dont les formats pourraient se rapprocher de ce qui sera produit :
  - Exposition du Donut – exposition cartonnée autoportante : autour de 12.000 euros
  - Jeu de carte « unlock » commerce équitable : 5.000 euros
  - Exposition « ca va pas supermarché » sur roll up : autour de 10.000 euros

Pour l'OS5, nous avons réparti la demande en deux phases : année 1 et année 2 à 5. Les montants sont alloués à la réalisation de deux résultats dont les finalités sont différentes. Comme pour l'OS4, le montant est réduit la première année pour laisser le temps au projet de s'amorcer.

Le premier résultat porte sur le développement de la plateforme Open Food Network comme solution de soutien au renforcement des acteurs locaux du circuit-court en Wallonie et à Bruxelles. Notre plateforme doit donc se positionner dans le paysage digital du circuit-court, être compétitive et intuitive pour permettre aux producteur/trices, distributeur/trices et acheteur/trices de se regrouper et d'améliorer leur accès au marché. Nous nous sommes basés sur les prix du marché concernant les outils digitaux que nous avons actuellement (site web et plateforme de locations d'outils).

Le second vise un travail de production et de recherche en matière d'achats durables ainsi que d'accompagnement des acteurs locaux concernés. Il faudra donc investir dans le travail de recherche ainsi que la production et la diffusion des supports/outils tout en démarchant les acteur/trices concerné-es. Nous nous sommes basés sur les prix de production des dossiers des études et dossiers de campagne lors du programme 17-21 pour faire nos estimations.

Lorelei pour Oxfam-Magasins du monde

## Geographic location of the outcome's intervention zone

### Fédération Wallonie Bruxelles

Lat/Long :	50.85034, 4.35171
------------	-------------------

## Outcome summary

### Description of the outcome

OMDM propose, au cœur de son programme commun, d'intégrer un nouvel outcome s'insérant dans le CSC thématique Villes durables. En effet, les priorités de ce CSC convergent avec la mission sociale d'OMDM. La ville durable applique les principes de l'économie du Donut, modèle théorique de Kate Raworth, dont notre organisation se saisit. OMDM souhaite l'approfondir en Belgique et en relation avec les villes du Sud où se situent ses partenaires de commerce équitable. Ce concept de ville durable vise au respect des limites environnementales de la planète tout en assurant un plancher social, permettant une qualité de vie aux citoyen.nes respectueuse des droits fondamentaux.

Pour contribuer à la diffusion et l'adoption de pratiques en faveur de cette économie dans les villes et communes, l'outcome met en œuvre deux stratégies découlant de notre appropriation du concept de villes durables. La première vise la sensibilisation et le renforcement des capacités de groupes, institutionnalisés ou non, aux doubles enjeux de durabilité sociale et environnementale intégrés au concept de l'économie du Donut. La seconde vise l'animation d'une communauté apprenante à travers la production et l'essai d'un outil pédagogique autoportant. Ces stratégies intègrent de façon transversale les approches genre, décoloniale et environnementale. Les deux stratégies visent les acteur/rices locaux qui habitent, développent et constituent la ville. Nous nous focalisons en effet sur les multiplicateur/rices – relais des messages – qui sont en capacité de provoquer du changement dans leurs pratiques, leurs valeurs et les modes de production et de consommation

L'action menée vise 2 résultats et s'articule avec les trois outcomes de notre programme d'ECMS :

1. La formation et le renforcement des groupes cibles identifiés sur les enjeux de durabilité sociale et environnementale
2. L'accompagnement et l'outillage de ces mêmes cibles dans leurs initiatives durables.

### Wording of the outcome

Les gouvernements et administrations locales ainsi que les acteur/trice.s locaux.ales, de la société civile et du secteur privé des villes et communes en Wallonie et à Bruxelles adoptent et partagent des pratiques qui contribuent à soutenir une économie régénérative et distributive en accord avec les ODD.

### Target groups

- Les écoles et universités
- Les services communaux et provinciaux
- Les élu.e.s locaux.ales
- Les entreprises et les fédérations sectorielles
- Les incubateurs, couveuses, et accompagnateur/trices entrepreneuriaux.ales
- Les groupes de citoyen.ne.s constitué.e.s (associations de quartiers, groupes locaux, etc.)

### Categorization: Sustainable Development Goals

SDG :	Goal 11. Make cities and human settlements inclusive, safe, resilient and sustainable	SDT :	By 2030, reduce the adverse per capita environmental impact of cities, including by paying special attention to air quality and municipal and other waste management
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Enhance international support for implementing effective and targeted capacity-building in developing countries to support national plans to implement all the Sustainable Development Goals, including through North-South, South-South and triangular cooperation
SDG :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns	SDT :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts
SDG :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all	SDT :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls

### Markers & Tags

1. Gender Equality :	2
2. Aid to Environment :	2
3. Participatory Development / Good Governance :	2
4. Trade development :	2
5. Biodiversity :	1
6. Climat Change - Mitigation :	1
7. Climat Change - Adaptation :	2
8. Desertification :	0
9. RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health :	0
10. HIV / AIDS :	1
11. Children's Rights :	0
12. Disability :	0
13. Nutrition :	0

1. D4D - Better use of big data :	No
2. D4D - Digital for inclusive society :	No
3. D4D - Digital for inclusive and sustainable economic growth :	No
4. Private Sector Development :	Yes
5. Health - Sexual and reproductive health :	No
6. Health - Quality medicines :	No
7. Health - Health financing and Universal Health Coverage :	No
8. Refugees :	Yes
9. Covid-19 :	Yes

### Categorization: Positioning with regard to the objectives of Belgian Development Cooperation, described in its strategy papers

#### Environment and climate change

- L'environnement comme thème transversal
- L'appui sectoriel à l'environnement spécifique au pays dans lequel se déroule l'action
- Cohérence des politiques en faveur du développement : cohérence interne forte avec notre programme d'ECMS et cohérence externe forte avec l'ensemble de nos missions sociales en tant qu'OSC accréditée



## Gender

- Gender mainstreaming et actions spécifiques
- Approche droits humains
- Contextualisation aux priorités nationales et locales

## Subsidy bonus allocation: priority themes and strategic priorities

### Human rights-based approach

L'approche basée sur les droits humains est au cœur du programme OMDM, de ses activités, projets et partenariats ainsi que ses relations commerciales. Notre mission sociale est de contribuer à une plus grande justice socio-économique à travers une alternative économique qu'est le commerce équitable. Cette pratique de commerce repose sur 10 principes qui intègrent tous une volonté d'imposer aux détenteurs d'obligations le respect et le développement de chaque être humain dans sa communauté, le renforcement de ses capacités et la sauvegarde de son environnement. Elle renforce également le détenteur/riche de droits en lui permettant d'assurer sa subsistance et en le mettant en capacité de s'exprimer et d'agir.

Dans cet outcome, l'approche « droits » se traduit dans les thématiques qui sont abordées, notamment sous l'angle de l'économie du Donut et de son plancher social. On y retrouve donc : l'égalité de genre ; le commerce équitable, la justice climatique, la souveraineté alimentaire, le travail décent, etc. Notre lecture de l'économie du Donut nous permet de développer quatre types de visions qui connectent le local au global et le social à l'environnemental, dans une perspective d'universalité des droits humains. Nous retrouvons donc un axe social/local (ex. CPAS ou publics peu conscientisés et circuits courts) ; un axe social/global (ex. aide au développement, commerce équitable) ; un axe environnemental/social (ex. qualité de l'air dans les quartiers en souffrance) ; enfin, un axe environnemental/global (ex. déforestation ou érosion des sols, dérèglement climatique). Nos actions font référence aux cadres internationaux contraignants ou non et aux principaux instruments permettant la pleine réalisation de ces droits (DUDH, CEDH, ODD, Accords de Paris, Convention d'Istanbul, Plan d'action de Beijing,...).

### Decent and sustainable work

Nous souhaitons mettre l'accent sur les enjeux globaux et locaux qui découlent de la mise en œuvre des objectifs de développement durable et particulièrement l'ODD 8 « travail décent et croissance économique ». Dans ses valeurs et son action, OMDM promeut un système économique durable et juste, respectueux des travailleurs•euses, de leurs droits, de la diversité et de l'égalité des genres. Le travail décent est un des piliers essentiels des 10 principes du commerce équitable, que nous appliquons et respectons dans l'ensemble de nos échanges commerciaux avec nos partenaires. Notre mode de fonctionnement interne au niveau de l'équipe salariée ou des bénévoles s'appuie également sur le respect du travail décent.

L'agenda international du travail décent constitue un des socles essentiels pour notre organisation et cela transparaît dans cet outcome dans notre vision de l'économie qui doit être régénérative pour la planète et distributive envers ses habitants•es. Les différents piliers du travail décent s'y retrouvent :

- L'emploi et la protection sociale : le commerce équitable est le modèle économique alternatif que nous soutenons et promovons car il garantit un prix juste et rémunérateur aux producteurs/rices et travailleurs•euses. Il donne aussi des perspectives de développement personnel. Nous portons une attention particulière à la protection sociale pour tous.

- Le droit du travail : ce pilier se retrouve de manière transversale dans l'approche "droit" que nous développons dans la totalité de notre programme et que nous partageons avec les organisations partenaires. Nous déployons des stratégies de sensibilisation et de mobilisation pour la mise en place de cadres contraignants comme le devoir de vigilance par exemple.

Le travail décent est un des éléments qui compose le plancher social (source de revenu et emploi) d'une économie régénérative et distributive, illustré par le modèle du Donut. Ce thème est donc prioritaire dans la réalisation de cet outcome.

## Gender

L'approche genre est une approche transversale de notre programme 2022-2026 et constitue une priorité de cet outcome. Elle s'inscrit chez OMDM au cœur de nos métiers et de notre mission, de façon institutionnalisée depuis 2018 grâce à l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de genre orientée sur deux objectifs principaux. D'une part, garantir un environnement et des relations de travail non-discriminatoires qui respectent les droits, besoins et intérêts des personnes. D'autre part, agir pour une plus grande égalité de droits entre les femmes et les hommes chez nos partenaires et en Belgique. Cette politique est mise en œuvre par un groupe de travail dédié et elle trouve sa source dans nos principes féministes, nos stratégies de gender mainstreaming et de safeguarding tels que définis par la confédération Oxfam International dont nous faisons partie.

L'approche genre est intégrée pleinement dans le cadre de cet outcome puisque nous abordons la durabilité du point de vue environnemental et social, en portant une attention particulière au genre et à la place des femmes et des jeunes filles dans une ville mettant en œuvre les principes de l'économie régénérative et distributive.

## Environment

L'environnement est un thème traité de façon transversale dans l'ensemble du programme et de manière spécifique dans cet outcome. Celui-ci s'inscrit également dans les priorités environnementales des programmes internationaux, notamment le European Green Deal et le PNUE, programme des Nations Unies pour l'Environnement. Le respect de l'environnement constitue un des 10 principes du commerce équitable qu'OMDM applique de façon stricte. Nous accordons notamment une attention toute particulière à l'utilisation des matières premières (ex. utilisation du jute, approvisionnement local), au mode de production (ex. artisanat), à la gestion des déchets (ex. produits recyclés, vêtement de seconde main), au type agriculture (ex. agroécologie) et à l'emballage.

Dans le travail de sensibilisation et de formation autour de la ville durable, nous promovons, valorisons et soutenons :

- Une vision systémique de la relation entre plancher social et plafond environnemental au travers de la représentation de l'économie du Donut notamment.
- Une économie distributive et régénérative, nous permettant de vivre avec des ressources suffisantes pour mener une vie décente et en respectant les limites de la planète pour assurer la pérennité de celle-ci pour les générations futures.
- L'agroécologie et l'agriculture paysanne comme solution pour avancer vers un monde plus respectueux de l'environnement et de l'individu.
- La justice climatique aux nord et aux sud.
- Le soutien et la valorisation de partenaires ayant des stratégies et pratiques avancées en matière d'adaptation et d'atténuation au dérèglement climatique

Nous nous intéressons à l'impact de l'urbanisation sur l'environnement. A l'inverse, nous sommes attentifs aux effets du dérèglement climatique et/ou de la perte de biodiversité sur la vie urbaine. Il est par ailleurs essentiel pour nous de considérer le développement durable des villes via leur relation avec le monde rural et paysan.

### Areas of complementarity and synergy with the intervention of ENABEL

Enabel est un partenaire central pour le CSC villes durables, au travers la concrétisation de celui-ci et les contrats-cadres bilatéraux avec les acteurs du CSC. L'un des défis mondiaux identifié par Enabel dans sa stratégie 2030 concerne l'urbanisation, au travers laquelle un lien avec les autres défis tels la paix, la sécurité, le changement climatique, la mobilité humaine et les inégalités sociales et économiques peut être tissé. Cet outcome est en synergie avec le travail d'Enabel et avec l'ensemble des programmes d'ECMS car il place le focus sur les villes et communes belges qui sont en capacité de jouer le rôle d'acteurs clés pour renforcer la prise de conscience des citoyen.nes. Ces villes et communes sont des interlocutrices de longue date avec lesquelles elles travaillent directement (les citoyen.nes, les associations, les écoles, les entreprises privés) et indirectement (à travers le plaidoyer pour des politiques d'approvisionnement durable, de commerce équitable, de développement, de diversité et de genre, etc).

La collaboration reposera sur plusieurs axes :

- La visibilité du concept de villes durables par l'organisation d'événements et ateliers conjoints
- L'échange entre pairs et la constitution d'une expertise partagée

- L'inscription des villes durables au niveau local/belge dans le paysage international.

Plus encore, OMDM collabore depuis plusieurs années avec Enabel dans le cadre du Trade for Development Center (TDC), sur des dossiers tels que le projet Beyond Chocolate, la semaine du commerce équitable, le dossier « Human rights due diligence » (HRDD) et l'intergroupe parlementaire portant sur « la Belgique pays du Commerce équitable ». Nous nous pencherons donc sur le renforcement de cette relation partenariale et l'approfondissement du travail en synergie tout en y intégrant la thématique de l'économie régénérative et distributive incluse dans cet outcome.

## Description of the outcome, results and strategy

### Description of the expected results

Formulation of outcome or result :	Outcome 4: Les gouvernements et administrations locales ainsi que les acteurs/rices locaux•ales, de la société civile et du secteur privé des villes et communes en Wallonie et à Bruxelles adoptent et partagent des pratiques qui contribuent à soutenir une économie régénérative et distributive en accord avec les objectifs de développement durable.
Indicator title :	IOV 4.1 Pourcentage d'acteurs/rices locaux•ales touché•e•s par le programme qui disent avoir adopté des pratiques plus en adéquation avec les objectifs de développement durable suite à une action menée dans le cadre du programme
Indicator description :	La baseline n'existe pas car nous commençons un nouveau programme. Nous réaliserons une enquête fin 2022 pour la définir.
Baseline :	0%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	30%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	40%

Formulation of outcome or result :	Outcome 4: Les gouvernements et administrations locales ainsi que les acteurs/rices locaux•ales, de la société civile et du secteur privé des villes et communes en Wallonie et à Bruxelles adoptent et partagent des pratiques qui contribuent à soutenir une économie régénérative et distributive en accord avec les objectifs de développement durable.
Indicator title :	IOV4.2 Pourcentage d'acteurs/rices locaux•ales qui ont partagé leur expérience de travail sur les thématiques du programme dans leur environnement professionnel et/ou associatif dans le but de promouvoir la démarche
Indicator description :	La baseline n'existe pas car nous commençons un nouveau programme. Nous réaliserons une enquête fin 2022 pour la définir.
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	10%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	10%

Formulation of outcome or result :	R4.1 : Les acteur/rices locaux•ales sont formé•e•s et renforcé•e•s sur les enjeux de durabilité sociale et environnementale en accord avec les ODD
Indicator title :	R4.1.1 Nombre d'acteurs/rices locaux•ales formé•e•s à l'économie régénérative et distributive
Indicator description :	Nombre d'acteurs/rices locaux•ales formé•e•s à l'économie régénérative et distributive (administrations, entreprises, associations, écoles au sens d'institution, groupes citoyen•e•s institutionnalisés•e•s ou non et commissions mixtes citoyen•e•s-administration-politique)
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	20 acteurs /rices locaux•ales formé•e•s
Target Year 5 - 31/12/2026 :	55 acteurs /rices locaux•ales formé•e•s

Formulation of outcome or result :	R4.1: Les acteur/rices locaux•ales sont formé•e•s et renforcé•e•s sur les enjeux de durabilité sociale et environnementale en accord avec les ODD
Indicator title :	R4.1.2 Les personnes touchées par les actions du programme disent (X%) mieux comprendre les enjeux de durabilité sociale, en ce compris les enjeux d'égalité femmes-hommes, et environnementale et y adhérer (Y%)
Indicator description :	Les pourcentages ont été choisis en adéquation avec les résultats des évaluations portant sur le renforcement des capacités des acteur/trice.s ayant participé aux actions de sensibilisation et de formation d'Oxfam-Magasins du monde dans le cadre de ses activités d'ECMS (cohérence avec l'OS2)
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X% = 80% Y% = 70%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X% = 80% Y% = 70%

Formulation of outcome or result :	R4.2 : Les acteurs /rices locaux•ales sont accompagné•e•s et outillés dans leurs initiatives intégrant plus de durabilité en accord avec les ODD
Indicator title :	R42.1 Nombre d'accompagnement portant sur l'économie régénérative et distributive
Indicator description :	Nombre d'accompagnement dans la mise en œuvre de l'économie régénérative et distributive des acteurs/rices locaux•ales (administrations, entreprises, associations, écoles au sens d'institution, groupes citoyen•e•s institutionnalisés ou non et commissions mixtes citoyen•e•s-administration-politique)
Baseline :	2 acteur/rices
Target Year 3 - 31/12/2024 :	3 acteur/rices
Target Year 5 - 31/12/2026 :	5 acteur/rices

Formulation of outcome or result :	R4.2 : Les acteurs /rices locaux•ales sont accompagné•e•s et outillés dans leurs initiatives intégrant plus de durabilité en accord avec les ODD
Indicator title :	R42.2 % des acteurs /rices locaux•ales accompagné•e•s dans la mise en œuvre de l'économie régénérative et distributive qui se disent outillés sur les thématiques pour les intégrer durablement à leurs pratiques

Baseline :	0%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	100%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	100%

## Activities, targets groups and beneficiaries

### Classification of activities

Pour réaliser l'outcome, nos équipes développeront, durant la première année du programme, des activités de sensibilisation et de formation basées sur un outil systémique, pédagogique et intemporel. L'objectif est de développer un outil suffisamment adapté à chaque public-cible pour que celui-ci puisse se l'approprier et le diffuser. Cette méthodologie du « serious game » et de l'appropriation des outils par les publics est déjà appliquée par OMDM dans son travail d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire auprès des publics jeunes et de première et deuxième lignes. Cette expérience permet de capitaliser sur des compétences existantes et connaissances pertinentes pour réaliser l'outcome.

#### R4.1 :

- Production et diffusion de publications.
- Développement d'un outil systémique pédagogique en cocréation avec des partenaires-clés de l'écosystème de la Transition.
- Animation de l'outil auprès des publics multiplicateurs au travers la méthodologie du « serious game ».

#### R4.2 :

- Suivi et accompagnement de publics multiplicateurs dans l'animation en intelligence collective de l'outil (au travers le développement d'une licence d'utilisation).
- Interventions, animations et formations de groupes constitués à la demande.

### Target group(s)

- 50 Administrations
- 45 Entreprises wallonnes et bruxelloises
- Associations accréditées ou non du secteur
- 120 écoles (au sens d'institution)
- 50 Groupes citoyen•e•s institutionnalisés•e•s ou non et commissions mixtes (citoyen•e•s-administration-politique)

### Beneficiaries

- Les citoyens et citoyennes en Wallonie et à Bruxelles
- Les administrations et pouvoirs publics en Wallonie et à Bruxelles
- Les entreprises wallonnes et bruxelloises
- Les écoles wallonnes et bruxelloises

Title of the reference annex :	Théorie du changement - OS4
Title of the reference annex :	Analyse des risques - OS4

## Description of the Relevance

L'outcome s'inscrit dans les priorités de la coopération belge au développement, notamment en matière :

- o D'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) : le respect des groupes cibles identifiés (stratégie des multiplicateurs), la promotion des ODD, le renforcement de collaborations, complémentarités et synergies entre acteurs/rices en Belgique ainsi qu'entre ces derniers et les acteurs/rices du Sud.
- o D'environnement : l'intégration de la protection et de la conservation de l'environnement comme thème transversal, la recherche d'une cohérence des politiques en faveur du développement entre les différents domaines politiques en Belgique (et dans les pays de nos partenaires commerciaux) et un appui sectoriel à l'environnement qui soit différencié et adapté aux besoins de nos partenaires des Suds.

Les deux résultats de cet outcome contribuent aux approches stratégiques identifiées dans le CSC villes durables

	Approches du CSC - outcome 4	Contributions de l'outcome 4 d'OMDM
A	Sensibiliser les gouvernements et acteurs/rices locaux•ales aux principes, aux concepts et à l'intérêt d'une ville durable	R11 : ce résultat vise la sensibilisation globale et le renforcement des capacités tout public cible confondu, aux principes de l'économie du Donut et donc d'une économie régénérative et distributive.
B	Renforcer les capacités des autorités locales à contribuer à la ville durable et à remplir leur rôle de porteur d'obligations.	
C	Renforcer les capacités des acteurs/rices locaux•ales (société civile, secteur privé, écoles, associations, citoyen•e•s, etc.) à contribuer à la ville durable et remplir leur rôle de détenteur de droits.	
D	Développer et partager des guides méthodologiques, outils et ressources pour les différents types de capacités renforcées.	R12 : ce résultat vise la mise en œuvre et la diffusion de la méthodologie d'apprentissage autour du concept de l'économie du Donut développée par Oxfam-Magasins du monde au sein d'une communauté apprenante en mobilisant des citoyen•ne•s-animateur/trices. Cette stratégie permet de mettre en action les groupes sensibilisés et de les autonomiser.
E	Mise en place de mécanismes d'échange et d'apprentissage par les pairs entre des gouvernements et acteurs/rices locaux•ales d'un pays, d'une région ou au niveau international.	

Cet outcome s'adresse à des groupes, institutionnalisés ou non, de la société civile, du secteur privé et du pouvoir politique. Il constitue le premier chemin de changement de la théorie du changement. Il est en relation avec le second puisqu'il permet de sensibiliser ces publics qui sont ensuite plus à même de mobiliser et mettre en œuvre les savoirs, savoir-faire et savoir-être découverts dans le développement d'initiatives économiques durables.

Cet outcome intègre de façon transversale les thèmes prioritaires du genre et de l'environnement. Le seul indicateur portant sur des individus est sexo-spécifique, tandis que les autres mesurent quantitativement et qualitativement des groupes et des sollicitations.

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

En tant qu'acteur de la coopération non gouvernementale ayant pour mission la lutte contre les inégalités et les injustices socio-économiques, il est tout à fait pertinent de nous inscrire dans une démarche de promotion, diffusion et mobilisation autour du concept de la ville durable. Notre mission se divise en quatre axes. Ce nouvel *outcome* thématique permet de renforcer ce travail en agissant sur les membres des gouvernements locaux, de la société civile et du secteur privé qui habitent et font vivre la ville et la commune. Nous dénonçons des pratiques inéquitables dans le système de production, distribution et consommation. Nous proposons des alternatives équitables et durables tout en formant les citoyens à être critiques et responsables et à être en capacité de comprendre les grands enjeux mondiaux et de solidarité internationale.

Historiquement, Oxfam-Magasins du monde dispose de connaissances, compétences et expertises centrées essentiellement sur la lunette global / social, en cohérence avec sa spécialisation dans le commerce équitable. Notre organisation est également légitime sur les autres grilles de lectures ou lunettes :

- Local / social (cf. activités liées aux vêtements de seconde main, circuits courts via notamment Open Food Network, Commune Du Commerce Equitable),
- Global / environnemental (cf. critères environnementaux du commerce équitable, travail sur la justice climatique)
- Local / environnemental (circuits courts, économie circulaire).
- Global / social (aide au développement)

La théorie du donut permet d'élargir, de mettre en cohérence et d'aborder de façon systémique ces différentes approches auprès de nos publics cibles, en utilisant nos expériences pratiques qui rendent légitime notre action.

Cet *outcome* est pertinent car il répond à un besoin réel identifié dans la société : le faible niveau de connaissances et le peu d'expériences en lien avec la durabilité sociale et environnementale rendent la compréhension des enjeux difficile et freinent l'action concrète combinant les deux composantes. Il arrive également que les composantes sociales et environnementales soient mises en opposition, créant une polarisation entre les deux. Nous percevons qu'il est nécessaire de sensibiliser et former les groupes cibles identifiés à une lecture systémique de la durabilité, illustrée par les doubles limites du Donut : le plafond environnemental et le plancher social. Grâce à cet *outcome*, nous travaillons directement avec et pour les acteurs/rices locaux•ales, qui sont mis en capacité d'agir grâce à l'offre de formation et d'accompagnement pédagogique proposé par OMDM, et particulièrement les acteurs/rices détenteurs/rices d'obligations dans les villes et communes (secteur privé et pouvoirs locaux en priorité). Plus encore, nous développons un projet d'animation d'une communauté apprenante qui sera en capacité de s'approprier les contenus et de les diffuser. Celle-ci disposera alors d'un pouvoir multiplicateur puissant.

## Description of Coherence

### Cohérence interne

Cet *outcome* se veut cohérent avec notre mission sociale et nos activités commerciales visant à promouvoir et développer le commerce équitable et de « seconde main » comme alternative juste et durable au système néo-libéral dominant. Il est essentiel pour Oxfam-Magasins du monde de sensibiliser et d'informer sur les pratiques (in)équitables, le travail décent, l'inter-relation entre plancher social et plafond environnemental. Nous souhaitons désormais toucher de nouveaux publics que nous n'atteignons pas avec nos programmes d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. Cet *outcome* s'inscrit dans les priorités de notre stratégie 2030. Celui-ci renforce notre intégration au mouvement de la transition, auquel nous participons. De plus, il participe à l'ambition d'Oxfam-Magasins du monde d'être à l'initiative de changements/actions auprès de 75% des communes de Wallonie et de Bruxelles.

### Cohérence externe

Cet *outcome* est cohérent avec les trois autres *outcomes* qu'Oxfam-Magasins du monde poursuit dans le cadre du CSC Belgique via son programme d'ECMS. Ce nouvel axe stratégique vise le renforcement et la facilitation de la co-création des villes durables. Il s'appuie sur la volonté d'explorer plus largement les compétences, connaissances, expertises (en collaboration et en alliances) et outils développés dans le cadre de la réalisation de la campagne 2020-2021 de notre programme d'ECMS 17-21 intitulé « Economie du Donut : une autre économie est possible ». Nous avons entamé un travail parallèle à notre programmation après le lancement de cette campagne car nous avons immédiatement senti que nous avions touché un concept qui matérialisait de façon symbolique le message porté par OMDM : nous nous battons pour plus de justice socio-économique, au Nord comme au Sud avec, et non pas au détriment de la sauvegarde de l'environnement, de la biodiversité et du climat. Cette nouvelle approche est distinguée de notre programme « classique » car nous souhaitons avec elle, se donner l'occasion de travailler avec de nouveaux publics que nous touchons moins habituellement, ce qui ne fera que renforcer et multiplier le travail déjà effectué avec le monde scolaire, le public de 1er et 2e ligne ainsi que le monde politique. Grâce à cet *outcome*, nous viserons une transformation de la ville par la conscientisation et la mise en action de ses acteurs locaux. Ce programme est donc complémentaire à nos activités d'ECMS et permettra d'étendre et de renforcer le travail de sensibilisation et de mise en action autour des ODD déjà réalisés auprès des écoles, de notre base sociale de volontaires, des citoyen•e•s-client•e•s et des responsables politiques nationaux et internationaux.

## Description of Effectiveness

Ce nouvel *outcome* mobilise des stratégies existantes éprouvées par Oxfam-Magasins du monde : la sensibilisation, la formation, la mobilisation et la mise en action. Dans le cadre de notre programme d'ECMS, nous avons réalisé une évaluation sur cinq années avec le COTA. Celle-ci vise à étudier notre impact sur les publics de première et deuxième lignes. En 2019, les résultats montrent que les différents groupes cibles touchés comprennent nos messages. Ils se sentent renforcés sur les enjeux des ODD et continuent à s'engager dans d'autres projets/initiatives citoyennes qui attestent de leur volonté à participer à un modèle de société plus équitable, plus solidaire et plus durable. Nous nous baserons donc sur ces mêmes techniques de sensibilisation tout en laissant la part belle à l'innovation et à l'utilisation de la méthodologie du serious game, éprouvée dans d'autres contextes, pour toucher les acteurs/rices locaux•ales politiques et du secteur privé.

Les deux *outcomes* seront rencontrés car les projets répondent aux demandes croissantes d'acteurs/rices locaux•ales (pouvoirs publics communaux et régionaux) qui souhaitent se former aux principes de l'économie régénérative et distributive, par des engagements et projets concrets.

L'efficacité de la démarche éducative et formative que contient l'*outcome* est soutenue par une théorie du changement et par des hypothèses dont les sources de vérification proviennent directement de l'expertise et de l'expérience de longue date de l'organisation en matière d'ECMS, de mobilisation et de mise en action de différents types de publics. Les résultats ont été formulés de telle manière qu'ils sont attribuables aux stratégies développées pour atteindre l'*outcome*. La typologie des activités a été pensée en accord avec les approches identifiées dans le CSC thématique. Nous avons également choisi des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, rendus sexo-spécifiques quand cela était possible, qui pourront apprécier objectivement la contribution du programme aux résultats. Ce programme étant le tout premier que nous développons dans ce nouveau CSC, nous ne pouvons nous baser sur des évaluations antérieures.

## Description of Efficiency

L'efficacité de l'*outcome* repose sur trois piliers :

1. Les ressources mobilisées au regard des cibles (targets) identifiées dans les indicateurs : pour la réalisation de cet *outcome*, nous allons consacrer un ETP au développement de la méthodologie d'apprentissage sur l'économie régénérative et distributive, à la recherche de groupes cibles multiplicateurs du secteur privé et public et à l'animation. L'idée est de mobiliser les « influenceurs•euses », les groupes qui seront en capacité de s'approprier le message et de devenir ambassadeur/riche de celui-ci en s'appuyant sur l'outil pédagogique autoportant développé. Le travail autour de la ville durable a déjà été entamé chez Oxfam-Magasins du monde avec le déploiement de la campagne « Economie du Donut ». Pour renforcer l'impact, il est nécessaire aujourd'hui de focaliser les ressources à la hauteur de l'ambition et des impacts attendus. Nous avons porté une attention particulière à ajuster le budget de la première année car nous savons que la mise en place et le développement des activités prendra du temps et ne se réalisera pas sur la totalité de l'année.

2. Les frais de fonctionnement seront donc concentrés sur l'élaboration et la diffusion d'outils physiques et numériques de sensibilisation, de formation mais aussi de communication (capsules vidéos, site web spécifique, affiches, spots webs, production d'outils physiques,...). Des frais incombent également aux moments de formation (locations de salle, catering, stands,...)
3. L'investissement des ressources demandées dans le renforcement des capacités de publics multiplicateur, avec un clair objectif d'autonomisation des acteurs/rices dans leurs propres actions intégrant plus de durabilité sociale et environnementale. Nous souhaitons orienter notre travail vers l'animation d'une communauté apprenante qui permettra de capitaliser sur l'intelligence collective des groupes et d'amplifier la portée des messages.
4. L'équilibre entre le recours à de la sous-traitance et le développement de capacités en interne. Depuis la crise sanitaire plus spécifiquement, nous misons sur la numérisation et le développement de compétences des salariés pour développer des capacités en interne et rendre notre organisation plus résiliente aux évolutions d'un environnement de plus en plus digital.

## Description of the expected Impact

Matérialisé dans la théorie du changement, l'*outcome* vise, à terme, à contribuer au renforcement des capacités des acteurs locaux des villes et communes à concevoir la « ville durable », aux Nord et aux Suds. Dans ce cadre, l'*outcome* tend à se focaliser sur l'adoption et le partage de pratiques socialement et environnementalement durables par les gouvernements et administrations locales, le secteur privé et les groupes de citoyen.nes. Cet *outcome* participe plus largement à l'émergence et la consolidation d'une opinion publique favorable aux Objectifs de Développement Durable.

Plus spécifiquement, les impacts recherchés par cet *outcome* sont :

- Un changement de paradigme qui vise à concevoir la durabilité dans sa double dimension sociale et environnementale.
- L'adoption de pratiques concrètes plus durables, au niveau des groupes institutionnalisés (ou non).
- La mise en action des publics cibles autour des thématiques abordées et leur prise de conscience du rôle qu'ils peuvent jouer.

L'impact attendu est, par essence, durable dans le temps. Les effets de l'*outcome*, qu'ils soient intentionnels ou non intentionnels, ont un potentiel transformateur important sur les comportements individuels et surtout collectifs. Nous capitalisons sur l'effet multiplicateur des groupes cibles identifiés et sur notre lecture du concept de ville durable par le prisme des acteurs/rices qui la font vivre.

## Description of Sustainability

Comme nous le faisons dans le cadre de nos activités d'ECMS et d'éducation permanente, nous déployons une logique globale d'intervention orientée vers les « multiplicateurs/rices ». Néanmoins, plusieurs risques pèsent sur cet *outcome* :

1. La durabilité du renforcement des capacités : l'analyse de risque du CSC thématique villes durables, pour lequel nous étions co-rédacteur, indique en effet les nombreux obstacles qui s'opposent à des organisations travaillant sur le renforcement des capacités. On notera particulièrement ceux auxquels il faudra être attentif pendant la totalité des cinq années du programme :
  - L'impact du turn over élevé au niveau des élu.nes locaux.ales (et donc la perte des compétences nouvellement acquises).
  - La résistance au changement des individus et des groupes confrontés à la diffusion de nouvelles idées et concepts.
  - Les différences entre les cultures et la nécessaire adaptation des contenus (en adéquation avec une approche genrée et décoloniale).
  - Les différents niveaux de maturité, de capacités et de ressources des parties prenantes pour contribuer à une société durable

La mitigation des risques peut se faire via une analyse approfondie des publics cibles et le développement de différentes versions de l'outil pour toucher tous les publics, intégrer la diversité (culturelle, niveaux de capacités, ressources) et aligner les parties prenantes.

2. Le manque de temps et/ou de volonté des acteurs/rices locaux.ales : nous savons qu'il est parfois difficile de s'insérer dans l'agenda des entreprises, des services communaux, des administrations et gouvernements locaux qui ont d'autres priorités et d'autres dossiers à traiter. Il est essentiel de travailler sur la lisibilité et la visibilité des enjeux que nous traitons pour les rendre attractifs et prioritaires dans les organes de gouvernance.

Ce risque peut être évité en développant une approche flexible et en se rendant disponible pour ces publics demandeurs de l'accompagnement. Nous irons vers les groupes cibles et nous adapterons à la réalité du terrain pour répondre au mieux aux besoins spécifiques des différents acteurs/rices.

3. La redondance du traitement des enjeux liés à la réalisation des objectifs de développement durable : les villes et communes développent des agendas « ODD » intégrés à leur propre initiative. Ceci peut parfois compliquer le travail de collaboration car la plus-value n'est pas nécessairement perçue. Nous développons une approche holistique et systémique qui questionne la croissance (et donc particulièrement l'ODD 8) via la mise en évidence des limites planétaires. Notre apport permet donc de remettre en perspective la grille de lecture classique du développement durable et d'approcher de façon imagée, simple mais pas simpliste, la double dimension sociale-environnementale de l'économie du Donut.

Ce risque est éliminé par la volonté de travailler de façon collaborative, en synergie et complémentarités avec les autres organisations actives dans le secteur. Nous souhaitons nous inscrire dans le mouvement de la Transition dans lequel nous apportons une réelle valeur ajoutée par notre expérience (commerce équitable, mobilisation, ...).

Nous connaissons bien les risques qui entourent cet *outcome* et les prenons en compte à toutes les étapes du développement de nos projets et actions.

## Description of the Partnership Strategy

Dans le cadre de la rédaction du CSC thématique villes durables, nous avons établi des connexions directes et importantes avec les organisations partenaires de ce CSC. Nous travaillerons en priorité avec Rikolto, le COTA et le réseau des villes et communes de Wallonie et de Bruxelles (UVCW et Brulocalis) afin de :

- Renforcer la visibilité et la compréhension du concept de villes durables, au sein du secteur de la coopération au développement belge et de l'opinion publique.
- Collecter, documenter et partager des bonnes pratiques.
- Développer des activités et des communications communes.
- Approfondir des synergies opérationnelles avec les projets existants et futurs des organisations partenaires (ex : Food Smart Cities de Rikolto).

Ces partenariats sont matérialisés par des conventions de collaboration annexées au programme. Ils seront approfondis plus en détails après l'approbation de la demande de financement.

## Comments on description of the partnership strategy

Submitted by DGEO-FrançoiseD on Thu, 10/14/2021 - 09:15

## Partenariat avec MMH

Bonjour ! L'outcome 'Belgique' de MMH, tout comme celui de Fair Trade Belgium, comprend une annexe intitulée « Communes du commerce équitable : accord de partenariat Janvier 2022-Décembre 2026 », accord entre OMDM (signé par Mr Santacatterina), MMH et FTB. Dans le chapitre 'Partenariat', MMH cite OMDM comme partenaire stratégique principal pour la campagne CDCE et développe en détail les nombreuses collaborations entre MMH et OMDM. Or dans votre dossier on ne trouve ni trace de cet accord de partenariat, ni mention de MMH : pourriez-vous clarifier ceci ?

Submitted by DGEO-FrançoiseD on Mon, 10/18/2021 - 10:52

## résultat commun avec MMH

Bonjour,

Dans son dossier, MMH indique aussi que MMH et OMDM ont un résultat commun, intitulé "Davantage de collectivités locales agissent en faveur d'un modèle de société durable, plus solidaire et plus juste pour les populations du Sud et du Nord", avec 3 indicateurs, dont l'un est commun: "Nombre de communes ayant le titre CDCE". Je ne trouve pas ce résultat commun dans votre outcome 4, ni dans votre outcome 5: se trouve-t-il donc ailleurs?

Submitted by DGEO-FrançoiseD on Mon, 10/18/2021 - 11:42

## partenariat, résultat commun avec MMH

Bonjour,

je viens enfin de le trouver, ce résultat commun avec MMH: il se trouve dans votre outcome "plaidoyer "(Plaidoyer pour un monde plus égalitaire, durable, solidaire et inclusif). Au sein de DGeo.1, je suis (notamment) chargée de l'examen de vos outcomes 4 et 5, et pas des 3 autres; mais je viens de vérifier les résultats de ces 3 autres outcomes. Désolée de vous avoir posé ces deux questions sur votre partenariat avec MMH...et excellente journée

Submitted by Oxfam-MM on Mon, 10/18/2021 - 18:40 in reply to partenariat, résultat commun avec mmh by dgeo-françoised

## Réponse aux questions posées sur le partenariat avec MMH

Bonjour,

Nous avons préparé une réponse avant votre message disant que la question n'était plus pertinente. Je vous la poste tout de même.

Le partenariat avec MMH et FTB se situe à deux niveaux:

1) Dans le programme d'ECMS (Belgique), pour le résultat 35 portant sur les Communes du commerce équitable. Ce nouveau résultat se situe dans la continuité de celui du programme précédent que nous partageons déjà avec ces deux organisations partenaires. Pour celui-ci vous trouverez dans les annexes propres à OMDM la même convention de partenariat signée.

2) Au niveau des synergies entre le programme de FTB axé sur le secteur privé et notre nouveau programme composé de deux outcomes inscrit dans le CSC villes durables. Vous vous trouvez actuellement dans la section commentaire de l'un de ces deux outcomes thématiques.

La mention de ce partenariat se situe au niveau des synergies dans l'outcome intitulé "Plaidoyer pour un monde plus égalitaire, durable, solidaire et inclusif". Je vous remets le texte ici :

*OMDM : Deux conventions de collaboration:*

- La première liant OMDM avec FairTrade Belgium, Oxfam-Belgique et FTAO pour l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer collective et renforcée au niveau belge et européen portant sur le commerce équitable

- La deuxième pour le partage du résultat 35 portant sur les Communes du Commerce équitable liant OMDM à Miel Maya Honing et FairTrade Belgium

Egalement une synergie entre la ville de Bruxelles, la Région de Bruxelles-Capitale et OMDM dans la continuité du projet "Bruxelles Région de Commerce équitable" et plus largement "Belgique pays du Commerce équitable".

## Description of Synergies

Cet *outcome* est en synergie totale avec les trois outcomes de notre programme d'ECMS. Nous travaillons déjà sur l'économie du Donut dans le cadre de nos activités d'ECMS vers le monde scolaire, les publics de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> lignes ainsi que les responsables politiques. Nous allons ici nous concentrer non plus sur la sensibilisation mais sur la mise en action, la proposition d'accompagnement vers des alternatives concrètes aux producteurs/rices et entreprises locales, ainsi que les organisations ayant un département « achat » qu'elles soient publics ou privées. Ces deux axes de notre travail sont en accord avec l'ADN de notre organisation, sont complémentaires et s'alimenteront mutuellement.

Nous souhaitons également approfondir le travail initié dans le cadre de notre campagne d'ECMS « Economie du Donut : une autre économie est possible » avec plusieurs acteurs. Cela est détaillé plus largement dans la partie portant sur les synergies :

- Convidencia et le Donut Economy Action Lab (DEAL) :

o Convidencia est une organisation privée de conseil et d'accompagnement des entreprises dans les domaines du management, de l'intelligence collective, de la durabilité, etc. Nous avons initié (et souhaiterions prolonger) avec eux le projet 'donut entreprises', qui vise à introduire et/ou généraliser le donut auprès du secteur privé belge, ainsi qu'à accompagner les structures désireuses d'aller plus loin dans la construction de modèles d'affaires régénératifs et redistributifs.

o Le DEAL est (entre autres) une structure d'opérationnalisation et de 'rassemblement' des différentes initiatives sur le donut de par le monde. Nous avons discuté avec eux dans le cadre du projet 'donut entreprises' décrit ci-dessus. Nous souhaiterions continuer la collaboration, afin d'optimiser notre approche vers le secteur privé, et plus largement, pour bénéficier d'opportunités de partage de connaissances, de méthodologies, d'expériences d'autres acteurs membres du 'réseau donut', ainsi que pour diffuser et communiquer les activités de notre programme vers ces mêmes membres ;

- Confluences et la Maison du Développement durable (MDD) : deux organisations avec lesquelles nous avons débuté une double collaboration pour l'accompagnement de la région de Bruxelles Capitale (RBC) et de la Ville d'Ottignies-Louvain-La-Neuve :

o Dans le cadre de leur projet d'application du modèle Donut à la RBC, nous avons co-organisé avec Confluences en avril 2021 un atelier participatif de co-construction d'indicateurs et objectifs sur la lunette globale / social. Cet atelier a permis de nourrir le portrait donut global de la région, mais il a aussi et surtout révélé un grand manque de données. Nous souhaiterions donc l'explorer plus largement cette lunette global / social en RBC dans le futur (par exemple au travers d'une recherche-action), en collaboration avec Confluences mais aussi d'autres acteurs clefs dans le domaine tels que Brussels International, Soliris, Brulocalis, Associations

21, certains de nos partenaires Sud, etc.

Avec la MDD, nous avons déjà prévu 3 événements en septembre 2021 dans le cadre du festival Maintenant où l'on parlera de l'économie du donut : une balade du donut et deux ateliers, le premier sur l'enseignement de l'économie et le second sur la manière dont les entreprises peuvent s'inscrire dans l'économie du donut. Convidencia interviendra dans ce dernier atelier. Le but de ces 3 événements est de sensibiliser la population mais également de créer une dynamique pour inscrire les principes de l'économie du donut dans une stratégie à plus long terme, en partenariat avec la ville, les associations et l'Université.

- Des lieux tels que les Mundo (et particulièrement celui de Louvain-la-Neuve où nous serons en relation avec plusieurs autres organisations de l'économie sociale) ;
- Des partenaires de l'écosystème entrepreneurial tels que Groupe One, Hub.Brussels ou encore Saw-B (agence conseil en économie sociale), ...

Plus encore, des synergies existent également avec le programme de Fairtrade Belgium, notamment autour de leur focus vers le secteur privé. Leur expertise de plaider sur la thématique de la justice socio-économique auprès des entreprises sera très utile pour développer notre stratégie de diffusion et de formation vers ce public spécifique. Nos organisations travaillent ensemble dans le cadre de l'OS3 de notre programme commun d'ECMS, nous souhaitons donc approfondir ce travail collaboratif qui renforcera le lien entre le CSC Belgique et ce CSC thématique.

## Description of how individual or collective recommendations and lessons are to be taken into account

Nous n'avons pas encore de leçons apprises concernant ce programme puisqu'il est complètement neuf. Néanmoins nous porterons une attention particulière aux éléments suivants :

- L'approche nécessairement décoloniale et différenciée du concept de ville durable pour les pays des Suds. Soulignons qu'OMDM n'envoie pas d'expatriés dans d'autres pays, fait partie de l'organisation mondiale du CE au même titre que des partenaires sud américains, asiatiques ou africains. Dès les années 60, sous le slogan « Make Trade, Not Aid », le commerce équitable a jeté les bases d'une relation allant au-delà des clichés caritatifs. Il est dès lors très important pour nous de créer du lien avec les villes des Suds où sont établis nos partenaires de commerce équitable et de compter sur leur appui pour développer le concept de villes durables. Nous voulons le faire en adaptant bien les principes de l'économie régénérative et distributive au contexte géographique et socio-économique des villes et communes que nous abordons. Nous soulignons que des gains et enseignements des Suds seront bénéfiques pour la Belgique dans son analyse de la ville durable.
- L'attention portée au gender mainstreaming dans le développement des outils et contenus. Il est important pour OMDM de considérer les enjeux de genre de façon transversale et spécifique dans son approche de la durabilité sociale et environnementale des villes. Nous identifions les femmes comme groupe potentiellement vulnérable face aux défis de l'urbanisation et du développement durable.

## Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Analyse des risques OS4	Analysis of risks associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Analyse%20des%20risques%20VD_0.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Analyse%20des%20risques%20VD_0.docx</a>
Théorie du changement OS4	Theory of Change associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Th%C3%A9orie%20du%20changement%20du%20volet%20Villes%20durables_1.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Th%C3%A9orie%20du%20changement%20du%20volet%20Villes%20durables_1.docx</a>
Fiches signalétiques OS4	Fact sheet per collaboration	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Fiches%20sign%C3%A9latiques%20OS4.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Fiches%20sign%C3%A9latiques%20OS4.docx</a>
Convention de collaboration COTA/OMDM	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention%20de%20collaboration%20entre%20COTA%20et%20Oxfam.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention%20de%20collaboration%20entre%20COTA%20et%20Oxfam.docx</a>
Convention de collaboration OMDM/UCVW/Brulocalis	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention%20de%20collaboration%20-%20OMDM%20UCVW%20BRULOCALIS%20-%20PPA%202022-2026%20-%2027%20juillet%202021_0.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention%20de%20collaboration%20-%20OMDM%20UCVW%20BRULOCALIS%20-%20PPA%202022-2026%20-%2027%20juillet%202021_0.docx</a>

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

### Description

L'OS4 vise à développer et renforcer les capacités des acteurs/trices (administrations et responsables politiques, citoyens, secteur privé) autour du concept de villes durables et des ODD, au travers l'atteinte de deux résultats. Le budget est réparti entre deux grands postes de financement : le fonctionnement et le personnel. Chez Oxfam-Magasins du monde nous avons décidé de proposer un budget adapté à ce nouveau programme en réduisant la demande pour la première année du projet, tant pour le personnel que pour le fonctionnement, en nous basant sur une analyse réaliste du temps nécessaire au lancement et au recrutement de personnel pour le projet (1ETP). Le projet sera piloté par un.e salarié.e en charge du développement des outils et de leur animation auprès des groupes cibles. Les besoins en fonctionnement sont essentiellement concentrés autour d'un aspect fondamental pour la réussite des résultats : la conceptualisation, le développement et la production d'un outil pédagogique type « serious game » sur lequel se basera une grande partie du travail de sensibilisation et de renforcement des capacités des groupes cibles. Les ressources sont utilisées de façon efficiente et économe en investissant dans des outils numériques autoportants ainsi que des outils intemporels.

### List of partnerships/cooperative for the outcome

*List of partnerships for the outcome*

**Budget available**

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
------	------	------	------	------	-------

*List of cooperative partnerships for the outcome*

**Budget available**

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
------	------	------	------	------	-------



# Faciliter l'émergence et le développement de modèles économiques inclusifs et durables

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Santacatterina Pierre
Telephone :	010 43 79 50
Email :	pierre.santacatterina@mdmoxfam.be

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	Oxfam-Magasins du monde
Name :	Santacatterina Pierre
Telephone :	010 43 79 50
Email :	pierre.santacatterina@mdmoxfam.be

## Author information

Lead NGO/Owner :	LMSLF
Name of accredited actor	Le Monde selon les femmes

## General

Title of the outcome - French or English (mandatory) :	Faciliter l'émergence et le développement de modèles économiques inclusifs et durables		
IATI activity identifier :	BE-BCE-KBO-0416486821-prg2022-5-BE		
Outcome start date :	01-01-2022		
Outcome end date :	31-12-2026		
Sector :	25030 - Business & Other Services - Business development services	Budget share :	75%
Sector :	43081 - Other Multisector - Multisector education/training	Budget share :	25%

## Geographic location of the outcome's intervention zone

### Fédération Wallonie Bruxelles

Lat/Long :	50.85034, 4.35171
------------	-------------------

## Outcome summary

### Description of the outcome

Oxfam-Magasins du monde propose, au cœur de son programme commun, d'intégrer un nouvel outcome s'insérant dans le CSC thématique Villes durables. En effet, les priorités du CSC Villes durables convergent avec la mission sociale d'OMDM. La ville durable applique les principes de l'économie du Donut, modèle théorique de Kate Raworth, dont notre organisation se saisit. OMDM souhaite l'approfondir en Belgique et en relation avec les villes du Sud où se situent nos partenaires de commerce équitable. Ce concept de ville durable vise au respect des limites environnementales de la planète tout en assurant un plancher social, permettant une qualité de vie aux citoyen.e.s respectueuse des droits fondamentaux.

Pour faciliter l'émergence et le développement de modèles économiques inclusifs et durables en Wallonie et à Bruxelles, l'outcome met en œuvre un résultat découlant de notre appropriation du concept de villes durables. Il se focalise sur le positionnement d'OMDM comme appui et soutien à la structuration de filières de production et de consommation durables et équitables. Mobilisant notre expertise-métier en matière de commerce équitable et de seconde main, cette stratégie est composée de deux axes. Le premier axe repose sur une contribution directe de notre organisation au développement d'initiatives agro-alimentaires (notamment au travers notre plateforme Open Food Network) et de filières de production non-alimentaire et de services équitables. Le second axe vise la mise en capacité et un soutien aux acheteurs.euses publics et privés dans leurs démarches d'achat et pratiques commerciales, dans une perspective durable et équitable (par le développement d'outils type cahiers des charges équitables, benchmarking, etc).

### Wording of the outcome

L'émergence d'alternatives économiques crédibles plus inclusives et plus durables, en accord avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), en Wallonie et à Bruxelles, est facilitée par l'application du modèle de l'économie régénérative et distributive, symbolisée par le modèle du Donut. En effet, ce modèle intègre et combine la double dimension sociale (dont l'égalité femmes-hommes) et environnementale

### Target groups

- Entreprises et fédérations sectorielles
- Producteurs/trices et artisan.e.s
- Pouvoirs locaux
- Départements « marchés publics » et « achats » des organisations privées et publiques
- Initiatives économiques locales (Ceintures alimentaires, Réseaux alimentaires, systèmes alimentaires locaux, Green Deal, Cantines durables, coopératives de production-transformation-consommation, magasins locaux, ...)

## Categorization: Sustainable Development Goals

SDG :	Goal 11. Make cities and human settlements inclusive, safe, resilient and sustainable	SDT :	By 2030, reduce the adverse per capita environmental impact of cities, including by paying special attention to air quality and municipal and other waste management
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Enhance international support for implementing effective and targeted capacity-building in developing countries to support national plans to implement all the Sustainable Development Goals, including through North-South, South-South and triangular cooperation
SDG :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns	SDT :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts
SDG :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all	SDT :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls

## Markers & Tags

1. Gender Equality :	2
2. Aid to Environment :	2
3. Participatory Development / Good Governance :	2
4. Trade development :	2
5. Biodiversity :	1
6. Climat Change - Mitigation :	1
7. Climat Change - Adaptation :	2
8. Desertification :	0
9. RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health :	0
10. HIV / AIDS :	0
11. Children's Rights :	0
12. Disability :	0
13. Nutrition :	1

1. D4D - Better use of big data :	No
2. D4D - Digital for inclusive society :	No
3. D4D - Digital for inclusive and sustainable economic growth :	No
4. Private Sector Development :	Yes
5. Health - Sexual and reproductive health :	No
6. Health - Quality medicines :	No
7. Health - Health financing and Universal Health Coverage :	No
8. Refugees :	No
9. Covid-19 :	Yes

## Categorization: Positioning with regard to the objectives of Belgian Development Cooperation, described in its strategy papers

### **Agriculture and Food Security**

- Agriculture durable

### **Environment and climate change**

- L'environnement comme thème transversal  
 - L'appui sectoriel à l'environnement spécifique au pays dans lequel se déroule l'action  
 - Cohérence des politiques en faveur du développement : cohérence interne forte avec notre programme d'ECMS et cohérence externe forte avec l'ensemble de nos missions sociales en tant qu'OSC accréditée

### **Gender**

- Gendermainstreaming et actions spécifiques  
 - Approche droits humains  
 - Contextualisation aux priorités nationales et locales

### **Digitalization - Digital for Development D4D**

- La plateforme OFN en ligne amplifie la numérisation des producteurs et agriculteurs en Wallonie et à Bruxelles en leur proposant un canal de vente digital.

## Subsidy bonus allocation: priority themes and strategic priorities

### **Human rights-based approach**

L'approche basée sur les droits humains est au cœur du programme d'OMDM, dans ses activités, projets et partenariats ainsi que ses relations commerciales. Notre mission sociale est de contribuer à une plus grande justice socio-économique au travers une alternative économique qu'est le commerce équitable. Cette pratique de

commerce s'appuie sur 10 principes qui intègrent tous une volonté d'imposer aux détenteurs d'obligations le respect et le développement de chaque être humain dans sa communauté, le renforcement de ses capacités et la sauvegarde de son environnement. Elle renforce également le détenteur de droits en lui permettant d'assurer sa subsistance et en le mettant en capacité de s'exprimer, de s'engager et d'agir.

Dans cet outcome, l'approche « droits » se traduit dans les thématiques qui sont abordées, notamment sous l'angle de l'économie du Donut et de son plancher social. On y retrouve donc : l'égalité de genre, le commerce équitable, la justice climatique, la souveraineté alimentaire, le travail décent, etc. Notre lecture de l'économie du Donut nous permet de développer quatre types de visions qui connectent le local au global et le social à l'environnemental dans une perspective d'universalité des droits humains. Nous retrouvons donc un axe social/local (ex. CPAS ou publics peu conscientisés et circuits courts) ; un axe social/global (ex. aide au développement, commerce équitable) ; un axe environnemental/social (ex. qualité de l'air dans les quartiers en souffrance); enfin, un axe environnemental/global (ex. déforestation ou érosion des sols, dérèglement climatique). Nos actions font référence aux cadres internationaux contraignants ou non et aux principaux instruments permettant la pleine réalisation de ces droits (DUDH, CEDH, ODD, Accords de Paris, Convention d'Istanbul, Plan d'action de Beijing,...).

### ***Decent and sustainable work***

Nous souhaitons mettre l'accent sur les enjeux globaux et locaux qui découlent de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable et particulièrement en questionnant l'ODD 8 « travail décent et croissance économique ». Dans ses valeurs et son action, OMDM promeut un système économique durable et juste, respectueux des travailleurs.euses, de leurs droits et de l'égalité entre hommes et femmes. Le travail décent est un des piliers essentiels des 10 principes du commerce équitable, que nous appliquons et respectons dans l'ensemble de nos échanges commerciaux avec nos partenaires. Notre mode de fonctionnement interne au niveau de l'équipe salariée ou des bénévoles s'appuie également sur le respect du travail décent.

Plus encore, au travers cet outcome portant sur la facilitation de l'émergence d'alternatives économiques durables, nous portons une attention particulière à traiter de manière transversale la dimension sociale du travail. Il est nécessaire d'envisager la déconstruction des chaînes de valeur de production comme de consommation en replaçant au cœur de celles-ci l'humain et les limites de la planète. Il est important de soutenir le développement de projets entrepreneuriaux au niveau local comme au niveau global. Leur modèle économique doit prioritairement intégrer le respect de l'environnement et des travailleurs.euses. Cette évolution est nécessaire d'un point de vue éthique et pour des raisons d'évolutions réglementaires en matière de devoir de vigilance, au niveau de l'UE ou de la Belgique. Nous pointons la nécessité pour le secteur privé d'identifier et de prévenir les éventuelles violations en matière de droits humains et d'environnement liées à leurs activités et de les atténuer et réparer si de telles violations sont observées. Finalement, dans le cadre de cet outcome, nous nous focaliserons sur la facilitation de l'émergence de filières équitables Nord-Nord en tirant parti de notre expertise de commerce équitable avec nos partenaires des Suds.

### ***Gender***

L'approche genre est une approche transversale de notre programme 2022-2026 et constitue une priorité de cet outcome. Elle s'inscrit chez OMDM au cœur de nos métiers et de notre mission, de façon institutionnalisée depuis 2018 grâce à l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de genre orientée sur deux objectifs principaux. D'une part, garantir un environnement et des relations de travail non-discriminatoires qui respectent les droits, besoins et intérêts des personnes. D'autre part, agir pour une plus grande égalité de droits entre les femmes et les hommes chez nos partenaires et en Belgique. Cette politique est mise en œuvre par un groupe de travail dédié et elle trouve sa source dans nos principes féministes, et nos stratégies de gender mainstreaming et de safeguarding tels que définis par la confédération Oxfam International dont nous faisons partie.

L'approche genre est intégrée pleinement dans le cadre de cet outcome puisque nous abordons la durabilité du point de vue environnemental et social, en portant une attention particulière au genre et à la place des femmes dans une ville mettant en œuvre les principes de l'économie régénérative et distributive.

### ***Environment***

L'environnement est un thème traité de façon transversale dans l'ensemble du programme et de manière spécifique dans cet outcome. Celui-ci s'inscrit également dans les priorités environnementales des programmes internationaux, notamment le European Green Deal et le PNUE, programme des Nations Unies pour l'Environnement. Le respect de l'environnement constitue un des 10 principes du commerce équitable qu'OMDM applique de façon stricte. Nous accordons notamment une attention toute particulière à l'utilisation des matières premières (ex. utilisation du jute, approvisionnement local), au mode de production (ex. artisanat), à la gestion des déchets (ex. produits recyclés, vêtement de seconde main), au type agricole (ex. agroécologie) et à l'emballage.

Dans le travail d'accompagnement et de formation autour de la ville durable, nous promouvons, valorisons et soutenons :

- Une vision systémique de la relation entre plancher social et plafond environnemental au travers de la représentation de l'économie du Donut notamment.
- Une économie distributive et régénérative, nous permettant de vivre avec des ressources suffisantes pour mener une vie décente en respectant les limites de la planète pour assurer la pérennité de celle-ci pour les générations futures.
- L'agroécologie et l'agriculture paysanne comme solution pour avancer vers un monde plus respectueux de l'environnement et de l'individu.
- La justice climatique aux nord et aux sud.
- Le soutien et la valorisation de partenaires ayant des stratégies et pratiques avancées en matière d'adaptation et d'atténuation au dérèglement climatique.

Nous nous intéressons à l'impact de l'urbanisation sur l'environnement mais aussi sur l'effet inverse que peuvent produire par exemple les dérèglements climatiques et la chute de biodiversité sur la vie urbaine. Il est essentiel pour nous de considérer le développement durable des villes via leur relation avec le monde rural et paysan.

### ***Areas of complementarity and synergy with the intervention of ENABEL***

Enabel est un partenaire central pour le CSC villes durables, au travers la concrétisation de celui-ci et les contrats-cadres bilatéraux avec les acteurs du CSC. L'un des défis mondiaux identifiés par Enabel dans sa stratégie 2030 concerne l'urbanisation, au travers laquelle un lien avec les autres défis tels la paix, la sécurité, le changement climatique, la mobilité humaine et les inégalités sociales et économiques peut être tissé. Cet outcome est en synergie avec le travail d'Enabel et avec l'ensemble des programmes d'ECMS car il place le focus sur les villes et communes belges qui sont en capacité de jouer le rôle d'acteurs clés pour renforcer la prise de conscience des citoyen.nes. Ces villes et communes sont des interlocutrices de longue date avec lesquelles elles travaillent directement (les citoyen.nes, les associations, les écoles, les entreprises privés) et indirectement (à travers le plaidoyer pour des politiques d'approvisionnement durable, de commerce équitable, de développement, de diversité et de genre, etc).

La collaboration reposera sur plusieurs axes :

- La visibilité du concept de villes durables par l'organisation d'événements et ateliers conjoints
- L'échange entre pairs et la constitution d'une expertise partagée
- L'inscription des villes durables au niveau local/belge dans le paysage international.

Plus encore, OMDM collabore depuis plusieurs années avec Enabel dans le cadre du Trade for Development Center (TDC), sur des dossiers tels que le projet Beyond Chocolate, la semaine du commerce équitable, le dossier « Human rights due diligence » (HRDD) et l'intergroupe parlementaire portant sur « la Belgique pays du Commerce équitable ». Nous nous pencherons donc sur le renforcement de cette relation partenariale et l'approfondissement du travail en synergie tout en y intégrant la thématique de l'économie régénérative et distributive incluse dans cet outcome.

## **Description of the outcome, results and strategy**

### ***Description of the expected results***

Formulation of outcome or result :	Outcome 5: L'émergence d'alternatives économiques crédibles plus inclusives et plus durables, en accord avec les ODD, en Wallonie et à Bruxelles, est facilitée par l'application du modèle de l'économie régénérative et distributive intégrant la double dimension sociale (dont l'égalité femme-homme)-environnementale.
Indicator title :	IOV5.1 : Nombre de producteurs/rices en Wallonie et à Bruxelles qui ont connaissance de l'initiative Open Food Network
Baseline :	Nous n'avons pas de baseline (on fera une enquête en 2022 pour obtenir la baseline)
Target Year 3 - 31/12/2024 :	Baseline x3
Target Year 5 - 31/12/2026 :	Baseline x5

Formulation of outcome or result :	Outcome 5: L'émergence d'alternatives économiques crédibles plus inclusives et plus durables, en accord avec les ODD, en Wallonie et à Bruxelles, est facilitée par l'application du modèle de l'économie régénérative et distributive intégrant la double dimension sociale (dont l'égalité femme-homme)-environnementale.
Indicator title :	IOV5.2 : Nombre d'alternatives économiques en adéquation avec le modèle de l'économie régénérative et distributive qui ont remporté des marchés dans les Communes qui ont été suivies par OMDM
Indicator description :	Les données des targets ont été choisies en cohérence avec le nombre de responsables des achats publics qui seront touchés par les activités d'OMDM. L'objectif est que, à minima, deux marchés publics orchestrés par ces chaque responsable soit remporté par une initiative économique durable.
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	60
Target Year 5 - 31/12/2026 :	160

Formulation of outcome or result :	R5.1 : La structuration des initiatives économiques durables et inclusives est appuyée par le modèle de l'économie régénérative et distributive
Indicator title :	R5.1.1 : Nombre de producteur(rices (X), de distributeurs (Y) d'acheteurs(Z) inscrit•e •s sur la plateforme OFN
Baseline :	(X) : 250 (Y) : 100 (Z) : 2217
Target Year 3 - 31/12/2024 :	(X)=500 (Y)= 200 (Z)=4000
Target Year 5 - 31/12/2026 :	(X)=750 (Y)=450 (Z)=5000

Formulation of outcome or result :	R5.1 La structuration des initiatives économiques durables et inclusives est appuyée par le modèle de l'économie régénérative et distributive
Indicator title :	R5.1.2 : Nombre de comptoirs actifs (X) et - de commandes (Y) effectuées via la plateforme / par mois (moyenne annuelle)
Indicator description :	Comptoir = entreprise enregistrée et visible sur la plateforme. Elle fournit des informations aux consommateurs et permet de vendre en ligne via la plateforme (les producteurs et distributeurs inscrits se retrouvent ici s'ils sont actifs).
Baseline :	(X)=16 (Y)=690
Target Year 3 - 31/12/2024 :	(X)=30 (Y) = 1300
Target Year 5 - 31/12/2026 :	(X)= 60 (Y) = 2600

Formulation of outcome or result :	R5.1 La structuration des initiatives économiques durables et inclusives est appuyée par le modèle de l'économie régénérative et distributive
Indicator title :	R5.1.3 : Pourcentage des usagers de la plateforme qui disent être satisfait•e•s des services offerts par OFN
Baseline :	Nous n'avons pas de baseline (on fera une enquête en 2022 pour obtenir la baseline)
Target Year 3 - 31/12/2024 :	80%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	80%

Formulation of outcome or result :	R5.2 Les services d'achats publics et privés sont outillés au moyen de dispositifs en accord avec l'économie régénérative et distributive
Indicator title :	R5.2.1 : Nombre de personnes responsables des achats dans le secteur public sensibilisés par OMDM aux achats durables.
Indicator description :	Les données des targets ont été choisies en cohérence avec les objectifs de la campagne commune du commerce équitable grâce à laquelle nous sommes implantés auprès des communes en Wallonie et à Bruxelles.
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	30
Target Year 5 - 31/12/2026 :	80

Formulation of outcome or result :	R5.2 Les services d'achats publics et privés sont outillés au moyen de dispositifs en accord avec l'économie régénérative et distributive
Indicator title :	R5.2.2 : Nombre de personnes responsables des achats dans le secteur privé sensibilisés par OMDM aux achats durables
Indicator description :	Les données des targets ont été choisies en cohérence avec le nombre de relations entretenues avec des entreprises du secteur privé dans le cadre de nos activités commerciales de commerce équitable.
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	45
Target Year 5 - 31/12/2026 :	100

Formulation of outcome or result :	R5.2 Les services d'achats publics et privés sont outillés au moyen de dispositifs en accord avec l'économie régénérative et distributive
Indicator title :	R5.2.3: Pourcentage de personnes responsables des achats dans les secteurs publics et privés qui disent avoir été outillés par OMDM sur les enjeux des achats durables
Baseline :	0

Target Year 3 - 31/12/2024 :	30%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	30%

## Activities, targets groups and beneficiaries

### Classification of activities

R5.1 :  
OMDM contribue directement au développement des initiatives agro-alimentaires en circuits courts, aux projets d'alimentation durable, au niveau local et régional tout comme dans une perspective de coopération avec le Sud.

- Développement d'Open Food Network : comptoirs pour les Groupements d'Achats Communs,...
- Soutien et collaboration avec les dynamiques territoriales de systèmes alimentaires locaux, ceintures alimentaires, ...
- Collaboration avec les initiatives régionales de Bruxelles comme la Stratégie Food Food et Manger Demain, Green Deal Cantines durables et Achats circulaires en Wallonie.

OMDM fédère des initiatives de services et de biens durables non alimentaires au travers ses canaux de distribution équitables.

- Utilisation de notre réseau de magasins et notre boutique en ligne pour promouvoir des produits du commerce équitable nord : éco-tourisme, produits d'artisanat, ...
- Partenariats avec des actions comme la Fondation pour les Générations Futures et le Prix de l'Economie sociale
- People and Planet Initiative de WFTO

R5.2 :  
- Appui aux services d'achats publics et privés pour orienter les démarches d'achats et pratiques commerciales dans une perspective durable et équitable  
- Développement d'outils et de ressources pour ces publics (cahiers des charges incluant des clauses sociales et environnementales, implémentation de l'usage des monnaies locales, benchmarking,...)

### Target group(s)

- 45 Entreprises wallonnes et bruxelloises (départements achats)
- 600 Producteurs/trices et artisan-e-s wallons et bruxellois
- 50 administrations : départements « marchés publics » et « achats »
- Initiatives économiques locales wallonnes et bruxelloises (Ceintures alimentaires, Réseaux alimentaires, Food Wapi, Green Deal Cantines durables,...)

### Beneficiaries

- Les citoyens et citoyennes en Wallonie et à Bruxelles
- Les entrepreneurs-euses, artisan-e-s et producteurs/trices wallons et bruxellois
- Les services d'achats des secteurs publics et privés

Title of the reference annex :	Théorie du changement - OS5
Title of the reference annex :	Analyse des risques - OS5

## Description of the Relevance

L'outcome s'inscrit dans les priorités de la coopération belge au développement notamment en matière :

- D'environnement : l'intégration de la protection et de la conservation de l'environnement comme thème transversal, la recherche d'une cohérence des politiques en faveur du développement entre les différentes compétences (et dans les pays de nos partenaires commerciaux) et un appui sectoriel à l'environnement qui soit différencié et adapté aux besoins de nos partenaires des Suds.
- D'agriculture et sécurité alimentaire à travers notamment le thème transversal de l'agriculture durable, la bonne gouvernance (pilier de la ville durable) ainsi que le soutien à la recherche et l'innovation au travers du travail de facilitation de l'émergence d'alternatives économiques crédibles et durables.

Cet outcome s'inscrit dans les approches prioritaires identifiées dans le CSC villes durables pour la cible stratégique 3 - des modèles économiques inclusifs et durables

Cet outcome s'inscrit également dans les priorités des organisations internationales, notamment celles du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires (Food System Summit) de 2021. Celui-ci abordera un volet spécifique portant sur des actions visant à stimuler la demande des consommateurs/rices pour des produits durables et à renforcer les filières locales.

Cet outcome vise à tirer parti des capacités renforcées des acteurs/rices et gouvernements locaux•ales en vue de soutenir la transition vers la ville durable. Cet outcome couvre principalement les modèles économiques qui existent dans la ville.

	Approches du CSC - outcome 2	Contributions de l'outcome 2 d'OMDM
A	Faciliter la gestion durable des écosystèmes et des territoires dans lesquels les biens consommés dans les villes sont produits, en ce compris la résilience des acteurs/rices locaux•ales (producteurs, PME, etc.) qui dépendent de ces écosystèmes.	
B	Professionaliser les organisations de producteurs/rices et renforcer les fournisseurs•euses de services afin de garantir l'accès équitable des producteurs/rices et des entrepreneurs•euses aux services et ressources (notamment au niveau financier) dont ils•elles ont besoin pour développer leur activité commerciale durable, indépendamment de leur genre ou de leur âge.	
C	Faciliter le développement de modèles commerciaux inclusifs et/ou circulaires qui connectent les producteurs/rices et entreprises durables aux marchés urbains dans des conditions de commerce équitables, notamment par le biais d'achats institutionnels par les gouvernements locaux et les acteurs/rices locaux•ales (cantines des écoles, marchés publics, etc.).	R5.1 : Ce résultat vise à soutenir et appuyer le développement des secteurs agroalimentaire, non-alimentaire et des services dans une perspective « durable ». Cela passe par le développement de notre projet Open Food Network et d'autres synergies et complémentarités avec nos canaux de distribution (magasins de commerce équitables autogérés par les bénévoles et webshop).
D	Faciliter le développement et l'incubation d'entreprises contribuant à la production et à la consommation territoriale durable et renforcer les écosystèmes locaux en vue de soutenir les PME durables.	R5.2 : Ce résultat vise l'utilisation par les publics cibles d'outils centrés sur les

E	Encourager la participation des citoyens dans la co-création de solutions multi-acteurs pour parvenir à des systèmes économiques territoriaux plus durables (p. ex. par le biais d'initiatives « sciences citoyennes », laboratoires donut, ateliers d'échanges avec le secteur privé et le monde académique, renforcement des organisations de la société civile, organisation de campagnes de sensibilisation, etc.).	pratiques commerciales durables, développés et déployés par OMDM.
F	Documenter les approches, les résultats et les leçons apprises et les mobiliser afin d'encourager les acteurs locaux et nationaux, y compris les gouvernements, à investir dans la réplication des approches.	

Avec cet *outcome*, nous donnons la priorité aux sous-objectifs 1 et 3 de la cible stratégique 3 du CSC Villes durables pour lesquels notre expertise du commerce équitable apporte une véritable plus-value :

- o (1) Le développement de **chaînes d'approvisionnement** compatibles avec la protection des écosystèmes et la lutte contre le changement climatique, et qui rémunèrent équitablement tous les acteurs économiques de la chaîne, y compris les producteurs/trices à petite échelle et les PME. Afin de maintenir l'accessibilité financière de ces produits, l'accent est mis sur les circuits courts.
- o (3) La mise en place de **partenariats multi-parties prenantes** impliquant le secteur privé, le secteur public, le monde académique et les citoyens afin de co-créer de nouvelles manières de s'approvisionner et donc de consommer et produire durablement en ville. Les membres du CSC joueront principalement un rôle de facilitateur initial dans ces processus.

Cet *outcome* est pertinent car il répond à un besoin réel identifié dans la société : le développement de modèles économiques inclusifs et durables doit être soutenu et facilité par une collaboration forte des acteurs du secteur de la transition, tant économiques que techniques, logistiques et financiers. Grâce à cet *outcome*, nous travaillons directement en synergie avec des initiatives économiques locales agro-alimentaires et non alimentaires ainsi que de service. Nous soutenons leur processus de transition en accord avec les ODD et surtout notre vision de l'économie du Donut. Nous apportons une expertise-métier qui porte sur des relations commerciales équitables et une contribution essentielle au travail. Notre expertise en matière de travail décent nous permet d'accompagner et conseiller le secteur privé et d'animer une communauté de pratiques dynamique et bienveillante.

## Description of Coherence

### Cohérence interne

Cet *outcome* est cohérent avec notre mission sociale et nos activités commerciales visant à promouvoir le commerce équitable et de « seconde main » comme alternative juste et durable au système néo-libéral dominant. Il est essentiel pour Oxfam-Magasins du monde de sensibiliser et d'informer sur les pratiques (in)équitables, le travail décent, l'inter-relation entre plancher social et plafond environnemental. Nous cherchons désormais à toucher de nouveaux publics, plus difficiles à atteindre avec nos programmes d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. En tant qu'acteur engagé, expert sur les relations commerciales Nord-Sud (in)équitables, il est capital de pouvoir poursuivre notre activité en touchant plus spécifiquement le secteur privé et en lui proposant des alternatives pour transformer leurs modèles économiques. Nous avons à cœur d'aller plus loin en accompagnant et en ouvrant le champ des possibles. Nous le faisons notamment dans le cadre du projet Open Food Network qui vise à offrir un espace de vente aux producteurs/trices du circuit court en Wallonie et à Bruxelles. Plus encore, cet *outcome* s'inscrit dans les priorités de notre stratégie 2030. En effet, il s'articule avec notre inscription dans le mouvement de la transition et renforce nos activités d'un commerce équitable exigeant. Cela s'aligne avec notre volonté de développer des alternatives de commerce équitable et solidaire rentables, pérennes et durables.

### Cohérence externe

Cet *outcome* est cohérent avec les trois autres *outcomes* qu'Oxfam-Magasins du monde poursuit dans le cadre du CSC Belgique dans son programme d'ECMS et avec le premier *outcome* de ce CSC thématique portant sur la co-création de la ville durable. Nous capitalisons sur la qualité du travail de sensibilisation et de formation que nous réalisons dans le cadre de ces autres *outcomes* pour ensuite traduire les apprentissages de savoirs-être et savoir-faire en actions concrètes. Cet *outcome* se focalise sur la mise en œuvre d'alternatives crédibles aux modèles économiques classiques en mobilisant notre expertise-métier du commerce (in)équitable et notre expérience dans le domaine des circuits courts alimentaires durables.

## Description of Effectiveness

Les approches mises en œuvre dans cet *outcome* sont en adéquation avec les stratégies et les cibles stratégiques définies dans le CSC thématique Villes durables. Elles s'inscrivent également dans la continuité de nos activités en ECMS en mobilisant des compétences internes dont la qualité a été prouvée par des évaluations intermédiaires quant à l'impact sur les publics de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> lignes.

Les deux *outcomes* seront rencontrés car les projets répondent aux demandes croissantes d'acteurs locaux (pouvoirs publics communaux et régionaux) qui souhaitent se former aux principes de l'économie régénérative et distributive, par des engagements et projets concrets. De plus, ils sont en adéquation avec les priorités des pouvoirs publics bruxellois et wallons, ce que l'on peut voir notamment au travers des divers appels à projets orientés sur les modèles économiques alternatifs et durables. Notre projet DigiCirco réunissant divers acteurs/rices pour appuyer et soutenir la digitalisation des circuits courts s'inscrit dans le cadre d'un appel à projets lancé par la Wallonie. Ce projet est complémentaire à cette nouvelle programmation et permettra de renforcer le travail de structuration du secteur particulier de l'agroalimentaire en circuit court.

L'efficacité de cet *outcome* se mesure par la mise en place d'actions concrètes qui vont permettre de faciliter l'émergence de modèles économiques inclusifs et durables en Wallonie et à Bruxelles. Ces actions permettront d'atteindre deux outputs, deux résultats intermédiaires qui touchent deux axes différents de l'économie : la structuration des filières de production et de consommation durables et équitables ainsi que le renforcement des capacités des acteurs/rices locaux • ales publics et privés actifs dans le domaine des achats.

Les résultats seront donc différenciés en fonction des populations c'est-à-dire que les cibles doivent être analysées et être accompagnées dans le cadre du programme en vertu du contexte socio-économique dans lequel elles évoluent. Par exemple, le secteur de la production en circuit-court dans l'agroalimentaire en Wallonie et à Bruxelles est aujourd'hui en plein développement et peut s'appuyer sur des ressources mises à disposition par les pouvoirs locaux pour le renforcer (on citera par exemple l'accompagnement Eco-transition de la SOWALFIN). A contrario, d'autres secteurs sont plus difficilement accompagnés vers une transition juste. Oxfam-Magasins du monde capitalise donc sur deux forces répondant à un double besoin d'accompagnement : son expertise en matière de commerce (in)équitable spécialisé sur l'artisanat et le textile (pour les secteurs moins soutenus) et sa plateforme Open Food Network connectant les acteurs du circuit-court en Wallonie et à Bruxelles (pour le secteur plus visible à ce jour).

Open Food Network Belgium est une plateforme open source en ligne qu'Oxfam-Magasins du monde développe et qui s'inscrit dans un réseau mondial allant du Brésil à la Belgique en passant par les Etats-Unis et l'Afrique du sud. Ce dispositif a déjà prouvé son efficacité à travers son développement: nous comptons plus de 300 producteurs inscrits, pour 136 comptoirs de vente et plus de 1000 acheteurs mobilisant celle-ci pour se connecter aux producteurs locaux et régionaux à leur disposition. L'insertion d'OFN dans ce nouveau programme se focalisant sur l'exploration du concept de villes durables permettra d'étendre la portée de ce dispositif, de connecter un maximum de producteurs et de consommateurs qui adoptent des pratiques de production et de consommation durables.

## Description of Efficiency

L'efficacité de l'outcome repose sur trois piliers :

1. Les ressources mobilisées au regard des cibles (targets) identifiées dans les indicateurs. Pour la réalisation de cet outcome, nous allons consacrer un ETP au développement de la plateforme Open Food Network et à l'appui à la structuration du secteur agroalimentaire et non alimentaire (y compris les services) durables. L'objectif principal est de positionner OMDM comme acteur central, en capacité de mettre en relation les acteurs locaux et de les aider à développer leurs canaux de vente en synergie avec les autres producteurs/trices-entrepreneurs•euses. Nous allons également développer notre offre d'outils (conseil-accompagnement) orientés sur les achats publics et privés durables avec l'objectif d'accélérer la transition durable des chaînes d'approvisionnement en Wallonie et à Bruxelles.

Les frais de fonctionnement seront donc concentrés sur l'élaboration et la diffusion d'outils physiques et numériques et de développement de la plateforme OFN. Des frais incombent également à l'organisation de formations (locations de salle, catering, stands,...) et de rencontre avec les acteurs locaux.

2. La mobilisation de ressources existantes : pour cet *outcome*, nous renforçons un projet pilote interne à l'organisation qui existe depuis plusieurs années et dont le potentiel d'exploitation se voit décuplé par cette nouvelle opportunité.
3. L'équilibre entre le recours à de la sous-traitance et le développement de capacités en interne. Depuis la crise sanitaire plus spécifiquement, nous misons sur la numérisation et le développement de compétences des salariés pour développer des capacités en interne et rendre notre organisation plus résiliente aux évolutions de notre environnement.

## Description of the expected Impact

Matérialisé dans la théorie du changement, l'*outcome* vise à terme à faciliter le développement de modèles économiques alternatifs inclusifs et durables. Dans ce cadre, l'*outcome* tend à se focaliser sur l'appui et le soutien à la structuration et à la mise en réseau d'organisations déployant un modèle économique durable (circuit court, économie circulaire, économie sociale, modèle coopératif, etc). Il vise également à accélérer le changement durable dans les pratiques d'achats publics et privés vers un commerce équitable tant aux Nord que aux Suds. Cet *outcome* participe plus largement à l'émergence et la consolidation d'une opinion publique favorable aux Objectifs de Développement durable.

Plus spécifiquement, les impacts recherchés par cet *outcome* sont :

- Un changement de paradigme qui vise à concevoir la durabilité dans sa double dimension sociale et environnementale.
- L'adoption de pratiques concrètes plus durables par les acteurs économiques locaux.
- Le développement et la pérennisation :
  - d'un secteur agroalimentaire ;
  - d'un secteur non alimentaire (textile et artisanat notamment) ;
  - d'un secteur des services ;

L'impact attendu est par essence durable dans le temps. Les effets de l'*outcome*, qu'ils soient intentionnels ou non intentionnels, ont un potentiel transformateur important sur les comportements individuels et surtout collectifs. Nous capitalisons sur l'effet multiplicateur des groupes cibles identifiés et sur notre lecture du concept de ville durable par le prisme des acteurs/rices qui la font vivre (ici les acteurs économiques)

## Description of Sustainability

Comme nous le faisons dans le cadre de nos activités de commerce équitable et de « seconde main », nous déployons une logique globale d'intervention. L'*outcome* vise des impacts durables dans le temps puisqu'il s'attaque à la transition des modèles économiques présents dans la ville. Néanmoins, plusieurs risques pèsent sur cet *outcome* :

1. Le prix d'un commerce équitable : nous savons que les produits issus du commerce équitable et respectueux de l'environnement sont, par essence, plus chers que les autres types de produits car ils respectent des cahiers de charges rigoureux et évitent les externalités négatives. Choisir de s'approvisionner avec ce type de produits, c'est faire face à une double contrainte : le prix d'achat plus élevé se répercute sur le prix de vente, ce qui impose un positionnement plus haut de gamme. Ceci a un impact sur la taille du marché qui se voit réduit.

La mitigation de ce risque peut se faire via l'information et la sensibilisation sur les chaînes d'approvisionnement et le coût « réel » des produits que nous achetons en tant que consommateur/rices. Il est important de travailler sur la contextualisation et le sens de l'achat pour permettre aux citoyens de mieux comprendre le prix des produits ou services qu'ils consomment (ex : l'industrie textile a complètement déconnecté consommateur/rices et producteur/rices, rendant possible la vente de T-shirt à 5 euros, confectionné dans des conditions environnementales et sociales désastreuses, le plus souvent à l'autre bout de la planète).

2. La relocalisation de certaines chaînes d'approvisionnement est un processus complexe et ambitieux. Pour rendre l'économie plus résiliente, il est nécessaire de relocaliser des chaînes d'approvisionnement localement quand cela est pertinent. Néanmoins cela nécessite le renforcement d'infrastructures locales, une mutualisation d'équipements et une offre de services commerciaux et financiers qui permettraient aux PME de réaliser cette transition correctement. Cette offre n'est pas suffisamment développée et empêche la concrétisation d'une économie locale forte aujourd'hui.

Ce risque existe et nécessite un travail en synergie avec les organisations du CSC qui travaillent spécifiquement sur l'accompagnement des pouvoirs publics locaux dans le développement de services et de réglementations favorables à la ville durable.

Nous connaissons bien les risques qui entourent cet *outcome* et les prenons en compte à toutes les étapes du développement de nos projets et actions.

## Description of the Partnership Strategy

Dans le cadre de la rédaction du CSC thématique villes durables, nous avons établi des connexions directes et importantes avec les organisations partenaires de ce CSC. Nous travaillerons en priorité avec Rikolto, le COTA et le réseau des villes et communes de Wallonie et de Bruxelles (UVCW et Brulocalis) afin de :

- Renforcer la visibilité et la compréhension du concept de villes durables, au sein du secteur de la coopération au développement belge et de l'opinion publique.
- Collecter, documenter et partager des bonnes pratiques.
- Développer des activités et des communications communes.
- Approfondir des synergies opérationnelles avec les projets existants et futurs des organisations partenaires (ex : Food Smart Cities de Rikolto).

Ces partenariats sont matérialisés par des conventions de collaboration annexées au programme. Ils seront approfondis plus en détails après l'approbation de la demande de financement.

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

Nous avons également choisi de travailler en partenariat avec l'ASBL Eco-Conso qui encourage des comportements et des modes de consommation respectueux de l'environnement et de la santé. En effet, dans le cadre de ses activités, l'organisation a développé un projet d'accompagnement et de conseil des collectivités souhaitant adopter l'éco-consommation dans le cadre des achats publics et privés (projet « Achats verts »). Notre collaboration engendrera des complémentarités fortes et permettra de joindre nos outils et réseaux pour amplifier la vitesse d'adoption de clauses durables dans les marchés publics et ainsi faciliter le recours à des producteurs de produits et services durables socialement et environnementalement.

Dans le cadre de cet *outcome*, nous travaillerons également avec l'ensemble des producteurs/rices possédant déjà un comptoir sur OFN et continuerons à étoffer la liste en allant à la rencontre des autres.

Notons finalement que le financement du programme permettra d'établir des liens avec des organisations issues de la société civile comme par exemple Kick Belgium, un accélérateur de transition écologique qui accompagne les communes belges, l'organisation Paysans et Artisans, coopérative de producteurs et de consommateurs à Malonne ou encore Hesbicoop (coopérative circuit courts) à Waremme...

### Description of Synergies

Cet *outcome* est en synergie totale avec les trois *outcomes* de notre programme d'ECMS. Nous travaillons déjà sur l'économie du Donut dans le cadre de nos activités d'ECMS vers le monde scolaire, les publics de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> lignes ainsi que les responsables politiques. Nous allons ici nous concentrer non plus sur la sensibilisation mais sur la mise en action, la proposition d'accompagnement vers des alternatives concrètes aux producteurs/rices et entreprises locales, ainsi que les organisations ayant un département « achat » qu'elles soient publics ou privées. Ces deux axes de notre travail sont en accord avec l'ADN de notre organisation, sont complémentaires et s'alimenteront mutuellement.

Nous souhaitons également approfondir le travail initié dans le cadre de notre campagne d'ECMS « Economie du Donut : une autre économie est possible » avec :

- Le Donut Economy Action Lab (DEAL)
- Convidencia :
- Confluences : deux organisations privées avec lesquelles nous avons débuté une double collaboration pour l'accompagnement de la Ville de Bruxelles et d'Ottignies-Louvain-La-Neuve
- Des lieux tels que les « Mundo » (et particulièrement celui de Louvain-la-Neuve où nous renforcerons les collaborations avec des organisations de l'économie sociale)
- Des partenaires de l'écosystème entrepreneurial tels que Groupe One, Hub.Brussels ou encore Saw-B (agence conseil en économie sociale),...

Plus encore, des synergies existent également avec le programme de Fairtrade Belgium : Fairtrade Belgium, notamment autour de leur focus vers le secteur privé. Leur expertise de plaider sur la thématique de la justice socio-économique auprès des entreprises sera très utile pour développer notre stratégie de diffusion et de formation vers ce public spécifique. Nos organisations travaillent ensemble dans le cadre de l'OS3 de notre programme commun d'ECMS, nous souhaitons donc approfondir ce travail collaboratif qui renforcera le lien entre le CSC Belgique et ce CSC thématique.

### Description of how individual or collective recommendations and lessons are to be taken into account

Nous n'avons pas encore de leçons apprises concernant ce programme puisqu'il est complètement neuf. Néanmoins nous porterons une attention particulière aux éléments suivants :

- L'approche nécessairement décoloniale et différenciée du concept de ville durable pour les pays des Suds. Soulignons qu'OMDM n'envoie pas d'expatriés dans d'autres pays, fait partie de l'organisation mondiale du CE au même titre que des partenaires sud américains, asiatiques ou africains. Dès les années 60, sous le slogan « Make Trade, Not Aid », le commerce équitable a jeté les bases d'une relation allant au-delà des clichés caritatifs. Il est dès lors très important pour nous de créer du lien avec les villes des Suds où sont établis nos partenaires de commerce équitable et de compter sur leur appui pour développer le concept de villes durables. Nous voulons le faire en adaptant bien les principes de l'économie régénérative et distributive au contexte géographique et socio-économique des villes et communes que nous abordons. Nous soulignons que des gains et enseignements des Suds seront bénéfiques pour la Belgique dans son analyse de la ville durable.
- L'attention portée au gender mainstreaming dans le développement des outils et contenus. Il est important pour OMDM de considérer les enjeux de genre de façon transversale et spécifique dans son approche de la durabilité sociale et environnementale des villes. Nous identifions les femmes comme groupe potentiellement vulnérable face aux défis de l'urbanisation et du développement durable.

### Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Analyse de risques OS5	Analysis of risks associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Analyse%20des%20risques%20OS5%20VD_0.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Analyse%20des%20risques%20OS5%20VD_0.docx</a>
Théorie du changement OS5	Theory of Change associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Th%C3%A9orie%20du%20changement%20du%20volet%20Villes%20durables_0.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Th%C3%A9orie%20du%20changement%20du%20volet%20Villes%20durables_0.docx</a>
Collaborations - fiches signalétiques OS5	Fact sheet per collaboration	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Fiches%20signal%C3%A9tiques%20OS5_1.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Fiches%20signal%C3%A9tiques%20OS5_1.docx</a>
Convention de collaboration Rikolto/OMDM	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention%20de%20collaboration%20entre%20Rikolto%20et%20Oxfam.docx">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention%20de%20collaboration%20entre%20Rikolto%20et%20Oxfam.docx</a>
Convention de collaboration OMDM/Eco-conso	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention%20C3%A9coconso%20OMDM.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention%20C3%A9coconso%20OMDM.pdf</a>

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL



TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

**Description**

L'OS5 vise la facilitation de l'émergence d'initiatives économiques alternatives durables et inclusives au travers l'atteinte de deux résultats. Le budget est réparti entre deux grands postes de financement: le fonctionnement et le personnel. Chez Oxfam-Magasins du monde nous avons décidé de proposer un budget adapté à ce nouveau programme en réduisant la demande pour la première année du projet, tant pour le personnel que pour le fonctionnement, en nous basant sur une analyse réaliste du temps nécessaire au lancement et au recrutement de personnel pour le projet (1ETP). Le projet sera piloté par un.e salarié.e. Les besoins en fonctionnement ont été calculés de sorte à pouvoir développer deux projets. Le premier vise à poursuivre et approfondir le développement de la plateforme Open Food Network Belgium qui met en lien des producteur/trice.s et des consommateur/trice.s s'inscrivant dans un modèle alimentaire durable s'appuyant sur le développement des circuits courts et du commerce équitable en Belgique. Le deuxième vise à appuyer la transition des administrations ainsi que du secteur privé vers des achats plus durables. Les ressources sont utilisées de façon efficiente et économe en investissant dans des outils numériques (webinaire en ligne, réunions) ainsi que des outils intemporels afin de rationaliser les coûts.

**List of partnerships/cooperative for the outcome**

*List of partnerships for the outcome*

**Budget available**

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

*List of cooperative partnerships for the outcome*

**Budget available**

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

# Resiliencia de las comunidades al medio ambiente y empoderamiento para poner fin a todas las formas de discriminación y violencias contra las mujeres y las niñas

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès BERTRAND
Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	Le Monde selon les femmes
Name :	Linda HAMZE
Telephone :	+32483713939
Email :	linda@mondefemmes.org

## Author information

Lead NGO/Owner :	LMSLF
Name of accredited actor	Le Monde selon les femmes

## General

Title of the outcome - French or English (mandatory) :	Résilience des communautés à l'environnement et empowerment pour mettre fin à toutes les formes de discrimination et violences à l'égard des femmes et des filles		
Title of the outcome - Dutch/Spanish (optional) :	Resiliencia de las comunidades al medio ambiente y empoderamiento para poner fin a todas las formas de discriminación y violencias contra las mujeres y las niñas		
IATI activity identifier :	BE-BCE-KBO-0416486821-prg2022-9-BE		
Outcome start date :	01-01-2022		
Outcome end date :	31-12-2026		
Country of intervention :	Bolivia (Plurinational State of)		
Sector :	15170 - Government & Civil Society - Women's rights organisations and movements, and government institutions	Budget share :	50%
Sector :	41081 - General Environment Protection - Environmental education/training	Budget share :	25%
Sector :	31181 - Agriculture, Forestry, Fishing - Agricultural education/training	Budget share :	25%

## Strategic target involved

### 2. Contribuir al manejo sostenible y responsable de los r...

- BOLIVIA

Description :	2. Contribuir al manejo sostenible y responsable de los recursos naturales y el medio ambiente, fomentar la mitigación y adaptación al cambio climático, y el ejercicio de la justicia climática.
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 3. Contribuir al fortalecimiento de la agricultura susten...

- BOLIVIA

Description :	3. Contribuir al fortalecimiento de la agricultura sustentable familiar con enfoque agroecológico de campesinos, indígenas, productores urbanos y sus organizaciones, para el logro de la seguridad y soberanía alimentaria y el consumo responsable, garantizando los derechos de acceso a recursos productivos y a ingresos decentes.
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 5. Contribuir a la igualdad de género, a la autonomía d...

- BOLIVIA

Description :	5. Contribuir a la igualdad de género, a la autonomía de mujeres, niñas, adolescentes y jóvenes, a la atención, exigibilidad y ejercicio de sus derechos, a la participación política, social y económica con equidad, inclusión e igualdad de oportunidades, considerando la prevención de la violencia, así como los derechos sexuales y reproductivos.
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

## Geographic location of the outcome's intervention zone

### Departamento Santa Cruz de la Sierra, Bolivia

Lat/Long :	-17.78375, -63.17163
------------	----------------------

### Bolivia, Departamento de Tarija

Lat/Long :	-21.31169788, -64.4341142
------------	---------------------------

### Département La Paz

Lat/Long :	-16.50357578, -68.13708039
------------	----------------------------

## Outcome summary

### Description of the outcome

El outcome que se espera es la construcción de una sociedad con igualdad de género, promoviendo la non discriminación. El outcome tiene el objetivo de empoderar las mujeres y las niñas indígenas, campesinas y urbanas, para que aporten soluciones a los retos de la igualdad de género, sobre los derechos sexuales y reproductivos, al cuidado del medio ambiente y con propuestas normativas y/o de políticas públicas en favor de comunidades resilientes y la eliminación de todas las prácticas nocivas.

El outcome está relacionado con los ODS siguientes:

ODS 2: hambre y seguridad alimentaria

ODS 5: igualdad de géneros y empoderamiento de la mujer

ODS 10: reducir la desigualdad y entre los países promoviendo la inclusión de todas las personas

ODS 13: cambio climático

ODS 15: Gestionar sosteniblemente los bosques, luchar contra la desertificación, detener e invertir la degradación de las tierras, detener la pérdida de biodiversidad.

ODS 17: Alianzas para lograr los objetivos

Para lograr dicho outcome se trabajará en tres grandes estrategias:

1. Fortalecer de los conocimientos, habilidades y actitudes de las niñas y mujeres mediante la realización de investigación-acciones con un enfoque de género, medioambiental y decolonial, centrados en el análisis de las prácticas para producir conocimiento y cambio social
2. Reforzar las niñas y las mujeres a través de capacitación, en sus habilidades y capacidades para entender y defender los asuntos locales sobre el medio ambiente, la agroecología, los derechos sexuales y reproductivos.
3. Empoderar las mujeres, adolescentes y jóvenes en liderazgo para poner en común y reforzar sus conocimientos y su capacidad de influencia y defensa de los asuntos que les conciernen.

### Wording of the outcome

Empoderar mujeres, reforzar la resiliencia de las comunidades al medio ambiente y contribuir a poner fin a todas las formas de discriminación y violencias contra las mujeres y las niñas

### Target groups

Organizaciones de la SC (Observatorio de género)

Profesorxs de unidades educativas

Organizaciones de mujeres, feministas, redes al nivel nacional e internacional

Servidores públicos

Grupos de hombres y jóvenes

Mujeres campesinas e indígenas lideres y de base organizada

Grupos de mujeres, adolescente y niñas urbanas, campesinas e indígenas

Mujeres en situación de violencia y mujeres supervivientes de violencia

Copartes y ACNG's belgas

## Categorization: Sustainable Development Goals

SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	End all forms of discrimination against all women and girls everywhere
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Eliminate all forms of violence against all women and girls in the public and private spheres, including trafficking and sexual and other types of exploitation
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Recognize and value unpaid care and domestic work through the provision of public services, infrastructure and social protection policies and the promotion of shared responsibility within the household and the family as nationally appropriate

SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Ensure women's full and effective participation and equal opportunities for leadership at all levels of decision-making in political, economic and public life
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Ensure universal access to sexual and reproductive health and reproductive rights as agreed in accordance with the Programme of Action of the International Conference on Population and Development and the Beijing Platform for Action and the outcome documents of their review conferences
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Strengthen resilience and adaptive capacity to climate-related hazards and natural disasters in all countries
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Improve education, awareness-raising and human and institutional capacity on climate change mitigation, adaptation, impact reduction and early warning
SDG :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture	SDT :	By 2030, ensure sustainable food production systems and implement resilient agricultural practices that increase productivity and production, that help maintain ecosystems, that strengthen capacity for adaptation to climate change, extreme weather, drought, flooding and other disasters and that progressively improve land and soil quality
SDG :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture	SDT :	By 2020, maintain the genetic diversity of seeds, cultivated plants and farmed and domesticated animals and their related wild species, including through soundly managed and diversified seed and plant banks at the national, regional and international levels, and promote access to and fair and equitable sharing of benefits arising from the utilization of genetic resources and associated traditional knowledge, as internationally agreed
SDG :	Goal 15. Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat&nbsp;desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss	SDT :	By 2020, promote the implementation of sustainable management of all types of forests, halt deforestation, restore degraded forests and substantially increase afforestation and reforestation globally
SDG :	Goal 15. Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat&nbsp;desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss	SDT :	By 2020, integrate ecosystem and biodiversity values into national and local planning, development processes, poverty reduction strategies and accounts
SDG :	Goal 10. Reduce inequality within and among countries	SDT :	Ensure equal opportunity and reduce inequalities of outcome, including by eliminating discriminatory laws, policies and practices and promoting appropriate legislation, policies and action in this regard
SDG :	Goal 10. Reduce inequality within and among countries	SDT :	By 2030, empower and promote the social, economic and political inclusion of all, irrespective of age, sex, disability, race, ethnicity, origin, religion or economic or other status
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable&nbsp;Development	SDT :	Enhance international support for implementing effective and targeted capacity-building in developing countries to support national plans to implement all the Sustainable Development Goals, including through North-South, South-South and triangular cooperation
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable&nbsp;Development	SDT :	Enhance the Global Partnership for Sustainable Development, complemented by multi-stakeholder partnerships that mobilize and share knowledge, expertise, technology and financial resources, to support the achievement of the Sustainable Development Goals in all countries, in particular developing countries

## Markers & Tags

1. Gender Equality :	2
2. Aid to Environment :	2
3. Participatory Development / Good Governance :	1
4. Trade development :	0
5. Biodiversity :	2
6. Climat Change - Mitigation :	2
7. Climat Change - Adaptation :	2
8. Desertification :	1
9. RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health :	2
10. HIV / AIDS :	0
11. Children's Rights :	2
12. Disability :	0
13. Nutrition :	0

1. D4D - Better use of big data :	No
2. D4D - Digital for inclusive society :	No
3. D4D - Digital for inclusive and sustainable economic growth :	No
4. Private Sector Development :	No
5. Health - Sexual and reproductive health :	Yes
6. Health - Quality medicines :	No
7. Health - Health financing and Universal Health Coverage :	No

8. Refugees :	No
9. Covid-19 :	Yes

## Categorization: Positioning with regard to the objectives of Belgian Development Cooperation, described in its strategy papers

### **Agriculture and Food Security**

El OS participa en los tres ámbitos de intervención identificados por la cooperación belga, a saber ;

- fomento de la participación de los agricultores en los mercados y en las cadenas de valor: mejora sostenible de la productividad agrícola mediante la optimización de los factores de producción, el mejor uso de los medios de producción, la participación en actividades de la cadena de producción como la transformación, la formación técnica, etc.

- contribuir a la buena gobernanza apoyando a la sociedad civil mediante el desarrollo de las capacidades de las mujeres indígenas y campesinas, una tenencia de la tierra que permita el derecho de las mujeres a la misma y la integración de la perspectiva de género y el medio ambiente en las políticas agrícolas

- apoyo a la investigación y la innovación para aumentar la productividad y la resistencia de los sistemas agrícolas al cambio climático.

El OS y las intervenciones previstas pretenden contribuir a los tres temas transversales definidos por la cooperación belga:

- (1) nutrición,
- (2) igualdad de género y empoderamiento de la mujer y
- (3) agricultura sostenible.

### **Environment and climate change**

La cooperación belga integra el medio ambiente de forma transversal en 4 sectores prioritarios.

El OS participa en esta integración transversal en 3 de estos sectores de la siguiente manera:

- (1) educación y formación: sensibilización, formación y capacitación en materia de medio ambiente para una política medioambiental adaptada y una transición gradual hacia una economía verde
- (2) asistencia sanitaria: actividades preventivas para sensibilizar a la población sobre estos peligros y animarla a interactuar de forma diferente con su entorno
- (3) una agricultura sostenible que sea la base de la seguridad alimentaria de las poblaciones más vulnerables mediante la transición a una economía verde que reduzca los riesgos medioambientales y tenga en cuenta los límites ecológicos.

El OS aborda 3 retos medioambientales prioritarios:  
la gestión sostenible del agua,  
el uso sostenible de la tierra y los suelos

### **Gender**

El OS está alineado con la nota de estrategia de género de la cooperación belga y persigue sus cuatro prioridades.

Los principales temas que aborda el OS son la capacitación económica de las mujeres, el acceso a los recursos, la seguridad alimentaria, los derechos sexuales y reproductivos y la lucha contra la violencia.

Este trabajo se realizará a través de la educación de las mujeres y las jóvenes con el fin de reforzar los conocimientos y la capacidad de las mujeres y de las niñas para influir, defender y tomar decisiones.

## Subsidy bonus allocation: priority themes and strategic priorities

### **Human rights-based approach**

El enfoque basado en los derechos humanos es central en el programa de la Casa de la mujer y de REMTE Bolivia. Se refleja en este outcome en los temas y estrategias implementados, abordados sistemáticamente desde el ángulo de la (des)igualdad de acceso a los derechos: igualdad de género desde el doble enfoque específico y transversal, justicia climática, soberanía alimentaria, etc.

Las estrategias (investigación-acción, capacitación, campañas, talleres de sensibilización, reforzamiento de capacidades, acciones de incidencia política...) se refieren regularmente

(1) a la implementación de los principales instrumentos relativos a todas las generaciones de derechos humanos (DUDH, protocolos adicionales, CEDH, Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer, el Programa de Acción de la Conferencia Internacional sobre la Población y el Desarrollo, etc.),

(2) a la implementación de marcos internacionales, vinculantes o no, que permitan la plena realización de estos derechos (ODS, Acuerdo de París, Convenio de Estambul, Pacto Mundial Migración, Plataforma de Acción de Beijing, marco internacional para el comercio justo, etc.).

(3) la creación de nuevos marcos internacionales para mejorar la aplicación de los derechos (diligencia en materia de derechos humanos, Organización Mundial del Medio Ambiente, Marco Fiscal Internacional, etc.).

Estas estrategias ayudan a empoderar a las personas vulnerables y marginadas para que utilicen su capacidad de conocer, ejercer y reclamar sus derechos, y a buscar reparación por el daño causado por la violación de esos derechos.

Este programa se basa en el reconocimiento de que la desigualdad y la marginación privan a las personas de sus derechos fundamentales y las mantienen en la pobreza con el objetivo operativo de promover y proteger los derechos humanos.

### **Decent and sustainable work**

La agenda internacional de trabajo decente es también uno de los pilares temáticos del resultado. Aunque el programa de trabajo decente debe enfocarse como un todo coherente, cada uno de sus pilares se aborda en el resultado de manera específica.

El trabajo de capacitación de REMTE Bolivia, que se llevará a cabo con las mujeres indígenas y campesinas tiene como objetivo garantizar un empleo digno a través del respeto de los derechos, el control de la tierra, la protección de los recursos naturales y la promoción de prácticas sostenibles sin comprometer la capacidad de las generaciones futuras para satisfacer sus necesidades. El objetivo es también garantizar la participación de las mujeres en la elaboración de normativas y/o políticas públicas para asegurar una protección social con un enfoque de género.

Se presta especial atención a la igualdad de acceso a los derechos sociales y a la protección social de las mujeres campesinas e indígenas, los niños y los hombres,

así como a la importancia del trabajo reproductivo (a menudo invisible) y del trabajo de cuidado, que garantiza la reproducibilidad de los seres vivos que deben reintegrarse en la economía.

### Gender

El enfoque de género es una prioridad del outcome, reforzado por la presencia y la experiencia de las tres organizaciones que aplicará este programa;

Casa de la Mujer, la Red de Mujeres transformando la economía Bolivia y Le Monde selon les femmes.

Se integra según el enfoque recomendado por la Comisión Europea y la ley de cooperación belga, en tres líneas:

- mediante un enfoque transversal y específico, el gender mainstreaming, que integra el enfoque de género en todas las estrategias del programa y en cada resultado. Los indicadores específicos de género y sexo se supervisan para garantizar que esto se haga de forma sistemática.
- a través de acciones específicamente dirigidas a eliminar la discriminación y a restablecer el equilibrio entre mujeres y hombres
- a través de la representación de género en los espacios de toma de decisiones (organizaciones sociales y políticas).

Este programa se alinea a las cuatro prioridades de la cooperación belga así que su nota estratégica de género.

Los principales temas de este programa son la salud y los derechos sexuales y reproductivos a través de la lucha contra la violencia basada en el género.

El segundo tema central de este programa es la seguridad alimentaria, el acceso a los recursos naturales y el empoderamiento económico.

Ese trabajo se hará a través de la educación para reforzar los conocimientos y la capacidad de influencia y defensa y tomar decisiones de las mujeres y las niñas. El proceso de incidencia política en el Norte estará alimentado por las investigaciones-acciones y reclamaciones de las copartes de los Sures.

### Environment

De forma transversal, el clima y la biodiversidad se integran en las estrategias del programa, desarrollado específicamente por REMTE a través de:

- la promoción de la soberanía alimentaria y la agroecología;
- la relación entre las luchas feministas y el cuidado del medio ambiente (ecofeminismo), que propone un marco de reflexión que cuestiona el poder, el acceso a los recursos naturales y sociales, la relación con la naturaleza y el cuerpo, vinculando feminismo, ecología y economía;
- la promoción de un marco económico internacional que garantice el respeto conjunto de las normas medioambientales y sociales.

De forma específica, el medio ambiente es una prioridad estratégica del programa y las actividades son dirigidas para impedir el cambio climático, la sequía y la deforestación a través la recuperación y valorización de conocimientos locales y ancestrales, el fortalecimiento de capacidades y de intercambio de experiencias y conocimientos en el cuidado de los bienes comunes.

Parte de nuestro grupo objetivo, las mujeres campesinas e indígenas, representan una población especialmente vulnerable al cambio climático y este programa trabaja para que sus comunidades sean más resistentes.

El proceso de incidencia política en el Norte estará alimentado por las investigaciones-acciones y reclamaciones de las copartes de los Sures.

### Areas of complementarity and synergy with the intervention of ENABEL

El M/F y sus copartes estarán atentas a las posibles solicitudes que Enabel pueda presentar en Bolivia y verán las posibilidades en relación a la temática y sus capacidades humanas.

El M/F está en espacios comunes de incidencia política con ENABEL (Conseil Consultatif Genre et Développement) en la cual el M/F transmite las recomendaciones de las copartes de los sures.

## Description of the outcome, results and strategy

### Description of the expected results

Formulation of outcome or result :	Empoderar mujeres, reforzar la resiliencia de las comunidades al medio ambiente y contribuir a poner fin a todas las formas de discriminación y violencias contra las mujeres y las niñas.
Indicator title :	OIV1 Las capacidades teóricas y prácticas de cuidado del medio ambiente y de propuesta en políticas públicas de las mujeres han sido fortalecidas
Baseline :	Las mujeres necesitan fortalecer y rescatar sus capacidades para revalorizar sus saberes, tecnologías ancestrales, así como de construir propuestas de políticas públicas; Las autoridades a veces reconocen la capacidad propositiva de las mujeres.
Target Year 3 - 31/12/2024 :	Al menos 300 mujeres lideresas y de base han sido capacitadas en sus conocimientos teóricos; Al menos 100 mujeres han sido capacitadas en la aplicación de tecnologías ancestrales y/o en las nuevas tecnologías en el cuidado de los recursos naturales.
Target Year 5 - 31/12/2026 :	Al menos 300 mujeres lideresas y de base han sido capacitadas en sus conocimientos teóricos; Al menos 300 mujeres han sido capacitadas en la aplicación in situ de tecnologías ancestrales en el cuidado de los recursos naturales.

Formulation of outcome or result :	Empoderar mujeres, reforzar la resiliencia de las comunidades al medio ambiente y contribuir a poner fin a todas las formas de discriminación y violencias contra las mujeres y las niñas.
Indicator title :	OIV2 Una disminución de la violencia hacia las mujeres se ha promovido a través de la aplicación efectiva de las leyes existentes en Santa Cruz
Baseline :	Ley 348 y el marco normativo señalan claramente, la obligación de los GAM Y GAD de asignar presupuestos dirigidos a la igualdad de género y la prevención de la violencia.
Target Year 3 - 31/12/2024 :	El municipio del área de intervención convenios públicos entre las organizaciones sociales de mujeres y los gobiernos autónomos que garantizan los presupuestos sensibles al género en sus respectivos POAS.
Target Year 5 - 31/12/2026 :	El municipio del área de intervención tiene presupuestos sensibles al género se ejecutan bajo la fiscalización (control) de las organizaciones de mujeres.

Formulation of outcome or result :	R1 Los grupos de interés refuerzan su poder de influencia y acción profundizando y actualizando sus conocimientos sobre cuestiones relacionadas con la DSR, la VBG, la agricultura y el cuidado del medio ambiente a través de la investigación-acción
------------------------------------	--

Indicator title :	R1.1 Los aportes al medio ambiente de las mujeres campesinas e indígenas están sintetizados con un enfoque de género, se desarrolla un conjunto de argumentos y se difunde a través de la investigación realizada entre las mujeres
Indicator description :	Investigación realizada con 400 mujeres 60% campesinas y 40% indígenas
Baseline :	Las mujeres no sistematizan sus conocimientos y aportes al medio ambiente
Target Year 3 – 31/12/2024 :	Inicio del I-A con una publicación
Target Year 5 – 31/12/2026 :	Las mujeres que participan en el proyecto presentan acciones y argumentos de defensa basados en la investigación-acción Conclusión del I-A con dos publicaciones al fin del programa

Formulation of outcome or result :	R1 Los grupos de interés refuerzan su poder de influencia y acción profundizando y actualizando sus conocimientos sobre cuestiones relacionadas con la DSR, la VBG, la agricultura y el cuidado del medio ambiente a través de la investigación-acción
Indicator title :	R1.2 Los grupos de interés crean un mecanismo de coordinación interinstitucional: observatorio de género intermunicipal. (mecanismo de vigilancia ciudadana que involucra la política pública, las acciones ciudadanas, sociedad civil y los presupuestos).
Indicator description :	Existe una entidad Departamental denominada “Observatorio Departamental de Igualdad de Género”, la misma que no funciona y no cumple su función, debido a que es manejado políticamente por las autoridades de turno y no coordina con organizaciones de sociedad civil que trabajan con la temática.
Baseline :	Normativa Departamental: Ley 124 Ley de igualdad y oportunidades para la mujer.
Target Year 3 – 31/12/2024 :	3 organizaciones de la sociedad civil de defensoras/es de derechos humanos (mujeres ) definen la metodología de captación, registro y difusión de la información y se comprometen públicamente a contribuir al funcionamiento del Observatorio intermunicipal.
Target Year 5 – 31/12/2026 :	Observatorio de género intermunicipal en pleno funcionamiento que genera y brinda información para la vigilancia ciudadana, el cuidado y la protección de los derechos humanos

Formulation of outcome or result :	R1 Los grupos de interés refuerzan su poder de influencia y acción profundizando y actualizando sus conocimientos sobre cuestiones relacionadas con la DSR, la VBG, la agricultura y el cuidado del medio ambiente a través de la investigación-acción
Indicator title :	R1.3 Las organizaciones de mujeres aumentan su experiencia y conocimiento sobre defensas de casos emblemáticos de violencia en razón de género, en el marco del litigio estratégico.
Indicator description :	Según el Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Bolivia tiene la tasa más alta de violencia en razón de género (60 %) en el contexto regional. A nivel nacional, 35.360 denuncias por violencia en razón de género, según datos de la FELCV- 2020.
Baseline :	Más de 2000 atenciones y orientaciones legales presenciales y virtuales en Casa de la Mujer
Target Year 3 – 31/12/2024 :	Patrocinio legal de 6 casos emblemáticos por Casa de la Mujer.
Target Year 5 – 31/12/2026 :	Un documento que sistematiza los obstáculos jurídicos por razones de género y las estrategias de litigio ejecutadas por Casa de la Mujer y que sentaron jurisprudencia.

Formulation of outcome or result :	R2 Los/las ciudadanxs y los actores/rices de la sociedad civil organizada se ven reforzados/as, a través de la formación, en sus habilidades y capacidades para comprender los asuntos de VBG, DSR, de la agricultura y del medio ambiente
Indicator title :	R2.1 Mujeres campesinas e indígenas fortalecidas en sus capacidades en diálogo de saberes sobre la gestión responsable y el cuidado del medio ambiente con un enfoque de género
Baseline :	0 mujeres campesinas e indígenas fortalecidas en sus capacidades
Target Year 3 – 31/12/2024 :	200 mujeres campesinas e indígenas fortalecidas en sus capacidades
Target Year 5 – 31/12/2026 :	350 mujeres campesinas e indígenas fortalecidas en sus capacidades en la gestión responsable del cuidado del medio ambiente con enfoque de género

Formulation of outcome or result :	R2 Los/las ciudadanxs y los actores/rices de la sociedad civil organizada se ven reforzados/as, a través de la formación, en sus habilidades y capacidades para comprender los asuntos de VBG, DSR, de la agricultura y del medio ambiente
Indicator title :	R2.2 Las mujeres campesinas e indígenas están fortalecidas en el de cuidado del medio ambiente (aire, suelo, semillas) de las prácticas desde la producción (agroecológica, agua limpia, campañas comunicacionales) y se vuelven en comunidades resilientes
Baseline :	Actualmente las prácticas son individuales, no hay prácticas colectivas
Target Year 3 – 31/12/2024 :	Colectivizar las prácticas existentes e incorporar nuevas (6) prácticas comunitarias
Target Year 5 – 31/12/2026 :	8 prácticas colectivas comunitarias sobre el cuidado del medio ambiente

Formulation of outcome or result :	R2 Los/las ciudadanxs y los actores/rices de la sociedad civil organizada se ven reforzados/as, a través de la formación, en sus habilidades y capacidades para comprender los asuntos de VBG, DSR, de la agricultura y del medio ambiente
Indicator title :	R2.3 Número de representantes de las comunidades que han participados en los encuentros de fortalecimiento de capacidades y de intercambio de experiencias y conocimientos en el cuidado de los bienes comunes
Baseline :	Ningún encuentro de Fortalecimiento de capacidades e intercambios de experiencias
Target Year 3 – 31/12/2024 :	3 encuentros de FC. E intercambio de experiencias de representantes de las comunidades : 300 participantes
Target Year 5 – 31/12/2026 :	3 Encuentros de FC. E intercambio de experiencias de representantes de las comunidades : 400 participantes

Formulation of outcome or result :	R2 Los/las ciudadanxs y los actores/rices de la sociedad civil organizada se ven reforzados/as, a través de la formación, en sus habilidades y capacidades para comprender los asuntos de VBG, DSR, de la agricultura y del medio ambiente
Indicator title :	R2.4 Las unidades educativas en los municipios de intervención del proyecto son fortalecidas e implementan acciones de prevención de la violencia basada en género y los embarazos en niñas y adolescentes.

Indicator description :	Resolución Ministerial 001/2021, la cual establece que las Unidades Educativas tiene la responsabilidad de garantizar la permanencia de niñas y adolescentes embarazadas en el sistema regular de educación, así como establecer campañas de prevención de la violencia basada en género y los embarazos no deseados.
Baseline :	Resolución Ministerial que no se cumple
Target Year 3 – 31/12/2024 :	2 unidades educativas del área de intervención del proyecto incorporan en sus Programas Anuales Operativos acciones de prevención y orientación a la población estudiantil.
Target Year 5 – 31/12/2026 :	4 unidades educativas implementan en sus Programas Anuales Operativos acciones de prevención y orientación a la población estudiantil.

Formulation of outcome or result :	R2 Los/las ciudadanxs y los actores/rices de la sociedad civil organizada se ven reforzados/as, a través de la formación, en sus habilidades y capacidades para comprender los asuntos de VBG, DSR, de la agricultura y del medio ambiente
Indicator title :	R2.5 Número de personas que participan en las actividades sobre las nuevas masculinidades y la corresponsabilidad en el hogar
Indicator description :	De las recomendaciones de la Investigación: Aproximación de las Nuevas Masculinidades en Santa Cruz de la Sierra y Buena Vista, realizada entre Casa de la Mujer y Le Monde selon les femmes, en el marco del proyecto “Deconstrucción de las creencias y las concepciones de la masculinidad tradicional en Santa Cruz - Bolivia”.
Baseline :	Organizamos talleres sobre nuevas masculinidades en otros municipios con unos 60 hombres al año. El municipio al que va dirigido este programa ya no se beneficia de estos talleres
Target Year 3 – 31/12/2024 :	150 hombres y jóvenes participan en las actividades del proyecto.
Target Year 5 – 31/12/2026 :	250 hombres y jóvenes participan en las actividades del proyecto.

Formulation of outcome or result :	R2 Los/las ciudadanxs y los actores/rices de la sociedad civil organizada se ven reforzados/as, a través de la formación, en sus habilidades y capacidades para comprender los asuntos de VBG, DSR, de la agricultura y del medio ambiente
Indicator title :	R2.6 Número de personas sobrevivientes de la violencia en razón de género reciben atención, orientación legal presencial/virtual y acceden al refugio de Casa de la Mujer.
Baseline :	Casa de la Mujer es un referente en la atención transdisciplinaria a niñas, adolescentes y mujeres en situación de violencia basada en género.
Target Year 3 – 31/12/2024 :	Al año 3 del proyecto se atendió y/u orientó a 3000 personas sobrevivientes de la violencia basada en género.
Target Year 5 – 31/12/2026 :	A la finalización del proyecto los servicios brindados por Casa de la Mujer beneficiaron a 5000 personas.

Formulation of outcome or result :	R2 Los/las ciudadanxs y los actores/rices de la sociedad civil organizada se ven reforzados/as, a través de la formación, en sus habilidades y capacidades para comprender los asuntos de VBG, DSR, de la agricultura y del medio ambiente
Indicator title :	R2.7 Profesionales trabajando en la ruta de atención, a mujeres en situación de violencia son fortalecidos durante proceso de formación superior en convenio con la Casa de la Mujer y las universidades interesadas, en impartir contenidos transformadores
Baseline :	Necesidad y demanda de capacitación expresadas por las servidoras y servidores públicos.
Target Year 3 – 31/12/2024 :	Se consensuó los contenidos y metodologías del proceso de formación, en correspondencia con el marco normativo nacional e internacional.
Target Year 5 – 31/12/2026 :	Al finalizar el proyecto 60 profesionales concluyen su ciclo de formación superior.

Formulation of outcome or result :	R3 Las Organizaciones beneficiarias del proyecto cuentan con equipos interdisciplinarios, coordinan sus acciones y ponen en común, sus capacidades de influencia orientadas a la defensa de los derechos de las mujeres, el cuidado del medio ambiente
Indicator title :	R3.1 Mujeres campesinas e indígenas presentan propuestas, dialogan, organizan mesas de trabajo, mujeres en los medios de comunicación, campañas comunicacionales –impresión de materiales y otros Sobre el cuidado del medio ambiente
Baseline :	0 propuestas presentadas al municipio y/o Gobernaciones
Target Year 3 – 31/12/2024 :	1 propuesta elaborada y presentada al municipio y/o gobernación
Target Year 5 – 31/12/2026 :	2 propuestas elaboradas, presentadas y logradas al municipio y/o gobernación

Formulation of outcome or result :	<b>R3 Las Organizaciones beneficiarias del proyecto cuentan con equipos interdisciplinarios, coordinan sus acciones y ponen en común, sus capacidades de influencia orientadas a la defensa de los derechos de las mujeres, el cuidado del medio ambiente</b>
Indicator title :	R3.2 Los jóvenes de los municipios de intervención se organizan y se fortalecen para presentar propuestas de políticas públicas sobre los Derechos Sexuales y los Derechos Reproductivos formuladas participativamente
Indicator description :	Partimos del Consenso de Montevideo y su preocupación por la situación social de las/los adolescentes, jóvenes y mujeres, así como también, de sus derechos a una salud integral que vincula la sexualidad y la reproducción con los derechos humanos
Baseline :	Los jóvenes de los municipios no se organizan para influir las políticas públicas sobre los DSR
Target Year 3 – 31/12/2024 :	Se cuenta con 1 red intermunicipal de 30 jóvenes, la cual promueve el intercambio de experiencias y conocimientos sobre las necesidades, demandas y expectativas de ellos y ellas mismas.
Target Year 5 – 31/12/2026 :	La red intermunicipal de jóvenes presenta una propuesta de política pública adecuada a la particularidad de cada municipio involucrado en el proyecto

## Comments on description of the outcome, results and strategy

Submitted by DGEO-BregtV on Wed, 10/27/2021 - 09:03

### Pregunta sobre indicadores

- o R1.2 : Observatorio de género : Cómo se garantizará la sostenibilidad de ese observatorio, y cómo se logrará que este observatorio sea conocido y apoyado ?
- o R2.2 : Podría dar más información sobre las 8 prácticas colectivas comunitarias planificadas ?



Submitted by LMSLF on Wed, 11/03/2021 - 12:22

## Contestas sobre indicadores ...

Contestas sobre indicadores

R1.2 :

El observatorio de género que propone la Casa de la Mujer es un mecanismo de control social, aunque dependa de los dineros fiscales, debe ser autónomo y esa es la conquista que deben hacer las organizaciones sociales empoderadas, en los municipios involucrados en el proyecto; para ello se cuenta con un paraguas bastante sólido: la Ley de Participación y Control Social, normativa que convoca a la ciudadanía a fortalecer la democracia mediante la veeduría y control social. La misma Ley sostiene: tanto la participación ciudadana, como el control social, son componentes transversales y continuos en la gestión pública, en los procesos de planificación, seguimiento a la ejecución y evaluación de las políticas públicas y las acciones del Estado Plurinacional, en todos sus ámbitos y niveles territoriales. Por lo tanto, en la medida que las organizaciones conozcan las leyes en su favor, se empoderen y exijan su cumplimiento, no tendrán que agradecer a ningún partido o caudillo político, abandonaran la pasividad y denunciaran cualquier intento de instrumentalización del observatorio para asuntos privados. Solo el control social y la voluntad ciudadana podrán hacer sostenible el observatorio de género, manteniéndolo lejos de los intereses partidarios.

R2 .2 :

Las practicas actualmente son aisladas, en algunas familias campesinas lo hacen y en otras no y ello se debe a los condicionamientos, conocimientos, valorizaciones de prácticas del cuidado del medio ambiente.

Los procesos de fortalecimiento de capacidades del cuidado del medio ambiente y con enfoque de género, con principios de la economía feminista de colocar la vida al centro (la vida de los seres humanos y la vida de la naturaleza)

Consensuaremos varias medidas según sus propios avance, en la práctica veremos:

### 8 prácticas colectivas comunitarias sobre el cuidado del medio ambiente

- "uso de bioinsumos",
- promoveremos los elementos de la agroecología: como la diversidad de la producción y todos los elementos de la agroecología y/o de transición (producción limpia),
- prácticas de adaptación al cambio climático: manejo de residuos sólidos,
- gestión integral del agua,
- campañas comunicacionales: carteles en los municipios de información para todos y todas,
- utilización de diferentes formatos comunicacionales el aspecto normativo con el Municipio , Concertación en sus leyes
- Ley del COMEP
- Mujeres campesinas e indígenas organizadas

--> cada decisión de las practicas serán consensuadas de acuerdo a las mujeres de las comunidades

## Activities, targets groups and beneficiaries

### *Classification of activities*

R1:

Para fortalecer y actualizar los conocimientos, habilidades e influencias sobre los asuntos locales de género y medio ambiente las investigación-acciones son utilizadas como herramientas participativas. Los aportes de las mujeres campesinas e indígenas al cuidado del medio ambiente con enfoque de género con la finalidad de mejorar la situación actual facilita las propuestas de insumos para la justificación de normativas y/o políticas públicas y otras acciones.

R2:

Los talleres de fortalecimiento de capacidades (resiliencia al cambio climático, agroecología, técnica ancestrales, etc.) tendrán diferentes fases. Esta metodología de encuentro incluye el intercambio de aprendizajes entre comunidades y las mujeres campesinas e indígenas.

Los espacios participativos para la formación en DSDR, incluyen la perspectiva de género, la interseccionalidad y los compromisos de protección a los derechos con las OSC y las instituciones públicas. Se desarrollaran en forma de talleres participativos de sensibilización y capacitación con hombres para la deconstrucción de la masculinidad hegemónica y en capacitacion a la atención, orientación legal, psicológica, refugio a mujeres y jóvenes víctimas de violencias y trata desde la perspectiva feminista.

R3:

Es necesaria la construcción de equipo interdisciplinario que coordina la elaboración de propuestas consensuadas y fortalecimiento de organizaciones comunitarias, las mujeres líderes empoderadas, voceras. Sus prácticas para la elaboración son participativas. El equipo coordina la elaboración de campañas comunicacionales que usan medios tradicionales e innovadores. (plataformas digitales y redes sociales) para contar la vida de las personas y proponer cambios.

R4:

Se realizará encuestas bianuales sobre la evolución de la calidad de la integración del género de las ACNG en Bolivia y la elaboración de una propuesta para una mejor integración a través de espacios de Intercambios de buenas prácticas de las copartes de M/F.

### *Target group(s)*

Organizaciones de la SC (Observatorio de género)

Profesorxs de unidades educativas

Organizaciones de mujeres, feministas, redes al nivel nacional e internacional

Servidores públicos

Grupos de hombres y jóvenes

Mujeres campesinas e indígenas lideres y de base organizada

Grupos de mujeres, adolescente y niñas urbanas, campesinas e indígenas

Mujeres en situación de violencia y mujeres supervivientes de violencia

Copartes y ACNG's belgas

### Beneficiaries

Autoridades a varios niveles

Ciudadad@s

Opinión pública y comunidad

Instituciones internacionales

También el proyecto tendrá beneficiari@s indirect@s, como las familias de los grupos meta y beneficiari@s finales quienes actuarán en la incidencia y formulación de propuestas de cambio.

Title of the reference annex :	29.7 Teoría del Cambio relativo al Bolivia MF REMTE CM
Title of the reference annex :	21.7 Análisis de los riesgos asociados con el outcome BOLIVIA MF REMTE CM

### Description of the Relevance

Bolivia es signataria de más de 20 convenciones internacionales, en especial el Acuerdo de Escazú (ratificado en 2018, y entra en vigencia el 2021), el cual entre otras cosas busca "...la participación pública en los procesos de toma de decisiones ambientales y acceso a la justicia en asuntos ambientales, así como la creación y el fortalecimiento de las capacidades y la cooperación, contribuyendo a la protección del derecho de cada persona , de las generaciones presentes y futuras, a vivir en un ambiente sano y al desarrollo sostenible (parte del Art.1). Las mujeres campesinas e indígenas no obstante las desigualdades estructurales en torno al acceso a la tierra, agua, semillas nativas aportan desde la producción y el trabajo del hogar y de cuidado a la economía del país, son actrices principales en el logro de la soberanía alimentaria de su familia, región y del país. Son guardianas de conocimientos y saberes en el cuidado de plantas, animales y en la guarda de semillas y con el riesgo de perder este conocimiento que aplican a la vida productiva y reproductiva por falta de incentivo, reconocimiento, tiempo, herramientas necesarias para reflexionarlos, validarlos, sistematizarlos y transmitirlos. Dadas las múltiples violencias que sufren las mujeres y los mayores impactos que recaen en ellas y en las comunidades de la crisis ambiental estamos obligados a una participación activa en defensa del medio ambiente y de la igualdad de género.

Bolivia ha ratificado muchas convenciones internacionales como; La Convención sobre la Eliminación de todas las Formas de Discriminación contra la Mujer (CEDAW), La Declaración sobre la Eliminación de la Violencia contra la Mujer de 1993, La Convención Interamericana para Prevenir, Sancionar y Erradicar la Violencia contra las Mujeres, El Estatuto de Roma, de la Corte Penal Internacional, etc. . Se formuló el outcome participativamente y fueron las mujeres (población beneficiaria directa) quienes apuntaron a las leyes 348, 263, 548 y la Sentencia Constitucional 206/14, como instrumentos de exigibilidad de derechos, los cuales deben ser considerados como herramientas para alcanzar la igualdad de géneros. Durante la pandemia del covid-19, el sistema judicial se vio sobrecargado de denuncias y la Fuerza Especial de Lucha Contra la Violencia , se desatendió de las denuncias, mientras tanto, las niñas, adolescentes, jóvenes y mujeres se vieron en mitad de la indefensión.

Esta realidad plantea necesidades y expectativas de la población femenina que deben ser resueltas por el Gobierno, a través de sus instituciones, las cuales deberían brindar seguridad y protección para garantizar la vida de las mujeres, las niñas, adolescentes y jóvenes. Por esta razón el proyecto propone acciones de exigibilidad desde la sociedad civil, para que las instituciones se fortalezcan y generen sus capacidades de respuestas.

El resultado está dirigido a las mujeres, las niñas, y a las organizaciones de la sociedad civil y los municipios que trabajan en la promoción de la igualdad de género.

### Description of Coherence

El outcome está en consonancia con las prioridades de las organizaciones internacionales; los Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS) de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible de las Naciones Unidas, el Plan de Acción en materia de Género (GAP) III 2021-2025, de la Unión Europea y el marco normativo belga e internacional. Las metas del MEC que se refieren al outcome son los siguientes; la meta 5 sobre el género, la meta 2 sobre el medio ambiente y la meta 3 sobre la agricultura, que se reflejan en las notas estratégicas de la cooperación belga sobre el género, el medio ambiente y la agricultura y seguridad alimentaria. Además, estas metas aspiran a contribuir a la consecución de varios pilares de La Agenda Patriótica 2025 constituye el Plan de Desarrollo General Económico y Social (PDGES) del Estado Plurinacional de Bolivia.

Casa de la Mujer trabaja desde 31 años, prestando servicios de orientación legal, psicológica y social a todas las personas que requieren apoyo para ejercer sus derechos, particularmente, los derechos a vivir una vida libre de violencias y a decidir autónomamente, cuando y cuántos hijos tener. Casa de la Mujer es un referente de trabajo en la prevención y atención de las mujeres, niñas, adolescentes y jóvenes que están en situación de violencia; realiza campañas masivas de comunicación y constantemente, está tendiendo puentes con instituciones estatales y de la sociedad civil para asegurar el impacto deseado: denunciar el patriarcado y la violencia en razón del género. La Casa de la Mujer no es sustituta del Estado y su labor se basa en la complementariedad y coordinación con otros actores encargados de ejercer las políticas de protección de los derechos de las mujeres. De hecho, copatrocina la defensa y el litigio legal de las mujeres con los operadores institucionales y para ello tiende puentes a través del diálogo y la comunicación pertinente. La casa de la mujer es parte de la red Remte en la zona de santa Cruz.

Proponer un trabajo serio de procesos sociales dirigidos a una aproximación a la igualdad entre los géneros, es plantear un outcome relacionado con la teoría de cambio, en el entendido de que los cambios propuestos se originan en la aspiración de transformar situaciones actuales de injusticias en cambios medibles a corto, mediano y largo plazo.

La coherencia interna y externa está basada en la realización de trabajar la igualdad de género y el cuidado del medio ambiente es coherente en cuanto a los visión, objetivos de la red , la experiencia e investigaciones realizadas por la REMTE en estas área de trabajo, vimos las desigualdades estructurales en torno al acceso y control de las mujeres a los recursos naturales al logro de la soberanía alimentaria desde sus propias concepciones, el documento se titula "La soberanía alimentaria desde las mujeres "i. "un documento no publicado sobre el cambio climático y las mujeres en Municipios de Viacha del departamento de La Paz, La Guardia y Porongo de Santa Cruz y otros Municipios de Tarija. *Contando el tiempo para sostener la vida*" es una última investigación publicada sobre el aporte de las mujeres monetaria y no monetaria a la actividad agropecuaria y al trabajo del hogar. Se ha realizado la medición del ingreso familiar (IFA) en el Municipio de Taraco, Palos Blancos del departamento de La Paz y Salinas de Garci Mendoza del departamento de Oruro.

El trabajo de complementariedad se encuentra tanto por integrar abordajes de temas complementarios en cuanto a la análisis de género desde la violencia de género y la masculinidad, lo que refuerza el trabajo de resiliencia climatico.

## Description of Effectiveness

Para garantizar que nadie se quede fuera, integramos la interseccionalidad en nuestros métodos y cuadrículas de análisis de género, para asegurarnos de que llegamos a los grupos más vulnerables, con especial atención a las mujeres y niñas campesinas e indígenas. Nuestros dos socios realizan un diagnóstico y un mapeo para identificar los grupos objetivo en un enfoque global.

El camino de reflexión del proyecto es el siguiente:

Abordar en primer lugar la realización de una investigación-acción para alimentar el contenido de las formaciones, pero también para alimentar la incidencia política sobre la base de los datos recogidos. La RA se llevará a cabo con:

- 400 mujeres campesinas e indígenas (60% campesinas y 40% indígenas) sobre los aportes de las mujeres por el medio ambiente con un enfoque de género centrado en el análisis de las prácticas para producir conocimiento y cambio social. Reconocer que las mujeres campesinas e indígenas son actoras principales en el logro de la soberanía alimentaria de su familia, región y del país. Son guardianas de conocimientos y saberes en el cuidado de plantas, animales y en la guarda de semillas y con el riesgo de perder este conocimiento que aplican a la vida productiva y reproductiva por falta de incentivo, reconocimiento, tiempo, herramientas necesarias para reflexionarlos, validarlos, sistematizarlos y transmitirlos.

- casos emblemáticos de violencia en razón de género, co-patrocinados jurídicamente por Casa de la Mujer, en el marco del litigio estratégico para producir un documento que sistematiza los obstáculos jurídicos por razones de género y las estrategias de litigio ejecutadas por Casa de la Mujer y que sentaron jurisprudencia

El segundo paso es desarrollar la capacidad de los ciudadanos y de los actores de la sociedad civil organizada mediante la capacitación:

- diálogo de saberes sobre la gestión responsable y el cuidado del medio ambiente con un enfoque de género que implica fortalecer el conocimiento y las prácticas ancestrales y adoptar nuevas, además de trabajar en el reconocimiento, la visibilización de su aporte frente a ellas, sus familias y la comunidad y las autoridades.

- prácticas comunitarias sobre el cuidado del medio ambiente (aire, suelo, semillas) de las prácticas desde la producción (agroecológica, agua limpia, campañas comunicacionales) por comunidades más resilientes. Realizar las prácticas de cuidado al medio ambiente en diálogo de saberes de acuerdo a cada contexto, puede darse en la producción, caminar de la agricultura familiar a la agricultura limpia, hasta la agroecológica. Las normativas y/o políticas públicas serán muy importantes. Será un ejercicio de las mujeres a conocer, priorizar, fortalecer su organización e incidir.

- capacitar unidades educativas en los municipios de intervención del proyecto para la implementación de acciones de prevención de la violencia basada en género y los embarazos en niñas y adolescentes

- acciones de sensibilización y talleres con hombres sobre las nuevas masculinidades, la corresponsabilidad en el hogar y la violencia basado sobre el género. Un aspecto importante y con más resistencias de realizar en sus contextos son la generación de la igualdad de género en estas acciones, avanzar en el empoderamiento de ellas será un paso importante en los procesos de negociación del trabajo del hogar y de cuidado con sus parejas; capacidad de tomar decisiones sobre qué producen, cómo lo hacen y resolver los nudos estructurales será un avance importante.

- formación superior en convenio con la Casa de la Mujer y las universidades para los profesionales quienes trabajan en la ruta de atención, a mujeres en situación de violencia para impartir contenidos transformadores dirigidos a alcanzar la justicia de género,

Esta intervención es eficaz porque tiene en cuenta a los grupos marginados.

Casa de la Mujer identificó sus bases de referencia a partir de sus antecedentes y experiencias de trabajo coordinado con instituciones públicas.

Meta CSC	Contribución del Outcome
2.C a. Desarrollar procesos de investigación e incidencia para la construcción de políticas públicas y normativas que permita la gestión sostenible e integral de recursos naturales	<b>R1 prevé una Investigación acción</b> sobre los aportes de las mujeres campesinas e indígenas al cuidado del medio ambiente con enfoque de género. Seguiremos algunos autores al respecto, pero será un <b>estudio de la situación, participativa, con</b> la finalidad de <b>mejorar la situación actual</b> . Será parte de los insumos para la justificación de normativas y/o políticas públicas y otras acciones a través del resultado 3
2. F a. Desarrollar incidencia política y pública para alcanzar la gobernanza ambiental y justicia climática.  b. Contribuir a procesos de resiliencia frente al cambio climático (cosecha de agua, forestación, recuperación de germoplasma nativo, iniciativas productivas resilientes).  d. Apoyar acciones dirigidas a disminuir las vulnerabilidades frente a impactos del cambio climático.	R2 y 3 a. Elaboración de propuestas en los talleres, gracias una recopilación de información y datos sobre los retos de las mujeres campesinas e indígenas, y presentación de las propuestas a las autoridades municipales y/o de gobernación con un plan de incidencia, diálogo, mesas de negociación, comisiones, trabajar con las actoras mujeres del municipio, concejo municipal y campañas comunicacionales., hasta lograr la normativa y/o política pública.  b. y d. Talleres de fortalecimiento de capacidades, transferencias de conocimiento en dialogo de saberes; practicas sobre cuidado del agua, la cosecha del agua, la forma de fortalecer las semillas nativas, dependiendo de cada comunidad y/o municipio y de manera general utilizaremos campañas comunicacionales, material impreso, etc. Historias, testimonios.
3. C a. Promover la recuperación y valoración de conocimientos locales.  b. Construir espacios de diálogo de saberes intergeneracionales y de articulación entre saberes campesinos y académicos.  c. Contribuir a la investigación participativa sobre el contexto actual de vida campesina	R2:  - organización de encuentro, de fortalecimiento de capacidades y de intercambio de experiencias y conocimientos en el cuidado de los bienes comunes  - practicas sobre cuidado del agua,  - la cosecha del agua,  - la forma de fortalecer las semillas nativas

<p>3.D c. Impulsar la Incidencia pública de diferentes actores de la sociedad civil a favor de la agroecología y la agricultura familiar campesina.</p>	<p>R2: organización de encuentros, intercambio de experiencias para elaborar propuestas de normativas y/o políticas públicas e inciden en los gobiernos municipales y/o departamentales</p>
<p>3.E a. Promover estrategias de resiliencia frente al cambio climático en los sistemas productivos: manejo de agua, suelos y cultivos.</p> <p>b. Fomentar iniciativas productivas resilientes en diferentes ecosistemas.</p> <p>c. Impulsar el desarrollo de acciones para la gestión de riesgos (capacitación, acceso a información, organización comunitaria)</p>	<p>R2: organización de encuentro, de fortalecimiento de capacidades y de intercambio de experiencias y conocimientos. Organización de prácticas comunitarias sobre el cuidado de los bienes comunes</p>
<p>5.A a. Promoción y defensa del ejercicio de los derechos sexuales y reproductivos</p> <p>b. Fomento al desarrollo del marco normativo relacionado a mujer, niñez, adolescencia y jóvenes en ámbitos locales (ETAs, AIOCs)</p> <p>c. Socialización y promoción de estrategias y acciones contra la violencia de género</p> <p>d. Formar a servidores públicos, policías y jueces sobre los derechos de las mujeres y las problemáticas de violencia y trata de seres humanos</p>	<p>R2: Luchar contra la violencia es visibilizar las diversas problemáticas de género que se basan en las desigualdades y las relaciones de poder entre las mujeres y los hombres. Organización de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- espacios de capacitación a niñas, adolescentes y jóvenes para el acceso a una información oportuna y adecuada que aborde la temática de los DRS la prevención de los embarazos precoces y las convivencias tempranas y organización de diálogos intergeneracionales;</li> <li>- acciones participativas de formación y capacitación a servidoras y servidores públicos del área de salud sobre el Programa AIDA y la Sentencia Constitucional 206/2014.</li> <li>- elaboración y difusión de materiales informativos (impresos y digitales) sobre igualdad de género y la reducción de las desigualdades. Campañas sobre la estación de radio en frecuencia modulada, «Radio Alternativa» con mensajes destinados a distintos grupos de oyentes y/o seguidores de las redes sociales.</li> </ul> <p>La práctica cotidiana nos enseña que la discriminación y la violencia contra las niñas, adolescentes y jóvenes, empiezan en las primeras fases de sus vidas y que persisten a lo largo del tiempo, reproduciéndose constantemente. Casa de la Mujer lo sabe y busca transformar esta situación, mediante un abordaje integral a la problemática con participación de actoras y actores sociales y estatales diversos.</p>
<p>5. C a. Fomento a la economía del cuidado con equidad de género</p> <p>b. Incidencia en el trabajo compartido entre hombres y mujeres con un enfoque de masculinidades y feminidades</p> <p>c. Investigación y gestión de conocimiento e información estratégica para el desarrollo de políticas públicas con enfoque de género y economía del cuidado</p> <p>d. Comunicación y capacitación para la equidad y el desarrollo de políticas del cuidado</p>	<p>- sensibilizar y capacitar los hombres sobre las cuestiones de corresponsabilidad y masculinidades con el fin de crear una red intermunicipal de hombres comprometidos en la lucha contra las masculinidades tóxicas. La Casa de la Mujer tiene capacidades para alcanzar los resultados y propósitos de corto y mediano plazo, plantea trabajar, en el presente proyecto, con distintos actores quienes reconocen la urgencia de crear alianzas y sinergias interinstitucionales, interesadas también en lograr resultados transformadores de las desigualdades entre las mujeres y los hombres, impulsando prácticas NO discriminatorias basadas en el respeto de los derechos de las niñas, adolescentes, jóvenes y mujeres.</p>
<p>5. D b. Contribución a la formación de liderazgo de mujeres y las y los jóvenes</p> <p>c. Fortalecer las capacidades de las organizaciones de mujeres para incidir en políticas públicas con perspectiva de género</p> <p>d. Apoyo a los planes de vida de las niñas, adolescentes, mujeres</p> <p>e. Desarrollo de procesos de investigación acción para generar empoderamiento económico, social, político y territorial en organizaciones de mujeres.</p>	<p>Los resultados tienen el objetivo de fortalecer las capacidades de las mujeres organizadas a través de diferentes tipos de actividades para el empoderamiento y el liderazgo con el fin de incidir en las políticas públicas con perspectivas de género y feministas.</p> <p>Partiendo del outcome, se considera que cada año, orientar legal y psicológicamente alrededor de dos mil mujeres que están soportando la violencia de género, en Santa Cruz, y, lograr romper el círculo de la violencia, es una contribución directa al mejoramiento de su calidad de vida, es abrir puertas a oportunidades de nuevos proyectos de vida para las mujeres, las adolescentes y jóvenes que denunciaron a sus agresores, buscaron ayuda y auxilio, llegando a tocar las puertas de Casa de la Mujer, donde encontraron un equipo multidisciplinario, sensible y comprometido en la defensa de los derechos de las mujeres, niñas, adolescentes y jóvenes.</p>

## Description of Efficiency

El equipo que conforma la Casa de la Mujer, tiene capacidades demostradas, con pocos recursos económicos, cumple su misión de litigar, en contextos adversos a los derechos humanos de las mujeres. Con el proyecto la situación no tiene motivos para cambiar, las profesionales seguirán optimizando los pocos recursos disponibles para la defensa legal de las sobrevivientes de la violencia en razón de género.

La relación costo beneficio es provechosa para la población meta a quien dirige sus acciones Casa de la Mujer; los servicios que brinda la institución son gratuitos y reúne todos los principios y características de los estándares de la debida diligencia.

Al uso óptimo de los recursos se reconoce la calidad humana del equipo con capacidad para crear el clima de confianza con la usuaria (víctima) sin revictimizarla, el trato digno, la entrega de información clara, veraz y oportuna, la inmediatez en la actuación para auxiliar y acompañar a las víctimas.

Está claro que la elección de población meta y beneficiarias/os responde al outcome propuesto y a los resultados esperados con la intervención del proyecto, lo cual conduce a que la administración institucional, asigne recursos necesarios para alcanzar el impacto deseado y los indicadores señalados en el marco lógico del presente proyecto.

Otro aspecto que tiene que ver con la eficiencia es la coordinación que se logra con otros actores con quienes se efectuarán actividades dentro y fuera del proyecto

como resultado de un actuar conjunto.

Para REMTE, la inversión en un equipo portátil de utilización en los 5 años facilitará la realización de las actividades en el terreno.

Para mejorar el funcionamiento y de no dejar a nadie atrás, se puede realizar actividades en lugares diferentes del país o hacer venir mujeres de lugares remotos.

Para la validación de las capacitaciones y la incidencia política, se contratará una investigadora para una investigación-acción quien con los herramientas del enfoque de género visibiliza las sabidurías y los conocimientos de las mujeres beneficiarias y actores claves.

La colaboración con consultoras especialistas garantiza la calidad de los inputs.

la parte del presupuesto dedicada al personal puede tomar a cargo a 3 personas: una Coordinadora Técnica, 1 persona responsable la parte logística y de los informes financieros y una contadora

## Description of the expected Impact

A largo plazo, el OS pretende contribuir a un movimiento general para integrar y mantener los ODS (en particular la igualdad de género) en las políticas públicas y los organismos internacionales. Por tanto, el OS pretende un impacto sostenible en el tiempo. Los efectos de sus acciones, intencionadas y no intencionadas, relativas al empoderamiento de las mujeres y las niñas, tienen un importante potencial transformador en los comportamientos individuales y colectivos y en su carácter multiplicador para un modelo de desarrollo sostenible, inclusivo, solidario e igualitario

Los impactos que se persiguen con el resultado son establecer y promover

- La justicia reproductiva en términos de salud reproductiva, el liderazgo de las jóvenes y las niñas sobre sus cuerpos, la reducción de la tasa de mortalidad de mujeres debida violencia hacia las mujeres
- Deconstruir la sociedad patriarcal es aproximarnos a las relaciones de igualdad que rechazan la violencia y la discriminación en razón de género, por lo tanto, se considera este resultado como el impacto deseado que responde a los ODS 5 Y 10
- La erradicación del hambre y la malnutrición mediante la promoción de la agricultura sostenible, el empoderamiento de las mujeres campesinas e indígenas a través de actividades generadoras de ingresos, pero también mediante el conocimiento de sus derechos, la capacidad de reivindicarlos y denunciar la violencia y actuar para conseguir políticas y reformas agrarias que las protejan en el marco de la agricultura familiar
- La participación activa de las mujeres campesinas e indígenas en el cuidado del medio ambiente impactará de manera general en el goce de comunidades más resilientes de acuerdo a sus contextos, contribuirá en los avances en el conocimiento y prácticas para ecosistemas con mayor diversidad, sostenibles y con mujeres, organizadas y empoderadas, interlocutoras válidas con las autoridades y normativas y/o políticas públicas favorables

## Description of Sustainability

La lógica general de la intervención del OS es orientar y centrar la acción en públicos multiplicadores dentro de la sociedad civil para garantizar que los beneficios de nuestras acciones continúen incluso después de que la intervención haya terminado. Este programa es un espacio importante de intercambios, que permiten cruzar las miradas para beneficiarse mutuamente de la experiencia del otro. Durante nuestro acompañamiento organizamos muchos momentos de intercambio y visita (Norte Sur, Sur Sur), con el fin de fortalecer las capacidades de nuestros socios a través de la transmisión de nuestras metodologías, herramientas y mallas de trabajo que se adaptan al contexto y forman parte de una educación popular, feminista y emancipadora.

Casa de la Mujer y REMTE son socios de larga data y se han apropiado de nuestras herramientas de trabajo, las han enriquecido y las transmiten a su vez para contribuir a la sostenibilidad técnica e institucional. La intervención de este programa está vinculada en gran medida al desarrollo de capacidades, en particular la formación, la sensibilización y la investigación-acción que sitúa a los actores en el centro de los procesos.

La sostenibilidad social y la apropiación de la intervención por parte de los grupos destinatarios se basan también en la valorización de las iniciativas, los conocimientos y las competencias locales. Nuestras actividades pretenden estimular a los grupos objetivo para que se empoderen a nivel de:

- **individual** a través de actividades para deconstruir estereotipos y estimular la confianza y el liderazgo,
- **interpersonal** para cuestionar la dominación de género, las masculinidades tóxicas o transformadoras,
- **grupal** para cuestionar los roles tradicionales y los mandatos dirigidos a las mujeres que comprometen su capacidad,
- **organizativo** para analizar cómo las mujeres y los hombres, como grupos sociales de género, distribuyen el poder, los recursos, la influencia y persiguen diferentes lógicas de interés
- **institucional**, a través de la formación para conocer el marco legislativo que garantiza los derechos humanos, los derechos de la mujer, etc. y saber cómo reclamarlos
- y, por último, la **historicidad**, para reforzar la capacidad de transformación de la sociedad a través de la movilización social y las luchas colectivas.

La intervención se dirige a estos 6 niveles de poder para que la acción sea más eficaz mediante el análisis de todos los niveles, pero también porque su refuerzo garantiza una mejor apropiación por parte de los grupos destinatarios. Las intervenciones forman a los diferentes grupos objetivo para que se apropien de sus derechos y reivindicaciones y fortalezcan su liderazgo y su capacidad para ser multiplicadores de buenas prácticas, de modo que puedan llevar a cabo la defensa a varios niveles. Estos multiplicadores son los proveedores de atención sanitaria, los líderes religiosos y comunitarios, las mujeres de las organizaciones de productores asociadas y los miembros de la ANPC, los responsables políticos y los jóvenes de ambos sexos, que se ven fortalecidos para llevar a cabo esta lucha por la transformación hacia una sociedad justa, igualitaria e inclusiva y para garantizar la sostenibilidad ecológica.

Por último, nuestros socios tienen una larga trayectoria profesional y asociaciones financiadas por varios donantes internacionales. Nuestros socios han adquirido, y siguen adquiriendo, experiencia en la investigación y redacción de proyectos de financiación. El desarrollo y la redacción de este programa han sido llevados a cabo principalmente por nuestros socios y demuestran una verdadera apropiación y control de sus intervenciones, y por tanto la capacidad de encontrar otras fuentes de financiación y garantizar así la sostenibilidad financiera. La sostenibilidad financiera de las mujeres campesinas, indígenas a quien se dirigen nuestras intervenciones se consigue mediante la profesionalización de sus actividades y capacidades empresariales.

### Comments on description of sustainability

Submitted by DGEO-BregtV on Wed, 10/27/2021 - 09:10

#### Pregunta sobre sostenibilidad

"Durante nuestra acompañamiento organizamos muchos momentos de intercambio y visita (Norte Sur, Sur Sur)." En el criterio de Partenariado, también menciona un "cruce intercontinental". Podría explicar de forma más concreta con qué actores y para qué objetivo estos intercambios serán organizados?

Submitted by LMSLF on Wed, 11/03/2021 - 15:37

#### Organizamos una o dos...

Organizamos una o dos reuniones por programa para que nuestros copartes (de la RDC, Senegal, Guinea y Bolivia) y nosotras mismas nos reunamos en presencial, aquí en Bélgica o en uno de sus países.

El objetivo es difundir intercambios de buenas prácticas de desarrollo redactadas por grupos de mujeres del Norte y del Sur (África, América Latina y Europa), tejer redes entre asociaciones del Norte y del Sur, así como del Sur-Sur, para intercambiar sus prácticas, establecer herramientas de formación capaces de desarrollar una visión crítica de las sociedades, así como fortalecer sus luchas políticas.

En la perspectiva del Sur/Norte, el objetivo es integrar la igualdad de género en todas las actividades y políticas de promoción, educación para el desarrollo y cooperación internacional a diferentes niveles. Abordamos varios temas en relación con los retos de la globalización. Las numerosas acciones previstas se basan en intercambios interculturales de conocimientos y prácticas, información, documentos, experiencias y la creación de una base de datos de asociaciones activas en los N y S; sensibilización y defensa de la igualdad de género y el desarrollo (campañas, grupos de presión a diferentes niveles y en diferentes países); formación (intercambio de prácticas de formación, formación cruzada N/S, formación de formadores, difusión de manuales y documentos pedagógicos); adaptación de materiales pedagógicos y de sensibilización.

Realizamos investigaciones-acciones y necesitamos cruzar las opiniones y experiencias de las mujeres viviendo diferentes realidades. La investigación-acción suele estar vinculada a la incidencia y, en una segunda fase, permite reforzar la formación. Las llevamos a cabo con socios financiados por el MF o con otros socios especializados en los temas tratados.

### Description of the Partnership Strategy

La visión, la misión y los principios de actuación de Le Monde selon les femmes (M/F) se basan en los valores de respeto a los derechos humanos, igualdad, solidaridad, justicia social, diversidad, responsabilidad, sostenibilidad y compromiso. M/F trabaja para construir un movimiento global por la solidaridad, el desarrollo sostenible y descolonial basado en la igualdad de género. Para el programa 2022-2026, M/F trabaja con REMTE Bolivia, La Casa de la Mujer, ANPC, Si Jeunesse Savait, ENDA Graf, ENDA Pronat y ADES Guinea.

En general, las asociaciones desarrolladas por Le M/F siguen tres enfoques. Estas asociaciones no son exclusivas y pueden combinarse:

1. Un enfoque de afinidad que hace hincapié en los objetivos y valores compartidos y en los métodos de funcionamiento relativamente similares.
2. Un enfoque basado en la identidad, cuya base suele ser la pertenencia a redes comunes.
3. Un enfoque complementario basado en la complementariedad de las competencias y el conocimiento que una de las partes pueda tener del territorio de intervención

A través de estas asociaciones, Le Monde selon les femmes tiene varios objetivos

- para contribuir al proceso de empoderamiento de las mujeres en el Sur,
- la deconstrucción de las relaciones de género
- la promoción de la educación popular con metodologías feministas y emancipadoras que sitúen a las mujeres como ciudadanas solidarias y comprometidas en el plano político, económico, social y cultural, en la movilización social y en la producción de conocimiento
- la correcta integración por parte de los actores del desarrollo del enfoque de género en sus prácticas, tanto en el Norte como en el Sur.

Los proyectos subvencionados responden a criterios específicos, tanto por el tipo de intervención como por la metodología adoptada y el enfoque, que pretende ser participativo y corresponsable. El M/F pretende promover la especificidad de las acciones y reflexiones desarrolladas por sus socios y asociaciones de mujeres, especialmente en el Sur.

Esta visión implica :

- La puesta en evidencia de la similitud de los temas en juego en las relaciones Norte/Sur y en las relaciones de género es la base de las asociaciones diseñadas en torno a proyectos comunes, construidos, decididos y ejecutados con sus socios,
- respetando la diversidad de los socios, favoreciendo un enfoque multiactores para desarrollar los intercambios, el aprendizaje y el refuerzo mutuos, y la acción concertada para una mayor igualdad entre hombres y mujeres en el mundo,
- una asociación con instituciones de segundo nivel, susceptibles de desempeñar un papel multiplicador entre los beneficiarios del proyecto, que son identificados y apoyados directamente por nuestros socios,
- los temas abordados en los distintos resultados del programa están pensados en relación con los socios del H/M en el Sur y las realidades del Norte, es decir:

"pensar el Sur en el Norte". M/F y sus socios trabajan con la misma metodología, que se basa en tres ejes que se corresponden con los resultados de la acción: investigación-acción, formación e incidencia política (en el Norte con socios en el Sur). También están previstos seminarios e intercambios de prácticas y materiales entre socios del Sur y del Norte (cruce intercontinental).

- Nuestros socios son la brújula del H/M para construir estrategias de promoción basadas en el contexto local, que también alimentarán la promoción en el Norte. Se tratará de identificar y seleccionar los socios y plataformas más adecuados para llevar a cabo la promoción en los distintos países en función de las realidades contextuales.

## Comments on description of the partnership strategy

Submitted by DGEO-BregtV on Wed, 10/27/2021 - 09:15

### Preguntas sobre socios

- Cuál es el significado de "descolonial" en este contexto, y en qué medida es diferente de una relación de igualdad entre socios ?
- En qué medida Casa de la Mujer o Remte son socios cualificados en el tema de la agricultura sostenible ?

Submitted by LMSLF on Wed, 11/03/2021 - 14:20

### 1. El enfoque descolonial, a...

1. El enfoque descolonial, a diferencia del enfoque igualitario, es consciente de que la descolonización nunca se produjo realmente, o al menos fue fundamentalmente incompleta. El aparato colonial ha sido simplemente sustituido por los dispositivos de cooperación y desarrollo, que han mantenido durante mucho tiempo estas jerarquías raciales, económicas y de género. Ponemos en el centro de nuestras alianzas el reconocimiento del peso del legado colonial, especialmente en las interacciones entre los actores de la cooperación (en el Norte) y los que se benefician de ella (en el Sur). A la inversa, las relaciones "igualitarias" neutralizan las diferencias, el poder del proceso colonizador, e invisibilizan (conscientemente o no) las relaciones de dominación que siguen resultando de él. Le Monde selon les femmes, en estas alianzas, aboga por un conocimiento pluralista, que refleje mejor la diversidad de las sociedades y la heterogeneidad de los conocimientos.

2. Las actividades sobre el tema de la agricultura sostenible serán a cargo exclusivamente de REMTE, La casa de la Mujer trabajará únicamente en los temas de violencia, derechos y salud sexuales y reproductivos.

REMTE, la **Red de Mujeres transformado la economía**, igualmente miembro de la REMTE Latinoamericana, reúne a diferentes organizaciones sociales, asociaciones de mujeres e investigadores para contribuir a un mejor conocimiento de la economía por parte de las mujeres, con el fin de promover la aplicación de políticas económicas equitativas y sostenibles para mejorar la vida de las mujeres. También pretende reforzar la participación política de las mujeres: este espacio de análisis, intercambio, comunicación y acción política se basa en principios como la justicia, la humanidad, la equidad y la solidaridad. En concreto, la organización desarrolla diferentes actividades como la formación, la promoción, la investigación o el apoyo a grupos de mujeres en zonas rurales y en sindicatos. Se abordan diferentes temas: derechos económicos y laborales, soberanía alimentaria, agroecología, cambio climático, comercio exterior. Se presta especial atención a la cuestión de la seguridad y la soberanía alimentarias, sobre todo a través del acceso de las mujeres a la tierra. REMTE es un socio cualificado por su experiencia y su capacidad a organizar sinergias entre diferentes grupos de mujeres para reforzar su capacidad de diálogo y defensa a nivel nacional, regional y local sobre estas cuestiones clave de igualdad, justicia social y climática.

## Description of Synergies

<b>PLATONGB</b>	ACNG de desarrollo y del medio ambiente			
Plataforma que genera un espacio donde los ACNGs se retroalimentan con diferentes insumos conceptuales y metodológicos. Para M/F la participación en esa plataforma, en el marco del aprendizaje colectivo es una oportunidad ideal para la integración del enfoque de género, y particularmente en el trabajo de masculinidades y en el medio ambiental, vía entre otras la investigación acción.				
11.11.11, Broedelijk Delen, Eclosiso/Uni4Coop, FOS, Humanity e Inclusion, <b>Le Monde selon les femmes</b> , Louvain Coopération, Miel Maya Honing, Plan International, Solidagro, Solidaridad socialista, SOS Faim, VIA Don Bosco, es decir 11 ACNGs del MEC Bolivia, 1 ACNG del MEC Ecosistemas resilientes y 2 ACNGs del MEC Trabajo Decente.				

<b>PLAN Y LE MONDE SELON LES FEMMES</b>	ONGs de desarrollo			
<b>PLAN y M/F contribuirán principalmente a la Meta 5: contribuir a la igualdad de género, a la autonomía de mujeres, niñas, adolescentes y jóvenes.</b>				

**La colaboración consiste en:**

- Intercambio de buenas prácticas, experiencias, metodologías con los socios de ambas organizaciones
- Intercambios regulares para realizar acciones concretas en el terreno
- Organizar aprendizaje mutuo en el marco del MEC sobre aspectos de género, tal como se ha hecho en el MEC anterior sobre masculinidades positivas
- Desarrollar materiales y planes de incidencia desde adolescentes
- Organizar de manera conjunta formaciones sobre el género. Ejemplo:
  - Formación para la integración del género en actividades de desarrollo sostenible que sea para el autoempleo, empleo
  - Formación para formadores para que mujeres se convierten en multiplicadores
  - Formación sobre el uso del Gender Marker Tool de Plan o sobre módulos del enfoque Campeones del Cambio de Plan

**Porque PLAN Y M/F?**

Plan podrá beneficiar de la experticia de LMSF con la organización de investigación-acción, formación, metodologías de incidencia. LMSF podrá beneficiar de las redes de Plan y su experiencia en trabajar con comunidades rurales, y su experticia en liderazgo de mujeres, protección y cambio en normas sociales a través de su enfoque transformador de género y metodología Campeones del Cambio.

Ver **convenio de colaboración**.

## Description of how individual or collective recommendations and lessons are to be taken into account

El M/F, Remte Bolivia y la Casa de la Mujer no tuvieron un programa comun en 2017-2021 entonces no podemos responder a este pedido de informacion

## Comments on description of how individual or collective recommendations and lessons are to be taken into account

*Submitted by Ambabel-Peru on Wed, 10/27/2021 - 22:00*

### Lessons learned, individual and collective

Las lecciones aprendidas a nivel institucional son relevantes, independiente de la fuente de financiamiento del periodo anterior. Se trata de replicar a escala las acciones exitosas, y ajustar aquellas acciones e iniciativas que no tuvieron el resultado esperado. No mencionar lecciones en esta seccion es una oportunidad perdida.

## Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
29.7 Teoría del Cambio relativo al Bolivia MF REMTE CM	Theory of Change associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/29.7%20Teor%C3%ADa%20del%20Cambio%20relativo%20al%20Bolivia%20MF%20REMTE%20CM.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/29.7%20Teor%C3%ADa%20del%20Cambio%20relativo%20al%20Bolivia%20MF%20REMTE%20CM.pdf</a>
21.7 Análisis de los riesgos asociados con el outcome BOLIVIA MF REMTE CM	Analysis of risks associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/21.7%20An%C3%A1lisis%20de%20los%20riesgos%20asociados%20con%20el%20outcome%20BOLIVIA%20MF%20REMTE%20CM.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/21.7%20An%C3%A1lisis%20de%20los%20riesgos%20asociados%20con%20el%20outcome%20BOLIVIA%20MF%20REMTE%20CM.pdf</a>
PLAN MF Bolivia 22-26	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/PLAN%20MF%20Bolivia%2022-26.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/PLAN%20MF%20Bolivia%2022-26.pdf</a>
Projet de convention de partenariat Casa de la Mujer	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_CasadelMujer_2022-26.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_CasadelMujer_2022-26.pdf</a>
Projet de convention de partenariat REMTE MF	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_REMTE_2022-26.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_REMTE_2022-26.pdf</a>
MF ficha de indentificacion copartes Bolivia	Fact sheet per partner	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/MF%20ficha%20indentificacion%20copartes%20Bolivia.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/MF%20ficha%20indentificacion%20copartes%20Bolivia.pdf</a>

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL



TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

### Description

**REMTE**  
 Inversión: Se realizará la compra de un equipo portátil de utilización en los 5 años para la técnica de campo.  
 Funcionamiento: Se realizará 8 talleres presenciales en 4 Municipios de Batallas, 3 talleres en el Municipio de Chicani y 8 Talleres con 6 Municipios del Gran Chaco para lo cual se presupuestó gastos de transporte, alimentación, comunicación, hospedaje y la contratación de consultoras especialistas en el tema Para el año 2024-2025 se presupuestó la contratación de una investigadora.  
 A lo largo del proyecto se realizará campañas para realizar incidencia.  
 Los gastos de funcionamiento de servicios y alquiler oficina, también fueron presupuestados y prorrateados de acuerdo a los otros proyectos.  
 Personal: Se contará con una Coordinadora Técnica, 1 persona responsable la parte logística y una contadora.

### CASA DE LA MUJER

Inversión:  
 Se utilizará la compra de una computadora portátil y una impresora multifuncional para ejecutar el proyecto, la misma que ayudará a optimizar las acciones realizadas en campo.  
 Funcionamiento:  
 Se realizarán talleres de formación a Servidoras/res públicos de la ruta crítica de atención, mujeres lideresas, hombres (jóvenes) de la comunidad, para lo cual se presupuestó gastos de transporte, alimentación, comunicación, alquiler de salón y hospedaje  
 Durante toda la vida del proyecto se brindará una atención psicosocial y jurídica transdisciplinaria a mujeres, niñas y adolescentes víctimas de la violencia de género, para lo cual se presupuestó transportes locales para el copatrocinio legal, fotocopias, alimentación y servicios de primera necesidad para usuarias del Refugio de Casa de la Mujer.  
 En el primer y tercer año del proyecto se realizarán investigaciones acciones en temáticas relacionadas al ODS 5 Y 10, desde la perspectiva feminista.  
 A lo largo del proyecto se realizará campañas comunicacionales para realizar incidencia.  
 Personal: Se contará con una Coordinadora Técnica y 1 persona responsable administrativa para toda la vida del proyecto.

Sinergias/colaboraciones: realización de sinergias explicadas en el programa (puestas en 'otros' y 'desplazamientos').  
 Gastos sede: viajes de seguimiento y desplazamientos de nuestras copartes hacia la sede del M/F para participar en eventos (en "desplazamientos").

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès BERTRAND
Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	Le Monde selon les femmes
Name :	Linda Hamze
Telephone :	+32483713939
Email :	linda@mondefemmes.org

## List of partnerships/cooperative for the outcome

### List of partnerships for the outcome

Acronym Casa de la Mujer  
 Full name Casa de la Mujer

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
25000	25000	25000	25000	25000	125000

Acronym REMTE  
 Full name Red Boliviana de Mujeres Transformando la Economia

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
25000	25000	25000	25000	25000	125000

### List of cooperative partnerships for the outcome

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

# Des droits civils, politiques, économiques, sociaux et environnementaux inclusifs et égalitaires

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Sabine Kakunga
Telephone :	+32 (0)2 2501249
Email :	Sabine.kakunga@cncd.be

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	CNCD-11.11.11
Name :	Sabine Kakunga
Telephone :	+243 (0)814398656
Email :	Sabine.kakunga@cncd.be

## Author information

Lead NGO/Owner :	LMSLF
Name of accredited actor	Le Monde selon les femmes

## General

Title of the outcome - French or English (mandatory) :	Des droits civils, politiques, économiques, sociaux et environnementaux inclusifs et égalitaires		
Title of the outcome - Dutch/Spanish (optional) :	Inclusieve en gelijke burgerlijke, politieke, economische, sociale en milieurechten		
IATI activity identifier :	BE-BCE_KBO-0421207751-prg2022-6-RDC		
Outcome start date :	01-01-2022		
Outcome end date :	31-12-2026		
Country of intervention :	Congo (the Democratic Republic of the)		
Sector :	15150 - Government & Civil Society - Democratic participation and civil society	Budget share :	100%

## Strategic target involved

### 6. Renforcer la gouvernance à tous les niveaux politique...

- REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Description :	6. Renforcer la gouvernance à tous les niveaux politiques et améliorer le respect des droits humains
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

### 2. Garantir une préservation et gestion durable de l'e...

- REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Description :	2. Garantir une préservation et gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles afin de contribuer au bien-être humain, à la résilience des populations au changement climatique et aux catastrophes naturelles et à une plus grande équité sociale
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

## Approaches or sub-targets concerned

2A (Sensibilisation et information) : 2A.1, 2A.2, 2A.3  
 2B (Lobbying et plaidoyer) : 2B.1, 2B.2, 2B.3  
 2C (Concevoir et mettre en œuvre) : 2C.2, 2C.4  
 2D. (Renforcement (mutuel) des capacités : 2D.1, 2D.2, 3D.3  
 2E (Apprentissage collectif) : 2E.1

6A (Sensibilisation et information) : 6A.1, 6A.2,  
 6B (Lobbying et plaidoyer) : 6B.1, 6B.2, 6B.3  
 6C (Concevoir et mettre en œuvre) : 6C.2, 6C.3, 6C.4  
 6D. (Renforcement (mutuel) des capacités : 6D1, 6D2, 6D.3  
 6E (Apprentissage collectif) : 6E.1

## Geographic location of the outcome's intervention zone

### Kinshasa

Lat/Long :	-4.442024453754, 15.275354977693
------------	----------------------------------

### Goma

Lat/Long :	-1.6828816779498, 29.229887773018
------------	-----------------------------------

### Bukavu

Lat/Long :	-2.5123, 28.848
------------	-----------------

### Lubumbashi

Lat/Long :	-11.66089, 27.47938
------------	---------------------

### Kananga

Lat/Long :	-5.897, 22.40517
------------	------------------

### Kolwezi

Lat/Long :	-10.716667, 25.466667
------------	-----------------------

### Kamina

Lat/Long :	-8.738611, 24.990556
------------	----------------------

### Tshikapa

Lat/Long :	-6.41621, 20.79995
------------	--------------------

### Mbuji Mayi, province du Kasai-Oriental

Lat/Long :	-6.114, 23.5944
------------	-----------------

## Outcome summary

### Description of the outcome

- En vue de promouvoir des droits civils, politiques, économiques, sociaux, environnementaux inclusifs et égalitaires, le programme appuiera les partenaires dans :
- la construction de synergies et collaborations afin d'approfondir le dialogue entre tous les acteurs et actrices de la société civile pour plus d'autonomie et de légitimité ;
  - le renforcement de leur expertise avec des recherches propres, apprentissages collectifs pour une capacité de veille renforcée ;
  - leurs actions de renforcement des capacités des titulaires de droit permettant de renforcer les populations dans la revendication de leurs droits. ;
  - leur professionnalisation à diffuser des informations fiables notamment sur les enjeux du développement, de la paix, de la lutte contre la corruption et l'impunité, les violations des droits humains et la violence basée sur le genre ;
  - l'intensification de leur plaidoyer en vue d'influencer les détenteurs d'obligations pour une application effective des textes ratifiés par la RDC en matière des droits humains.

Les activités du programme visent donc plus étroitement la Gouvernance en RDC (ODD16) qui constitue le nœud central du développement durable inclusif et du processus de rétablissement de la paix. Ce qui renvoie:

- aux questions du développement de partenariats et renforcement de capacités (ODD17),
- à la mise en œuvre des nouvelles politiques pour lutter contre la pauvreté (ODD 1 et 8) et réduire les inégalités (ODD10) ainsi qu'à l'inclusion de genre (ODD5).
- aux moyens de lutter contre les effets du dérèglement climatique (ODD13) et à la déforestation (ODD cible 15.2).
- à la lutte contre la corruption permettant l'utilisation des recettes liées à l'exploitation des ressources pour garantir des revenus décents et la sécurité alimentaire des populations avoisinantes (ODD2), et l'accès aux services sociaux de base (ODD 3 & 4 : santé et éducation).

### Wording of the outcome

En vue d'une meilleure gouvernance politique et économique, les organisations partenaires congolaises et leurs réseaux renforcent leurs synergies et collaborations, se renforcent dans leur gestion interne, l'accompagnement des titulaires de droits, la recherche et le plaidoyer de façon à appuyer la redevabilité des détenteurs d'obligation en matière de gouvernance démocratique, de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles et d'égalité entre les hommes et les femmes.

### Target groups

Etat: institutions nationales, provinciales, locales, judiciaires, CENI, Cour des comptes, chefs traditionnels

Communauté internationale: pays partenaires, ONU, IFI, UA, CIRGL, OIF

Secteur privé national, international

Société civile: OSC, syndicats, églises, médias

Populations des régions fragilisées ou délocalisées suite aux activités extractives

Groupes sociaux: Femmes, jeunes, activistes, travailleurs du secteur minier, creuseurs, populations autochtones, prostituées, victimes de violence

## Categorization: Sustainable Development Goals

SDG :	Goal 16. Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and build effective, accountable and inclusive institutions at all levels	SDT :	Develop effective, accountable and transparent institutions at all levels
SDG :	Goal 16. Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and build effective, accountable and inclusive institutions at all levels	SDT :	Substantially reduce corruption and bribery in all their forms
SDG :	Goal 16. Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and build effective, accountable and inclusive institutions at all levels	SDT :	Ensure responsive, inclusive, participatory and representative decision-making at all levels

SDG :	Goal 15. Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat&nbsp;desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss	SDT :	By 2020, promote the implementation of sustainable management of all types of forests, halt deforestation, restore degraded forests and substantially increase afforestation and reforestation globally
SDG :	Goal 1. End poverty in all its forms everywhere	SDT :	By 2030, build the resilience of the poor and those in vulnerable situations and reduce their exposure and vulnerability to climate-related extreme events and other economic, social and environmental shocks and disasters
SDG :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns	SDT :	By 2030, achieve the sustainable management and efficient use of natural resources
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Strengthen resilience and adaptive capacity to climate-related hazards and natural disasters in all countries
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Ensure women's full and effective participation and equal opportunities for leadership at all levels of decision-making in political, economic and public life
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Eliminate all forms of violence against all women and girls in the public and private spheres, including trafficking and sexual and other types of exploitation

## Markers & Tags

1. Gender Equality :	2
2. Aid to Environment :	2
3. Participatory Development / Good Governance :	2
4. Trade development :	1
5. Biodiversity :	2
6. Climat Change - Mitigation :	2
7. Climat Change - Adaptation :	2
8. Desertification :	0
9. RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health :	1
10. HIV / AIDS :	0
11. Children's Rights :	1
12. Disability :	1
13. Nutrition :	1

1. D4D - Better use of big data :	Yes
2. D4D - Digital for inclusive society :	Yes
3. D4D - Digital for inclusive and sustainable economic growth :	No
4. Private Sector Development :	Yes
5. Health - Sexual and reproductive health :	No
6. Health - Quality medicines :	No
7. Health - Health financing and Universal Health Coverage :	No
8. Refugees :	Yes
9. Covid-19 :	Yes

## Categorization: Positioning with regard to the objectives of Belgian Development Cooperation, described in its strategy papers

### **Agriculture and Food Security**

La note stratégique rédigée lors de la précédente législature s'axait principalement sur l'insertion des moyennes et grandes exploitations dans les chaînes de valeur internationales. Le programme n'est pas aligné sur cette version de la note.

Le présent programme est cependant aligné sur les orientations de la note précédente (2010), en soutien à l'agriculture familiale et paysanne, ainsi que sur celles annoncées par la ministre dans sa note d'orientation politique: par le plaidoyer mené par les partenaires et l'accompagnement des communautés locales, il vise à permettre aux paysans et paysannes de défendre leur droit à la terre et, plus largement, leurs droits face aux exploitations minières et forestières, de manière à atteindre des revenus décents et une vie décente.

De plus, en complémentarité avec l'alliance Agri-Congo, il assurera un accompagnement des membres de la CONAPAC (voir volet synergies) dans les provinces issues du démembrement du Katanga et du Kasai.

### **Children's rights**

L'outcome contribue à l'atteinte de plusieurs recommandations de la note stratégique: les OSC partenaires intègrent systématiquement la prise en compte des droits de l'enfant dans leur plaidoyer concernant la gouvernance politique et économique, contribuant à "intégrer le respect des droits de l'enfant dans la formulation des politiques [publiques]", ainsi qu'à prendre en compte les spécificités des besoins des enfants issus de famille en situation vulnérable, de manière à "rechercher un équilibre entre le principe d'égalité et la nécessité d'apporter un soutien particulier aux plus faibles".

Au travers de l'accompagnement des communautés locales, il vise à mettre celles-ci en capacité de revendiquer les droits des enfants à un environnement sain, à l'éducation et à la santé (en particulier via les cahiers des charges des entreprises exploitantes) et à développer des alternatives économiques permettant de lutter concrètement et efficacement contre le travail des enfants (par exemple en développant des sources de revenus décents pour les parents, de manière à permettre aux enfants de rester à l'école). Compte tenu des spécificités du contexte, il prend acte du fait qu'il est illusoire dans le court terme de supprimer toute forme de travail des enfants et mène donc un plaidoyer pour le respect minimal de leurs droits, en particulier dans les creuseries artisanales.

Par le plaidoyer concernant l'utilisation de la rente prévue dans le code minier pour les générations futures, il vise à assurer le financement de projets destinés aux enfants et aux jeunes.

Enfin, le programme vise à renforcer la participation civique des enfants et des jeunes, notamment en renforçant les capacités des leaders des nouveaux mouvements citoyens et en créant des ponts entre ceux-ci et la société civile instituée.

### **Environment and climate change**

Le thème de l'environnement est intégré dans le programme de façon spécifique au niveau des CSC 2, et de façon transversale:

- Au niveau des partenaires : Formation sur les aspects « environnement »; Réalisation d'une analyse des risques « environnement » et définition d'une politique « environnement » ;
- Au niveau des bénéficiaires: sensibilisation et mise en œuvre d'activités sur des thèmes liés à l'environnement (gestion durable des terres pour l'agriculture, plaidoyer pour la conservation et la bonne gestion de l'environnement, réunions au niveau communautaire pour rassembler les bonnes pratiques de conservation de l'environnement y compris les savoirs faire traditionnels, à ensuite diffuser, etc.

Par ce biais, le programme contribue directement à l'atteinte des cibles suivantes de la note stratégique:

- 4.2.2. Utilisation durable des terres et des sols
- 4.2.3. Gestion durable des forêts

### **Gender**

Le genre est abordé dans le programme de façon transversale, que ce soit dans la planification, la mise en œuvre ou encore le suivi du programme. Les partenaires ont prévu des actions spécifiques Genre et un résultat est prévu dans le programme sur Genre et environnement. L'interaction avec les partenaires du Monde selon les femmes (voir outcome genre) permettra par ailleurs de renforcer la prise en compte du genre dans cet outcome.

Le programme contribue donc à l'atteinte des priorités suivantes dans la note stratégique:

- 3. Sécurité alimentaire, accès aux ressources naturelles et empowerment économique;
- 4. Protection des droits et lutte contre les violences.

### **Digitalization - Digital for Development D4D**

D4D - Better use of big data

Le programme appuie notamment les réseaux de la société civile congolaise dans le plaidoyer pour obtenir la transparence publique sur les données liées aux contrats miniers et forestiers, ainsi que dans l'analyse et la vulgarisation de ces données vers les publics cibles.

D4D - Digital for social inclusion

Le programme vise entre autres au renforcement de l'utilisation des outils digitaux par les publics cibles, notamment par la formation des leaders des nouveaux mouvements sociaux (jeunes et autres) dans l'utilisation des médias sociaux à des fins de sensibilisation et de mobilisation en faveur d'une gouvernance plus démocratiques.

### **Private sector**

Le programme vise de manière centrale à renforcer les capacités de l'Etat (aux niveaux national, provincial et local) à réguler les entreprises privées, de manière à ce que le développement économique se fasse de manière à respecter les droits humains et à atteindre les Objectifs de développement durable. Ceci se fait non seulement par un plaidoyer vers les autorités publiques, mais aussi au travers du soutien aux communautés locales, de manière à ce que celles-ci exigent la redevabilité de la part des entreprises et des mandataires publics.

Le programme contribue donc à l'atteinte de la priorité opérationnelle 3.2 de la note stratégique: "renforcement des capacités institutionnelles publiques".

## **Subsidy bonus allocation: priority themes and strategic priorities**

### **Human rights-based approach**

Le programme, dans sa mise en œuvre et son suivi, veillera à respecter l'approche Droits humains, mettant un accent particulier sur les questions liées aux débiteurs d'obligations et aux détenteurs de droits. Les secteurs de travail ciblés dans ce programme (gouvernance démocratique, environnement et ressources naturelles) renvoient aux principaux champs d'action de l'Agenda 2030. En effet, ces approches visent toutes à mettre en œuvre les droits humains et traitent des droits et des besoins des femmes, des hommes, des jeunes, pauvres, impactés par l'exploitation irresponsable et non durable des ressources naturelles, ainsi que les activistes des droits humains. Généralement ces personnes se trouvent privées de leurs droits et ne peuvent déterminer librement le cours de leur existence, ni vivre dignement et en paix.

Le programme combine des stratégies d'intervention qui sont interdépendantes car il promeut les synergies et collaborations, les renforcements institutionnels et des expertises thématiques, l'accompagnement des titulaires de droits, la sensibilisation du public, les actions de plaidoyer et d'influence des détenteurs d'obligations. Les partenaires y voient donc la confirmation et l'opportunité de renforcer leurs rôles d'éveil et de facilitation entre les citoyens et l'État, de favoriser la mise en place de structures gouvernementales réactives et responsables et de permettre aux citoyens de participer aux processus politiques décisionnels. La sensibilisation large aux enjeux de gouvernance démocratique, environnement et ressources naturelles contribue ainsi au développement des politiques, systèmes et processus de gouvernance qui in fine améliorent la disponibilité, l'accessibilité, la qualité et la sensibilité au genre des institutions et services destinés aux populations défavorisées.

### **Decent and sustainable work**

L'exploitation minière viole à plusieurs niveaux les principes de travail décent. L'impact négatif se ressent sur les conditions de travail des creuseurs, sans vêtements ni équipements de protection, et sans formation dans ce domaine.

Ce programme vise à contribuer à l'amélioration de la situation des droits humains dans le secteur de l'exploitation minière, forestière industrielle et artisanale, en renforçant la gouvernance (participative) des communautés locales. Le programme va renforcer la société civile congolaise dans son travail de sensibilisation, de plaidoyer, de suivi des lois pour que les acteurs et actrices congolais, titulaires de droits et détenteurs d'obligations s'en approprient. En s'appropriant les instruments juridiques existants, notamment les codes minier et forestier, les initiatives internationales de gestion des ressources naturelles, les communautés locales, les acteurs et actrices de la société civile, en dialogue avec les détenteurs d'obligations, pourront promouvoir la paix durable, l'emploi décent, le commerce équitable et l'amélioration des conditions de vie des populations. Le plaidoyer sera fait pour que les secteurs minier et forestier (y compris l'exploitation et le commerce) offrent l'emploi de qualité notamment aux jeunes qui s'investissent comme creuseurs artisanaux, aux travailleurs et travailleuses dans les entreprises minières et forestières y compris les populations qui vivent aux alentours, et que ces secteurs soient une source importante de revenus décents pour des ménages. Le plaidoyer sera fait pour lutter ou réduire les effets négatifs de ces secteurs notamment le travail informel et mal rémunéré, les conflits dus à la non application des lois, la non-application du code minier qui prévoit des moyens pour le développement des entités territoriales notamment en termes de création d'emploi grâce aux revenus issues de l'exploitation des ressources de ces territoires

### **Gender**

Les discriminations basées sur le genre restent un problème criant en RDC (voir CSC) et elles se reflètent dans de nombreux domaines (droits humains, gouvernance économique, etc.). Les violences basées sur le genre, dont les violences sexuelles, sont largement répandues dans le pays.

Dans les zones d'interventions du programme, essentiellement zones minières, le défi est lié à la mise en place d'un accompagnement adapté aux personnes vulnérables dont les femmes et les enfants. Les règlements et normes mis en place ne viennent pas toujours avec des alternatives à offrir par exemple aux enfants et

femmes enceintes non admis dans les sites miniers mais qui gèrent leurs ménages grâce à cette activité-revenu. En RDC, le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion n'a pas atteint les résultats attendus. Des enfants filles et garçons ont été démobilisés sans une véritable réinsertion. La quasi-totalité d'entre eux s'est orientée vers les activités minières et les jeunes filles pratiquent la prostitution proche de l'esclavage sexuel aux alentours des mines. Le plaidoyer des partenaires sera centré sur les initiatives de réinsertion (via l'éducation) et de maximisation des impacts sur le terrain de ces normes en vue d'assurer des alternatives aux droits à la santé et à l'alimentation. Pour ce faire, les partenaires ont repris le genre comme l'un des déterminants sociaux prioritaires sur lesquels ils se concentreront au cours du programme. L'approche du programme sera double en matière de genre : une approche transversale avec un accent sur les rôles des femmes, une approche spécifique, en prenant en compte les besoins des femmes et des filles et leurs vulnérabilités spécifiques. Le programme prévoit également des actions destinées spécifiquement à améliorer le leadership féminin, les actions de plaidoyer pour l'accès des femmes à la terre et pour l'application du nouveau code de la famille dans lequel le régime de succession inclut les filles, etc.

### Environment

La RDC est confrontée à une variété d'enjeux environnementaux résultant des séquelles des conflits toujours en cours qui entraînent une pauvreté généralisée, une utilisation non durable des ressources naturelles, la mise en place d'un cadre réglementaire médiocre et une faible application des lois. L'analyse de besoins qui sera réalisée permettra la création d'un système d'informations environnementales et d'une base de données servant notamment au renforcement de capacités des OSC. La connaissance et l'expérience seront également renforcées grâce aux apprentissages collectifs y compris concernant les modes traditionnels de gestion et conservation de l'environnement. La participation des communautés locales et peuples autochtones aux réunions d'échanges et de partage des connaissances sera déterminante. Les résultats des apprentissages collectifs seront également partagés avec d'autres acteurs concernés dans le but de renforcer les capacités des autres parties prenantes. Les partenaires prévoient d'organiser des dialogues multi-acteurs autour des enjeux de la transition énergétique concernant, entre autres, l'extraction du cobalt et les questions de gouvernance que cela suscite. Réemment, le pays a créé une nouvelle société d'État pour commercialiser tout le cobalt artisanal afin de contrôler l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et d'augmenter les recettes de l'État; les partenaires assureront un monitoring de sa mise en place et un plaidoyer pour sa transparence. D'autres analyses auront lieu notamment, la gestion des impacts environnementaux et sociaux dus à l'exploitation minière et l'exercice de la RSE des entreprises minières. La dynamique communautaire autour des aires protégées sera encouragée : concertations entre les autorités des aires protégées et les ETD, définition des mécanismes d'appui aux initiatives communautaires de développement à travers les plans de développement locaux (PDL) et formalisation des collaborations.

### Areas of complementarity and synergy with the intervention of ENABEL

Le futur programme d'Enabel en RDC étant actuellement en phase de préparation, le CNCD-11.11.11 mène un plaidoyer actif (cf. outcome 3 - plaidoyer Belgique) afin que ce programme intègre un volet gouvernance substantiel. Des contacts ont été menés à cette fin avec l'ambassade de Belgique à Kinshasa, ainsi qu'avec le cabinet de la ministre de la Coopération;

Le plaidoyer continuera à être mené dans les prochains mois et des contacts seront poursuivis avec Enabel, entre autres dans l'objectif de renforcer les collaborations en matière d'approche de la fragilité.

Une fois de futur portefeuille pays adopté par les autorités, des synergies et complémentarités pourront être développées.

## Description of the outcome, results and strategy

### Description of the expected results

Formulation of outcome or result :	Outcome 6: Les organisations partenaires congolaises et leurs réseaux en faveur d'une meilleure gouvernance politique et économique se renforcent dans leur gestion interne, l'accompagnement des titulaires de droits, la recherche et le plaidoyer, de manière à renforcer la redevabilité des détenteurs d'obligations en matière de gouvernance démocratique, de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles et d'égalité entre les hommes et les femmes.
Indicator title :	IOV 6.1: Nombre de forums des acteurs de la société civile congolaise initiés par les partenaires pour échanger sur le rôle de la société civile congolaise, son autonomie, sa légitimité
Indicator description :	Espaces d'échanges animés par les partenaires dans les 5 zones d'interventions du programme. Ces espaces d'échanges visent à mutualiser les réflexions, développer de synergies, réaliser des collaborations entre OSC, échanger sur les stratégies de renforcement de l'autonomie. 5 forums provinciaux + 1 forum national.
Baseline :	0
Target Year 3 – 31/12/2024 :	6
Target Year 5 – 31/12/2026 :	12

Formulation of outcome or result :	Outcome 6: Les organisations partenaires congolaises et leurs réseaux en faveur d'une meilleure gouvernance politique et économique se renforcent dans leur gestion interne, l'accompagnement des titulaires de droits, la recherche et le plaidoyer, de manière à renforcer la redevabilité des détenteurs d'obligations en matière de gouvernance démocratique, de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles et d'égalité entre les hommes et les femmes.
Indicator title :	IOV 6.2: Nombre de synergies d'actions collectives de plaidoyer menées par les acteurs et actrices participants aux forums d'échanges aux travers de leurs organisations ou réseaux pour vulgariser la vision partagée du rôle de la société civile
Indicator description :	Après 3 ans: au moins 1 synergie locale par province : les acteurs ayant participé aux forums organisent des espaces d'échanges et de concertations entre les OSC congolaises à propos du suivi des recommandations du Forum National. Après 5 ans: au moins 1 synergie au niveau national qui se traduira, entre autres, par la production d'une charte éthique à vulgariser sur toute l'étendue du territoire national, pour récolter les idées des provinces n'ayant pas participé aux cadres de concertation.
Baseline :	0
Target Year 3 – 31/12/2024 :	5
Target Year 5 – 31/12/2026 :	6

Formulation of outcome or result :	R 61 : Les partenaires renforcent leur gouvernance interne, élaborent et mettent en œuvre les plans de renforcement de capacités de leurs structures membres, leur coordination (communication) et leur expertise.
Indicator title :	IOV 61.1 Nombre des réunions des instances (AG, CA)
Indicator description :	Pour des réseaux d'OSC nationaux tels que ceux soutenus dans le présent outcome, la tenue des réunions d'instance n'a pas uniquement un statut administratif: elle est un véritable indicateur de la vitalité du réseau et une garantie de durabilité institutionnelle et démocratique.
Baseline :	0

Target Year 3 - 31/12/2024 :	15
Target Year 5 - 31/12/2026 :	25

Formulation of outcome or result :	R 61 : Les partenaires renforcent leur gouvernance interne, élaborent et mettent en œuvre les plans de renforcement de capacités de leurs structures membres, leur coordination (communication) et leur expertise.
Indicator title :	IOV 61.2: production d'expertise
Indicator description :	Nombre d'études, recherches et monitoring publiés par les partenaires
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	5
Target Year 5 - 31/12/2026 :	10

Formulation of outcome or result :	R 61 : Les partenaires renforcent leur gouvernance interne, élaborent et mettent en œuvre les plans de renforcement de capacités de leurs structures membres, leur coordination (communication) et leur expertise.
Indicator title :	IOV 61.3: leaders d'OSC renforcés
Indicator description :	Nombre de personnes participant aux formations, échanges d'expertise et de pratiques (5 années x 1 formation x 25 participants) ainsi qu'aux séminaires d'information et de débat (4 séminaires x 60 participants)
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	195
Target Year 5 - 31/12/2026 :	365

Formulation of outcome or result :	R62: Les organisations partenaires de la société civile congolaise renforcent les titulaires de droits dans la connaissance et revendication de leurs droits
Indicator title :	IOV 62.1 Nombre de leaders communautaires formés
Indicator description :	20 leaders communautaires bénéficieront d'un accompagnement au travers de 5 modules (1/an) de formation. Ceci nécessitera en amont un travail d'identification des communautés les plus pertinentes et des leaders en leur sein, au travers de l'organisation d'ateliers participatifs avec toutes les parties prenantes.
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	20
Target Year 5 - 31/12/2026 :	20

Formulation of outcome or result :	R62: Les organisations partenaires de la société civile congolaise renforcent les titulaires de droits dans la connaissance et revendication de leurs droits
Indicator title :	IOV 62.2 Nombre de groupes, de communautés accompagnées actifs
Indicator description :	Sont comptabilisés les groupes ou communautés qui prennent des initiatives autonomes pour revendiquer leurs droits, grâce au renforcement apporté par l'accompagnement des partenaires.
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	2
Target Year 5 - 31/12/2026 :	5

Formulation of outcome or result :	R63: Les organisations partenaires de la société civile congolaises informent, sensibilisent l'opinion publique
Indicator title :	IOV 63.1 Nombres d'exemplaires des outils de sensibilisation traduits en langues nationales diffusés
Indicator description :	Feuillettes de vulgarisation basés sur les rapports d'expertise élaborés par les partenaires et diffusés dans les 4 langues nationales (lingala, swahili, kikongo, tshiluba) et la langue officielle (français).
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	10000
Target Year 5 - 31/12/2026 :	25000

Formulation of outcome or result :	R63: Les organisations partenaires de la société civile congolaises informent, sensibilisent l'opinion publique
Indicator title :	IOV 63.2 Nombre de leaders de mouvements citoyens formés
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	20
Target Year 5 - 31/12/2026 :	40

Formulation of outcome or result :	R63: Les organisations partenaires de la société civile congolaises informent, sensibilisent l'opinion publique
Indicator title :	IOV 63.3 Nombre des jeunes et citoyens qui échangent et se mobilisent
Indicator description :	Nombre de personnes mobilisées par les leaders formés grâce au programme
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	2000
Target Year 5 - 31/12/2026 :	5000

Formulation of outcome or result :	R64: Les partenaires interpellent les détenteurs d'obligations et les acteurs et actrices impliqués
Indicator title :	IOV 64.1: Nombre de rencontres de plaidoyer
Indicator description :	Nombre de rencontres d'échanges avec les acteurs privés et les politiques
Baseline :	0

Target Year 3 - 31/12/2024 :	10
Target Year 5 - 31/12/2026 :	22

Formulation of outcome or result :	R 65: Les OSC partagent en interne les actions spécifiques en faveur de la prévention, de l'atténuation et résolution des conflits liés aux ressources naturelles et construction de la paix ; de l'intégration transversale de l'approche environnement et de l'approche genre ( <i>gendermainstreaming</i> ) dans les stratégies et pratiques des organisations (réunions, formations, échanges de pratiques...).
Indicator title :	IOV 65.1: Nombre de personnes des organisations partenaires ayant suivi la formation ( y compris les formations internes par les experts ) sur les politiques environnementales et d'égalité de genre
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	12 (dont minimum 1/3 de femmes)
Target Year 5 - 31/12/2026 :	24 (dont minimum 1/3 de femmes)

Formulation of outcome or result :	R 65: Les OSC partagent en interne les actions spécifiques en faveur de la prévention, de l'atténuation et résolution des conflits liés aux ressources naturelles et construction de la paix ; de l'intégration transversale de l'approche environnement et de l'approche genre ( <i>gendermainstreaming</i> ) dans les stratégies et pratiques des organisations (réunions, formations, échanges de pratiques...).
Indicator title :	IOV 65.2: Nombre de campagnes de sensibilisation organisées
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	1
Target Year 5 - 31/12/2026 :	2

Formulation of outcome or result :	Outcome 6: Les organisations partenaires congolaises et leurs réseaux en faveur d'une meilleure gouvernance politique et économique se renforcent dans leur gestion interne, l'accompagnement des titulaires de droits, la recherche et le plaidoyer, de manière à renforcer la redevabilité des détenteurs d'obligations en matière de gouvernance démocratique, de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles et d'égalité entre les hommes et les femmes.
Indicator title :	IOV 6.3 Pourcentage des dossiers prioritaires pour lesquels une influence du programme est démontrée
Indicator description :	Les réseaux partenaires détermineront annuellement les dossiers de plaidoyer prioritaires sur lesquels ils entendent avoir une influence, en concertation avec le CNCD-11.11.11. En fin d'année, ils établiront ensemble une liste des dossiers sur lesquels ils estiment avoir eu une influence réelle et démontrable.
Baseline :	50%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	55%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	55%

## Activities, targets groups and beneficiaries

### Classification of activities

#### Résultat 61

- Réunions des instances (AG, conseil d'administration)
- Ateliers de suivi et d'évaluations internes et de planification de leur cadre stratégique avec les plans focaux impliqués dans le programme
- Missions de suivi de renforcement des capacités des membres
- Etudes, Recherches, Monitoring : (5 recherches /enquêtes/monitoring/) et (5 rédactions des rapports/d'analyses), dont au moins 1 liant 2 thématiques transversales genre et environnement) et leur diffusion aux détenteurs d'obligations
- Séminaires (4 séminaires) et formation (1 fois par an)

#### Résultat 62

- Identifications des communautés (5 groupes/fédérations/ communautés y compris les autorités décentralisées membres de ces communautés)
- S'informer et identifier les leaders : organiser les réunions (10 réunions)
- Former (5 modules x 20 participants hommes-femmes)
- Suivi-accompagnement (5 suivis y compris le suivi judiciaire)
- Appui spécifique au fonctionnement de la Cellule Juridique Nationale pour le suivi des aspects juridiques des politiques et réformes engagées ainsi que des programmes mis en œuvre dans les secteurs forestier, minier, foncier

#### Résultat 63

- Traduction et diffusion en langues nationales
- Former-accompagner les mouvements citoyens
- 5000 jeunes
- l'animation de 80 émissions radios (y compris les radios communautaires), télévisions de sensibilisation médiatique
- 100 tribunes d'expressions populaires X50 personnes sur les fondamentaux des thèmes de travail

#### Résultat 64

- Rencontres d'échanges avec les acteurs et les politiques, leaders d'influences, cadres de concertation OSC/secteur privé/politiques/communautés
- 40 Communiqués de presse
- 3 Actions de plaidoyer ciblées menées par l'ensemble des partenaires, ciblées sur la lutte contre la corruption et les violations de droits humains

#### Résultat 65

- Au moins 1 au bout de 3 ans et un autre au bout de 5 ans.
- Réunions, échanges, sensibilisations, formations

### Target group(s)

Etat institutions nationales, provinciales, locales, judiciaires, CENI, Cour des comptes, chefs traditionnels  
 Institutions internationales : ONU, IFI, UA, CIRGL, OIF  
 Secteur Privé national, international  
 Société civile: OSC, syndicats, églises, médias



Populations des régions fragilisées suite aux activités d'extraction et/ou délocalisées

Groupes sociaux: Femmes, jeunes, activistes, travailleurs des entreprises minières, creuseurs, populations autochtones, prostituées, victimes de violence

### Beneficiaries

Bénéficiaires directs: OSC membres des réseaux partenaires; communautés locales et mouvements sociaux appuyés par les OSC, mandataires politiques et médias alimentés en expertise

Bénéficiaires finaux: population de la RDC, via une gouvernance transparente, démocratique et permettant l'atteinte des ODD.

Title of the reference annex :	Programme RDC - TOC commune OS6 & 7
Title of the reference annex :	Programme RDC - Analyse de risques commune - OS 6 & 7

### Description of tasks among associate ANGCs

Dans le cadre de ce programme, deux OSC sont présentes en RDC: CNCD-11.11.11 et Monde selon les femmes. Le présent outcome est appuyé à 100% par le CNCD-11.11.11, en dehors des synergies organisées entre les deux outcomes RDC (voir cette partie).

### Description of the Relevance

L'outcome, construit de manière participative lors des ateliers de planification et lors d'échanges continus lors de la phase d'écriture, s'inscrit dans les priorités des partenaires prenant en compte les priorités du plan quinquennal de développement de la RD Congo pour la période 2019-2023, qui se réfère à l'Etude prospective de la RDC à l'horizon 2040, qui intègre les principales préoccupations des ODD et la vision de l'Afrique 2063. Le plan quinquennal de la RD Congo a retenu plusieurs piliers stratégiques dont deux sont en concordance avec les deux thèmes prioritaires repris de l'outcome de ce programme à savoir : le renforcement de la gouvernance démocratique, d'une part, et l'environnement et les ressources naturelles, d'autre part. La stratégie de changement contribue aux objectifs de la coopération internationale belge inscrits dans la Loi sur la coopération au développement (2016). Les notes stratégiques de la DGD les plus pertinentes ont été utilisées comme référence pour aboutir à la Théorie de changement, notamment celle relative aux situations de fragilité, à l'environnement, au genre dans la coopération belge au développement.

Le programme vise spécifiquement la promotion des droits humains, en particulier les droits civils, politiques, économiques et sociaux. Le programme défend une approche basée sur les droits, qui est l'un des deux axes essentiels de la politique belge de développement. La théorie du changement identifie les titulaires de droits et les détenteurs d'obligations et décrit les chemins de changement qui seront utilisés afin de contribuer, sur le long terme, à un rééquilibrage des relations de pouvoir en faveur des droits de tous les Congolais et Congolaises. Ce programme vise à promouvoir une gouvernance locale plus participative à travers notamment la création d'espaces de dialogue entre les détenteurs de droits et les autorités. Un accent particulier sera mis sur la promotion de la participation des femmes, des jeunes et des mouvements citoyens. Le renforcement des capacités des OSC est un aspect important de la stratégie de partenariat et fait partie intégrante du programme. En se focalisant sur la lutte contre les inégalités socio-économiques, le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit, le renforcement de la société civile congolaise locale (y compris le renforcement de son lien avec la société civile belge), la stratégie de changement contribue aux objectifs de la coopération internationale belge. Dans la poursuite de cet objectif spécifique, le travail du CNCD 11.11.11 et de ses partenaires s'articulera autour des priorités que les partenaires ont identifiées. Ces priorités se reflètent dans les cibles du CSC RDC :

**Cible(s) strat. CSC (n° de réf.)** CSC RDC, CS 2 (Garantir une préservation et gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles afin de contribuer au bien-être humain, à la résilience des populations au changement climatique et aux catastrophes naturelles et à une plus grande équité sociale), CS 6 (Renforcer la gouvernance à tous les niveaux politiques et améliorer le respect des droits humains)

**explication** L'outcome se concentre entre autres sur l'influence politique relative à la gestion durable des ressources naturelles. Les aspects aussi bien environnementaux qu'économiques sont solidement intégrés dans le travail politique.

La stratégie accorde de l'importance au renforcement des capacités des organisations de la société civile notamment par le renforcement de l'expertise : recueillir, analyser, partager et communiquer des données fiables, établir des liens avec d'autres mouvements de la société civile tels que ceux de la justice climatique et de la justice fiscale, de la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle vise aussi la promotion de la transparence dans la divulgation des paiements des entreprises aux différents gouvernements, via des mécanismes législatifs et volontaires, car la transparence amène à plus de redevabilité et à une vie meilleure pour les citoyennes les citoyennes de la RDC. Renforcer l'expertise grâce aux informations fiables, permet aux OSC de renforcer leur capacité à mener des activités de plaidoyer fondées sur des données probantes, de s'engager dans un leadership collectif et créer des coalitions, de renforcer les liens et l'engagement auprès des communautés impactées par l'exploitation des ressources, garantir l'égalité entre les hommes et les femmes et renforcer les liens avec les citoyens et citoyennes en général. Dans le contexte la RD Congo, pays en situation de fragilité, la participation des OSC et de la population à la gestion des ressources naturelles est importante. Cela signifie notamment que les gouvernements procurent aux communautés des informations sur les impacts environnementaux, sociaux et fiscaux des projets d'exploitation des ressources ; que des réformes de la gouvernance des ressources naturelles, y compris les révisions de la politique du gouvernement soient mises en œuvre ; que la voix des OSC soit forte dans des initiatives telles que l'ITIE et Publiez ce que vous pays (PCQVP) ; que les OSC mobilisent un soutien collectif lorsque les défenseurs de l'environnement et des droits des communautés sont menacés en raison de leur engagement dans la gouvernance des ressources naturelles ; que les OSC accompagnent les communautés pour défendre le droit au consentement libre, préalable et informé sur les projets d'exploitation des ressources naturelles et pour remettre en question les décisions officielles qui violent les droits des communautés et ont un impact négatif sur l'environnement.

CS 6 : La gouvernance démocratique et les droits humains sont des thèmes d'intervention dans le cadre de l'OS du programme et se concentrent sur l'influence politique relative aux processus de démocratisation (comme par exemple le processus électoral et la lutte contre la corruption).

La stratégie se concentrera sur la contribution à l'efficacité et l'efficacité du processus électoral grâce aux analyses techniques, à la transparence et la redevabilité de la gouvernance institutionnelle et électorale au travers de la lutte contre la corruption, les détournements, le clientélisme, le conflit d'intérêt, etc. ; le renforcement des compétences et capacités des acteurs sociaux, politiques, professionnels et des citoyens par la formation, l'information, la sensibilisation, en vue de leur mobilisation et participation responsable ; l'inclusion du genre par l'intégration des femmes et des hommes, des jeunes dans la stratégie d'éducation civique. Sur base de recherches et d'enquêtes participatives menées au sein des communautés, nos partenaires et leurs réseaux seront amenés à relayer les préoccupations des populations au niveau des autorités à travers leurs actions de plaidoyer. Il s'agit également de renforcer le rôle de sentinelle de nos partenaires afin qu'ils puissent suivre et documenter les manquements ou cas de violations des droits et proposer des alternatives aux titulaires d'obligations. Le programme vise également à renforcer la démocratie participative à travers la création et le soutien d'espaces de dialogue entre les détenteurs de droits et les titulaires d'obligations, principalement au niveau local des entités territoriales décentralisées.

### Description of Coherence

L'outcome entend contribuer à un changement des relations de pouvoir entre détenteurs de droits et d'obligations, pour promouvoir le respect des droits humains, ainsi que les changements du mode de fonctionnement des institutions du pays. Etant donné le contexte fragile, ces changements ne pourront s'envisager que de manière très progressive.

Le programme s'adresse au départ aux OSC membres de réseaux partenaires, soit un total de +/- 900 organisations, des réseaux et des OSC qui travaillent dans les domaines de l'éducation civique, de l'agriculture ou de la gestion de ressources naturelles.

Des espaces de dialogues coordonnés par les partenaires auront lieu dans les provinces, permettant aux OSC de mieux maîtriser le contexte, de réfléchir aux stratégies d'autonomie financière et politique de la société civile.

Les capacités des OSC seront renforcées pour communiquer avec la base, mener un plaidoyer auprès des titulaires d'obligations, renforcer les titulaires de droits dans la connaissance de leurs droits, l'empowerment et la mise en action.

La force des réseaux et leur couverture des provinces concernées leur permettent de toucher la population au plus près de sa réalité. Les réseaux, OSC et titulaires de droits conscientisés, seront en mesure d'exiger des détenteurs d'obligation le respect et la protection des droits afin que les populations accèdent durablement aux services sociaux, y compris la protection sociale, en particulier pour les plus vulnérables.

Les communautés locales et peuples autochtones visés dans ce projet vivent et dépendent des forêts et de l'agriculture et sont riverains des sites d'exploitation forestière et minière. Ils ne profitent pas à l'heure actuelle des bénéfices de l'extraction. Au contraire, ils en sont souvent victimes: expropriations forcées, atteintes aux droits humains et à l'environnement. Seront plus particulièrement visées les communautés et les agriculteurs affectés par l'exploitation minière et forestière dans 5 ex-provinces (Katanga, Kasai occidental, Kasai oriental, Nord-Kivu, Sud-Kivu,) et la ville de Kinshasa. Les partenaires ont l'intention d'identifier dans un premier temps 5 communautés par province, de former les personnes qui les représentent et de les accompagner dans la médiation y compris dans les procès en justice en cas d'échecs de médiations. Grâce à des activités de formation et à un outillage technique, elles seront capables d'assurer le suivi de l'affectation des ressources financières issues de ces exploitations et de défendre leurs droits.

Mais ces réseaux ont une portée nationale et même internationale. Grâce au renforcement de capacités prévu dans le programme, leur **plaidoyer porté vers les entreprises et les autorités publiques** sera accentué : au travers de mémorandums, de courriers, de rencontres publiques, de réunions, d'actions de mobilisation, les différents réseaux viseront à obtenir une amélioration de la législation et de son application sur le terrain. Comme cela a été souligné à plusieurs reprises, ces actions seront bien évidemment renforcées par la présence de plusieurs représentants de nos partenaires dans les instances provinciales, nationales et internationales comme de l'**ITIE, PCQVP**. Cette reconnaissance donne une autorité particulière à toutes les actions de plaidoyer menées par ces partenaires. A noter qu'une partie de ces actions seront menées respectivement par chacun des réseaux, mais que ceux-ci sont aussi susceptibles de mener des actions communes, y compris avec les autres acteurs de la société civile. Quand cela s'avèrera pertinent, un relais sera réalisé au niveau international avec l'appui du CNCD-11.11.11.

Dès lors, les détenteurs d'obligations seront portés à prendre des mesures en faveur des droits civils, politiques, économiques, sociaux et plus respectueux de l'égalité entre les hommes et les femmes, contribuant à l'atteinte des ODD en RDC.

## Description of Effectiveness

Champ narratif libre - 7689/12000 caractères, espaces compris

Afin de concourir à cet objectif spécifique, CNCD-11.11.11 et leurs partenaires ont développé une logique d'intervention composée de 6 résultats complémentaires :

- R1. Développer des synergies et réaliser de collaborations
- R2. Investir dans le renforcement de capacités institutionnelles (planification, monitoring, évaluation, communication, réseautage, politique du personnel,)
- R3. Renforcer l'expertise par la réalisation d'analyses et de propositions pointées et novatrices
- R4. Renforcer et mobiliser des titulaires de droits et leur mouvement
- R4. Sensibiliser le public plus large
- R5. Influencer les acteurs externes/détenteurs d'obligations
- R6. Entreprendre des étapes pour intégrer la perspective du genre.

CSC RDC, CS 2 (Garantir une préservation et gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles afin de contribuer au bien-être humain, à la résilience des populations au changement climatique et aux catastrophes naturelles et à une plus grande équité sociale)

### Approches &Nr.

2A (**Sensibilisation et information**) : **2A.1, 2A.2, 2A.3**

2B (Lobbying **et plaidoyer**) : **2B.1, 2B.2, 2B.3**

2C (**Concevoir** et mettre en œuvre) : **2C.2, 2C.4**

2D. (Renforcement (mutuel) des capacités : 2D.1, 2D.2, **3D.3**

2E (Apprentissage collectif) : **2E.1**

<p><b>Le caractère réaliste et réalisable de l'OS et les résultats escomptés</b></p>	<p>L'accent est mis sur les renforcements de capacités. Nous pensons qu'il est réaliste de pouvoir enregistrer des progrès sur le plus long terme en collaborant avec des partenaires qui renforcent l'expertise, construisent des synergies, se font entendre et accepter, sont reconnus comme compétents et performants, et sont parmi les acteurs et actrices de changement.</p>
<p><b>Explications CS 2</b></p>	<p>L'outcome agit en faveur de la gouvernance environnementale et ressources naturelles et participe à la majorité des approches. Il soutient la société civile qui œuvre dans le domaine des ressources naturelles. La plus-value réside dans le fait que CNCD-11.11.11 ne soutient pas seulement des activités, mais offre aussi un soutien institutionnel à des organisations. En effet, lorsqu'une organisation a les moyens de renforcer ses capacités institutionnelles, elle est dans les conditions de développer son expertise et renforcer ses membres et les communautés, pour obtenir plus de légitimité, et ainsi accompagner les communautés à connaître et revendiquer leur droits, sensibiliser et informer le public pour éventuellement compter sur leur adhésion, influencer les décideurs dans leurs prises de décisions, plaider pour l'application des lois, le respect et la protection des droits.</p> <p><b>Opérationnalisation:</b> exemples de notre intervention : soutien (institutionnel et opérationnel) du réseau RSC (Réseau Sud Congo). Les membres du RSC (POM, RRN, AFRIWATCH, ASADHO, ADDH, PREMI CONGO, BDD, ACCES A LA VIE) vont ainsi accompagner les titulaires des droits dans leurs revendications dans les provinces de l'ex-Katanga. Ils travailleront en étroite collaboration avec les titulaires de droits touchés par les activités minières, forestières et foncières notamment (les creuseurs artisanaux, les jeunes, les organisations à base communautaire, les femmes, les peuples autochtones, les organisations paysannes, les mouvements citoyens, les radios communautaires....).</p> <p>*Le travail des membres du réseau Sud Congo (dont <b>ASADHO</b> : sur les Monitoring des crimes graves, <b>PREMI CONGO</b> : les recherches sur les multinationales <b>AFRIWATCH</b>: les recherches sur les questions de droits humains, pollutions des entreprises minières) pourra alimenter et orienter les actions de plaidoyer du RSC sur la lutte contre la corruption dans les secteurs miniers, forestiers et fonciers et les dépenses publiques afin de contribuer à ce que l'Etat mobilise les moyens financiers à affecter à la transition énergétique et les utilise de manière efficace ; à l'amélioration des droits humains.</p> <p>*Le travail de ses membres (dont <b>ADDH</b> sur la lutte contre le travail des enfants dans les mines et la covid 19 ; <b>ACCES A LA VIE</b> sur l'accompagnement des femmes ayant quitté les mines et leur réinsertion sociale, <b>BDD</b> sur la sécurité alimentaire et la sécurisation foncière des petits producteurs) pourra alimenter et orienter le plaidoyer du RSC sur le travail décent, le genre et la promotion des droits. RSC a des membres dont certains sont à vocation nationale et d'autres à vocation communautaire, ce qui lui permet de travailler sur la production et la diffusion d'informations et de programmes éducatifs sur les thèmes pertinents de la gouvernance, la démocratisation et les droits humains. Ainsi, les titulaires de droits seront mieux informés sur les acquis et leurs droits dans le processus de démocratisation et sur la mise en œuvre d'une véritable justice démocratique. Pour atteindre les titulaires de droits les plus éloignés, RSC accompagnera les radios communautaires avec la diffusion d'information de proximité.</p>
<p>CSC RDC, CS 6 : Cible stratégique commune 6 : Renforcer la gouvernance à tous les niveaux politiques et améliorer le respect des droits humains.</p>	
<p><b>Approches &amp; Nr.</b></p> <p>6A (<b>Sensibilisation et information</b>) : <b>6A.1, 6A.2,</b></p> <p>6B (<b>Lobbying et plaidoyer</b>) : <b>6B.1, 6B.2, 6B.3</b></p> <p>6C (<b>Concevoir et mettre en œuvre</b>) : <b>6C.2, 6C.3, 6C.4</b></p> <p>6D. (<b>Renforcement (mutuel) des capacités</b>) : 6D1, 6D2, 6D.3</p> <p>6E (<b>Apprentissage collectif</b>) : <b>6E.1</b></p>	
<p><b>Explications CS 6</b></p>	<p>L'outcome agit en faveur de la gouvernance démocratique et des droits humains et participe à la majorité des approches. La plus-value porte sur le renforcement du rôle de la société civile, non seulement grâce à un renforcement des capacités financières, mais aussi grâce à un soutien institutionnel (tant financier que technique). Cela renforce et contribue à la légitimité de la société civile et permet d'atteindre la cible.</p> <p><b>Opérationnalisation:</b> Exemples de notre intervention : travailler au renforcement du rôle d'<b>AETA [NVN1]</b> en tant que réseau leaders en ce qui concerne l'analyse des élections et l'influence politique à ce niveau, à l'obtention de meilleurs résultats.</p> <p>En complémentarité avec ses membres, ses points focaux et les autres partenaires qui assurent le dialogue avec les responsables au niveau provincial et local par rapport au processus électoral, AETA assurera ce dialogue permanent et constructif avec les décideurs au niveau national pour le renforcement des compétences et capacités des acteurs sociaux, politiques, professionnels, les jeunes et des citoyens par la formation, l'information-sensibilisation sur la gouvernance participative en vue de renforcer la culture électorale et leur mobilisation et participation responsable à la gestion démocratique des institutions et des élections. AETA renforcera son ancrage communautaire à travers la mobilisation sociale, la communication verticale efficace, l'implication stratégique des mouvements citoyens et des femmes, des dynamiques des jeunes et des OSC partenaires œuvrant dans d'autres secteurs (ressources naturelles, droits de l'homme, sécurité, environnement).</p> <p>Avec l'appui des organisations qui militent pour l'égalité de droits entre les hommes et les femmes, AETA mènera un plaidoyer pour l'inclusion du genre avec une attention particulière pour les groupes vulnérables dont les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec handicaps. AETA inclura la dimension genre dans la stratégie opérationnelle à toutes les strates d'actions... AETA contribuera à une éducation citoyenne responsable et participative qui renforcera la cohésion sociale, l'unité nationale et la coopération entre les parties prenantes à la gouvernance de la RDC.</p>

## Description of Efficiency

<b>Budget</b>	<p>Le budget des partenaires augmente légèrement par rapport au précédent programme CNCD-11.11.11 pour le Congo. Le CNCD- 11.11.11 met en place une coopération structurelle à plus long terme avec ces organisations. Les moyens financiers demandés dans le cadre de ce programme correspondent aux besoins identifiés par les partenaires pour la mise en place et l'exécution des activités prévues. En pourcentage, 48 % du budget couvrent des frais d'activités, 48 % des coûts de personnel et 4% des frais d'investissement. 77% du budget est attribué aux partenaires, 23% étant consacrés à l'établissement d'un bureau local du CNCD-11.11.11 au service des partenaires (cf. infra).</p> <p>En ce qui concerne les frais de fonctionnement, sont principalement prévus des ateliers de formation, des actions de plaidoyer et de sensibilisation, des actions et campagnes médiatiques, des publications, des frais de réunions et de déplacements, des frais de bureau et de communication. Les coûts de personnel concernent la coordination et représentation des actions, la gestion de projet/plaidoyer au niveau national et provincial et du personnel de support (gestion administrative, financière et logistique). Nous pensons qu'il est important de pouvoir prévoir l'augmentation du budget pour les cinq prochaines années, de sorte que les partenaires puissent récolter les résultats de leurs actions, tout en adoptant des mesures importantes pour continuer à jouer un rôle important à l'avenir.</p> <p>Le budget total du programme au Congo s'élève à 1.463.973 euros.</p>
<b>Présence à Kinshasa</b>	<p>Le CNCD- 11.11.11 souhaite renforcer sa présence en RDC en ayant un bureau à Kinshasa. Un contrôle interne rigoureux est mis en place à toutes les étapes de la gestion du programme ; ce contrôle nécessite du temps et des expertises. Pour faire face à ce besoin et suite aux conclusions de l'évaluation intermédiaire, le CNCD-11.11.11 a pris la décision, à la demande des partenaires, de déployer la chargée de programmes 50% en RDC afin d'assurer un lien institutionnel avec les organisations et assurer un bon suivi du contexte. La chargée de programme/ coopérante sera basée à Kinshasa dans un bureau au sein d'un bâtiment partagé avec d'autres ACNG (Coupole flamande 11.11.11, Broederlijk Delen, SOS-Faim) dans un premier temps. Vu la taille du pays, la chargée de programmes fera des déplacements à l'intérieur du pays. Cette présence se justifie également par rapport aux tâches et responsabilités : - coordination du contrôle de gestion (monitoring et évaluation opérationnel) et contrôle interne (financier) des ressources du programme afin d'en maximiser l'efficacité et l'efficience et d'être le relais technique des politiques de gestion recommandées dans l'évaluation mi-parcours (notamment approche GAR, TOC, approche genre ) ; - Valorisation des approches « Droits » proposées par le programme ; - Représentation du CNCD-11.11.11 au sein des partenariats techniques, des bailleurs, lors des réunions de coordinations du CSC RD Congo, etc., et ce, en coordination avec le plaidoyer mené à Bruxelles (cf. outcome 3 volet Belgique) ; - Facilitation de synergies locales et internationales entre les partenaires et avec d'autres acteurs (congolais, belges ou internationaux);- Support à l'analyse de contexte et au suivi et à la gestion des risques ; - Support à des activités de plaidoyer et d'éducation au développement en Belgique grâce à la documentation d'informations pertinente relatives à nos partenaires et au contexte congolais ; - Coordination du renforcement de capacités des partenaires.</p> <p>Le budget consacré à ce bureau s'élève à 338 973 €, soit 23% du total de l'outcome (cf. supra).</p>

## Description of the expected Impact

Dans le cadre de notre vision du changement à plus long terme (cf. TOC), nous souhaitons contribuer à des changements structurels profonds et durables en faveur des droits. Le renforcement des capacités de la société civile est primordial pour son rôle d'éveil, capable de faire valoir les droits civils, politiques, économiques et sociaux, à tous les niveaux. Le présent programme y contribue donc à travers les 5 chemins de changement : renforcement des capacités des partenaires, appui aux communautés locales et titulaires de droits, information de la population, plaidoyer vers les titulaires d'obligations, garantie des droits pour toutes et tous. Nous nous basons sur le fait que le CNCD-11.11.11 travaille déjà depuis de nombreuses années sur ces thèmes avec l'intervention d'acteurs et actrices de la société civile qui sont très activement impliqués dans des actions politiques et l'accompagnement des communautés en RDC. Contribuer à construire l'autonomie et la légitimité des partenaires est un aspect important pour envisager le rôle de la société civile comme acteur du changement. Le CNCD-11.11.11 collabore principalement avec des plateformes et réseaux qui regroupent des organisations à la base qui sont liées directement ou indirectement aux titulaires de droits. Dans leur travail d'influence des détenteurs d'obligations, les partenaires doivent faire preuve d'autonomie en renforçant leur expertise afin d'être plus crédibles, ce qui passe aussi par une amélioration de leur gouvernance interne y compris la lutte contre la corruption dans leurs institutions.

## Description of Sustainability

### La durabilité technique, financière et sociale de l'intervention :

Parmi les critères de partenariat que nous utilisons (voir 3.5.2.1.), les principaux critères relatifs à la durabilité technique, financière et sociale occupent une place centrale.

Critères relatifs à la durabilité technique :

- o L'organisation a une idée claire du rôle qu'elle joue et dispose des capacités suffisantes pour poursuivre ses objectifs de manière autonome.
- o L'organisation doit pouvoir jouer un rôle indépendant et critique à l'égard des acteurs étatiques et privés.
- o L'organisation entend privilégier une approche du travail basée sur les droits humains.
- o L'organisation s'engage pour la durée du programme dans la zone géographique délimitée et où elle a de l'ancrage

Critères relatifs à la durabilité financière :

- o La stabilité financière et institutionnelle de l'organisation est assurée à moyen terme.
- o Il n'y a pas de risque de sur financement : capacité suffisante d'absorption, transparence, etc.
- o En matière de recherche de financement : le programme prévoit le résultat et des activités permettant l'autonomisation financière (au moins minimale) de structures partenaires, des initiatives des partenaires leur permettant de disposer des moyens nécessaires à la réalisation de leurs missions, entre autre via les cotisations de leurs membres

La durabilité sociale :

La durabilité sociale du programme se fonde sur le caractère participatif des stratégies dans lesquelles les groupes cibles sont impliqués à chaque étape de la gestion du programme. Cette participation est indispensable pour l'appropriation par les bénéficiaires.

\*Les personnes, communautés, mouvements sociaux renforcés dans ce programme assurent la survie des activités même après le départ ou le changement des leaders.

\*Les leaders au sein des communautés, des mouvements des jeunes seront sensibilisés et formés sur les droits. Ils seront ensuite chargés de diffuser le message au reste de leur communauté.

\*Le programme mettra l'accent sur la participation de toutes les couches de la population, en particulier des groupes souvent discriminés (des jeunes, des femmes, des enfants, personnes handicapées, les personnes déplacées de conflits). Pour cela, différentes dynamiques sont mises en place pour permettre à ces groupes de s'organiser entre eux, de développer des stratégies propres à leurs réalités et de faire reconnaître également leurs droits. Ces dynamiques sont actuellement organisées au niveau des partenaires notamment au Kasaï par le CRONGD, au Katanga par le RSC et seront intégrées dans les différents réseaux de droits soutenus

ou initiés par le programme.

## Description of the Partnership Strategy

Le CNCD-11.11.11 croit fondamentalement dans la diversité et les capacités de la société civile pour promouvoir et agir concrètement en faveur d'une amélioration du respect des droits humains

**L'objectif global de l'approche partenariale** du CNCD-11.11.11, qui fait l'objet d'une note de vision approuvée par les organisations membres, est de se renforcer mutuellement avec des partenaires qui ont des connaissances dans leurs domaines et qui ont besoin d'un soutien pour renforcer cette expertise, accroître leur légitimité, ce qui permettra de démultiplier l'impact de l'action de la société civile en faveur des droits et soutenir la qualité et l'efficacité de l'action individuelle et collective. Ce choix stratégique se base sur plusieurs arguments : les organisations partenaires représentent leurs membres et ont de la légitimité auprès des communautés qu'elles accompagnent. Les organisations partenaires sont les mieux placées pour maîtriser le contexte et les problématiques des groupes-cibles, proposer des stratégies d'action cohérentes avec le contexte, analyser la faisabilité et identifier les risques potentiels. Les organisations partenaires connaissent les dynamiques locales déjà en œuvre et sont ainsi mieux placées pour pouvoir assurer l'efficacité et la durabilité du programme et accompagner les groupes cibles à intégrer et s'approprier les dynamiques de changement.

**Le choix des partenaires :** la stratégie de partenariat du CNCD-11.11.11 est de travailler directement avec des organisations qui partagent la vision et l'approche droits inscrits dans la Charte du CNCD-11.11.11 et de ses membres. Le partenariat tient également compte des relations et du travail accompli avec les partenaires dans le cadre du programme 2014-2021. Le CNCD-11.11.11 a clarifié avec ses partenaires les rôles et la pertinence de chacun par rapport à l'objectif et aux résultats proposés dans le cadre logique, ainsi qu'au regard de la théorie du changement. Le CNCD-11.11.11 fixe comme principes du partenariat : la volonté de construire ensemble des programmes cohérents qui favorisent la plus-value des complémentarités des partenaires ; la réciprocité de la relation ; des droits et des devoirs et une responsabilité partagée dans l'atteinte des résultats à l'échelle du pays.

**La stratégie de sortie :** Si au cours du programme, on doit mettre fin à une relation de partenariat spécifique (ex. pour cause de résultats non atteints, de rupture de contrat, etc.), nous disposons alors d'une politique de sortie pour l'arrêt progressif de la coopération. Les principaux principes que nous appliquons lors de l'arrêt de la coopération avec un partenaire sont :

- Consultation approfondie avec le partenaire à la suite de quoi une argumentation écrite est rédigée et remise au partenaire concernant la raison de l'arrêt progressif.
- Mise en place d'un calendrier de sortie permettant de minimiser l'impact sur le partenaire.
- Sauf en cas de manquement grave, ce n'est encore jamais arrivé, nous conservons l'aspect de partenariat échanges d'informations même si le partenariat n'inclut plus l'aspect financier.

Pour la stratégie de partenariat (rôle des partenaires et autres acteurs de la SC, cohérence de la sélection en fonction des objectifs, nombre de partenaires et réalisation) voir la TOC, et le cadre stratégique du CNCD-11.11.11

## Description of Synergies

<p><b>Remarque :</b> sauf mention contraire, pas de budget spécifique sauf ponctuellement. Dans ce cas, sur les budgets des partenaires.</p>
<p><b>Synergie 1 (cibles 1,2,6) - Acteurs :</b> Monde selon les femmes et CNCD-11.11.11</p> <p><b>Rôles des acteurs :</b> Dans le cadre du CSC et programme RDCONGO, M/F et CNCD-11.11.11 ont formulé une seule théorie de changement avec des outcomes différents. Au fur et à mesure de l'évolution de leurs programmes, leurs partenaires seront amenés à collaborer sur le partage des expériences et le renforcement réciproque en matière de droits humains et d'approche droits - en vue de mieux les promouvoir et les intégrer. M/F et CNCD-11.11.11 encourageront leurs partenaires locaux à partager leur expertise entre eux, ainsi qu'avec des partenaires d'autres membres du CSC RD Congo.</p>
<p><b>Synergie 2 (cible 6) - Acteurs :</b> 11.11.11 et CNCD-11.11.11</p> <p><b>Rôles des acteurs :</b> CNCD-11.11.11 et 11.11.11 ont des choix complémentaires par rapport à la cible stratégique Gouvernance démocratique. Afin d'assurer un renforcement institutionnel adéquat des partenaires qu'ils appuient, un audit organisationnel et financier sera organisé au cours de chaque année du programme.</p> <p>Les deux coupoles ont un partenaire commun (AETA) et les accords seront faits pour le renforcement de ce partenaire : planification commune de mise en œuvre du programme pour éviter les doublons dans les dépenses (mutualiser certaines dépenses) et dans la réalisation des activités; relais du plaidoyer de l'AETA auprès de la Belgique et de la communauté internationale; audit commun du partenaire; même format de rapportage; ateliers communs avec AETA.</p>
<p><b>Synergie 3 (cible 6) - Acteurs :</b> CNCD-11.11.11 et Dynamo international (DI)</p> <p><b>Rôles des acteurs :</b> <b>Mutualisation des forces dans le Kasaï pour la défense des droits humains</b> Les partenaires locaux de DI (CASTR) et du CNCD-11.11.11 (CRONGD) travaillent sur l'approche droits. Le CRONGD et ses membres travaillent sur les droits civils, politiques, économiques et sociaux. Le CRONGD plaide pour l'accès universel aux droits humains, en ce compris les enfants, les femmes, les personnes déplacées etc. Ce travail de plaidoyer pour l'accès aux droits se fait par l'accompagnement des détenteurs de droits, la sensibilisation du grand public, la mobilisation de la société civile, le plaidoyer envers les autorités publiques. Le partenaire de DI travaille également avec l'approche droits, et plus particulièrement des enfants en situations de rue. DI et CNCD-11.11.11 vont encourager leurs partenaires à collaborer pour mutualiser les forces, échanger l'expertise, les savoirs et savoir-faire. Le Conseil régional des ONG du Kasaï coordonne diverses associations qui portent le plaidoyer à des niveaux différents y compris auprès des jeunes, des femmes, des personnes vivant dans une grande pauvreté et précarité. La collaboration entre le CRONGD et le CATSR, sera bénéfique aux publics cibles dans cette province parmi les plus pauvres et enclavées, où la présence d'ONG internationales se fait rare.</p>
<p><b>Synergie 4 (cible 2) - Acteurs :</b> CNCD-11.11.11 et IPIS</p> <p><b>Rôles des acteurs :</b> En dehors de leur participation au trajet d'apprentissage collectif de la cible 2 du CSC RDCONGO, CNCD-11.11.11 et IPIS partageront une autre synergie : l'appui à un partenaire commun au Sud Kivu (ACADOSHA). Les accords seront faits pour le renforcement de ce partenaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborer sur la planification de mise en œuvre du programme pour éviter les doublons dans les dépenses (mutualiser certaines dépenses) et dans la réalisation des activités.</li> <li>- Relayer le plaidoyer de l'ACADOSHA auprès de la Belgique et de la communauté internationale.</li> <li>- Planifier le plus possible les mêmes dates de mission sur le terrain dans le but de faire les ateliers communs avec ACADOSHA.</li> </ul> <p>Par ailleurs, IPIS envisage une cartographie des conflits, des droits humains et des fragilités socio-économiques dans les mines artisanales de cobalt dans les provinces de Haut-Katanga et Lualaba. En ce qui concerne la sélection des partenaires à exécuter cette recherche sur terrain, IPIS travaillera avec un ou quelques-uns des partenaires de 11.11.11 et/ou CNCD-11.11.11. Ces partenaires aident IPIS à contextualiser le questionnaire, et d'assurer que le questionnaire soit concentrer sur les objectifs de plaidoyer de ces partenaires.</p>

**Synergie 5 (cibles 2, 5, 6) - Acteurs : CNCD-11.11.11 et l'Alliance Agri Congo (AAC)**

**Budgets :** CNCD-11.11.11 : 10.000 EUR soutien à la fédération paysanne du Haut Katanga et 10.000 EUR soutien à la fédération paysanne du Kasai Central. Ce soutien passera par les partenaires du CNCD-11.11.11 qui accompagnent ces fédérations à savoir le Réseau Sud Congo et le CRONGD.

**Rôles des acteurs :** Le CNCD-11.11.11 renforce les réseaux nationaux et les points focaux dans les provinces notamment le CRONGD au Kasai Central et le Réseau Sud Congo dans l'ex-province du Katanga qui sensibilisent les communautés locales, les paysans, par rapport à leurs droits en liens avec la gestion des ressources naturelles (foncier, forestier, minières). CONAPAC (Confédération Nationale des Producteurs Agricoles du Congo), partenaire de l'AAC au sein de la synergie, désignée « Emprise » a sollicité le CNCD-11.11.11, à travers ses partenaires en RDC, pour l'accompagnement des fédérations paysannes dans les provinces qui ne sont pas prises en compte dans le cadre du soutien d'AGRICONGO à CONAPAC, notamment le Haut Katanga, le Lualaba, le Kasai (Central et Oriental), afin que CONAPAC garde son caractère national. Ainsi, le CNCD-11.11.11 a signé la convention proposée par l'Alliance Agri Congo pour la complémentarité des actions.

Concrètement, suite à la demande de CONAPAC, depuis le programme 2017-2022, le partenaire du CNCD-11.11.11 (Réseau Sud Congo) accompagne et renforce la fédération du Haut Katanga sur les questions des droits des communautés face à l'exploitation minière qui a un impact négatif sur les agriculteurs, non seulement par l'accapement des terres mais aussi les autres effets néfastes sur le sol comme la pollution des terres par des substances chimiques rejetées par les entreprises minières.

Dans le programme 2022-2026, CNCD-11.11.11 va continuer cet appui de la fédération du Haut Katanga, via son partenaire Réseau Sud Congo, il appuiera également la fédération du Kasai Centrale via le partenaire CRONGD, en vue de renforcer le plaidoyer sur les questions de la responsabilité sociétale des entreprises et de rétablir les agriculteurs et agricultrices dans leurs droits.

**Synergie 6 (cibles 2, 6 et CSC Travail Décent) - Acteurs : SOLSOC - IFSI-ISVI et CNCD-11.11.11**

**Au niveau de la province de Lualaba en RD Congo**

**Rôles des acteurs :** en plus de la participation des membres du CSC travail décent à la Plate-forme Afrique centrale (cf. outcome 3 volet Belgique) les partenaires de SOLSOC-IFSI-ISVI (partenaire local ATRAM), et du CNCD-11.11.11 (partenaire local réseau Sud Congo coordonné par ASADHO) travaillent sur les questions des ressources naturelles et les droits des communautés locales et des travailleurs, notamment les paysans, les creuseurs artisanaux. Au fur et à mesure de l'évolution de leurs programmes, SOLSOC - IFSI-ISVI et CNCD-11.11.11 encourageront leurs partenaires locaux à collaborer sur le partage des expériences et le renforcement réciproque, partager leur expertise entre eux, ainsi qu'avec des partenaires d'autres organisations belges membres du CSC RD Congo et travail décent présents dans le Lualaba. Le plaidoyer sur la question de la prise en compte des communautés locales et des creuseurs artisanaux dans l'exploitation des ressources naturelles au Lualaba pourra être relayé au niveau national de la RDC dans le cadre de l'ITIE où participent déjà le partenaire du CNCD-11.11.11 (Réseau Sud Congo) et le partenaire de SOLSOC (CENADEP)

**Description of how individual or collective recommendations and lessons are to be taken into account**

**Qualité de l'analyse contextuelle**

L'analyse contextuelle du CSC s'appuie sur l'analyse contextuelle commune rédigée avec une large participation des organisations de la société civile congolaise. Par ailleurs, suite aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours de 2019 et dans le cadre de la préparation du nouveau CSC-RD Congo, le CNCD-11.11.11 a effectué des missions (en février et novembre 2020, et mai 2021). Lors des ateliers organisés à Kinshasa, Lubumbashi et Kananga, les partenaires ont analysé le contexte du pays et de leur propre organisation. Ces analyses ont confirmé les points d'attention repris dans le CSC, à savoir l'hétérogénéité de la société civile, une force qui lui permet d'être active dans plusieurs domaines et dans les parties différentes du pays mais aussi une source de fragilité : il n'existe que très peu d'OSC bénéficiant de mécanismes d'autofinancement. Ce manque d'autonomie financière ne permet pas à la société civile de jouer son rôle pleinement.

Le fonctionnement des institutions publiques pose également problème. En effet, plus d'un an après le dernier épisode électoral, les scrutins provinciaux et, surtout, locaux ne sont toujours pas confirmés. Ces lacunes dans la gouvernance démocratique ont bien entendu des conséquences criantes sur la situation générale du pays. Les problèmes rencontrés lors des élections de 2006, 2011 et 2018 ont par ailleurs eu tendance à délégitimer la pertinence du processus démocratique en tant que tel aux yeux d'une partie de la population. L'absence de décentralisation et de démocratie locale empêche en outre la répartition des ressources, dont une partie est censée contribuer au développement des provinces où sont exploitées ces ressources. Le contexte socio-économique, particulièrement dans les provinces affectées directement par les conflits reste préoccupant, malgré les appuis apportés à la suite de la fin des conflits armés. Ainsi, au Kasai Central, le partenaire CRONGD et certains de ses membres participent aux côtés du pouvoir public et d'autres acteurs de la société civile à la réflexion pour la mise en place d'une approche d'accompagnement de développement des communautés dénommée Nexus.

**Approches & Méthodologies**

Suite au dialogue stratégique du CSC, des initiatives sont prises dans le cadre des cibles stratégiques pour la traduction opérationnelle et plus affinée des cibles stratégiques et des approches qui s'y rapportent. Pour la cible 6 : Une synergie opérationnelle de 14 ACNG est prévue, en lien avec le résultat 4 de l'intervention. Cette synergie consiste à créer une dynamique d'apprentissage collectif en vue de produire des référentiels utiles et exploitables. Les modalités de collaboration suivantes ont été envisagées :

- Participation à l'Espace collectif de gestion des connaissances « Analyse politique et contextuelle »
- Co-animation d'un Espace collectif de gestion des connaissances « Renforcement des capacités des OSC partenaires »
- Co-animation d'un Espace collectif de gestion des connaissances « Plaidoyer et méthodes de mobilisation citoyenne »

Une proposition de Convention de collaboration est en court de finalisation dans le cadre du programme 2022-2026 entre 14 participants à la Cible droits humains et gouvernance du CSC.

Pour la cible 2 : Un document existe en ligne sous forme de draft à finaliser avec Résultats communs cible 'préservation et gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles' CSC RDC 2022-26 . Les organisations s'inscrivent pour des activités similaire/complémentaires à coordonner ou à réaliser avec d'autres y compris la référence aux partenaires locaux .

## Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Programme RDC - TOC commune OS6 & 7	Theory of Change associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20TOC%20commune%20OS%206%20%26%207_0.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20TOC%20commune%20OS%206%20%26%207_0.pdf</a>
Programme RDC - Analyse de risques commune - OS 6 & 7	Analysis of risks associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Analyse%20de%20risques%20commune%20OS%206%20%26%207.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Analyse%20de%20risques%20commune%20OS%206%20%26%207.pdf</a>
Programme RDC -Carte d'intervention OS6	Country map showing the location of the intervention zone	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Carte%20de%20l%27intervention%20OS%206.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Carte%20de%20l%27intervention%20OS%206.pdf</a>
Programme RDC Facts sheets partenaires OS6	Fact sheet per partner	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Fact%20sheets%20partenaires%20OS%206.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Fact%20sheets%20partenaires%20OS%206.pdf</a>
Programme RDC Facts sheets collaborations OS6	Fact sheet per collaboration	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Fact%20sheets%20collaborations%20OS%206.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Fact%20sheets%20collaborations%20OS%206.pdf</a>
Programme RDC - Accord de partenariat 1 - RSC-ASADHO (draft)	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20partenariat%201%20-%20RSC-ASADHO%20%28draft%29.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20partenariat%201%20-%20RSC-ASADHO%20%28draft%29.pdf</a>
Programme RDC - Accord de partenariat 2 - CREF (draft)	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20partenariat%202%20-%20CREF%20%28draft%29.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20partenariat%202%20-%20CREF%20%28draft%29.pdf</a>
Programme RDC - Accord de partenariat 2B - CREF/ACADHOSHA (draft)	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20partenariat%202b%20-%20CREF-Acadhoshha%20%28draft%29.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20partenariat%202b%20-%20CREF-Acadhoshha%20%28draft%29.pdf</a>
Programme RDC - Accord de partenariat 3 - CRONGD (draft)	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20partenariat%203%20-%20CRONGD%20%28draft%29.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20partenariat%203%20-%20CRONGD%20%28draft%29.pdf</a>
Programme RDC - Accord de partenariat 4 - NSCC (draft)	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20partenariat%203%20-%20CRONGD%20%28draft%29_0.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20partenariat%203%20-%20CRONGD%20%28draft%29_0.pdf</a>
Programme RDC - Accord de partenariat 5 - AETA (draft)	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20partenariat%205%20-%20AETA%20%28draft%29.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20partenariat%205%20-%20AETA%20%28draft%29.pdf</a>
Programme RDC - Accord de Collaboration AGRICONGO (draft)	Collaboration Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20collaboration%20-%20AGRICONGO%20%28draft%29.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Programme%20RDC%20-%20Accord%20de%20collaboration%20-%20AGRICONGO%20%28draft%29.pdf</a>

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

### Description

Frais d'investissements : Ordinateurs Portables, Imprimantes, Photocopieurs, Tables bureau, Camera, Projecteurs, Scanner, véhicules (auto, moto)

Frais d'activités : frais de réunions (salles, catering); frais d'organisation de séminaires/forums, missions d'identification des communautés locales et OSC cibles pour un soutien dans la durée (consultance, déplacement, matériel pédagogique, etc.); déplacements (locaux et nationaux, par avion); enquêtes, études, etc. ; frais de traduction, mise en page, impression et diffusion ; frais d'activités médiatiques (émissions radio, TV, presse écrite) ; frais de consultance (appuis méthodologiques et à l'élaboration d'outils, rédaction d'études, formations, etc.) ; frais de gestion administrative (loyers, électricité, eau, Internet, audits, frais bancaires, etc.) ; frais de télécommunication.

Frais de personnel : coordination des projets, chargés de programmes et de plaidoyer, chargés de communication, chargés de finances/comptabilité, secrétariat, agents d'entretien ; chauffeurs + 50% chargée de partenariat du CNCD-11.11.11

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Sabine Kakunga
Telephone :	+32 (0)2 2501249
Email :	sabine.kakunga@cncd.be

## Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	CNCD-11.11.11
Name :	Sabine Kakunga
Telephone :	+243 (0)814398656
Email :	Sabine.kakunga@cncd.be

## Mandatory annexes classified by outcome

File
------

## List of partnerships/cooperative for the outcome

### List of partnerships for the outcome

Acronym RSC/Asadho

Full name Réseau Sud Congo - Association africaine des droits de l'homme

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
56000	56500	57000	55000	55000	275000

Acronym CREF

Full name Réseau pour la Conservation des Ecosystèmes Forestiers

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
36000	36500	37000	36500	35000	181000

Acronym CRONGD Kasai

Full name Conseil régional des ONG de développement du Grand Kasai

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
51000	51500	52000	50000	50000	254500

Acronym NSCC

Full name Nouvelle société civile congolaise

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
41000	41500	42000	40000	40000	204500

Acronym AETA

Full name Agir pour des élections transparentes et apaisées

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
41000	41500	42000	41000	40000	204500

### List of cooperative partnerships for the outcome

### Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
------	------	------	------	------	-------



# Lutter contre les violences fondées sur le genre, informer sur la santé reproductive et sexuelle et promouvoir les masculinités positives

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès Bertrand Sanz
Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	Le Monde selon les femmes
Name :	Linda Hamze
Telephone :	+32483713939
Email :	linda@mondefemmes.org

## Author information

Lead NGO/Owner :	LMSLF
Name of accredited actor	Le Monde selon les femmes

## General

Title of the outcome - French or English (mandatory) :	Lutter contre les violences fondées sur le genre, informer sur la santé reproductive et sexuelle et promouvoir les masculinités positives		
IATI activity identifier :	BE-BCE-KBO-0416486821-prg2022-10-BE		
Outcome start date :	01-01-2022		
Outcome end date :	31-12-2026		
Country of intervention :	Guinea		
Sector :	13020 - Reproductive Health & rights - Reproductive health care	Budget share :	60%
Sector :	15170 - Government & Civil Society - Women's rights organisations and movements, and government institutions	Budget share :	40%

## Strategic target involved

### 4. Contribuer à l'égalité entre femmes et hommes, en ...

- GUINEE

Description :	4. Contribuer à l'égalité entre femmes et hommes, en particulier à travers l'amélioration de la participation de toutes les femmes et filles, à leur autonomisation, à la lutte contre les violences dont elles sont victimes
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

## Geographic location of the outcome's intervention zone

### Préfecture de la région administrative de Kindia

Lat/Long :	10.1154374, -13.1916883
------------	-------------------------

## Outcome summary

### Description of the outcome

Cet outcome a pour objectif d'engager les communautés, particulièrement les femmes et les jeunes (filles et garçons) à s'emparer et promouvoir les normes d'égalité femmes-hommes et à briser les tabous et lutter contre les mariages précoces, forcés, les MGF et autres VGB .

Pour atteindre cet outcome, nous travaillerons sur quatre stratégies principales :

Renforcer les connaissances, les compétences et les attitudes des acteur-trices clés en menant une recherche-action qui portera sur les thèmes précités pour produire des connaissances et un changement social.

Renforcer les citoyen.nes et acteurs-rices organisés-es de la société civile, au travers de formations et actions de sensibilisation, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des enjeux précités pour qu'ils-elles deviennent des acteur-trices de changement.

Outils et coordonner les citoyen.nes et acteurs-rices organisés-es de la société civile pour qu'ils-elles mettent en commun et renforcent leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaidoyer sur les enjeux locaux.

À terme, le projet amènera les communautés à promouvoir des normes d'égalité et de masculinités positives, sans violence sur le genre.

Il s'agit de la première intervention du Monde selon les femmes en Guinée et d'un nouveau partenariat avec l'ONG ADES Guinée.

### Wording of the outcome

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

Lutter contre les mariages forcés, précoces, les MGF et autres VBG (viol et viol incestueux) et promouvoir les droits sexuels et reproductifs et les normes de la masculinité positive

### Target groups

-ONG locales actives sur la planification familiale, l'autonomisation des femmes victimes de violences et les droits des femmes

-Associations de terrain : organisations communautaires de femmes et groupements de jeunes

-9500 jeunes femmes et hommes des quartiers ciblés

-Autorités locales et religieuses

-Acteurs institutionnels : Directions préfectorales de la jeunesse, des actions sociales, promotion féminine et de l'enfance, santé, de l'éducation et sécurité; gouvernorat de la région de Kindia

### Categorization: Sustainable Development Goals

SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	End all forms of discrimination against all women and girls everywhere
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Eliminate all forms of violence against all women and girls in the public and private spheres, including trafficking and sexual and other types of exploitation
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Eliminate all harmful practices, such as child, early and forced marriage and female genital mutilation
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Ensure universal access to sexual and reproductive health and reproductive rights as agreed in accordance with the Programme of Action of the International Conference on Population and Development and the Beijing Platform for Action and the outcome documents of their review conferences
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Recognize and value unpaid care and domestic work through the provision of public services, infrastructure and social protection policies and the promotion of shared responsibility within the household and the family as nationally appropriate
SDG :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all	SDT :	By 2030, ensure that all learners acquire the knowledge and skills needed to promote sustainable development, including, among others, through education for sustainable development and sustainable lifestyles, human rights, gender equality, promotion of a culture of peace and non-violence, global citizenship and appreciation of cultural diversity and of culture's contribution to sustainable development
SDG :	Goal 10. Reduce inequality within and among countries	SDT :	By 2030, empower and promote the social, economic and political inclusion of all, irrespective of age, sex, disability, race, ethnicity, origin, religion or economic or other status
SDG :	Goal 10. Reduce inequality within and among countries	SDT :	Ensure equal opportunity and reduce inequalities of outcome, including by eliminating discriminatory laws, policies and practices and promoting appropriate legislation, policies and action in this regard
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Enhance international support for implementing effective and targeted capacity-building in developing countries to support national plans to implement all the Sustainable Development Goals, including through North-South, South-South and triangular cooperation
SDG :	Goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development	SDT :	Enhance the Global Partnership for Sustainable Development, complemented by multi-stakeholder partnerships that mobilize and share knowledge, expertise, technology and financial resources, to support the achievement of the Sustainable Development Goals in all countries, in particular developing countries

### Markers & Tags

1. Gender Equality :	2
2. Aid to Environment :	0
3. Participatory Development / Good Governance :	0
4. Trade development :	0
5. Biodiversity :	0
6. Climat Change - Mitigation :	0
7. Climat Change - Adaptation :	0
8. Desertification :	0
9. RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health :	2
10. HIV / AIDS :	1
11. Children's Rights :	2
12. Disability :	0
13. Nutrition :	0

1. D4D - Better use of big data :	No
2. D4D - Digital for inclusive society :	No
3. D4D - Digital for inclusive and sustainable economic growth :	No

4. Private Sector Development :	No
5. Health - Sexual and reproductive health :	Yes
6. Health - Quality medicines :	No
7. Health - Health financing and Universal Health Coverage :	No
8. Refugees :	No
9. Covid-19 :	No

## Categorization: Positioning with regard to the objectives of Belgian Development Cooperation, described in its strategy papers

### **Children's rights**

L'OS est aligné à la note stratégique enfant de la coopération belge et participe au secteur de la santé et plus spécifiquement sur les droits sexuels et reproductifs des enfants au travers d'activités portant sur :

- le droit des enfants à disposer d'information sur les DSR, les violences sexuelles, les mariages et grossesses précoces, les mutilations génitales féminines (MGF)
- activités de sensibilisation plaidant pour une tolérance zéro vis-à-vis des pratiques (traditionnelles ou non) nocives telles que les mutilations génitales féminines (MGF).
- stimuler l'information relative à la santé sexuelle et reproductive, les maladies sexuellement transmissibles (MST) et grossesses précoces et/ou non voulues

### **Gender**

Cet OS s'aligne et s'appuie sur la note stratégique de la coopération belge sur le genre et poursuit principalement deux des quatre priorités à savoir la santé et les DSR et la lutte contre les violences (sous toutes ses formes) basées sur le genre et la protection des droits. Ce travail se fera par le biais de l'éducation des femmes et des jeunes filles garçons afin de renforcer les connaissances et la capacité des femmes et des filles à influencer, défendre et prendre des décisions.

## Subsidy bonus allocation: priority themes and strategic priorities

### **Human rights-based approach**

L'approche basée sur les droits humains est centrale dans le programme M/F et ADES Guinée. Elle se traduit dans cet outcome dans les thématiques et dans les stratégies mises en œuvre, systématiquement abordées sous l'angle de l'(in)égalité d'accès aux droits et aux ressources : égalité de genre à partir de la double approche spécifique et transversale, droits sexuels et reproductifs, etc. Les stratégies (recherche-action, formations, campagnes, ateliers de sensibilisation, renforcement des capacités, actions de plaidoyer...) font régulièrement référence (1) à la mise en œuvre des principaux instruments relatifs à toutes les générations de droits humains (DUDH, protocoles additionnels, CEDH, Convention sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes, le programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, etc.), (2) à la mise en œuvre des cadres internationaux, contraignants ou non, permettant la pleine réalisation de ces droits (ODD, Accord de Paris, Convention d'Istanbul, Convention de Beijing, Pacte Mondial sur les migrations).

Les droits humains sont au cœur de cet outcome car il reconnaît les rôles et responsabilités différenciés des détenteurs de droits et les détenteurs d'obligations et donne une place centrale à ceux et celles dont les droits ne sont pas respectés. Les stratégies mises en place contribuent à permettre aux personnes privées de leurs droits de les connaître, les exercer et les revendiquer, et de demander réparation du préjudice causé par la violation de ces droits. Le programme a pour objectif opérationnel la promotion et la protection des droits humains.

### **Decent and sustainable work**

Le travail décent n'est pas une priorité stratégique de ce programme mais il est traité indirectement dans le travail autour des masculinités positives, une attention spécifique sera portée sur la coresponsabilité H/F par rapport au travail reproductif (souvent invisibilisé) et au care qui assure la reproductibilité du vivant qu'il faut réintégrer dans l'économie.

Les membres d'ADES et sa direction adhèrent aux principes du travail décent dans la conduite des activités et la gestion de leur association:

1. Rémunération équitable;
2. Sécurité sur le lieu de travail et protection sociale pour les travailleurs et leurs familles; possibilités de développement personnel et d'intégration sociale;
3. Liberté d'expression et d'organisation et possibilité pour les travailleurs de participer aux décisions qui les concernent;
4. Égalité de chances et de traitement pour tous.

### **Gender**

Le genre, et particulièrement l'égalité femmes-hommes, constitue la priorité absolue de cet outcome. Celui-ci est mis en œuvre par une organisation guinéenne créée par des femmes pour les femmes: ADES Guinée, basée à Kindia.

ADES est créé en 2012 par 8 jeunes étudiantes décidées à mettre ensemble leurs efforts en faveur de la promotion des droits de femmes. Les premières actions d'ADES consistaient en des actions de plaidoyer en faveur des femmes handicapées du marché de Kindia et des émissions radios incitant les jeunes filles de la commune à dénoncer les cas de violences basées sur le genre. Ses actions en faveur des femmes se sont développées dès lors par la mise en œuvre de projets visant l'autonomisation, la promotion des droits des femmes et la lutte contre les VGB.

Ce projet se trouve dans la continuation des motivations et actions d'ADES et poursuit les objectifs suivants : l'élimination des violences et discriminations faites aux femmes, la déconstruction des masculinités dominantes et le rétablissement de l'équilibre entre les femmes et les hommes. Ses actions vont mener des logiques d'empowerment individuel et collectif. Les personnes associées au programme deviennent actrices du changement, capables de faire évoluer individuellement et collectivement les rapports de genre dans leur travail, dans leur famille, et, plus largement, dans des espaces politiques.

ADES souhaite suivre dans ses activités une méthodologie analogue à celle utilisée par le Monde selon les femmes. Recherche, formations et plaidoyer s'alimentent l'un l'autre et sont interconnectés. ADES souhaite s'inspirer des grilles et méthodes développées par le M/F afin de les adapter au contexte pour produire leurs propres outils. Les résultats de ses activités serviront aussi de moteur et source d'inspiration pour le travail du M/F au Nord.

### **Environment**

L'environnement n'est pas une priorité stratégique de cet OS. Notre partenaire ADES est, tout de même sur d'autres volets de ses activités, engagé dans des projets d'agriculture durable et de protection de l'environnement (apiculture et maraîchage).

### **Areas of complementarity and synergy with the intervention of ENABEL**

L'outcome s'aligne sur deux secteurs d'intervention d'ENABEL en Guinée: Les droits sexuels et reproductifs et le renforcement de l'accessibilité aux DRS et le renforcement des capacités des acteurs dans les secteurs porteurs (ONG, PME et la société civile). Le Monde selon les femmes sera attentif aux appels à projet que ce soit dans le domaine des DRS ou le renforcement des capacités des acteurs dans les secteurs porteurs pour l'insertion de l'approche genre dans les projets,

programmes, etc.

## Description of the outcome, results and strategy

### Description of the expected results

Formulation of outcome or result :	Lutter contre les mariages forcés, précoces, les MGF et autres VBG (viol et viol incestueux) et promouvoir les droits sexuels et reproductifs et les normes de la masculinité positive
Indicator title :	IOV1 Pourcentage de la population cible dans la région de Kindia touchée par le programme chaque année en capacité d'agir comme agent transformateur pour une société plus égalitaire
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	60% de 9500
Target Year 5 - 31/12/2026 :	95% de 9500

Formulation of outcome or result :	Lutter contre les mariages forcés, précoces, les MGF et autres VBG (viol et viol incestueux) et promouvoir les droits sexuels et reproductifs et les normes de la masculinité positive
Indicator title :	IOV2 Les populations des zones cibles et les acteur.trices de terrain ont à leurs disposition des outils pédagogiques et de sensibilisation facilement accessibles pour pouvoir agir pour une société plus égalitaire
Indicator description :	2 recherche-actions, 4 modules, 12 passages radio par an, 3 dépliants, 2 dispositifs de sensibilisation (boîtes à images etc...). Après coupes budgétaires, annulation des concours annuels "maris compréhensifs" et réduction des passages radios de 24 à 12.
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	43
Target Year 5 - 31/12/2026 :	68

Formulation of outcome or result :	R1: Les parties prenantes renforcent leur pouvoir d'influence et d'action en approfondissant et actualisant leur expertise sur les VGB et les masculinités positives
Indicator title :	R1.1 Les parties prenantes alimentent leur expertise et connaissance auprès des populations et acteur.trices de terrain et systématisent leurs stratégies de plaidoyer sur les masculinités et la vie sexuelle et reproductive
Indicator description :	0 RA; 3 ONG, 3 Organisations Femmes, 3 Mouvements jeunes hommes, 2 Agents Santé, 3 représentant.es d' Autorités Admin., 2 représentant.es autorités locales, 2 représentants religieux se regroupent pour décider des méthodes, actions et groupes -cibles
Target Year 3 - 31/12/2024 :	1 recherche-action est publiée et diffusée avec des argumentaires solides et permet la création d'un module de formation et de sensibilisation
Target Year 5 - 31/12/2026 :	Les OSC impliquées dans le projet public cible présentent des actions de plaidoyer et des argumentaires basés sur la recherche-action

Formulation of outcome or result :	R1: Les parties prenantes renforcent leur pouvoir d'influence et d'action en approfondissant et actualisant leur expertise sur les VGB et les masculinités positives
Indicator title :	R1.2 Les dynamiques sociales autour des mariages forcés, des MGF et autres VBG (les viols y compris incestueux) sont systématisées, un argumentaire est élaboré et diffusé au travers d'une recherche action afin de construire les stratégies du projet
Indicator description :	0 RA; 3 ONG, 3 Organisations de Femmes, 3 Mouvements de jeunes hommes, 2 Agents Santé 3 représentant.es Autorités Admin., 2 représentant.es Autorité locale, 2 représentant.es religieuses décident des méthodes d'action et des groupes-cibles
Target Year 3 - 31/12/2024 :	1 recherche-action est publiée et diffusée avec des argumentaires solides et permet la création d'un module de formation et de sensibilisation
Target Year 5 - 31/12/2026 :	Les OSC impliquées dans le projet public cible présentent des actions de plaidoyer et des argumentaires basés sur la recherche-action

Formulation of outcome or result :	R2 Les citoyen.nes et acteurs.rices organisé.es de la société civile sont renforcé.e.s, au travers de formations, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des VBG et des masculinités positives
Indicator title :	R2.1 Des animateur.trices internes sont formé.es pour sensibiliser la population sur l'impact des mariages forcés, précoces, MGF et VBG et pour accompagner les bénéficiaires dans les démarches de dénonciation des VBG (notamment viols et viols incestueux)
Indicator description :	réduction de moitié du nombre d'animateur.trices formé.es de 300 à 150 après coupes budgétaires
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	150
Target Year 5 - 31/12/2026 :	150

Formulation of outcome or result :	R2 Les citoyen.nes et acteurs.rices organisé.es de la société civile sont renforcé.e.s, au travers de formations, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des VBG et des masculinités positives
Indicator title :	R2.2 Des animateur.trices internes sont formé.es pour sensibiliser la population sur la masculinité positive et la santé reproductive et sexuelle
Indicator description :	réduction de moitié du nombre d'animateur.trices formé.es de 300 à 150 après coupes budgétaires
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	150
Target Year 5 - 31/12/2026 :	150

Formulation of outcome or result :	R2 Les citoyen.nes et acteurs.rices organisé.es de la société civile sont renforcé.e.s, au travers de formations, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des VBG et des masculinités positives
Indicator title :	R2.3 Les jeunes hommes et femmes des communautés locales sont informé.es sur les conséquences des mariages forcés, précoces, MGF et autres VBG
Indicator description :	Suite aux coupes budgétaires, la réduction des actions de plaidoyer, les émissions radio ainsi que l'animation des émissions télé aura une incidence sur le nombre de personnes touchées par les actions de sensibilisation (de 2800 touchées par an nous estimons une réduction à 1900)
Baseline :	0
Target Year 3 – 31/12/2024 :	5700
Target Year 5 – 31/12/2026 :	9500

Formulation of outcome or result :	R2 Les citoyen.nes et acteurs.rices organisé.es de la société civile sont renforcé.e.s, au travers de formations, dans leurs compétences et leurs capacités de compréhension des VBG et des masculinités positives
Indicator title :	R2.4 Les jeunes hommes et femmes des communautés locales sont informé.es sur la masculinité positive et les SRS
Indicator description :	Suite aux coupes budgétaires, la réduction des actions de plaidoyer, les émissions radio ainsi que l'animation des émissions télé aura une incidence sur le nombre de personnes touchées par les actions de sensibilisation (de 2800 touchées par an nous estimons une réduction à 1900)
Baseline :	0
Target Year 3 – 31/12/2024 :	5700
Target Year 5 – 31/12/2026 :	9500

Formulation of outcome or result :	R3: Les citoyen.nes et acteurs.rices organisé.es de la société civile sont outillé.es et coordonné.es pour mettre en commun et renforcer leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaidoyer sur les conséquences des mariages forcés, les MGF et autres VBG (viols et viols incestueux)
Indicator title :	R3.1 Un cadre de concertation périodique entre les acteurs clés et les organisations de la société civile sur les questions d'égalité et de lutte contre les violences basées sur le genre est mis en place et opérationnel
Baseline :	Aucun cadre de concertation sur les questions de VGB et l'égalité femme-homme existe sur la région de Kindia
Target Year 3 – 31/12/2024 :	Ce cadre est mise en place, se réunit régulièrement pour échanger sur les leçons apprises et mettre en oeuvre une stratégie de plaidoyer
Target Year 5 – 31/12/2026 :	Ce cadre sert à opérationnaliser des synergies pour lutter contre les VGB et pour l'égalité et est reconnu comme un interlocuteur clé par les pouvoirs publics

Formulation of outcome or result :	R3: Les citoyen.nes et acteurs.rices organisé.es de la société civile sont outillé.es et coordonné.es pour mettre en commun et renforcer leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaidoyer sur les conséquences des mariages forcés, les MGF et autres VBG (viols et viols incestueux)
Indicator title :	R3.2 Tous les leaders clés au niveau local des 10 quartiers touchés sont interpellé.es
Baseline :	0
Target Year 3 – 31/12/2024 :	225
Target Year 5 – 31/12/2026 :	375

Formulation of outcome or result :	R3: Les citoyen.nes et acteurs.rices organisé.es de la société civile sont outillé.es et coordonné.es pour mettre en commun et renforcer leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaidoyer sur les conséquences des mariages forcés, les MGF et autres VBG (viols et viols incestueux)
Indicator title :	R3.3 Des actions de plaidoyer permettent d'interpeller les représentant.es des autorités municipales, préfectorales et nationales.
Indicator description :	Interpellations des acteurs réduites de moitié, de 60 à 30.
Baseline :	0 actions de plaidoyer réalisées
Target Year 3 – 31/12/2024 :	90actions de plaidoyer réalisées
Target Year 5 – 31/12/2026 :	150 actions de plaidoyer réalisées

## Activities, targets groups and beneficiaries

### Classification of activities

R1

Organisation de recherches-actions et restitution sur les mariages forcés et précoces, le MGF et autres VGB, les connaissances des droits sexuels et reproductifs, les masculinités positives.

R2

Création de deux modules de sensibilisation et de formation à partir des résultats de la recherche-action

Formation de 150 animateur-trices internes aux actions de sensibilisation et à l'accompagnement des victimes

240 actions de sensibilisation animées en présentiel dans 10 quartiers et en milieu scolaire sur les mariages forcés et précoces, les MGF et autres VBG, les DRS et les masculinités en non-mixité et en mixité suivant les contextes.

Création d'outils de sensibilisation sur base des résultats de la recherche action et en collaboration avec le M/F.

Actions de communication: tables rondes et témoignages radio diffusées 1 fois/mois (donner la parole aux victimes, donner la parole à celles qui ont des expériences à partager) env. 2 fois par mois ; compétition annuelle du «mari compréhensif».

Réalisation d'enquêtes sur l'avancée de la prise en compte du genre dans les programmes des ACNG (2 sur les 5 ans)

R3

Mise en place d'un cadre de concertation périodique entre les acteur.rices clés et les organisations de la société civile sur les questions d'égalité et de lutte contre les violences basées sur le genre

Interpellation directe des leaders locaux clés ou via des ateliers (chefs de quartiers, membres des conseils, autorités religieuses, conseil des femmes...)

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyens.nes et de la société civ...

Interpellation des représentants des autorités municipales et préfectorales (campagnes organisées sur la place publique, concertations directes organisées avec les autorités administratives et locales, présentation de rapports via le conseil régional des organisations de la société civile, conférence publique...) directement ou via des réseaux d'OSC (ex : Coordination Régionale de la Société Civile)

Interpellation des représentants nationaux via les plateformes d'OSC (ex : Conseil National de la Société Civile).

### Target group(s)

-ONG locales actives sur la planification familiale, l'autonomisation des femmes victimes de violences et les droits des femmes

-Associations de terrain : organisations communautaires de femmes et groupements de jeunes

-9500 jeunes femmes et hommes des quartiers ciblés

-Autorités locales et religieuses

-Acteurs institutionnels : Directions préfectorales de la jeunesse, des actions sociales, promotion féminine et de l'enfance, santé, de l'éducation et sécurité; gouvernorat de la région de Kindia

### Beneficiaries

Les jeunes et les femmes de la région de Kindia renforcées dans leur compréhension sur la SRS, les masculinités positives et mieux outillées pour lutter contre les VGB.

Title of the reference annex :	TOC Guinée 22 - 26 MF ADES
Title of the reference annex :	Analyse des Risques Guinée 22-26

## Description of the Relevance

Ce projet s'inscrit dans les avancées notables du gouvernement guinéen pour faire avancer la question de l'égalité femmes-hommes, à savoir :

- L'adoption de la politique nationale pour la prévention et la lutte contre les VBG sur les violences basées sur le genre (VBG) ;
- L'adoption de la stratégie nationale pour la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines, le 17 avril 2019 ;
- L'adoption du Code civil 9 avril 2019 (même si elle n'a pas encore été promulguée) qui permet par exemple à la femme mariée de ne pas avoir à demander l'autorisation à son mari avant de pratiquer l'activité professionnelle de son choix,
- La création d'un Groupe Thématique Genre, pour veiller à la prise en compte du Genre la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté, les politiques, programmes et projets sectoriels ;
- La création, au sein des Départements ministériels, des Cellules Genre avec pour mission de veiller à la prise en compte du genre dans les politiques, programmes et projets ainsi que le budget sectoriels ;

La Guinée a aussi ratifié la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des Femmes (CEDEF) de 1979.

Toutefois il est très important de noter qu'en dépit des efforts consentis par le gouvernement guinéen pour garantir l'égalité des hommes et des femmes, les dispositions légales sont très souvent contournées. Ceci est engendré en grande partie par la mauvaise gouvernance, la corruption, la culture de l'impunité qui vont d'autant plus contribuer à creuser l'écart des inégalités femmes-hommes et engendrer des cycles de violences basées sur le genre. On note aussi la faible capacité organisationnelle et de mobilisation des ressources des acteurs de la société civile ainsi que les difficultés contextuelles pour les femmes à affirmer leur leadership, à lutter contre les violences dont elles sont victimes et à faire entendre leurs voix sur la scène publique.

Quant aux violences basées sur le genre, elles constituent l'une des violations des droits humains, les plus répandues, les plus persistantes et les moins signalées. Sa prévalence en 2018, de 97 % pour toutes formes confondues (VBG) pour des filles et femmes de 15 à 49 ans. (Source, fonds français MUSKOKA)

Le statut social des femmes en Guinée, reste encore largement régi par des stéréotypes les subordonnant aux hommes, notamment :

- Du fait de l'illéitisme (70% de la population guinéenne) ;
- De la mauvaise interprétation de la religion (95 % de musulmans) ;
- De la gérontocratie (82 % des autorités locales, ont plus de 65 ans), ils sont généralement conservateurs et attachés aux traditions ;
- De la pauvreté, ainsi que des pesanteurs socioculturelles,

Il s'en suit comme conséquence directe, la marginalisation et l'infériorisation des femmes et filles par les hommes favorisant toutes sortes de discrimination et des violences à l'égard des femmes et filles.

Pour toutes ces raisons, M/F et son partenaire ADES Guinée ont décidé de construire un partenariat pour lutter contre les mariages forcés, précoces, le MGF et les VGB, développer les pratiques de masculinités positives en Guinée et sensibiliser sur les principes de base de la SRS. Ce nouveau partenariat élargira et enrichira le réseau de partenaires du M/F, enrichira tout son travail mis en œuvre aux Nords et renforcera les capacités d'action d'ADES.

La zone d'intervention du projet est la commune de Kindia.

Située à 135 km de Conakry, Kindia est la capitale de la région de Kindia et le chef-lieu de la préfecture. La commune urbaine est composée de 33 quartiers pour une population totale estimée à 209 452 habitants, dont 106 697 femmes (selon les projections pour 2021 de l'institut national des statistiques de Guinée). L'existence

## Susciter, mobiliser, coordonner, renforcer, développer et diversifier l'action des citoyen.nes et de la société civ...

d'une université de près de 14 000 étudiants, ainsi que de nombreuses écoles de santé accueillent, chaque année des milliers de jeunes en provenance de tout le pays. Cette situation contribue à faire de Kindia, l'une des villes les plus jeunes de la région. D'ailleurs selon le plan stratégique en santé et développement, des adolescents et des jeunes en Guinée (2015-2019), 57,2 % de la population de Kindia auraient moins de 20 ans.

Les résultats contribuent à la cible genre du CSC Guinée de la façon suivante :

<b>1. Plaidoyer sur les droits des femmes :</b> Renforcer et accompagner les partenaires locaux dans les actions de plaidoyer pour faire valoir les droits à l'égalité femmes/hommes	Les actions de plaidoyer encourageront et soutiendront la création de coalition, de manière à ce que les jeunes et femmes puissent s'organiser et mener des campagnes pour pousser les acteurs clés (autorités administratives, locales, religieuses, décideurs...) à promouvoir des normes d'égalité et de masculinité positive, à prendre des dispositions favorisant l'égalité des sexes et à lutter contre les VBG à Kindia.
<b>2. Participation :</b> Renforcer la capacité de leadership des partenaires locaux afin de promouvoir la pleine participation des femmes et jeunes aux instances de prise de décision en tant qu'actrices et acteurs de développement économique, politique et social	L'appui technique de M/F et le partage d'expériences avec le M/F, ADES et les autres parties prenantes impliquées sur le projet sur la durée permettront à ces deux dernier.es d'être suffisamment renforcé.es pour contribuer à promouvoir une pleine participation des femmes aux instances de prise de décision.
<b>3. Intégration du genre :</b> Renforcer et soutenir les partenaires locaux dans la lutte contre les stéréotypes et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes ; renforcer l'intégration de la dimension de genre dans tous les projets mis en œuvre, quel que soit le domaine.	ADES et les autres parties prenantes impliquées sur le projet seront renforcés et outillés pour l'intégration du genre pendant tout le processus de mise en œuvre des activités :  de la conception des outils de communication sensibles au genre à la réalisation des activités qui prennent en compte le genre et promeuvent l'égalité entre hommes et femmes.
<b>4. Lutte contre les violences :</b> Renforcer les capacités et soutenir les partenaires locaux dans la lutte contre les violences faites aux filles et aux femmes en termes de prévention, changements de mentalités, prise en charge, accès à la justice, lutte contre l'impunité et réintégration des victimes dans leur communauté	Il s'agit d'un des objectifs principaux de ce projet qui est transversalisé dans les trois résultats de ce projet (recherche action-formation/sensibilisation-plaidoyer). L'aspect « changement des mentalités » est pris en compte dans l'autre thème principal du projet à savoir les masculinités positives.
<b>5. Droits sexuels et reproductifs:</b> Promouvoir l'accès aux droits à la santé sexuelle et reproductive pour tou-te-s	Il s'agit d'un des objectifs principaux de ce projet qui est transversalisé dans les trois résultats de ce projet (recherche action-formation/sensibilisation-plaidoyer) et qui est indissociable des deux autres thèmes abordés par le projet à savoir la lutte contre les VGB et les masculinités positives.
<b>6. Recherche :</b> Appuyer la recherche / action sur les thématiques	Une recherche-action sera menée au début du projet, afin d'élaborer une stratégie de renforcement de capacité. Elle permettra de développer les aptitudes, les connaissances et comportements pour d'une part renforcer le potentiel des acteurs, mais aussi adapter, en fonction des enjeux locaux des appuis adaptés aux bénéficiaires (jeunes, femmes, organisation communautaire de femmes) de Kindia.

## Description of Coherence

Cette intervention est conforme aux priorités des organisations internationales, aux ODD, au Plan d'Action Genre (PAG) III 2021-2025 de l'UE et au cadre normatif belge et international. Elle est cohérente avec la cible 4 du CSC Guinée qui elle-même reflète les notes stratégiques de la coopération belge sur le genre et les droits de l'enfant.

Elle est cohérente et complémentaire avec l'action récente et actuelle de certains bailleurs internationaux sur le terrain :

- L'amélioration de l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive de jeunes et adolescents (GIZ août 2018 - août 2019),
- L'UNFPA qui appuie les autorités dans la sensibilisation sur le planification familiale et les VBG ;
- Le projet « She decides » financé par Enabel qui a pour objectif de renforcer l'accessibilité aux droits reproductifs et sexuels sur l'axe Conakry, Kindia et Mamou (janvier 2019 - janvier 2024).

Toutefois, malgré ces diverses actions, et malgré le fait que sur le plan de la diffusion des informations il y a eu quelques avancées, force est de constater que la question des droits des femmes reste encore problématique à Kindia.

Les enquêtes conduites par le Conseil Régional des Organisations de la Société Civile en septembre 2020 ont répertorié 2 cas de féminicides, 85 cas de viols et 120 cas d'agressions sexuelles, 467 cas de violences conjugales dans seulement 5 quartiers de Kindia sur une période de 6 mois. Plus grave, le rapport du CROSC indique que seulement 2 % de ces cas de violences sont connus de l'administration publique, ainsi que des services de police ou agents de santé.

C'est pourquoi, l'intervention du M/F vient plus que compléter, mais apporte une valeur-ajoutée aux interventions antérieures, celle de relever le défi d'une approche plus anticipative que circonstancielle par :

- Le renforcement des compétences et attitudes des acteur.trices clés, en menant une recherche-action et en se concentrant sur l'analyse des pratiques pour produire des connaissances et un changement social.
- L'organisation les citoyen.nes et acteur.rices de la société civile, pour mettre en commun et renforcer leurs expertises et leurs capacités d'influence et de plaidoyer.

ADES est membre du bureau exécutif du Conseil Régional des Organisations de la Société Civile, ce qui permettra d'influencer les actions du Conseil en faveur de la lutte contre VGB et l'égalité femmes-hommes et de fédérer les membres du Conseil autour des actions. Cette dynamique se répercutera au niveau du Conseil National des OSC. L'idée étant aussi que ce projet puisse amorcer d'autres mises en réseau et synergies avec des acteur.trices guinéennes travaillant sur les thèmes abordés par le projet. La création d'un cadre de concertation au niveau local pouvant porter une stratégie de plaidoyer est d'ailleurs une des ambitions de ce projet et est reflété dans les résultats.

Finalement, ce projet est en totale cohérence avec le travail et les valeurs portées par le M/F. L'OS s'inscrit dans la stratégie globale du M/F, qui construit son travail aux Nords notamment sur base d'expertises et de recherche-actions croisées entre les Suds et les Nords. Il est important pour le M/F de pouvoir réaliser des recherche-actions dans des contextes différents (Afrique, Amérique Latine et Europe). Ces recherches permettent de mutualiser les expertises, de construire et porter des plaidoyers liés aux différents contextes sur des thématiques communes. De plus, il existe une cohérence entre le type de partenaires soutenus dans les Suds et le M/F (institution de deuxième niveau) ainsi que par rapport aux méthodologies employées (formation et plaidoyer se nourrissent des recherches-action)s. Tous les partenaires du M/F ont comme objectif principal le genre, que ce soit en termes de droits d'accès et de contrôle des ressources ou de lutte contre les violences faites aux femmes ou encore la construction de nouvelles masculinités.

### Description of Effectiveness

Ce projet a pour but de lutter contre les violences faites aux femmes et filles de la commune de Kindia, il constitue à cet effet une réponse à problème réel, d'actualité et très concret de la communauté.

- Une réponse aux contraintes institutionnelles liées à l'application et au respect des lois dans la cité ajouté au fait que la plupart des autorités locales de par leur niveau (analphabétisme) de par leur âge (conservatisme) de par leur religion (dogmatisme) adoptent la politique de l'autruche.
- Une réponse aux faiblesses organisationnelles des acteurs de la société civile de Kindia, dont les capacités à se projeter dans le long terme et à mobiliser des ressources pour mettre en œuvre des interventions de grande envergure restent limitées.
- Une réponse à l'invisibilisation des femmes et de leurs droits, qui conduit à l'incapacité à lutter efficacement contre les VBG, à leur absence de la scène publique.

L'efficacité du projet repose ainsi sur plusieurs éléments:

- Un ancrage fort d'ADES dans le tissu social et associatif de la Commune de Kindia. ADES est une organisation-phare dans l'éco-système associatif de la région de Kindia disposant de nombreuses connexions avec d'autres associations locales. Les porteur.ses du projet comptent obtenir la collaboration et s'appuyer sur toutes les organisations pertinentes qui forment le tissu associatif de Kindia. La plupart des projets notamment de sensibilisation déjà menés par ADES ne se sont faits sans ces alliances indispensables qui permettent non seulement d'ouvrir des portes mais aussi d'asseoir la légitimité du projet. Pour celui-ci ADES formera alliance avec les ONG suivantes: Guinée Action Développement (droits des femmes), l'AGP[1] F (l'association guinéenne pour le bien être familial) (plannification familiale), AGUIDEP (Association Guinéenne pour le Développement de l'Entreprise Privée[2] ) ainsi qu'avec un large réseau d'associations locales comme les groupements de femmes et de jeunes des quartiers. Ces alliances aboutiront à la création d'un cadre de concertation qui servira à opérationnaliser des synergies pour lutter contre les VGB et pour l'égalité et sera reconnu comme un interlocuteur clé par les pouvoirs publics.
- ADES dispose d'un large réseau auprès des décisionnaires et des acteurs institutionnels et d'une reconnaissance auprès des pouvoirs publics gagnée lors de ses actions précédentes. ADES compte obtenir le ralliement des acteurs-clés via des moments de discussion et la mise en place d'ateliers avec ceux.celles-ci.
- L'expérience en développement d'outils et de messages adaptés au contexte de cette région où l'illettrisme, les sensibilités culturelles et les interprétations religieuses conservatrices peuvent présenter un frein aux avancées sociales.
- Une expérience conséquente en matière de sensibilisation et notamment auprès de la jeunesse. ADES sait porter des débats sensibles sur la place publique comme par exemple la question des migrations irrégulières et a, grâce à ses actions pu soutenir et empourvoyer les voix les plus progressistes de la société.
- Une expérience sur la question des MGF et des VBG ;
- ADES a coopéré avec l'ONG GAD (Guinée Action et Développement) dans le cadre des activités sur la formation en leadership et le développement de la confiance en soi auprès de 200 femmes et fille de la commune rurale de Damakhanya en septembre 2017.
- ADES a coopéré avec l'ONG Association guinéenne pour le bien être familial AGBEF (antenne de Kindia) dans le cadre du projet "Amélioration de l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents entre août 2018 à août 2020"
- ADES a coopérer avec l'ONG ATC (Assistance Technique et Coopération) sur le projet "renforcer la résilience des communautés rurale de Souguéta pour mieux lutter contre les VBG exécuté entre août 2020 et février 2021"

ADES a aussi mené l'an passé un projet sur les MGF avec le soutien de l'Ambassade du Royaume Unie. Ce projet a d'ailleurs permis d'amorcer un travail sur la question des masculinités qui est apparue pour ADES comme la question incontournable pour traiter des questions des SRS et des VBG. ADES a dû s'emparer de cette question en organisant des groupes de parole avec les maris d'anciennes exciseuses dans l'idée qu'ils autorisent ces dernières à témoigner de leurs pratiques et de leur prise en compte des effets néfastes de celle-ci.

- Une équipe technique de 22 personnes dont 17 femmes, le soutien de 100 membres de l'assemblée générale dont la plupart sont des femmes, 6 administratrices et 37 bénévoles. ADES est une organisation qui a moins de 10 ans d'existence a déjà obtenu le soutien de plusieurs bailleurs internationaux tels que l'Union européenne (projet PASOC), ENABEL, l'Ambassade de France, l'Ambassade des Etats Unis, l'Ambassade Grande Bretagne en Guinée, Coginta, la fondation Rio Tinto, etc...

Afin de contribuer à lutter durablement contre les discriminations et violences faites aux femmes et filles en Guinée, les activités du projet seront concentrées sur 10 des plus grands quartiers de Kindia, représentant plus 62 % de la population totale et répertoriés par COGINTA comme étant les quartiers avec le plus grand taux de femmes développant le « sentiment d'insécurité » (*rapport d'enquête 2018*). Kindia, étant le chef-lieu d'une région administrative composée de 5 autres préfectures ce sont, à terme 1 916 277 dont 992 357 personnes qui seront indirectement touchées par nos actions de formation, sensibilisation et plaidoyer.

L'efficacité du projet sera renforcée en y articulant la trilogie recherche-formations-plaidoyer inspirée des méthodologies du M/F qui ont elles-mêmes prouvé leur efficacité dans d'autres contextes. L'OS s'inscrit dans trois axes d'intervention: la recherche action, le renforcement de capacité et le plaidoyer pour une meilleure implication des femmes et des jeunes dans la gouvernance des ressources et les politiques climatiques. La méthodologie découlant de la recherche action permet : (1) une meilleure appropriation du projet par les bénéficiaires, (2) le recadrage permanent des activités de formation et (3) d'alimenter le contenu des plaidoyers en s'appuyant sur la récolte d'information scientifiques et des actions concrètes et transformatrices sur le terrain.

Le M/F compte aussi échanger sur ses méthodes et expériences sur les questions de formations et sensibilisation et mettre à disposition ses outils notamment sur l'EVRAS (Education à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle) et violences basées sur le genre. Ses outils eux-mêmes ont été conçus avec partenaires des Suds. Le M/F accompagnera ADES dans ses démarches méthodologiques sur les recherches actions. A noter que le M/F a publié l'an passé une recherche action sur les masculinités croisant les regards entre le Sénégal, la Bolivie et la RDC et que les recherches menées lors de ce projet ne pourront que l'enrichir. Le M/F a l'intention de mettre ADES avec ses organisations partenaires expérimentées sur ces thèmes et ces méthodes notamment Si Jeunesse Savait en RDC, ENDA Graf et ENDA Pronat au Sénégal et REMTE et Casa de la Mujer.



ADES Guinée est une organisation qui a pour objectif de promouvoir le droit des femmes en Guinée, principalement les plus vulnérables (femmes en situation difficile, femmes en situation de handicap). Dans les modules de formations, dans la mise en œuvre des activités sur le terrain, nous veillerons à ce que soit diffusé des messages qui prennent en compte les femmes, issues de couches sociales, ethniques, financières les plus vulnérables ou porteuses de handicap. D'ailleurs ADES est déjà fort d'une expérience forte de travail en direction et pour les personnes porteuses de handicap. Il s'agit en plus des femmes et des filles d'un des groupes cibles de cette organisation de manière générale.

---

## Comments on description of effectiveness

Submitted by DGEO-MaartenY on Wed, 10/20/2021 - 09:47

### Dans le TOC nous retrouvons...

Dans le TOC nous retrouvons deux représentations visuelles distinguées (p. 4 et p. 5). Quelle est la relation entre les deux figures ? Serait-il possible de nous fournir la figure sur la page 4 à (plus) haute résolution ? ([maarten.yzewyn@diplobel.fed.be](mailto:maarten.yzewyn@diplobel.fed.be)). Merci.

---

Submitted by LMSLF on Thu, 10/21/2021 - 17:26

### Bonjour! je viens à l...

Bonjour! je viens à l'instant de vous envoyer un email qui s'intitule "TOC Guinée - Le Monde selon les femmes". Bien à vous, Agnès

---

Submitted by DGEO-MaartenY on Thu, 10/21/2021 - 17:51 in reply to *bonjour! je viens à l...* by lmslf

### Réponse reçue par mail le 21...

Réponse reçue par mail le 21/10:

"Le schéma de la page 4 est la schématisation de la théorie du changement (TOC) que nous avons élaboré avec notre partenaire. Nous avons élaboré un deuxième schéma, page 5, afin de représenter les acteurs qui sont impliqués dans les différentes sphères de contrôle, influence et intérêt.

Ce sont donc les différents acteurs qui vont porter les résultats souhaités selon notre théorie du changement."

Figure en haute résolution = ok

---

## Description of Efficiency

Le budget alloué au projet mis en œuvre par ADES permet la mise en œuvre d'un trépied d'actions soutenu par une équipe formée d'une coordinatrice, de 5 superviseuses (1 superviseuse pour 2 quartiers) et d'une comptable. Le trépied constitué par la recherche-action, les formations et le plaidoyer sera assuré par des animatrices et des bénévoles.

Le projet s'appuiera sur la valorisation des compétences de 5 bénévoles, capitalisant une moyenne de 18 ans d'expérience sur les questions de VBG et SSR. Les bénévoles ne recevront pas de primes, seulement leurs frais de transports et de nourriture seront pris en charge. En outre, ADES Guinée mettra sur ce projet des animatrices qui dédieront une partie de leur temps aux formations, rencontres, ateliers. Cette approche permettra de réduire les charges salariales sous le ratio de 30% du budget total.

L'organisation de recherches-action en début de programme vise à poser un diagnostic, établir une cartographie et proposer des pistes d'action. Les frais couvrent les déplacements des participants, la location des salles pour les rencontres et la reprographie des documents et autres brochures.

Les résultats permettront de créer deux modules de sensibilisation et de formation dans le but de former 30 animateur.trices ainsi que de nourrir le plaidoyer qui sera assuré par la participation à des émissions, débats diffusés à la radio (24/an) et à la télévision (2/an). L'ensemble vise à toucher au moins 2 800 jeunes et femmes par an.

Des évaluations seront menées deux fois au cours du programme pour mesurer les avancées. Les frais couverts sont les frais de déplacement pour le suivi et évaluation sur le terrain, les primes pour l'équipe des membres du conseil d'administration qui se réuniront au moins une fois par trimestre pour le suivi et faire une évaluation sur le niveau d'atteinte des résultats.

## Description of the expected Impact

Les impacts suivants sont attendus:

Appropriation des formations par les animateur.trices internes pour sensibiliser la population sur l'impact des mariages forcés, précoces, MGF et VBG et pour accompagner les bénéficiaires dans les démarches de dénonciation des VGB même après projet;

Information de l'ensemble des jeunes hommes et femmes des communautés locales sur les conséquences des mariages forcés, précoces, MGF et autres VBG ainsi que sur la masculinité positive et les SRS;

Appropriation des droits, fortification des capacités de leadership des différents groupes cibles du projet afin d'être multiplicateurs de bonnes pratiques pour porter le plaidoyer à plusieurs niveaux;

Renforcement des compétences de l'ensemble des acteurs impliqués au projet et accroissement de leurs capacités pour appuyer les bénéficiaires d'autres préfectures du pays grâce aux nombreux moments d'échange et visite;

Une amélioration des conditions de vie des jeunes filles et femmes de Kindia suite à une nette diminution des cas de VBG;

Promotion des normes de la masculinité positive au niveau de toute la commune de Kindia, grâce aux actions de sensibilisation et de formation des communautés;

Adoption des normes de comportement égalitaire par les jeunes et hommes de la commune urbaine de Kindia suite aux actions de sensibilisation dans les ménages. Les femmes ont plus de temps pour elles-mêmes et s'impliquer dans la vie de la cité. Les femmes décident quand elles peuvent avoir des enfants.;

Augmentation du nombre de cas de dénonciation par les jeunes filles et femmes victimes de cas de VBG, dans les 33 quartiers de la commune de Kindia grâce aux activités de sensibilisation et de plaidoyer.

## Description of Sustainability

La logique globale d'intervention de l'OS est d'orienter et de concentrer l'action sur des publics multiplicateurs au sein de la société civile afin de garantir que les bénéfices de nos actions continuent même après la fin de l'intervention. Ce programme vise à renforcer les capacités de notre nouveau partenaire ADES. Nous prévoyons d'organiser de nombreux moments d'échanges et de visites, afin de renforcer ses capacités par la transmission de nos méthodologies, outils et grilles de travail qui s'adaptent au contexte et s'inscrivent dans le cadre d'une éducation populaire, féministe et émancipatrice. Ces rencontres représentent des lieux d'échanges de bonnes pratiques qui permettent de croiser les regards, afin de bénéficier, mutuellement de l'expertise de l'autre. Notre vision du partenariat consiste en l'appropriation et l'enrichissement de nos outils de travail respectif afin de les transmettre et de contribuer à la durabilité technique et institutionnelle. L'intervention de ce programme est en grande partie liée aux renforcements de capacités, notamment la formation, sensibilisation et la recherche action qui place les actrices et acteurs au cœur des processus.

La durabilité sociale et l'appropriation de l'intervention des groupes cibles s'appuient également sur la valorisation des initiatives, connaissances et compétences locales. Nos activités ont pour objectif de stimuler les groupes cibles pour renforcer leur pouvoir au niveau:

- **individuel** par les activités de déconstruction de stéréotypes et pour stimuler la confiance et le leadership,
- **interpersonnel** pour questionner les rapports de domination H/F, les questions de masculinités toxiques ou transformatrices,
- **groupal** pour questionner les rôles traditionnelles et les injonctions adressées aux femmes qui compromettent leur capacité,
- **organisationnel** pour analyser la manière dont les femmes et les hommes, en tant que groupes sociaux sexués, se répartissent le pouvoir, les ressources, l'influence et poursuivent des logiques d'intérêts différentes
- **institutionnel** par des formations pour connaître le cadre législatif qui garantit les droits humains, les droits des femmes, etc. et savoir les revendiquer,
- et enfin **l'historicité**, pour renforcer la capacité de la société de se transformer par la mobilisation sociale et les luttes collectives.

L'intervention vise ces 6 niveaux de pouvoirs afin de rendre l'action plus efficace grâce à l'analyse de tous les niveaux mais également parce leur renforcement garantit une meilleure appropriation par les groupes cibles. Les interventions forment les différents groupes cibles pour une appropriation de leurs droits et revendications et fortifient leur leadership et leur capacité d'être multiplicateurs de bonnes pratiques afin qu'ils puissent porter le plaidoyer à plusieurs niveaux. Ces multiplicateurs sont les élues et leaders religieux et communautaires, les membres des ONG et associations de femmes, les enseignants, les décideurs politiques et représentants institutionnels et les jeunes filles et garçons, qui vont porter cette lutte pour une société juste, égalitaire et inclusive.

Enfin, nos partenaires ont une trajectoire professionnelle de longue haleine et des partenariats financés par plusieurs donateurs internationaux. L'élaboration et l'écriture de ce programme a été principalement portée par ADES, ce qui prouve une réelle appropriation et maîtrise de ses interventions, et donc la capacité à trouver d'autres sources de financement, garantie donc une durabilité financière.

Le renforcement des compétences, des connaissances et aptitudes des acteurs clés par M/F en menant une recherche action, est un facteur réel de pérennité, puisqu'elle permettra aux acteurs d'identifier eux-mêmes les besoins d'établir une démarche adaptée au contexte pour atteindre les changements.

## Description of the Partnership Strategy

La vision, la mission et les principes d'action du Monde selon les femmes (M/F) se basent sur des valeurs de respect des droits humains, d'égalité, de solidarité, de justice sociale, de diversité, de responsabilité, de durabilité et d'engagement. Le M/F agit pour la construction d'un mouvement mondial en faveur d'un développement solidaire, durable et décolonial fondé sur l'égalité femmes-hommes. Pour le programme 2022-2026, le M/F travaille avec REMTE Bolivie, La Casa de la Mujer, l'ANPC, Si Jeunesse Savait, ENDA Graf, ENDA Pronat et ADES Guinée.

Globalement, les partenariats développés par le M/F obéissent à trois approches. Ces partenariats ne sont pas exclusifs et peuvent se combiner :

1. Une approche affinitaire qui met en avant le partage d'objectifs et de valeurs communs et des modes opératoires relativement similaires.
2. Une approche identitaire dont le socle est constitué souvent par l'appartenance à des réseaux communs.
3. Une approche complémentaire fondée sur la complémentarité des compétences et la connaissance que l'une des parties peut avoir du territoire d'intervention.

A travers ces partenariats, Le Monde selon les femmes a plusieurs objectifs :

- contribuer au processus d'empowerment des femmes des Suds,
- la déconstruction des rapports sociaux de genre,
- la promotion d'une éducation populaire avec des méthodologies féministes et émancipatrices qui place les femmes comme citoyennes solidaires et engagées sur le plan politique, économique, social et culturel, dans les mobilisations sociales et la production de savoirs,
- la bonne intégration par les acteurs.trices de développement de l'approche genre dans leurs pratiques - aux Nord et aux Suds.

Les projets soutenus répondent à des critères précis, tant au sujet du type d'intervention, la méthodologie adoptée et pour ce qui est de la démarche, qui se veut participative et intégrant le principe de coresponsabilité. Le M/F entend valoriser la spécificité des actions et des pensées développées par ses partenaires et les associations de femmes, notamment des Suds. Cette vision implique :

- la mise en évidence de la similarité des enjeux des relations Nord/Sud et des rapports de genre qui constitue la base des partenariats conçus autour de projets communs, construits, décidés et mis en œuvre avec ses partenaires,
- dans le respect de la diversité des partenaires, le fait de favoriser une approche multi-acteurs pour développer les échanges, les apprentissages et renforcements mutuels et une action concertée en vue de plus d'égalité entre les hommes et les femmes dans le monde,
- un partenariat avec des institutions de deuxième niveau, susceptibles de jouer un rôle multiplicateur au sein des bénéficiaires du projet, qui sont identifiés et appuyés directement par nos partenaires.

Ainsi, les thématiques abordées dans les différents outcomes du programme sont réfléchies en lien avec les partenaires des Suds du M/F et les réalités dans le Nord, soit : « penser le Sud dans le Nord ». Le M/F et ses partenaires travaillent par la même méthodologie qui s'articule autour de trois axes qui correspondent aux résultats

de l'outcome : la recherche-action, la formation et le plaidoyer (au Nord avec les partenaires des Suds). Des séminaires et des échanges de pratiques, de matériel sont également prévus entre les partenaires des Suds et des Nords (croisement intercontinentaux). Nos partenaires constituent la boussole du M/F pour construire les stratégies de plaidoyer qui se basent sur le contexte local, qui alimentera également le plaidoyer aux Nords. Il s'agira d'identifier et sélectionner les partenaires, plateformes les plus adéquates pour mener les plaidoyers dans les différents pays en lien avec les réalités contextuelles.

Pour finir, le M/F et ses partenaires veillent à prendre en compte la durabilité des résultats dans la planification et la mise en œuvre de programmes ou projets communs. En même temps, le changement requis pour atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes est tel qu'il implique de travailler sur les changements de mentalité, d'attitude, de comportements et de pratiques sur des périodes beaucoup plus longues que celles habituellement prise en compte pour un projet. De manière générale, le M/F n'encourage pas la dépendance financière des partenaires. En même temps, étant donné la similarité des enjeux aux Nords et aux Suds, il a intérêt à construire des relations de partenariat sur le long terme, qui peuvent prendre ou non la forme de partenariats financiers.

Dans ce cas précis, il s'agit d'une première intervention en Guinée et d'un tout nouveau partenariat. Le Monde selon les femmes a l'intention tout particulièrement d'accompagner les porteurs du projet dans la mise en œuvre des méthodologies des recherches actions et de création de modules de formations et sensibilisation et de transmettre ses outils de sensibilisation sur les VGB, l'EVRAS et les masculinités afin qu'ADES puisse les adapter à son contexte. Ses mêmes outils ont été conçus avec la contribution des autres partenaires des Suds et ont été pensés pour être adaptables à différents contextes socio-culturels.

## Comments on description of the partnership strategy

Submitted by DGEO-MaartenY on Wed, 10/20/2021 - 09:44

### Partenariat ADES

Le programme se base sur un partenariat avec l'ONG ADES. S'agit-il de leur représentant en Guinée ? Pouvons-nous avoir plus de détails sur l'historique de ce partenariat et pourquoi cet ONG a été choisi ?

Submitted by LMSLF on Thu, 10/21/2021 - 17:30

### pourquoi ADES?

Cher Maarten,

Merci pour cette question. Voici notre réponse:

ADES Guinée n'est pas une branche guinéenne d'une organisation plus large mais bien une organisation indépendante basée dans la préfecture de Kindia (env. 135 km au Nord de Conakry).

Il s'agit de l'Association pour le Développement Economique et Social, une organisation créée en 2012 par des étudiantes engagées dans la promotion des droits des femmes dans les marchés de Kindia. Depuis lors, comme il est expliqué dans la partie efficacité, cette organisation a grandi. Elle a une centaine de membres, un staff de 22 personnes et attire des bailleurs internationaux. (<https://www.facebook.com/ades.guinee> ; comme vous le savez très peu d'ONG en Afrique de l'Ouest ont les moyens d'avoir un site internet)

Il s'agit d'une toute nouvelle proposition de partenariat. Cette organisation était connue de notre coordinatrice Mme Agnès Bertrand-Sanz puisqu'elle était une organisation partenaire d'un programme financé par la Commission européenne qu'elle-même gérait et qui portait sur les questions liées à la migration et le développement (<https://madenetwork.org/md-west-africa>). Cette ONG guinéenne dans la mise en œuvre de ce projet avait brillé par les résultats atteints qui avaient dépassé les cibles initiales, par la mobilisation associative locale et la rigueur dans sa mise en œuvre et gestion. Surtout, ADES même si elle n'en porte pas le nom est une véritable ONG féministe, créée par des femmes et qui œuvre pour les femmes ou sinon met en œuvre des projets avec une véritable perspective de genre. Le Monde selon les femmes souhaitait depuis longtemps étendre ses partenariats en Afrique de l'Ouest. La Guinée s'est tout de suite profilée au vu des défis des femmes dans ce pays. De surcroît, Mme Barry, une membre de l'équipe a travaillé et milité pendant des années sur la question de l'égalité de genre et les mutilations génitales féminines en Guinée. Mme Bertrand-Sanz a proposé le partenariat avec ADES au vu de la confiance qu'elle avait dans cette ONG.

Dans la conception de ce projet, il était évident que nous avions les mêmes objectifs, des valeurs communes et la même conception du développement. ADES est une organisation qui a deux axes d'intervention (éducation et environnement). Le Monde selon les femmes a décidé qu'il travaillerait avec ADES dans le renforcement de ses capacités en terme d'autonomisation des femmes, violences basées sur le genre et santé sexuelle et reproductive. Le Monde selon les femmes a identifié lors de l'étape du diagnostic institutionnel d'ADES Guinée, un besoin d'outils de formation et de sensibilisation sur les questions de violences sexuelles.

N'hésitez pas à revenir vers nous si vous avez besoin de plus de précisions.

Agnès et Linda pour Le Monde selon les femmes

## Description of Synergies

Synergie	Synergie Genre
Nom complet :	Action Damien, APEFE, Eclasio, Le Monde Selon Les Femmes, Memisa, Trias,
Cible CSC :	CB 4

Description synthétique du rôle de la collaboration pour cet outcome :	<p><i>Cette synergie, opérationnelle et informationnelle, regroupe l'ensemble des ACNG du CSC Guinée (Action Damien, APEFE, Eclósio, Le Monde Selon Les Femmes, Memisa, Trias, qui ont comme objectif commun une bonne intégration de l'approche genre dans les pratiques – au Nord et au Sud, au sein de leurs structures et celles de leurs partenaires. Le genre étant un cible spécifique et transversale, elle s'articulera avec les différentes cibles stratégiques et sera plus spécifiquement reprise au sein de la cible 4 Genre &amp; Inclusion du CSC. Les ACNG ont identifiés les pistes de collaboration suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ <i>La mutualisation des renforcements de capacités en ouvrant des formations thématiques aux partenaires respectivement appuyés , ex :</i></li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Formation sur le Genre comme condition de développement durable du M/F (GCDD) ,</li> <li>· Formation de formateurs.rices du M/F (FORFOR),</li> <li>· Renforcement du leadership des organisations de membre de TRIAS (LEATRA)</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ <i>La valorisation des expériences concrètes des ACNG pour améliorer l'impact du genre dans les interventions (développer des outils et méthodologie de plaidoyer à partir des femmes et des filles)</i></li> <li>◦ <i>La promotion de l'autonomisation des femmes et du renforcement de l'égalité entre femmes et hommes par l'échange de bonnes pratiques et la mutualisation d'expertises avec et entre les partenaires,</i></li> </ul> <p>Les ACNG pourront bénéficier mutuellement de l'expertise des autres (genre, leadership, accès au soin, expertise du contexte local) pour se renforcer et renforcer leurs partenaires.</p>
Type	Synergie opérationnelle

## Description of how individual or collective recommendations and lessons are to be taken into account

C'est la première fois que le M/F a un programme avec la Guinée donc nous n'avons pas de recommandations ni d'apprentissages collectifs.

## Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Projet de convention de partenariat ADES MF	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_ADES_2022-26.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_ADES_2022-26.pdf</a>
Analyse des risques associée à l'outcome	Analysis of risks associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Analyse%20des%20Risques%20Guin%C3%A9e%2022-26.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Analyse%20des%20Risques%20Guin%C3%A9e%2022-26.pdf</a>
MF fiche signalétique partenaire Guinée	Fact sheet per partner	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/MF%20fiche%20signal%C3%A9tique%20partenaire%20Guin%C3%A9e.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/MF%20fiche%20signal%C3%A9tique%20partenaire%20Guin%C3%A9e.pdf</a>
TOC Guinée 22 -26 MF ADES	Theory of Change associated with the outcome	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/TOC%20Guin%C3%A9e%2022-26%20MF%20ADES_0.pdf">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/TOC%20Guin%C3%A9e%2022-26%20MF%20ADES_0.pdf</a>

## Outcome budget

### T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

### Description

Investissements : Achat des équipements suivants:

- Chevalet mobile qui servira pendant les séances de formation au sein des quartiers
- Vidéoprojecteur pour la projection de film vidéo, d'images, sur la sensibilisation/ formation sur les VBG/ la SSR /l'égalité des sexes, parmi les jeunes.
- Le groupe électrogène pour alimenter le vidéoprojecteur, les ordinateurs et maintenir le courant pendant toutes les activités de formation avec le public (conférences/ Séminaires...).

Bien entretenus, ces équipements pourront être utilisés sur plus de 5 ans.

Frais de fonctionnement :

Déplacement: frais de location de véhicule, en moyenne 5 jours de déplacements par mois pendant 12 mois; à raison de 300 000 GNF par jour. Soit: 5 jours de déplacement x 12 mois x 300 000 GNF = 18 000 000 GNF

Bureau local : frais de location du bureau (coût supporté par le projet= 800 000 GNF/mois) et frais de communication téléphone/internet, entretien du bureau,....  
 Formation/Sensibilisation/Plaidoyer/causerie éducative : participation à des émissions de radio et de télévision ( 24 émissions radio par an à 19 200 000 GNF et 2 émissions télévision à 5 000 000 GNF), production d'affiche et de banderoles imprimées sur bâche en plastique, frais de déplacement et de nourriture des animateur.trice.s et bénévoles, frais de location de salle pour les rencontres et formations, création et impression de documents et brochures de sensibilisation.  
 Evaluations : frais de déplacements, primes pour les membres du CA chargés de l'évaluation 1xtrimestre.

Frais de personnel :

Le projet valorise le travail des bénévoles. Recrutement de personnel qui consacrera une partie du temps au projet. Pour ce projet 7 personnes seront prises en charge:

- 5 Superviseuses (1 Superviseuse pour 2 Quartiers), payés à 700 000 GNF chacun
  - 1 Comptable payée à 500 000 GNF
  - 1 Coordinatrice payée à 500 000 GNF
- Soit un montant total de 4 500 000 GNF par mois et 54 000 000 GNF par an – soit 4688 euros.

Synergies/collaborations: réalisation des synergies expliquées dans le programme (répartis dans "autres" et "déplacement").  
Dépenses siège: voyages de suivi et déplacement de nos partenaires au siège du M/F pour événements (dans "déplacements").

## Contacts

### Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Agnès BERTRAND
Telephone :	+32488138756
Email :	agnes@mondefemmes.org

### Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	Le Monde selon les femmes
Name :	Linda HAMZE
Telephone :	+32 2 211 00 35
Email :	linda@mondefemmes.org

## Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
Projet de convention de partenariat ADES-MF	Partnership Agreement	<a href="https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_ADES_2022-26.doc">https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_ADES_2022-26.doc</a>

## List of partnerships/cooperative for the outcome

### List of partnerships for the outcome

Acronym ADES GUINEE

Full name Association pour le Développement Economique et Social

## Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
24917	24917	24917	24917	24917	124585

## Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

